

# HISTOIRE DE LA CONSTRUCTION SOCIALISTE EN ALBANIE (1944-1975)

ACADEMIE DES SCIENCES DE LA RPSA  
INSTITUT D'HISTOIRE

## Sommaire :

### PREMIERE PARTIE

#### La construction de la base économique du socialisme

CHAPITRE I — La consolidation de l'Etat de démocratie populaire et les débuts de la construction de la base économique du socialisme (p. 2)

CHAPITRE II — Le développement du pays dans la voie du socialisme (p. 19)

CHAPITRE III — La politique extérieure de la RPA dans les années 1944-1948 (p. 32)

CHAPITRE IV — Tournant historique dans la vie du pays (1948-1950) (p. 44)

CHAPITRE V — L'Albanie dans les années de sa transformation d'un pays agraire arriéré en un pays agraire-industriel (p. 54)

CHAPITRE VI — Achèvement de la construction de la base économique du socialisme (p. 67)

CHAPITRE VII — La situation internationale et la politique extérieure de la RP d'Albanie dans les années 1956-1960 (p. 77)

### SECONDE PARTIE

#### L'édification intégrale de la société socialiste

CHAPITRE VIII — Les débuts de l'édification intégrale de la société socialiste (p. 85)

CHAPITRE IX — La révolutionnarisation plus poussée de toute la vie du pays (p. 95)

CHAPITRE X — La politique extérieure de la RP d'Albanie dans les années 1961-1970 (p. 114)

CHAPITRE XI — L'approfondissement de la révolution socialiste dans les années 1971-1975 (p. 125)

Conclusion (p. 137)

HISTOIRE DE LA CONSTRUCTION SOCIALISTE EN ALBANIE a été rédigée à l'intention du lecteur étranger par **LUAN OMARI** et **STEFANAQ POLLO**. La présente édition se fonde essentiellement sur le IV<sup>e</sup> tome de l'« HISTOIRE DE L'ALBANIE (1944-1975) », publié par l'Institut d'Histoire près l'Académie des sciences de la RPS d'Albanie et rédigé par **Luan Omari, Apostol Kotani, Arben Puto, Mentor Belegu, Viron Koka, Stavri Naçi, Niko Deçka, Stefanaq Pollo, Burhan Çiraku** et **Shyqyri Vlashi**. Cet ouvrage a été traduit à la Rédaction des langues étrangères des Editions « 8 Nëntori ».

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publiée en 1988  
par les Editions « 8 NËNTORI », Tirana.

[WWW.MARXISME.FR](http://WWW.MARXISME.FR)

## ***PREMIÈRE PARTIE***

### ***LA CONSTRUCTION DE LA BASE ÉCONOMIQUE DU SOCIALISME***

#### **CHAPITRE I**

##### **La consolidation de l'Etat de démocratie populaire et les débuts de la construction de la base économique du socialisme**

###### **1. Le triomphe de la révolution populaire et le nouveau rapport des forces de classe.**

Le 29 novembre 1944, avec le triomphe de la Lutte antifasciste de libération nationale et de la révolution populaire, le peuple albanais a ouvert une nouvelle page dans son histoire. L'Albanie s'est libérée de l'occupation fasciste et, pour la première fois dans son histoire, le peuple albanais a conquis sa véritable indépendance nationale. Il a également renversé le pouvoir des classes exploiteuses, des propriétaires terriens et de la bourgeoisie, qui avaient lié leur sort à celui de l'occupant fasciste, et a instauré le pouvoir populaire. Ainsi l'Albanie s'est détachée du système capitaliste mondial.

Durant la Lutte de libération nationale l'unité des masses populaires au sein du Front de libération nationale et autour du Parti communiste de l'Albanie dirigé par son fondateur, le camarade Enver Hoxha, se renforça encore plus. Cette unité était le facteur principal qui permettait non seulement de défendre les victoires remportées dans la Lutte de libération nationale, mais aussi de promouvoir la révolution populaire afin de mettre sur pied un nouveau système social qui puisse garantir la libération véritable du peuple travailleur de l'oppression et de l'exploitation.

Mais bien que le nouveau pouvoir populaire instauré graduellement au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale dans chaque région libérée de l'ennemi s'étendît à présent sur tout le territoire de l'Albanie, la situation du pays n'était pas encore complètement stable. Les forces de la réaction militairement et politiquement vaincues, n'étaient pas complètement liquidées. Une partie de la population, bien que peu nombreuse, était encore sous l'influence des forces de la réaction. Quelques zones du Nord notamment subissaient encore l'emprise des bayraktars et du clergé. Cette influence a été accrue par la propagande impérialiste ainsi que par l'activité des bandes de fugitifs, formées principalement des débris des organisations réactionnaires qui avaient collaboré avec les envahisseurs, le Balli kombëtar et le Legaliteti. La consolidation de la situation intérieure, la lutte contre les bandes et le travail de persuasion et d'éducation mené parmi les couches de la population qui adoptaient une attitude malveillante ou indifférente à l'égard de la nouvelle réalité en Albanie, étaient des tâches urgentes et fondamentales pour le pouvoir populaire. Les conditions étaient favorables pour la réalisation de cette tâche. Le Parti communiste, qui avait réussi à dresser le peuple dans la lutte de libération et à former l'armée régulière révolutionnaire ainsi que le nouveau pouvoir populaire, était l'unique force dirigeante et organisatrice du pays. Malgré les efforts faits non seulement par les ennemis déclarés de la révolution mais aussi par ses ennemis camouflés, les éléments antiparti, ambitieux et arrivistes, qui avaient réussi à s'infiltrer jusqu'aux organes supérieurs du Parti pour miner son autorité et son rôle dirigeant, le Parti communiste jouissait d'un très grand prestige.

D'autre part, depuis sa création durant la Lutte, le nouveau pouvoir populaire n'était pas une simple dictature démocratique révolutionnaire, il renfermait en embryon la dictature du prolétariat. Cet état de choses avait été rendu possible par le fait que la Lutte de libération nationale s'était mue en une révolution de caractère profondément populaire qui, sous la direction du Parti communiste, était dirigée aussi contre les classes exploiteuses, appui politique et social de l'occupant. La rapide évolution des événements, la modification du rapport des forces de classe en faveur de la classe ouvrière et des masses travailleuses déterminèrent le développement accéléré de cette forme embryonnaire. Ainsi, avec la libération complète de notre pays, le nouveau pouvoir populaire instauré dans toute l'Albanie, commença à s'acquitter des fonctions de la dictature du prolétariat, sous la forme de l'Etat de démocratie populaire. Le caractère populaire du pouvoir et le rôle dirigeant du Parti communiste furent les principaux facteurs qui rendirent aussi possible la réalisation de la révolution populaire, démocratique, antiféodale et anti-impérialiste dans les domaines économique, social et culturel et qui, en assurant son développement immédiat et continu, devaient la convertir en révolution socialiste.

Après avoir réalisé le principal objectif stratégique de la Lutte antifasciste de libération nationale, la libération complète de l'Albanie et l'instauration du pouvoir populaire, le nouvel objectif stratégique qui se posait devant notre pays était la construction du socialisme. Mais pour l'atteindre il fallait prendre des mesures pour réaliser les tâches urgentes, prémisses indispensables de la mise en œuvre des transformations économico-sociales. Il s'agissait : a) de défendre l'indépendance du pays contre ses ennemis impérialistes américains et anglais et leurs alliés en consolidant le pouvoir et en ne permettant aucune intervention politique et économique de leur part en Albanie ; b) de liquider les débris du fascisme et de ses collaborateurs, ce qui signifiait aussi éliminer toutes les conséquences politiques, juridiques et idéologiques de l'occupation fasciste ; c) de compléter et de perfectionner le nouvel appareil d'Etat sur la base des conseils de libération nationale en élargissant la participation du peuple au gouvernement du pays et en adoptant toutes les mesures nécessaires pour que ces conseils de libération nationale s'acquittent le mieux possible de leurs tâches d'organes représentatifs des masses populaires ; d) de développer plus avant la révolution dans son processus ininterrompu, ce qui impliquait la réalisation de réformes sociales et économiques de caractère démocratique combinées avec des réformes plus radicales, de caractère socialiste.

La réalisation de ces tâches dépendait non seulement de la situation intérieure mais aussi de la situation internationale, du nouveau rapport des forces qui s'établissait dans le monde à la suite de la victoire de la coalition antifasciste. La libération de l'Albanie s'acheva alors que la Seconde guerre mondiale se poursuivait encore. Celle-ci se termina en Europe par la capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie, le 9 mai 1945, et en Asie par la capitulation du Japon, le 2 septembre 1945.

La mise en déroute des puissances fascistes par l'Union soviétique, les autres Etats alliés et la lutte armée des peuples opprimés, eut pour effet de grandes transformations dans le monde. L'Union soviétique en dépit des grandes pertes en vies humaines et en biens matériels, est sortie de la guerre militairement plus puissante et avec un immense prestige politique. La révolution populaire qui triompha dans une série de pays de l'Europe et de l'Asie, conduisit, par son développement continu, à l'instauration de la dictature du prolétariat. La révolution populaire en Chine entra dans une nouvelle étape, décisive, qui devait conduire quelques années plus tard à la libération du pays du joug féodal et impérialiste et à la proclamation, le 1<sup>er</sup> octobre 1949, de la République populaire de Chine. Ainsi commença la désagrégation du système colonial de l'impérialisme.

De nouveaux rapports de fraternité, d'amitié et d'entraide, jusqu'alors inconnus dans le monde capitaliste, s'établirent entre le premier Etat socialiste, l'Union soviétique, et les pays de démocratie populaire affranchis de la domination des capitalistes et des gros propriétaires terriens.

Ainsi se forma le camp démocratique et anti-impérialiste qui commença à jouer son rôle en tant que facteur principal de progrès, de paix et de démocratie dans l'évolution de l'humanité. Dans ce camp, qui comprenait l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire, s'intégra aussi l'Albanie. Cela était très important pour la petite Albanie arriérée, non seulement pour la défense de son indépendance contre les menaces de l'impérialisme, mais aussi pour son développement économique et culturel. L'intégration de l'Albanie dans ce camp était le résultat logique de la révolution populaire albanaise, des transformations politiques et sociales opérées, de la création d'un nouveau système qui, par son caractère, était du même type que le système socio-économique établi en Union soviétique et qui était instauré alors dans les pays de démocratie populaire.

Les puissances impérialistes, avec à leur tête les Etats-Unis, ne pouvaient pas s'accommoder de ces transformations radicales dans le sens de la démocratie et du socialisme. Elles se mirent à conjuguer leurs efforts pour sauver le système capitaliste, étouffer les mouvements anti-impérialistes dans les pays coloniaux et dépendants, freiner l'élan croissant du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes, organiser la contre-révolution dans les pays de démocratie populaire. Recourant à la politique de force, elles se mirent à s'immiscer ouvertement dans les affaires intérieures de ces Etats qui n'acceptaient pas de se soumettre à leur diktat.

Dans ces conditions, seule une lutte résolue contre l'impérialisme pouvait garantir les victoires remportées, l'indépendance nationale et la paix. La ligne révolutionnaire et anti-impérialiste conséquente suivie par le Parti communiste d'Albanie et le pouvoir populaire était l'un des principaux facteurs qui déterminèrent le développement de l'Albanie après sa libération du fascisme.

L'heureuse réalisation des nouvelles tâches dépendait étroitement avant tout du renforcement de l'Etat de démocratie populaire. La mise sur pied du pouvoir populaire constituait la plus grande victoire du peuple albanais et la condition fondamentale de l'accomplissement de transformations radicales dans la vie économique-sociale en faveur des masses travailleuses. Le processus de la construction de la nouvelle machine de l'Etat dont les fondements avaient été jetés au cours de la Lutte de libération nationale se poursuivit après la libération du pays parallèlement à la destruction de l'appareil d'Etat des classes ennemies. Le nouveau mécanisme étatique fut créé sur la base des conseils de libération nationale, seuls organes représentatifs du peuple.

Dans les zones où la lutte avait été la plus âpre, les conseils avaient été mis sur pied depuis longtemps et étaient investis d'une autorité complète en tant qu'organes de pouvoir. Dans certaines zones du Nord, les dernières libérées, les conseils furent immédiatement mis sur pied. Au cours du premier trimestre de 1945 les nouvelles élections des conseils de libération nationale eurent lieu dans les régions de l'Albanie méridionale et centrale. Elles furent suivies d'autres élections dans les autres régions du pays. Les élections précédentes avaient eu lieu pendant la lutte et il fallait compléter et renouveler la composition des conseils. Les élections eurent lieu au scrutin public, conformément à la loi approuvée à la II<sup>e</sup> Réunion du Conseil antifasciste de libération nationale (CALN) à Berat en octobre 1944. Ces élections contribuèrent à renforcer et à vivifier les organes du nouveau pouvoir.

L'appareil administratif fut édifié conformément à la division administrative-territoriale du pays. On conserva pour un certain temps l'ancienne division en préfectures (10 en tout), sous-préfectures, et villages. De jeunes cadres issus de la Lutte antifasciste de libération nationale entrèrent dans le nouvel appareil d'Etat. Ils manquaient d'expérience en matière d'administration, mais ils étaient fidèles au peuple et au pouvoir populaire, pleins d'enthousiasme révolutionnaire et ils devaient acquérir de l'expérience dans le cours de leur travail et profiter aussi de leur collaboration avec des employés de l'ancien pouvoir mais qui étaient des patriotes. Dès le début, les organes du pouvoir populaire considèrent comme destitués les fonctionnaires de l'ancien régime et comme nommés provisoirement tous les employés rappelés à leurs fonctions jusqu'à la vérification de leur comportement passé. L'introduction des nouveaux cadres, le renforcement de la direction et du contrôle du Parti sur l'appareil administratif eurent pour effet de transformer cet appareil en un puissant levier pour promouvoir la révolution populaire et écraser les classes exploiteuses.

L'organisation de l'armée et des organes de la Sûreté d'Etat sur des bases modernes pour défendre les conquêtes de la révolution populaire revêtait une importance particulière. Dans la première période qui suivit la libération du pays, c'est les conseils de libération nationale des quartiers et des villages en collaboration avec les commandements de l'armée qui avaient pour mission de grossir les rangs de l'armée de nouvelles recrues. Les conseils dressaient les listes des jeunes âgés de plus de 17 ans et les remettaient aux commandements. La mobilisation dans l'armée était partielle et, dans une certaine mesure, fondée sur le volontariat du fait qu'il n'avait pas été fixé de limites d'âge, ni inférieure ni supérieure. La réorganisation de l'armée, en ce qui concernait ses effectifs et ses cadres, son équipement en armes modernes et son entraînement suivant l'art militaire de l'époque, combinée avec l'expérience de la Lutte antifasciste de libération nationale, conduisirent à sa modernisation. Quiconque était libéré de son service militaire non seulement avait appris à lire et à écrire mais avait aussi acquis assez de connaissances générales qui devaient lui être utiles dans la vie. Des cours furent institués pour la qualification des cadres de l'armée. En mars 1945, fut organisée auprès de l'école de perfectionnement des officiers à Tirana l'école des cadets, qui devait, plus tard, prendre le nom d'école militaire «Skanderbeg», Beaucoup d'autres officiers furent envoyés dans des écoles militaires en Union soviétique pour y acquérir une spécialisation dans diverses branches.

Afin de renforcer la défense du pays et de garantir son indépendance, en avril 1945 fut créé le Corps des gardes-frontières, et, quatre mois plus tard, la Flotte de guerre. Afin de maintenir l'ordre public, après la Libération fut créée la police populaire dont les unités succédaient aux commandements locaux et régionaux créés au cours de la lutte de libération nationale. Les unités de la police, en tant qu'organe armé chargé d'assurer l'ordre public, furent créées auprès des conseils de libération nationale de préfecture, de sous-préfecture, de localités et relevaient directement de ces conseils. La police des localités était nommée par la population et la police de préfecture et de sous-préfecture par les comités exécutifs des conseils de libération nationale concernés.

Toutes les mesures nécessaires furent également prises pour mettre sur pied le nouvel appareil judiciaire au service du peuple. La nouvelle justice populaire avait ses racines dans les tribunaux organisés par les unités de partisans et les conseils de libération nationale contre les traîtres et les ennemis du peuple. Mais après la Libération ils cédèrent la place à des organes judiciaires réguliers. A la fin de 1944 furent créées auprès des conseils de libération nationale des sections de la justice chargées de régler les questions civiles les plus urgentes. En janvier 1945 furent institués des tribunaux militaires qui, outre les crimes commis par les militaires, jugeaient aussi des méfaits des criminels de guerre et des ennemis du peuple. Mais un système judiciaire complet n'avait pas encore été créé, qui pût examiner et résoudre les questions pénales et civiles en général suivant une procédure courante. Cela ne fut réalisé qu'après la promulgation de la loi de mai 1945 lorsque furent institués les divers éléments de l'appareil judiciaire.

Les tribunaux populaires, base du nouveau système judiciaire, étaient mis sur pied dans chaque chef-lieu de préfecture et dans la plupart des chefs-lieux de sous-préfecture. Les juges étaient élus par les conseils de libération nationale respectifs.

Le nouvel appareil d'Etat fut fondé en même temps que la nouvelle législation révolutionnaire. Pour instituer une pareille législation il fallait d'abord renverser l'ancien système juridique mis sur pied par le régime antipopulaire du passé. La loi du CALN du 17 mai 1945 abrogeait tous les statuts, lois, décrets-lois, décrets et règlements promulgués à l'époque de l'occupation italienne et allemande. Cette mesure législative sanctionnait une situation de fait créée au cours de la lutte et illustrée clairement par les décisions de la Conférence de libération nationale de Labinot (septembre 1943) sur l'abolition des anciens organes étatiques. Par la suite, furent annulées toutes les dispositions qui avaient été en vigueur avant l'occupation fasciste, c'est-à-dire avant le 7 avril 1939. Ainsi, en matière de législation, le pouvoir populaire annula tout élément qui était en opposition avec les nouveaux principes démocratiques. Au cours du processus de démocratisation de la vie du pays, les organisations sociales de masse jouèrent un rôle important pour éliminer les graves vestiges laissés dans ce domaine par le régime féodalo-bourgeois de Zogu et par l'occupation fasciste.

L'organisation la plus massive était le Front de libération nationale qui avait réalisé l'union du peuple dans la lutte contre les envahisseurs et les traîtres. Maintenant, il reposait sur l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse, et était redevenu le levier principal du Parti pour la mobilisation et l'éducation politique des larges masses populaires. A la différence de quelques autres pays de démocratie populaire, où le Front fut édifié comme une coalition de partis, en Albanie, même après la libération, le Front conserva son caractère d'organisation monolithique. Aucun autre groupement politique ne fut formé en son sein en se prévalant de lui. Les tentatives de divers éléments réactionnaires pour créer de pareils groupements au dedans comme en dehors du Front, échouèrent parce qu'elles n'étaient pas appuyées par le peuple.

Le Front, que son premier Congrès, tenu le 5 août 1945, décida de dénommer Front démocratique d'Albanie, devait avoir pour objectif de grossir ses rangs en y encadrant non seulement les masses populaires qui avaient participé à la lutte mais aussi les éléments restés passifs ou ayant subi l'influence des chefs de file réactionnaires. En saluant le Congrès au nom du Gouvernement démocratique, son président, Enver Hoxha, souligna : «Excepté les fascistes et leurs tenants, tous doivent faire partie du Front ; y participer activement est un devoir sacré». (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 3, p. 72.) Le Congrès posa comme tâche d'élargir et de consolider le Front à la lutte contre les manœuvres de la réaction, de le consolider sur le plan organisationnel, de faire participer les masses à des actions concrètes, de mobiliser politiquement tout le peuple afin d'extirper le fascisme dans les domaines politique, économique et culturel. Le Congrès proposa la convocation d'une Assemblée constituante qui déciderait une fois pour toutes de la forme du nouvel Etat albanais comme cela avait été stipulé dans les décisions du 1<sup>er</sup> Congrès de libération nationale de Permet, en mai 1944.

Le Congrès et les nouvelles élections aux organisations du Front démocratique eurent pour effet de vivifier encore davantage ce dernier. Mais, s'en tenant à la politique de l'élargissement du Front et sous l'influence de l'attitude opportuniste de Sejfulla Malëshova, à l'époque membre du Bureau politique du CC du PCA et ministre de la Culture populaire, des concessions furent faites aux éléments réactionnaires.

Se déclarant au Congrès contre le «sectarisme» il demanda que furent admis aussi dans le Front les employés, les intellectuels et les officiers qui avaient collaboré avec l'occupant. La ligne opportuniste de Sejfulla Malëshova favorisa la participation à cette organisation d'éléments hostiles qui tentèrent de la diviser et de la miner de l'intérieur. Mais le caractère profondément populaire et révolutionnaire du Front démocratique fut gardé intact grâce à la direction du Parti et à l'esprit militant des masses travailleuses.

La classe ouvrière d'Albanie, force dirigeante du Front et de toute la nouvelle société en gestation, fut organisée à l'échelle nationale en des unions professionnelles (syndicats). Le 11 février 1945, fut élu le Conseil général provisoire des syndicats. Le I<sup>er</sup> Congrès des syndicats d'Albanie, qui entama ses travaux le 28 octobre 1945, fit le bilan des acquis de la classe ouvrière dans l'espace de moins d'un an, depuis la libération; ouvriers et employés s'étaient réunis en 14 organisations professionnelles locales qui englobaient plus de 25.000 membres. Grâce à leur pouvoir populaire, les ouvriers avaient assuré une augmentation de 40 à 100 pour cent de leurs revenus, on institua la journée de travail de huit heures, le congé hebdomadaire et annuel payé, et appliqua le principe de la rémunération égale à travail égal. L'approbation des statuts des unions professionnelles et la définition de leurs tâches politiques, économiques et éducatives en leur qualité d'«écoles du communisme» (Lénine), par le Congrès, marqua un pas important en avant pour l'élévation de leur rôle dans le processus des transformations révolutionnaires.

La jeunesse apportait une contribution particulière au développement et au gouvernement du pays. Des milliers de jeunes volontaires encadrés en bataillons et en brigades de travail prirent part activement à la reconstruction du pays. Il n'y avait pas de secteur où l'importante contribution de la jeunesse ne se fit pas sentir. Aussitôt après la libération, l'Union de la jeunesse antifasciste albanaise (UJAA) créa ses propres organisations dans toutes les régions d'Albanie. Les forces réactionnaires cherchèrent à freiner son extension et son renforcement. Elles tâchèrent de ranimer l'activité des anciennes organisations fascistes sous une nouvelle forme : le clergé catholique en particulier tenta de rassembler une partie de la jeunesse en des associations prétendument culturelles dirigées par lui (comme les associations Antonine, Don Bosco, etc.) Mais seuls quelques éléments fourvoyés par la propagande ennemie, adhèrent à des associations. La grande majorité de la jeunesse albanaise s'intégra dans l'UJAA. Le II<sup>e</sup> Congrès de l'Union de la jeunesse antifasciste albanaise, tenu en avril 1945, qui se déroula sous le mot d'ordre «Qu'aucun jeune ne reste en dehors de l'UJAA», était un témoignage de la maturité et de la trempe révolutionnaires de l'organisation de la jeunesse, partie indivisible du peuple et réserve fidèle du Parti. Soulignant la nécessité d'une participation plus active de la jeunesse à la construction du pays, le Congrès mit aussi l'accent sur le problème de l'éducation de la jeunesse, de sa formation culturelle et scientifique moderne. Après son II<sup>e</sup> Congrès, l'organisation de la jeunesse mena un grand travail pour la reconstruction du pays. Elle organisa des cours d'été pour permettre aux jeunes de rattraper les années scolaires perdues durant la lutte, elle mit sur pied des clubs sportifs, organisa des camps de repos pour les enfants etc. Ces grandes actions devinrent une école véritable où des centaines de jeunes issus du sein du peuple apprirent dans la pratique à administrer le pays.

De son côté, la femme albanaise mettait au service du pays toutes ses capacités créatrices étouffées durant des siècles de servitude et d'obscurantisme. Elle en était encore au commencement de son chemin vers son émancipation. L'élévation de son niveau d'instruction et de culture et surtout sa participation à la production étaient des conditions indispensables du succès de la lutte pour l'émancipation de la femme, afin de lui assurer à l'avenir l'égalité des droits avec l'homme dans la vie sociale et familiale. Le I<sup>er</sup> Congrès de l'Union de la Femme antifasciste albanaise, tenu à la veille de la libération du pays le 4 novembre 1944, avait fixé des tâches importantes pour la mise à contribution des femmes albanaises et le renforcement de leur organisation. La réalisation de ces tâches fut entreprise dès le lendemain de la libération. Dans les régions du Sud des organisations de la femme furent mises sur pied dans tous les villages; au Nord également, malgré la propagande réactionnaire et le fanatisme prononcé, les femmes s'engagèrent activement dans la vie politique au côté de l'homme, elles participèrent à l'oeuvre de reconstruction surtout dans les zones les plus frappées. A Vlore, Elbasan, Gjirokastër et ailleurs furent créés des bataillons de travail composés uniquement de femmes. Les tâches visant à la démocratisation de la vie du pays étaient ardues et complexes. Elles ne pouvaient pas être menées à bien seulement à coup de décrets d'en haut.

Le problème ne consistait pas à établir formellement les droits et les libertés du peuple niés ou transgressés par les régimes antipopulaires. Cela serait rapidement réalisé car le pouvoir était entre les mains du peuple. L'essentiel c'était de rendre effectifs ces droits et libertés démocratiques, de lutter contre toutes les forces réactionnaires et arriérées, contre toutes les façons de voir qui empêchaient les masses populaires, la femme, la jeunesse, les travailleurs, qui n'avaient pas encore l'instruction et la culture requises, à participer au gouvernement du pays. Le Parti mobilisa dans cette lutte les larges masses populaires. Et les résultats positifs apparurent très rapidement.

Le pouvoir populaire joua aussi un rôle important dans la lutte contre les survivances du fascisme et de la réaction. Avant déjà la libération du pays, le 28 mai 1944, le Conseil antifasciste de libération nationale avait décidé de créer une commission chargée de découvrir et de certifier les crimes des occupants et de leurs collaborateurs. Par décision de ce Conseil, le 15 décembre 1944, fut institué à Tirana le tribunal spécial chargé de juger les criminels de guerre et les collaborateurs de l'ennemi. Dans chaque préfecture furent mises sur pied des commissions chargées de découvrir les méfaits des criminels de guerre et auxquelles participaient aussi des représentants du Front, des organisations de la jeunesse et de la femme. Ces commissions étaient dirigées par la Commission centrale. Celle-ci appela le peuple à dénoncer les criminels de guerre et à aider activement à découvrir les crimes des occupants et de leurs instruments. Grâce à l'aide des masses populaires, au soutien qu'elles apportèrent aux commissions d'enquête et aux forces de l'Armée et de la Sûreté d'Etat, on parvint à établir les crimes du fascisme et en même temps à capturer la majorité de ses collaborateurs qui n'avaient pas pu s'enfuir à l'étranger. Mais un certain nombre de criminels de guerre et d'ennemis du peuple s'étaient cachés dans l'espoir que les jours du pouvoir populaire étaient comptés et qu'ils parviendraient à se sauver avec l'intervention des puissances impérialistes.

La liquidation des débris du fascisme était une tâche importante de la révolution populaire, une compensation indispensable aux souffrances que le peuple albanais avait endurées du fait des agresseurs fascistes et de leurs instruments et en même temps une condition du développement démocratique du pays. C'était aussi le désir du peuple tout entier.

A l'occasion du premier anniversaire du 4 février 1944, jour où des dizaines de citoyens innocents avaient été massacrés à Tirana par les nazis et leurs collaborateurs, des dizaines de milliers de personnes manifestèrent à Tirana, Korça, Shkodër, Berat et dans d'autres villes en demandant la condamnation des collaborateurs de l'ennemi et la remise par les alliés des criminels de guerre enfuis à l'étranger. A la fin de février 1945, la Commission centrale de découverte des criminels de guerre envoya à la Commission internationale de poursuite et d'identification des criminels de guerre à Londres une demande d'extradition de 42 criminels de guerre albanais. Cette demande ne fut jamais satisfaite parce que les impérialistes américains et anglais entendaient utiliser les collaborateurs du fascisme pour réaliser leurs plans de renversement du pouvoir populaire en Albanie.

Entre-temps la justice révolutionnaire s'était mise à juger et condamner les criminels de guerre et les ennemis du peuple. Du 1<sup>er</sup> mars au 13 avril 1945 eut lieu à Tirana un procès spécial contre 60 des principaux criminels de guerre et ennemis du peuple qui reçurent le châtiment qu'ils méritaient. Le procès prouva la responsabilité des classes exploiteuses dans la préparation des conditions pour l'occupation fasciste et leur collaboration avec les occupants contre le mouvement populaire de libération nationale. Les sentences du tribunal spécial, des tribunaux militaires ainsi que la lutte résolue des forces de la sûreté contre les bandes des fugitifs étaient un coup écrasant pour les débris des organisations traîtresses.

Malgré tout, profitant des difficultés que traversait notre pays et de l'aide qu'ils recevaient de l'étranger, les débris de la réaction se mirent à fonder de nouvelles organisations contre-révolutionnaires et à ourdir des complots contre l'Etat afin de saboter le redressement de l'économie nationale.

La réaction intérieure, qui n'avait pu faire front au mouvement révolutionnaire de libération nationale lorsqu'elle jouissait du soutien des forces armées du fascisme italien et allemand, pouvait d'autant moins espérer renverser par ses propres forces le pouvoir populaire. La situation évoluait en faveur de ce pouvoir qui consolidait toujours plus ses positions. C'est pourquoi l'unique espoir qui restait à la réaction pour modifier la situation en Albanie était l'intervention des puissances impérialistes.

Pour préparer cette intervention la réaction se lia à l'impérialisme américain et anglais et se mit au service de leurs réseaux d'espionnage.

Les missions américaine et anglaise avaient remplacé après la libération, les missions militaires attachées en Albanie auprès des forces de l'Armée de libération nationale et qui représentaient leurs Etats respectifs jusqu'à ce que furent établies des relations diplomatiques régulières. Ces missions s'engagèrent à diriger les menées de la réaction intérieure, à les unir et à les coordonner avec celles des puissances impérialistes. La réaction intérieure, surtout le clergé catholique, sous l'égide des agents américains et anglais et en collaboration avec le Vatican, organisa en janvier 1945, un mouvement contre-révolutionnaire dans l'Albanie du Nord qui devait s'achever par la prise de Shkodër, de Lezhe et de Shëngjin. Cela servirait de justification aux forces américaines et anglaises pour intervenir sous prétexte de rétablir la paix et d'empêcher le déclenchement d'une guerre civile. Mais en réalité ils visaient à occuper militairement l'Albanie pour renverser le gouvernement démocratique et restaurer le pouvoir des classes exploiteuses. L'Etat-major de ce mouvement s'était établi auprès du siège de l'archevêché de Shkodra. Les insurgés commencèrent par attaquer Koplik, qui, en quelques heures, tomba aux mains des bandes de criminels. Mais les forces de l'Armée et de la Sûreté d'Etat contre-attaquèrent aussitôt, libèrent Koplik et liquidèrent les bandes qui opéraient aux environs de Shkodra. La révolte fut réprimée le jour même. Parmi les chefs de file de ces bandes, capturés les armes à la main, se trouvaient aussi des prêtres catholiques. Les participants à cette action reçurent le châtement mérité tandis que les fourvoyés entraînés dans cette tentative hostile par les chefs de file réactionnaires furent remis en liberté.

Après la riposte immédiate que les forces de l'Armée donnèrent à ce mouvement contre-révolutionnaire, la réaction recourut à une nouvelle tactique dans sa lutte contre le pouvoir populaire, pratiquant davantage les sabotages, les actes de terreur et de subversion, sans renoncer pour autant à la préparation d'une éventuelle attaque armée.

Les tentatives de complot des propriétaires terriens et de la bourgeoisie renversée du pays se combinèrent avec les pressions et les interventions provocatrices des puissances impérialistes.

Dès la libération du pays, à la fin novembre 1944, des officiers de la mission militaire britannique établirent des contacts avec les dirigeants italiens de l'entreprise AIPA à Kuçove (aujourd'hui Qyteti Stalin) pour qu'ils sabotent le travail du Commissariat du pétrole créé en octobre 1944 à la suite de la libération de Kuçove et recueillent en même temps des informations au profit des Anglais. Les sabotages commis par la suite causèrent des dégâts considérables qui s'élevèrent à 2 millions de francs albanais. *[Un franc albanais valait à l'époque cinq leks.]* En février 1945 le groupe des saboteurs mit le feu aux réservoirs de pétrole. Mais cette tentative échoua, les ouvriers étant parvenus avec héroïsme à éteindre le feu. Le complot fut éventé et les coupables découverts, livrés au tribunal.

Le sabotage à Kuçove n'a été que le premier acte dans la suite des complots, des sabotages, des actes de terrorisme commis par les forces de la réaction et leurs organisateurs, les impérialistes étrangers. Un groupe de gros commerçants, d'industriels, de propriétaires terriens et d'intellectuels, qui, à certaines fins, avaient soutenu la plate-forme du Front de libération nationale pour la libération de la patrie du joug fasciste, mais qui étaient en fait contre le rôle hégémonique de la classe ouvrière et du Parti communiste, contre les réformes socio-économique radicales, projetèrent dès l'époque de la lutte de créer au sein du Front un parti d'opposition à tendances «modérées» afin de l'opposer au Parti communiste. En février 1945, ils se mirent au travail pour fonder un tel parti, ce qui maintenant s'inscrivait dans les plans des impérialistes étrangers pour combattre le pouvoir populaire. Après avoir élargi leur cercle avec d'autres représentants de la bourgeoisie comme Gjergj Kokoshi et Riza Dani ainsi qu'avec des bayraktars comme Cen Elezi et Faik Shehu, ils décidèrent de créer, jusqu'à ce que les conditions soient plus favorables à la fondation d'un parti, une organisation clandestine qui fut connue par la suite sous le nom de «groupe des députés» et noua des contacts avec les représentants des Etats impérialistes.

La mission militaire anglaise contribua également à la formation de quelques groupes réactionnaires, comme «le groupe de la résistance», «le groupe monarchiste», composé d'anciens membres de l'organisation du Legaliteti et d'autres tenants du régime zoguiste ; «le groupe social-démocrate» dont les membres étaient des éléments en vue du courant «social-démocrate» au sein du Balli kombëtar.



Le plus actif d'entre eux fut «le groupe de la résistance» qui se mit en contact avec les criminels dans le pays. Mais ces groupes n'avaient aucune influence sur les masses et tous ensemble ils comptaient à peine quelques dizaines de membres. Sur la recommandation des agents anglais et dans le but de les renforcer et d'étendre leur activité, à l'automne 1945 ces trois organisations décidèrent de se fondre en une seule sous l'appellation d'«Union démocratique», qui devait être spécialement active à la veille des élections à l'Assemblée constitutionnelle.

En outre, la mission militaire anglaise, apportant aussi des directives de Mit'hat Frashëri [*Chef de file de l'organisation du «Balli kombëtar», qui s'était enfui à l'étranger à la veille de la Libération.*], prit, vers le milieu de l'année 1945, des mesures en vue de réorganiser le Balli kombëtar. Les débris des ballistes créèrent un comité central et quelques comités régionaux, établissant des contacts avec les bandes des criminels enfuis au nord comme au sud du pays. Ils entrèrent en contact avec le clergé catholique réactionnaire et avec le réseau d'espionnage vorio-épirote au service des milieux dirigeants chauvins grecs, qui avançait des revendications territoriales envers l'Albanie.

Leurs menées de complots s'intensifièrent davantage après la venue à Tirana, en mai 1945, de la mission civile américaine conduite en second par Harry Fultz qui, même avant la lutte, à l'époque de l'ex-roi Zogu, avait organisé un réseau d'espionnage en Albanie. En juillet de la même année, il réunit ses agents et leur donna des instructions pour étendre leur réseau d'espionnage et créer des groupes contre-révolutionnaires. Ces groupes, réunis en une seule organisation, avaient pour mission d'effectuer des actes de sabotage économique, de s'infiltrer dans les organes d'Etat pour empêcher la réalisation des réformes économiques et sociales, de fomenter des troubles pour favoriser une intervention militaire de l'extérieur. Les plans de ces groupes hostiles soutenus par les impérialistes américains et anglais, concordaient avec les instructions que les chefs de file du clergé catholique avaient reçues du Vatican pour organiser la lutte contre le pouvoir populaire. Au printemps de 1945, au cours d'une réunion à laquelle assistèrent tous les archevêques, les conspirateurs décidèrent de fonder le «parti démocrate-chrétien» qui devait, pour un certain temps, rester dans la clandestinité. Quelques autres organisations, notamment l'«Union albanaise», devaient agir de concert avec lui. Cette organisation qui déployait une activité terroriste, à part ses liaisons avec les bandes de criminels enfuis, comme Pashuk Biba, Mark Gjon Marku, etc., se mit en contact aussi avec les autres groupes réactionnaires qui agissaient dans la clandestinité.

Ainsi les fils de toutes ces organisations ennemies remontaient tous aux missions américaine et anglaise. A la veille des élections à l'Assemblée constitutionnelle, les impérialistes et leurs instruments tentèrent d'organiser aussi l'opposition au-dedans et en dehors du Front démocratique. Cette opposition devait servir aussi d'instrument aux Anglo-Américains au sein de l'Assemblée constituante. Lorsque leurs tentatives pour créer cette opposition échouèrent, les forces réactionnaires passèrent à l'attaque pour fomenter des troubles, prenant pour prétexte l'opportunité, selon eux d'annuler ou de reporter ces élections. Une nouvelle révolte contre-révolutionnaire fut préparée au nord sous la conduite de Muharrem Bajraktari et en collaboration avec Mark Gjon Marku et Fiqri Dine. En même temps, au début de novembre 1945, les groupes des comploteurs firent remettre en leur nom, aux missions américaine et anglaise un mémorandum demandant que les élections fussent invalidées comme étant «non démocratiques» et que les gouvernements des USA et de la Grande Bretagne interviennent pour garantir «la liberté d'action» de toutes les forces politiques dans le pays.

Ces tentatives échouèrent parce que le Gouvernement démocratique récusait tout prétexte à une intervention dans les affaires intérieures de l'Albanie de la part des Anglo-Américains et que les organes de la Sûreté d'Etat avaient dépisté les organisations contre-révolutionnaires. Le 1<sup>er</sup> janvier 1946, fut annoncée la découverte de l'«Union albanaise» et plusieurs prêtres qui en étaient à la tête furent arrêtés. A la suite du contrôle effectué au Couvent des Jésuites et des Franciscains à Shkodra, sous l'autel où les prêtres prêchaient «la charité chrétienne» furent découvertes des armes et des munitions. Le 24 janvier, en un temps où les chefs des missions américaine et anglaise donnaient de nouvelles instructions à leurs agents, furent arrêtés les membres de l'«Union démocratique» ainsi que les dirigeants du réseau d'espionnage grec du Syllogue [*En grec, association, organisation.*] du Vorio-Epire. Les forces de l'Armée se mirent systématiquement à la poursuite des bandes de Muharrem Bajraktari et compagnie.

Ainsi le plan coordonné de la réaction intérieure et de l'impérialisme pour miner et renverser le pouvoir populaire alors que ce dernier se renforçait et dirigeait le grand travail de reconstruction du pays, fut déjoué.

## **2. Les transformations économiques et sociales révolutionnaires**

La reconstruction du pays dévasté par la guerre et la réalisation des transformations économiques et sociales les plus urgentes étaient une tâche importante et difficile auquel le pouvoir populaire était confronté. La situation était très grave. Au moment de la libération, l'Albanie était un pays arriéré du point de vue économique, social et culturel, avec une population peu nombreuse, que les maladies chroniques, l'émigration et les pertes subies durant la guerre avaient encore clairsemée. D'après le recensement de 30 septembre 1945, la population atteignait 1.122.044 personnes dont 21,3% citadins et 78,7% paysans. La ville de Tirana, à elle seule, dépassait 50.000 habitants et Shkodra en comptait plus de 25 000. A part les villes de Korça et de Durrës, les autres petites villes ne possédaient aucune base industrielle et, sous plusieurs aspects, elles ne différaient guère des villages arriérés d'autrefois. Plus de 80% de la population était illettrée. C'est cet état chronique arriéré qui fut légué à l'Albanie par les occupants étrangers et le pouvoir des classes exploiteuses. A quoi il fallait ajouter les dévastations et les dégâts considérables causés par les occupants fascistes, qui rendaient ce tableau encore plus sombre. Des centaines de villages furent réduits en cendres: le nombre des maisons incendiées et ruinées dépassait 62 000, la population de régions entières était sans abri, sans nourriture, sans vêtements. Tous les ponts, grands et petits, avaient été dynamités; les routes, les ports, le réseau téléphonique, les centrales électriques et les aqueducs étaient détruits ou gravement endommagés ; les mines étaient devenues inutilisables, les installations industrielles de Kuçove, Patos, Selenice, Pishkash etc., avaient été faites sauter par les Allemands ; la quasi-totalité des véhicules de transport étaient détruits, gravement endommagés ou enlevés par l'ennemi.

La normalisation de la situation économique était une tâche difficile, le commerce était complètement paralysé par la grande pénurie, par les autres conséquences de la guerre ainsi que par le manque des moyens de communication. L'agriculture et l'élevage étaient gravement atteints. Les caisses du nouveau gouvernement étaient vides. Les occupants allemands non seulement avaient volé 253 615 390 francs albanais qui garantissaient en partie la monnaie mise en circulation pendant l'occupation mais ils avaient aussi, en collaboration avec les traîtres au pays, pillé l'or de l'Etat albanais évalué à 8 062 827 francs or.

En outre, le gouvernement démocratique devait prendre des mesures urgentes afin d'abriter et d'approvisionner en vivres environ 25 000 personnes de la population albanaise de la Tchamerie (en Grèce du nord) qui avaient abandonné leurs foyers pour échapper à l'extermination dont les menaçaient les milieux monarcho-fascistes grecs et s'étaient réfugiés en Albanie.

Toutes ces difficultés qui auraient été très lourdes mêmes pour des pays plus développés, notre peuple devait les affronter principalement par ses propres forces. L'Union soviétique n'épargna pas son aide à l'Albanie et dès les premiers mois de la libération elle lui fournit du blé mais l'Etat soviétique était encore en guerre et avait subi lui-même des dégâts colossaux du fait de l'agression fasciste. Les nouveaux pays de démocratie populaire également se trouvaient dans une situation difficile. Les alliés occidentaux et en premier lieu les Etats-Unis d'Amérique enrichis durant la guerre, s'efforcèrent d'imposer à l'Albanie une «aide» à des fins politiques pour la soumettre et y exercer leur contrôle. Le gouvernement démocratique d'Albanie rejeta les demandes des impérialistes américains et anglais pour accroître l'importance de leurs missions militaires et envoyer en Albanie plus de 1500 officiers de la Liaison militaire (Military Liaison ou M.L.) sous prétexte d'organiser et de contrôler la distribution de leurs «aides», mais pratiquement pour créer des conditions plus favorables en vue de leur intervention dans les affaires intérieures de l'Albanie. En janvier 1945, le gouvernement démocratique accepta l'aide de l'UNRRA, qui était une organisation internationale dépendant de l'Organisation des Nations unies. Suivant l'accord signé entre le gouvernement albanais et l'UNRRA, cette dernière devait faire parvenir chaque mois en Albanie 10 000 tonnes de fournitures. Cette quantité ne satisfaisait point les besoins du pays en vivres et en matériaux de construction. En outre, l'UNRRA, qui, en réalité, était entièrement sous la direction et le contrôle des USA et de la Grande-Bretagne, créa des obstacles et retarda l'application du plan de fournitures. Les matériaux les plus indispensables

notamment, lubrifiants, pièces de rechange et pneus de véhicules faisaient défaut ou étaient envoyés en quantités très réduites de sorte que des centaines de machines restaient inutilisables. Il en était de même de la fourniture de matériaux de construction, de matériel téléphonique et télégraphique.

En quelques mois il apparut clairement que «l'aide» de l'UNRRA ne pouvait apporter une contribution importante à la reconstruction du pays et au redressement de l'économie nationale ; de plus les impérialistes américains et anglais tâchèrent d'utiliser cette organisation pour la réalisation de leurs visées politiques.

Le gouvernement démocratique se vit contraint de prendre des mesures urgentes pour assurer l'alimentation et l'hébergement de milliers de personnes éprouvées par la guerre. Les commissions de l'Assistance sociale mises sur pied sur les recommandations du Comité central du Parti communiste d'Albanie, dès décembre 1944, accomplirent un travail efficace. Aussitôt après la libération, dans le Devoll (région de Korçe) pendant le mois de décembre 1944 toutes les familles sinistrées furent hébergées. Dans les premiers jours de 1945 des milliers de personnes s'alimentaient gratuitement dans les cantines des quartiers de Tirana; et dans toute l'Albanie, les organes du pouvoir nourrissaient gratuitement à cette époque environ 30 000 personnes. L'aide aux familles éprouvées par la guerre se mua en un grand mouvement populaire; après la libération, l'Assistance sociale avait collecté dans l'espace de trois mois, environ 3 millions de francs albanais provenant des dons du peuple. La grande solidarité populaire fut le facteur principal qui sauva de la famine les sinistrés de la guerre.

Outre les mesures adoptées pour venir en aide à la population frappée par la guerre, le pouvoir populaire parvint, grâce à de gros efforts, à normaliser le ravitaillement de toute la population en produits des plus indispensables. Deux mois après la libération, à Tirana, où la situation était relativement meilleure par rapport à plusieurs autres villes, l'approvisionnement était difficile: la ration de sucre pour le mois de janvier 1945 était de 100 gr par habitant, le courant électrique était souvent interrompu à 18 heures par manque de pétrole, il n'y avait pas de pain pendant des journées de suite, ce qui favorisait les spéculateurs. Mais au début de l'été 1945 ces phénomènes négatifs furent éliminés, en premier lieu la population fut approvisionnée en pain à un prix fixe.

Les efforts du gouvernement démocratique pour assurer l'approvisionnement normal de la population et éliminer en général le plus vite possible les conséquences de la guerre, se heurtèrent à la résistance des classes exploiteuses renversées qui profitaient de cette situation. L'une des formes employées pour saboter les mesures prises par le gouvernement était le transfert de l'or d'Albanie en Kosove. En outre des trafiquants, qui y avaient amassé de grandes quantités de papier-monnaie albanais se lancèrent dans la spéculation en entrant en contact avec des commerçants venant de l'Albanie. Afin de barrer la voie à la spéculation, la présidence du CALN interdit le commerce de l'or. Les industriels et les commerçants furent obligés de déclarer les articles de confection, les denrées alimentaires, les matériaux de construction etc., qu'ils possédaient quand ceux-ci dépassaient les besoins de leurs familles. Le monopole d'Etat fut établi sur le stockage et la vente des céréales. En même temps qu'étaient stabilisés les prix, des coopératives de consommation et, plus tard, les premiers magasins d'Etats furent créés afin de faciliter l'approvisionnement des travailleurs en articles de bon marché.

Grâce à la mobilisation des travailleurs, les grandes difficultés techniques furent surmontées, les fabriques, les mines et les centrales électriques furent reconstruites et mises en exploitation ; 25 jours après la libération de Kuçova, commença la production d'essence, de naphte, et de pétrole, production qui alla sans cesse s'accroissant. Dans la mine de Selenica on répara en quelques mois les galeries qui s'étaient écroulées, tandis qu'à Rubik les installations furent immédiatement déblayées.

Dans les premiers mois de 1945, afin de stimuler l'essor de l'industrie, de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et du commerce, dans tous les centres furent envoyés plus de 200 agronomes, vétérinaires, ingénieurs des forêts et tous les techniciens disponibles furent engagés.

Le peuple se mobilisa pour reconstruire les bâtiments ruinés avec le même esprit d'abnégation qui l'avait caractérisé durant la lutte. La reconstruction de tous les ponts détruits dans la première année qui suivit la libération constituait une grande victoire.

En un court laps de temps, le pouvoir populaire parvint, grâce à ces mesures, à normaliser la situation, à reconstruire la majorité des ouvrages endommagés par la guerre et à acheminer toute l'économie du pays dans la voie d'un nouvel essor.

La reconstruction du pays et le développement de l'économie s'accompagnèrent de mesures révolutionnaires radicales dans les domaines économique et social. Sous le pouvoir populaire maintenant en place, qui remplissait les fonctions de la dictature du prolétariat, les transformations démocratiques dépassèrent les limites des réformes ordinaires démocratico-bourgeoises, elles réduisirent et paralysèrent la puissance de la bourgeoisie, ce qui était une prémisses indispensable pour passer à des transformations plus profondes de caractère socialiste.

La loi de décembre 1944 promulguée par la Présidence du CALN, qui stipulait que dans les circonstances extraordinaires de la lutte et de la reconstruction du pays, toutes les industries et les sociétés albanaises seraient mises sous le contrôle de l'Etat, constituait une mesure de très grande importance du pouvoir populaire en vue de limiter la propriété privée des moyens de production et de réunir les conditions pour sa conversion en propriété d'Etat. Cette mesure, qui était aussi une forme du contrôle ouvrier, réalisée à travers les commissaires désignés par l'Etat, contribua à mettre au jour les forces productives des entreprises privées et leurs réserves, à organiser et à augmenter la production. Cette mesure traduisait dans les faits l'idée de Lénine que le contrôle ouvrier constitue «... le premier pas fondamental, indispensable pour tout gouvernement socialiste, ouvrier...». (V. Lénine, *Œuvres*, éd. alb., t. 28, p. 144.) Même avant la promulgation de cette loi, alors que l'Albanie n'était pas encore complètement libérée, le pouvoir populaire avait pris des mesures pour instituer le contrôle de la propriété privée dans l'industrie et une bonne gestion de la propriété d'Etat. Dès la II<sup>e</sup> Conférence du Conseil antifasciste de libération nationale tenue à Berat en octobre 1944, les conseils furent chargés de surveiller l'administration des biens se trouvant dans leur juridiction, de protéger la propriété publique et de contrôler les entreprises industrielles, dont l'activité était importante pour l'approvisionnement de l'armée et de la population civile.

Dans les conditions créées après la libération, alors que la classe ouvrière avait accédé au pouvoir, son contrôle sur les entreprises privées pouvait être assuré non seulement à travers le contrôle exercé par l'Etat mais aussi, directement, à travers les organisations professionnelles des entreprises, ces organisations qui venaient d'être mises sur pied. Ces deux formes de contrôle se complétaient. Les commissaires qui exerçaient leur contrôle au nom de l'Etat étaient nommés par le ministère de l'Economie pour chaque lieu de travail important et maintenaient des contacts avec les organes locaux du pouvoir ainsi qu'avec le ministère. L'organisation professionnelle, de son côté, désignait un groupe de travailleurs qui exerçaient leur contrôle en qualité de représentants de l'organisation même. Ce contrôle parallèle d'en haut et d'en bas visait le même objectif: protéger le nouveau pouvoir contre les actes de sabotage, assurer la continuité systématique de l'activité économique des entreprises.

Les ouvriers se sont mobilisés pour relever l'industrie détruite ou paralysée. Ils s'attachèrent à bien connaître les capacités productives des entreprises, ils accrurent ces capacités et découvrirent des réserves de matières premières et d'autres matériaux cachés par les propriétaires capitalistes.

Ces connaissances acquises contribuèrent à former la classe ouvrière et à la rendre capable de diriger les entreprises économiques d'une manière efficace et suivant un plan lorsque ces dernières furent nationalisées.

En décembre 1944, l'interdiction de l'exportation de matières premières de prix et des produits fabriqués en vue de prévenir les spéculations au détriment du redressement de l'économie nationale, limita considérablement l'activité du commerce privé. Le commerce intérieur privé fut mis effectivement sous le contrôle des organes de l'Etat. Ce contrôle fut établi aussi sur le commerce extérieur qui devait devenir plus tard monopole d'Etat. A la même époque il fut décidé de confisquer les biens meubles des émigrés politiques. Cette mesure convertit en propriété d'Etat des biens considérables car un bon nombre des émigrés politiques étaient des personnalités en vue des propriétaires terriens et de la bourgeoisie du pays.

S'appuyant sur les décisions du Congrès de Permet stipulant la révision et l'annulation de tous les accords conclus par le gouvernement de Zogu avec les Etats étrangers au détriment du peuple albanais, au début de 1945, par décision de la Présidence du Conseil antifasciste de libération nationale, tous les

biens des Etats italien et allemand contrôlés directement ou indirectement par eux en Albanie furent confisqués. En même temps, tous les biens des citoyens italiens et allemands, des entreprises et des firmes italiennes et allemandes ou mixtes opérant en Albanie passèrent sous le contrôle de l'Etat albanais. La concession à l'Italie de la Banque nationale d'Albanie ainsi que toutes ses actions furent annulées et sa gestion passa à l'Etat albanais.

Dans le cadre de l'âpre lutte de classe menée alors pour redresser l'économie du pays, contenir et paralyser le pouvoir économique de la bourgeoisie, les mesures adoptées par le gouvernement en matière de finances et notamment l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre institué en janvier 1945 revêtirent une grande importance. La signification et l'objectif de cette loi étaient politiques en ce qu'elle frappait la bourgeoisie riche, cette force hostile au pouvoir populaire; fiscaux en ce qu'elle apporterait des revenus considérables à l'Etat alors que ses caisses étaient vides et qu'il manquait de moyens financiers; économiques parce qu'elle remettrait en mouvement un capital immobilisé. Cet impôt frappa tous les commerçants et les industriels, qui avaient réalisé durant l'occupation des bénéfices dépassant 500 000 fr. alb. L'impôt était progressif et allait de 15 à 60 pour cent du capital amassé. La loi sur l'impôt extraordinaire prévoyait de graves sanctions pour ceux qui ne déclaraient pas leurs avoirs dans les délais fixés, qui déclaraient des bénéfices inférieurs à leurs bénéfices réels, qui cachaient ou faisaient disparaître leurs biens. Ces sanctions prévoyaient également la confiscation des biens de l'imposable. L'impôt extraordinaire était dirigé contre la forme non productive et parasitaire du capital, contre les accumulations monétaires effectuées par la bourgeoisie marchande et industrielle. L'importance économique de cette sanction apparaît clairement si l'on tient compte du fait que, plus de la moitié des recettes totales du budget des deux premières années qui suivirent la Libération, fut principalement couverte par des rentrées provenant de l'impôt extraordinaire.

L'impôt extraordinaire était une manifestation de l'intensification et du durcissement de la lutte de classes; il frappa la base financière de la contre-révolution et pourvut la révolution des moyens financiers nécessaires sans attendre de les avoir accumulés par des méthodes ordinaires. De la fixation de l'impôt jusqu'à son recouvrement une lutte incessante était menée contre les capitalistes qui cachaient leurs livres de comptes, faisaient de fausses déclarations, cherchaient à tromper ou à corrompre les membres des commissions.

Bien qu'en apparence les confiscations et les impôts extraordinaires fussent des mesures démocratiques adoptées dans le cadre de la lutte contre le fascisme et contre ceux qui en avaient tiré des bénéfices, elles avaient aussi, quant au fond, un caractère socialiste et elles frappèrent la portion la plus riche de la bourgeoisie. Ces mesures permirent de mettre sur pied en Albanie un vaste secteur de l'économie étatique, un secteur qui devait aller s'étendant et se renforçant sans cesse.

Une autre tâche importante à réaliser dans le domaine des transformations démocratiques économiques et sociales était l'abolition des anciens rapports agraires, la liquidation des survivances du féodalisme. Cela était indispensable pour compléter les transformations de caractère démocratique et consolider encore plus l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie travailleuse, principe fondamental de la dictature du prolétariat et prémisses du développement du pays dans la voie du socialisme.

Avant l'application de la Réforme agraire 7 familles de latifondiaires possédaient 3,70% de la terre et 4713 familles de riches propriétaires en possédaient 23,16%. 129 961 familles de moyens et petits propriétaires possédaient 60,43 pour cent de la terre le reste étant propriété de l'Etat. 21 544 familles de paysans représentant 13,88% de toutes les familles vivant à la campagne ne possédaient pas un pouce de terre et travaillaient à divers titres, pour le compte des beys et des agas.

La réforme agraire fut soigneusement préparée par le Parti et le pouvoir populaire. Déjà durant la Lutte, au lendemain du Congrès de Permet, le département de l'économie avait fait dresser des statistiques agricoles dans chaque village. Ce travail fut poursuivi après la libération. L'instruction du département de l'économie du 22 septembre 1944 concernant la confiscation des terres des traîtres et leur remise aux paysans constituait un premier pas vers la suppression des anciens rapports agraires. Les paysans recevaient aussi les bêtes de trait de ces propriétaires et les produits obtenus grâce à leur travail. En janvier 1945 fut promulguée une loi qui annulait tous les baux à ferme ou à métayage antérieurs à 1944 alors que pour les années 1944 et 1945 on envisageait la possibilité de les réduire d'un taux allant jusqu'à 75%. Cette mesure servait à alléger la pénible situation économique des

masses paysannes et à freiner l'exploitation exercée par les propriétaires terriens. Mais au lieu de supprimer cette exploitation, elle la sanctionnait légalement.

La paysannerie travailleuse jugeait très injuste que la classe des propriétaires terriens, qui avait été liée avec tous les régimes antipopulaires, pût continuer de dépouiller les producteurs des fruits de leur labour. Aussi demandait-elle, dans des grands meetings, l'application immédiate de la réforme agraire. En mai 1945, il fut décidé de nationaliser sans indemnité toutes les voies d'eau qui servaient à l'irrigation ou à l'industrie et d'en laisser l'utilisation à titre gratuit aux exploitations agricoles.

C'étaient là les premières mesures qui frappaient les grands propriétaires terriens et les paysans aisés, mesures qui furent suivies par la loi de la Réforme agraire promulguée le 29 août 1945. Mettant en œuvre le mot d'ordre lancé par le Parti communiste d'Albanie «La terre appartient à ceux qui la travaillent», les propriétés des beys et des agas riches, les domaines de l'ancien Etat et des institutions religieuses, ainsi que leurs édifices et leurs instruments de travail, furent expropriés sans indemnité et distribués gratuitement à ceux qui travaillaient la terre. Les paysans dépourvus de terre ou n'en possédant que fort peu se voyaient remettre 5 ha de terre par chef de famille et 2 ha de plus par couple vivant sous le même toit. Il fut laissé une surface de 40 hectares aux propriétaires dirigeant eux-mêmes une exploitation modèle, de 20 hectares aux institutions religieuses et de 7 hectares aux propriétaires qui ne cultivaient pas eux-mêmes la terre à condition qu'ils s'engagent à le faire dans un délai ne dépassant pas deux ans. L'aliénation de la terre, la vente, l'achat ou le don à bail étaient interdits. Une disposition spéciale de la loi de la réforme agraire accordait aux propriétaires le droit de recueillir les revenus qui leur revenaient sur les produits de 1945. Cette disposition atténuait les effets de la Réforme agraire qui, dans l'ensemble, n'était pas une réforme radicale et ne répondait comme il fallait aux intérêts de la paysannerie et aux possibilités créées avec l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans travailleurs, pour une transformation plus complète des rapports économiques à la campagne. Les défauts dans la fixation des obligations à titre de fermage ou de métayage et la loi de la réforme agraire étaient imputables à l'influence des conceptions opportunistes de Sejfulla Malëshova, qui avaient entravé la marche de la révolution populaire et qui, sur cette question comme sur toutes les autres, concordaient avec celles des représentants du Parti communiste de Yougoslavie.

L'application de la réforme agraire, bien que superficielle, se heurta à la résistance des propriétaires terriens qui, par des menaces et des pressions, tentèrent d'effrayer les paysans. La propagande du clergé leur fut d'une grande aide. Face aux chantages de la réaction, quelques paysans vacillants hésitaient à prendre possession de la terre qui leur appartenait. D'autre part, au cours de la phase préparatoire de l'application de la réforme agraire, il avait été constaté que, dans certains cas, les organes du pouvoir et certaines commissions mises en place pour résoudre la question des terres, avaient versé dans le formalisme et le bureaucratisme. L'esprit qui y régnait n'était pas toujours favorable à la paysannerie pauvre. Là où les organes du pouvoir ne cherchaient pas à s'assurer l'appui de la masse des paysans, là le travail clochait et on observait des signes de partialité et d'injustice.

Le Comité central du Parti communiste d'Albanie avait prévu que la réforme agraire n'aurait pu être mise en œuvre sans une âpre lutte de classe contre les forces réactionnaires. Afin de briser leur résistance et d'accélérer l'application de la réforme agraire dès la promulgation de la loi sur celle-ci, furent créés, sur l'initiative du Parti, des comités de paysans pauvres. Ces comités se firent les défenseurs des intérêts des larges masses paysannes, ils devinrent des leviers du Parti dans la lutte contre les survivances du féodalisme et les autres forces réactionnaires.

L'organisation et l'activité des comités de paysans pauvres, en tant qu'expression de la ligne de masse suivie par le Parti communiste d'Albanie, jouèrent un rôle important non seulement pour mettre en œuvre la réforme agraire mais aussi pour élever la conscience révolutionnaire de la paysannerie. Dans certains cas, des éléments riches ou hostiles s'infiltrèrent dans ces comités et tâchèrent d'entraver l'exécution de la réforme agraire. Les comités de paysans pauvres s'acquittèrent de leur tâche en combattant aussi ces ennemis de classe.

La réforme agraire fut mise à exécution en un bref délai, et la résistance des classes renversées brisée. Le 26 novembre 1945, le camarade Enver Hoxha, dans une atmosphère d'enthousiasme indescriptible, remit à des milliers de paysans de la Myzëké réunis au village de Gore du district de Lushnje, les titres de propriété qui leur revenaient en vertu de la réforme agraire.

En dépit des défauts que comportait la loi de la réforme agraire la remise de la terre aux paysans travailleurs constituait un événement historique qui devait être suivi par d'autres mesures révolutionnaires plus radicales.

### **3. La proclamation de la République populaire d'Albanie. La nouvelle Constitution**

Les grandes victoires remportées par le peuple albanais au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale et de la première période de la libération du pays furent également sanctionnées par la Constitution.

Par décision de la Présidence du Conseil antifasciste de libération nationale, en septembre 1945 fut convoquée la troisième réunion de ce Conseil. Conformément aux décisions du Congrès de Permet qui prescrivaient que le peuple devait exprimer sa volonté sur l'avenir de l'Albanie et décider lui-même définitivement, après la libération complète du pays, de la forme du gouvernement qu'il désirait, le Conseil approuva la loi sur l'Assemblée constituante. La loi prévoyait que l'Assemblée déciderait de la forme politique du gouvernement ainsi que de tous les actes approuvés jusqu'à sa convocation par le Conseil antifasciste de libération nationale et la Présidence. Après quoi elle approuverait la Constitution de l'Albanie. La loi définissait aussi le mode de convocation de l'Assemblée constituante ainsi que la procédure qu'elle suivrait dans ses travaux. Le CALN approuva également la loi sur l'élection des représentants du peuple à l'Assemblée constituante et la loi sur la présentation des listes à ces élections. Il définit la procédure des élections et sanctionna les principes démocratiques de leur déroulement : le suffrage universel, égal et direct, le scrutin secret, ainsi que les garanties pour le libre exercice de ce droit de vote par les citoyens.

Le droit de vote était reconnu à tous les citoyens albanais, sans distinction de sexe et ayant atteint l'âge de 18 ans, à l'exception des anciens ministres des gouvernements de trahison, des réfugiés politiques, des criminels de guerre, des ennemis du peuple et d'autres personnes privées de ce droit.

La campagne électorale se déroula sous les mots d'ordre du Front démocratique, en lutte contre les forces de la réaction. Le IV<sup>e</sup> plénum du Comité central du Parti qui se réunit en novembre 1945, pendant la campagne électorale, souligna que ces élections devaient être une grande école politique pour le peuple, le Front et le Parti, et mit l'accent sur la nécessité de combattre toutes les forces ennemies déclarées ou camouflées qui cherchaient à créer une opposition contre le pouvoir et le Front avec le concours de l'impérialisme et des traîtres qui s'étaient enfuis.

Le Front démocratique présenta une liste de ses candidats aux élections. Il y eut aussi quelque candidature individuelle, mais ces candidats qui représentaient les milieux de la bourgeoisie essuyèrent un cuisant échec car ils ne trouvèrent aucun appui auprès du peuple. Les éléments réactionnaires infiltrés dans les rangs du Front décidèrent d'attendre des moments plus opportuns, après les élections, pour créer un groupe ou un parti d'opposition au sein de l'Assemblée constituante.

Ni les tentatives de la réaction ni les interventions et les pressions des gouvernements américain et anglais qui allèrent jusqu'à demander à contrôler le déroulement des élections à travers leurs missions en Albanie, ne parvinrent à empêcher le renforcement de l'unité du peuple dans les rangs du Front démocratique et à ébranler la détermination de notre Parti et de notre pouvoir populaire de ne permettre aucune intervention dans le déroulement normal des élections.

Le 2 décembre 1945, pour la première fois dans l'histoire de notre pays eurent lieu des élections générales de caractère démocratique. Le taux de participation dépassa 90% et plus de 93% des voix allèrent aux candidats du Front démocratique. Ces résultats confirmaient l'approbation du peuple à la politique du Front démocratique et du Parti communiste d'Albanie, son organisateur et son dirigeant.

L'Assemblée constituante issue des élections du 2 décembre, fut convoquée le 10 janvier 1946. A la seconde séance tenue le 11 janvier, Hysni Kapo, au nom des délégués de Vlore proposa à l'Assemblée de proclamer l'Albanie République populaire. Cette proposition fut soutenue aussi par les représentants des autres préfectures. Ce jour-là, à midi, l'Assemblée proclama unanimement l'Albanie République populaire. Ainsi que l'avait prévu le Congrès de Permet, cette décision résolut définitivement, au nom du peuple albanais, la question de la forme politique de l'Etat albanais. En conséquence, la monarchie était abolie une fois pour toutes, et Ahmet Zogu et ses successeurs perdaient tous leurs droits et il leur était interdit de rentrer en Albanie.

Après la proclamation de la République populaire, l'Assemblée constituante approuva l'activité législative menée par le Conseil antifasciste de libération nationale en conférant, par son aval, un caractère définitif aux lois approuvées depuis le Congrès de Permet jusqu'à la convocation de l'Assemblée elle-même.

Le 12 janvier 1946 fut élu le Présidium de l'Assemblée constituante. Au cours de cette élection l'on observa qu'au sein de l'Assemblée s'était formé un groupe de députés qui tendaient à s'opposer à la ligne du Parti communiste et du Front démocratique. C'était le groupe qui avait commencé à s'organiser déjà pendant la lutte avec l'appui des éléments réactionnaires infiltrés dans les rangs du Front et, à présent, après s'être mis en contact avec les missions américaine et britannique, il tâchait d'agir de manière plus organisée au sein de l'Assemblée. Au nom de certains membres de ce groupe. Riza Dani proposa, pour l'élection du présidium de l'Assemblée constituante, une seconde liste sur laquelle ne figuraient pas certaines personnalités les plus en vue du Mouvement de libération nationale qui figuraient dans la première. A leur place étaient proposés d'autres noms y compris certains députés de ceux qui, dans la coulisse, formaient le groupe d'opposition.

On vota en secret pour les deux listes et la première l'emporta par l'écrasante majorité des voix. Orner Nishani fut élu président du présidium, lui-même composé de En ver Hoxha, Myslim Peza, Nako Spiru, Medar Shtylla, Sami Baholli, Ramadan Çitaku, Qirjako Harito etc.

Le Gouvernement démocratique présenta à l'Assemblée le projet de Constitution de la République populaire d'Albanie, qui fut ensuite soumis à l'examen du peuple. Le 5 février, l'Assemblée suspendit ses travaux pour les reprendre le 25 février 1946. Dans cet intervalle, fut poursuivie l'étude du projet de constitution, il fut pris note des observations faites au cours du grand débat populaire qui se déroula au cours de vastes réunions organisées dans toutes les institutions, entreprises et collectifs travailleurs des villes et des campagnes du pays.

Le 14 mars 1946 l'Assemblée approuva la Constitution de la République populaire d'Albanie. Après avoir réalisé sa tâche historique, l'Assemblée constituante décida de se convertir en Assemblée populaire.

La proclamation de la Constitution était un événement de grande portée pour le nouvel Etat albanais. Elle sanctionnait l'ordre social de la République populaire d'Albanie, la structure de classe de la société, la base économique, les droits et les devoirs fondamentaux des citoyens, le système des organes étatiques et leurs attributions ainsi que le système électoral.

La Constitution de la RP d'Albanie était l'une des constitutions les plus démocratiques au monde par les principes qu'elle défendait et les garanties qu'elle offrait pour traduire ces principes dans les faits.

Le principe fondamental de la Constitution était celui de la souveraineté du peuple ; de ce principe fondamental dérivait aussi les principes de l'unité du pouvoir et du centralisme démocratique.

La souveraineté du peuple s'exprimait dans le principe: tout le pouvoir émane du peuple et appartient au peuple. La Constitution de la RP d'Albanie sanctionnait la souveraineté effective du peuple et sa représentation authentique. Cela était garanti non seulement sur le plan juridique par un système électoral démocratique et le droit des électeurs à contrôler et à révoquer leurs représentants, mais aussi par l'instauration du système économique socialiste, qui, bien qu'encore à ses débuts, devait se développer sans cesse.

La Constitution sanctionnait également un autre principe important — celui de l'unité du pouvoir. Ce principe se traduisait dans le fait que le pouvoir au sommet et dans les districts était exercé uniquement par les organes représentatifs du pouvoir, c'est-à-dire par l'Assemblée populaire et les conseils populaires, ainsi que par les organes exécutifs élus par eux et responsables devant eux.

La Constitution sanctionnait le centralisme démocratique comme principe organisationnel du mécanisme de l'Etat. Ce principe, qui combine la nécessité d'un centralisme rigoureux dans l'application de la politique de l'Etat avec l'exigence d'une plus grande initiative de la part des organes locaux du pouvoir et de l'administration, s'exprimait dans le caractère électif des organes de l'Etat, dans la subordination des organes inférieurs aux organes supérieurs, ainsi que des organes administratifs aux organes représentatifs, dans le caractère coercitif des actes des organes supérieurs



pour les organes inférieurs. L'organisation même du mécanisme de l'Etat sans subir de grands changements se fondait sur les bases saines jetées au cours de la Lutte de libération nationale, surtout au Congrès de Permet. Au sommet, de la pyramide des organes de l'Etat se situait l'Assemblée populaire, gardienne de la souveraineté du peuple et de la nation. L'Assemblée populaire élisait le Présidium, lequel, dans les intervalles entre les sessions de l'Assemblée, exerçait quelques-unes de ses attributions. Le Présidium de l'Assemblée populaire était investi des fonctions et des attributs du chef de l'Etat. Mais à la différence de ce qui se produisait dans le système bourgeois, cet organe n'affaiblissait pas le pouvoir et les attributions de l'organe législatif, l'Assemblée populaire, il n'avait pas, chez nous, le pouvoir de sanctionner les lois et les décisions de l'Assemblée populaire, il ne jouissait pas du prétendu «droit de veto».

La base politique de l'Etat était constituée par l'Assemblée populaire et les conseils populaires, qui élaient de leur sein les organes exécutifs qu'ils investissaient de fonctions administratives. Le gouvernement était l'organe exécutif et législatif suprême. A part les organes représentatifs et administratifs, la Constitution sanctionnait les principes démocratiques de l'organisation des tribunaux, qui étaient élus, et du Parquet qui veillait, en tant qu'organe de l'Assemblée populaire, à l'application des lois.

La Constitution était la consécration légale des grandes conquêtes réalisées par le peuple albanais au cours de la Lutte de libération nationale et durant la première période de l'édification du nouvel ordre social. Non seulement elle était empreinte d'un esprit profondément démocratique mais elle représentait aussi la base légale du développement du pays dans la voie du socialisme.

La Constitution reconnaissait trois formes de propriété des moyens et des instruments de production : la propriété d'Etat, la propriété coopérée et la propriété privée. La propriété d'Etat et la propriété coopérée étaient le support de l'édification des bases du socialisme tandis que la propriété privée, à la suite du durcissement de la lutte de classe à la ville et à la campagne, était destinée à être d'abord limitée pour être enfin liquidée. Toutefois la propriété personnelle, que le travailleur avait créé par son propre labeur et non pas en exploitant le travail des autres serait préservée. Tout en reconnaissant la propriété privée, la Constitution stipulait que «nul ne peut utiliser le droit de propriété privée au détriment de l'intérêt social». Les dispositions constitutionnelles déclarant que la terre appartenait à ceux qui la travaillaient, que les grandes propriétés ne pouvaient pour aucune raison être laissées entre les mains de particuliers et que l'achat-vente ou toute autre forme d'aliénation de la terre était interdit, constituaient des mesures importantes qui restreignaient considérablement la propriété privée. En outre, la proclamation du principe selon lequel la propriété privée pouvait être restreinte ou convertie en propriété d'Etat quand l'intérêt général l'exigeait, revêtait une importance particulière en ce qu'elle ouvrait la voie à la socialisation des principaux moyens de production.

La Constitution déclarait propriété d'Etat le sous-sol, les mines, les forêts, les eaux etc., en précisant que l'Etat dirige la vie et le développement économique du pays. De même fut proclamé le monopole du commerce extérieur. La Constitution déclarait que l'Etat aidait «... les masses travailleuses du peuple à s'unir et à s'organiser contre l'exploitation économique».

La Constitution consacrait les droits et les libertés démocratiques des citoyens, ainsi que leurs devoirs, en complétant et étendant les droits et les libertés énoncés dans la «Déclaration des droits des citoyens» approuvée à la conférence du CALN en octobre 1944 à Berat.

La Constitution proclamait et garantissait les droits fondamentaux des citoyens que voici : leur égalité indépendamment de leur nationalité, de leur race ou de leur religion et l'égalité entre l'homme et la femme; les droits socio-économiques, comme le droit au travail, au congé payé, à la protection de la santé et à la sécurité matérielle, le droit à l'instruction, les libertés démocratiques comme la liberté d'opinion, de presse, d'organisation de conférences, de réunion et de manifestation publique, le droit de se regrouper en organisations sociales et en associations de travailleurs, la liberté de conscience et de confession, les libertés individuelles comme l'inviolabilité de la personne, du domicile, le secret de la correspondance etc.

Parallèlement à leurs droits, les citoyens avaient des devoirs déterminés envers la société et l'Etat socialiste. Le respect et la réalisation consciencieuse de ces devoirs de la part des citoyens assuraient les conditions requises pour le renforcement et le développement de l'ordre social et étatique.

Les dispositions de la Constitution attestèrent clairement le caractère de la démocratie populaire en Albanie, qui se présenta au début comme un ordre social d'un type nouveau, plus élevé, opposé sur le plan des principes à la démocratie bourgeoise. L'approbation de la Constitution acheva aussi le processus d'organisation politique de l'Etat de démocratie populaire en tant que forme de dictature du prolétariat et début d'une nouvelle étape, celle de l'approfondissement de la révolution et du processus d'édification du socialisme.

A sa première réunion tenue le 18 mars 1946, l'Assemblée populaire chargea le camarade Enver Hoxha de former le nouveau gouvernement, et le 22 mars, elle en approuva la composition. Le nouveau gouvernement avait pour tâche de mettre en œuvre les directives élaborées par le V<sup>e</sup> plénum du Comité central du PCA, afin de faire avancer le pays dans la voie de la révolution socialiste.

## CHAPITRE II

### Le développement du pays dans la voie du socialisme

#### 1. Les directions principales

Avec la réalisation du principal objectif stratégique que le Parti communiste s'était fixé pendant la Lutte de libération nationale, la révolution populaire, pour assurer son développement continu devait nécessairement comporter des transformations socio-économiques qui permettraient à l'Albanie de s'engager dans la voie du socialisme. La réalisation des transformations à caractère démocratique constituait une condition liminaire nécessaire à la réalisation d'autres transformations d'un caractère socialiste plus profond. Les prémisses pour le passage à la voie du socialisme existaient déjà en Albanie. L'inexistence d'une production capitaliste développée et les survivances des rapports féodaux et patriarcaux constituaient un obstacle réel dans ce sens, mais c'était là un obstacle surmontable en raison de l'existence d'une série d'autres facteurs favorables. A l'intérieur du pays, ces facteurs étaient l'instauration du pouvoir populaire en tant que forme politique de la dictature du prolétariat qui servirait à la liquidation des anciens rapports de production qui devaient être remplacés par des rapports nouveaux, socialistes, et l'élévation du niveau de conscience des masses populaires, subjectivement préparées à ces transformations révolutionnaires.

D'autre part, à l'époque de l'impérialisme on voit s'accroître le rôle des conditions internationales dans le développement social des divers pays. Le développement de la révolution socialiste ne peut être considéré comme le seul résultat de la solution des contradictions internes dans un pays donné, mais aussi comme celui de l'exacerbation des contradictions de l'impérialisme à l'échelle mondiale. Dans ces conditions, les prémisses de la révolution socialiste dans un pays donné, comme c'était le cas de l'Albanie, existaient bien si l'on tient compte du fait que le système du capitalisme mondial était mûr pour le triomphe à ses maillons les plus faibles de la révolution socialiste. Ces prémisses étaient renforcées par l'existence du camp socialiste, qui était un facteur très important, qui favorisait objectivement le développement de la révolution dans divers pays du monde. Aussi le niveau du développement capitaliste d'un pays ne pouvait-il pas être considéré comme le facteur unième ou déterminant du triomphe de la révolution socialiste.

Se fondant sur les enseignements du marxisme-léninisme et sur les conditions nationales et internationales concrètes le Parti communiste d'Albanie élaborait le programme pour la transformation socialiste du pays. Toutefois, avant de le mettre en œuvre, il se heurta aux conceptions opportunistes qui avaient pour porte-parole Sejfulla Maleshova. Son opportunisme, favorisé aussi par l'attitude antimarxiste de la direction yougoslave, était devenu encore plus manifeste après la libération dans les domaines économique et politique. Défendant les intérêts de la bourgeoisie, Sejfulla Maleshova concevait la révolution populaire en Albanie comme une révolution démocratico-bourgeoise qui devait conduire à la consolidation et au développement des rapports capitalistes. Conformément à cette vision des choses, il se prononçait contre les mesures de caractère socialiste et considérait le secteur privé comme un solide appui de l'Etat. Dans le domaine des relations internationales Sejfulla Maleshova était partisan d'une attitude opportuniste à l'égard des puissances impérialistes et sous-estimait la menace de la réaction extérieure. Il soutenait le point de vue selon lequel en suivant une politique de capitulation envers les Anglo-Américains, en leur faisant des concessions successives et en s'abstenant de ranger ouvertement l'Albanie aux côtés de l'Union soviétique et des pays des démocraties populaires, la reconnaissance du gouvernement serait accélérée et la position internationale de l'Albanie normalisée. Sejfulla Maleshova était pour l'ouverture du Front non seulement aux hésitants mais aussi aux opposants du régime, critiquant ainsi la prétendue «ligne sectaire» suivie par le Parti dans ce domaine. L'influence de ces conceptions opportunistes se refléta dans plusieurs directions. Il fut adopté à l'encontre de la réaction une attitude modérée et opportuniste, qui se manifesta par l'ouverture des portes du Front et par la proposition faite au clergé catholique de s'unir à la coalition du Front démocratique pendant les élections, proposition que le clergé rejeta. Ces attitudes permirent aussi aux pseudo-nationalistes, représentants des forces réactionnaires, d'entrer dans l'Assemblée constituante. L'esprit de compromis avec la réaction dans la ligne politique du Front apparut aussi dans la politique économique.

Les mesures révolutionnaires, comme les nationalisations, les impôts extraordinaires, la réforme agraire etc., ne furent prises qu'avec retard. A l'égard du secteur privé il fut adopté une attitude très libérale et il fut promis de lui venir en aide, sous prétexte d'encourager la libre entreprise et l'accroissement de la production. Profitant d'une telle situation, certains spéculateurs tentèrent de créer des associations économiques exploiteuses camouflées sous l'appellation de «coopérative», et cherchèrent même à obtenir le soutien de l'Etat, établissant des prix de monopole pour les services qu'ils assuraient à la population.

Afin de définir les lignes directrices de la transformation socialiste du pays, frapper la ligne opportuniste de Sejfulla Malëshova et éliminer toute influence de ces conceptions, en février 1946, fut convoqué le 5<sup>e</sup> plénum du CC du PCA qui revêtit une grande importance pour la vie du Parti et de tout le pays.

Ce plénum critiqua sévèrement les défauts constatés dans la vie politique et économique du Parti, il démasqua les conceptions de Sejfulla Malëshova, l'exclut du Bureau politique et du Comité central et orienta la Parti vers une radicalisation des mesures révolutionnaires socialistes dans tous les domaines. Ce plénum donna des directives selon lesquelles une fois la question du pouvoir résolue, toutes les forces devaient être concentrées sur la politique économique, car c'était là le secteur le plus sensible contre lequel l'ennemi pourrait diriger ces attaques. Le plénum souligna également que l'existence de l'Etat nouveau, démocratique et populaire, ainsi que son avenir étaient étroitement liés à l'existence et au renforcement du secteur d'Etat et du secteur coopératif. La voie à suivre dans le domaine économique se traduirait dorénavant par le mot d'ordre suivant : «Tout faire pour renforcer le secteur d'Etat; combattre sans merci le capital privé ; l'Etat doit soutenir toujours plus les coopératives de consommation et de production afin d'en faire un puissant appui pour lui». (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 3, p. 272.) En même temps, il fut souligné que le secteur d'Etat ne saurait être renforcé uniquement par la voie des nationalisations dans les divers secteurs et le contrôle sur le secteur privé, mais qu'il faudrait aussi à cette fin mettre sur pied une industrie lourde nationale qui deviendrait le principal appui de la future industrie légère et de tout le développement économique du pays. Le développement et la consolidation du secteur d'Etat se feraient conformément à un plan élaboré et harmonisé avec toutes les autres branches de l'économie et seraient fondés principalement sur les forces du pays.

Dans le domaine de l'agriculture, le plénum fixa pour tâche d'achever rapidement et de façon radicale la réforme agraire, d'organiser des coopératives agricoles de production et de limiter l'activité des koulaks. En même temps, on fit ressortir la nécessité de donner une impulsion particulière au développement de l'agriculture, de la sylviculture et de l'élevage afin de développer chez les paysans le goût du travail systématique. En vue d'ouvrir de nouvelles perspectives à l'agriculture il fut décidé de créer des exploitations agricoles modèles qui stimuleraient l'accélération du processus de la collectivisation des terres.

De même que dans le domaine social et économique, une grande révolution était nécessaire dans celui de l'enseignement et de la culture. Le plénum décida d'introduire dans le domaine de l'éducation une vaste réforme, qui ferait de notre enseignement et de notre culture nationale la propriété des larges masses populaires et leur insufflerait une nouvelle idéologie révolutionnaire. Les cours d'alphabétisation et la création d'un nombre toujours accru d'écoles élémentaires exigeaient la formation rapide d'enseignants, l'élaboration de programmes d'un contenu nouveau, la création d'écoles professionnelles et surtout l'éducation des vastes masses citadines et rurales afin qu'elles deviennent elles mêmes à la fois sujet et objet de l'éducation. «L'enseignement, souligna au plénum le camarade Enver Hoxha, ne doit pas demeurer une arme entre les mains de la bourgeoisie mais passer dans les mains des ouvriers et des paysans». (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 3, p. 281.)

En matière de politique extérieure, le plénum affirma la nécessité de renforcer la coopération avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire et de combattre avec détermination toute pression ou menace venant des impérialistes américains et anglais.

La consolidation et la démocratisation du pouvoir populaire étaient un autre facteur indispensable dans la voie de la construction du socialisme. Le camarade Enver Hoxha prévint le plénum que l'ennemi ferait tout son possible pour combattre le pouvoir populaire dans notre pays non seulement en

prétextant, quant à la forme du régime, les erreurs et les insuffisances de certains employés qui avaient été placés par la réaction elle-même dans l'administration d'Etat mais en tentant aussi de pénétrer au sein du pouvoir pour le saboter et y introduire tous les maux du régime bourgeois. C'est pourquoi le plénum donna comme directive d'intensifier le contrôle des masses populaires sur l'appareil d'Etat afin de prévenir toutes les manifestations bureaucratiques qui pouvaient être retransmises surtout par les anciens spécialistes.

Les orientations du plénum accentuèrent encore plus les mesures révolutionnaires de caractère socialiste.

L'esprit et les orientations du 5<sup>e</sup> plénum du CC du PCA se reflétèrent dans la Constitution et dans le programme du premier gouvernement de la RP d'Albanie. Ce Gouvernement, élu le 22 mars et présidé par le camarade Enver Hoxha, prêta serment deux jours plus tard devant l'Assemblée populaire et présenta son programme, posant comme fondement de toutes ses tâches futures l'édification de l'Albanie nouvelle socialiste.

## **2. L'approfondissement des transformations socialistes dans l'industrie**

Dans l'esprit des décisions du 5<sup>e</sup> plénum du CC du PCA et conformément à son programme, le gouvernement mena à son terme le processus d'expropriation de la bourgeoisie nationale et la conversion des principaux moyens de production en propriété sociale socialiste. La nouvelle phase de nationalisation commença avec les décrets de mars et d'avril 1946 qui proclamèrent la nationalisation des centrales électriques et des entreprises industrielles de matériaux de construction.

Durant le mois d'avril toutes les pharmacies furent nationalisées. Un mois plus tard ce fut le tour des imprimeries de toutes sortes, ainsi que des huileries, des savonneries et des tanneries qui étaient encore propriété privée. Au début du mois de septembre furent nationalisées les minoteries, les fabriques de pâtes alimentaires et un mois plus tard les ateliers mécaniques.

En février 1947 furent nationalisées toutes les autres entreprises capitalistes privées du pays, comme les bonneteries, les frigorifères, les fabriques de boissons rafraîchissantes, alcoolisées et de cigarettes. De la sorte par ces décrets tous les postes-clés de l'économie nationale étaient passés entre les mains du pouvoir populaire. Les entreprises industrielles capitalistes au nombre de 111 furent également nationalisées sans indemnité. Les nationalisations ne touchèrent pas les petites entreprises et les ateliers comptant moins de 5 personnes.

De même que pendant la première phase, les nationalisations n'eurent pas lieu d'un coup, mais graduellement, selon l'importance des entreprises pour la reconstruction et le développement économique du pays et les possibilités matérielles, techniques et organisationnelles. Néanmoins les nationalisations furent réalisées dans un très bref délai. Bien que la bourgeoisie fût incapable d'organiser une résistance ouverte, les propriétaires capitalistes atteints par les nationalisations cherchèrent à désorganiser la production et à répandre parmi les ouvriers le doute quant au bon fonctionnement et à l'entretien des fabriques nationalisées. Mais ces tentatives furent aussitôt neutralisées par la classe ouvrière elle-même, qui appuya puissamment les mesures révolutionnaires du pouvoir.

Le passage des entreprises industrielles privées aux mains de l'Etat permit de les organiser sur des bases entièrement nouvelles. La réalisation de cette tâche se heurta à une série d'obstacles comme la base technique vétusté et endommagée par la guerre, la pénurie de matières premières et d'autres matériaux, l'état pitoyable des locaux des ateliers, le manque de moyens de transport, les possibilités limitées de l'Etat d'offrir à ces établissements une aide matérielle et technique effective et rapide, le manque de cadres et d'expérience dans l'organisation et la gestion du travail.

Ces difficultés furent surmontées graduellement. Dans les entreprises nationalisées furent introduits de nouveaux règlements et établis de nouveaux rapports entre ouvriers et dirigeants. L'expérience acquise dans ce sens servit de base pour faire avancer le travail d'organisation et de direction des entreprises d'Etat.

En mars 1947, toutes les entreprises économiques d'Etat furent proclamées propriété générale du peuple administrée par l'Etat. Dans leur activité, elles feraient preuve d'esprit d'initiative, mais en étant

soumises au plan économique général de l'Etat. A partir d'avril 1947, la direction de l'activité des entreprises fut assise sur une nouvelle base. Celles-ci furent divisées en deux catégories : les unes, qui, revêtant un caractère national, dépendaient directement des départements ministériels, et les autres, d'un caractère local, qui, mises sur pied par décision des comités exécutifs des conseils populaires de préfecture, dépendaient et des organes de pouvoir locaux, et des départements ministériels. Les entreprises devaient couvrir toutes leurs dépenses par leurs revenus et livrer à l'Etat une certaine quantité d'excédents.

Grâce à l'application de ces mesures, le pouvoir populaire commença à assurer de manière plus organisée et active son rôle d'organisateur et de dirigeant de l'économie nationale, rôle qui ne cessa, par la suite, de revêtir une importance grandissante.

La planification est une condition sine qua non de l'économie socialiste. Toutefois, dans les circonstances d'alors, une planification complète fondée sur tous les indices économiques et financiers des entreprises et sur le développement harmonieux de toutes les branches de l'économie, se révélait impossible, car on ne disposait pas d'études et de calculs précis sur les normes de rendement, la productivité du travail, la structure des prix, le système des salaires, l'approvisionnement et la distribution. C'est pourquoi les entreprises économiques jusqu'à la fin mars 1947 travaillèrent surtout sur la base d'un plan d'orientation générale. En dépit de ses défauts, ce plan permit d'établir un meilleur contrôle sur l'économie et une meilleure discipline dans les entreprises. En août 1946, fut promulguée la loi sur le plan économique national. Après quoi, le Conseil économique et la Commission du plan d'Etat, créés respectivement en 1945 et 1946, élaborèrent le plan économique national pour l'année 1947. Toutefois ce plan également visait surtout à réaliser certaines tâches urgentes pour assurer le rapide redressement de l'économie. Il marqua le point de départ du développement de notre économie nationale sur la base des plans uniques d'Etat à l'échelle nationale.

Les réalisations accomplies en 1947 et l'expérience acquise permirent aux organes de planification de développer encore davantage la méthode de gestion planifiée de l'économie nationale. Le plan de 1948 marqua un autre pas en avant dans le développement de cette économie. Ce plan envisageait un accroissement de 267% de la production industrielle globale alors que la production agricole devait augmenter de 165% par rapport à 1938.

Mais la réalisation des objectifs du plan se heurta à l'activité hostile et destructrice de la direction yougoslave et de son officine conduite par Koçi Xoxe en Albanie. Afin de surmonter cette situation, la classe ouvrière et toutes les masses travailleuses durent consentir d'énormes sacrifices et mobiliser toutes leurs énergies pour la réalisation des tâches prévues par le plan. A part les profondes transformations économique-sociales mises en place surtout après le V<sup>e</sup> plénum du CC du Parti, la meilleure organisation de l'émulation socialiste et en général de tout le travail de construction joua un rôle toujours plus important dans ce sens.

Notre peuple se dressa comme un seul homme au travail pour la reconstruction du pays. Plus de 500 000 personnes, de tous les âges, s'engagèrent à titre bénévole dans l'œuvre de construction sans jamais ménager leurs efforts et leurs capacités. En 1946, rien que pour l'assèchement du marais de Maliq furent mobilisées environ 22 000 personnes. Des dizaines de milliers d'autres aux quatre coins du pays furent engagées dans la production de matériaux de construction, le déblayage des ruines de la guerre, la reconstruction des maisons, des écoles et des ponts brûlés, le creusage de canaux d'irrigation etc. C'est de cette époque que date également l'initiative des grandes actions bénévoles de masse pour la construction des routes Kukës-Peshkopi, Berat-Çorovode, etc., auxquelles participèrent des milliers de jeunes gens. Les actions à l'échelle nationale sur la base du travail bénévole se succédèrent pendant les années qui suivirent et devinrent une méthode de travail pour la construction du pays.

L'élan révolutionnaire et la grande mobilisation des larges masses populaires rendirent possible la reconstruction du pays et la mise en valeur de notre économie nationale en un temps record. Dans la lutte pour la reconstruction du pays, l'attention principale fut concentrée, premièrement, sur les objets et les ouvrages de plus grand intérêt dans l'immédiat et dans l'avenir. A part 203 mètres de ponts construits en 1945, l'année suivante il en fut construit d'autres pour un total de 3516 mètres, autrement dit, presque tous les ponts détruits furent reconstruits dans un délai de deux ans. Parallèlement, furent construits de nouveaux ponts d'une longueur totale de 240 mètres. Les ports et tout le réseau routier

détruits furent reconstruits et il fut construit 202 km de routes nouvelles, comme la route Kukës-Peshkopi de 65 km achevée en cinq mois, la route Berat-Çorovode, celles de Qafe Pellumbit et de Kuç, ainsi que 114 km de routes de caractère local. Les centrales électriques furent reconstruites et remises en service dès 1946. En même temps, fut remis en service tout le réseau télégraphique et téléphonique existant d'une longueur totale de 4257 km ainsi que 121 centrales ou sous-centrales.

Dans le secteur des mines, se poursuivit avec ardeur le travail pour la reconstruction des chantiers, des puits et des autres installations d'extraction et de traitement détruits par la guerre. Par rapport à 1938 la production à la fin du premier semestre de 1947 enregistrait une hausse de 161% pour le pétrole brut, de 162% pour le bitume, de 115% pour le ciment et de 833% pour le bois.

La production des matériaux de construction, la reconstruction des maisons et des écoles etc., connut un grand essor. Pendant les années 1946-1947 on reconstruisit aussi environ 7800 maisons, la plupart desquelles dans les districts de Gjirokastrë et de Korçë, ainsi que 530 bâtiments scolaires.

Les actions de masse à l'échelle nationale furent d'un grand secours pour la réalisation de nouveaux grands travaux. En 1947, fut construite la voie ferrée Durrës-Peqin, de 44 km, la première. Un an après, en janvier 1948, le Parti confia à la jeunesse la construction de la voie ferrée Durres-Tirana. Cette action à laquelle participèrent plus de 25 000 jeunes gens, fut également couronnée de succès dans un temps record, moins de 8 mois.

La reconstruction du pays et le redressement de l'économie nationale furent ainsi achevés avec succès dans un bref laps de temps. Les principaux établissements industriels détruits durant la guerre furent reconstruits dès 1946, alors que l'agriculture regagna son niveau de 1938. En 1948, la production industrielle globale avait doublé par rapport à 1938. La production agricole dépassa elle aussi le niveau de la même année. Pour faire face aux grands besoins de l'édification socialiste dans les premiers mois de la libération furent créés environ 30 000 emplois dans les secteurs de la production et de l'administration. D'autres dizaines de milliers de travailleurs furent engagés dans diverses actions de masse. Parallèlement, afin de combattre le parasitisme des fonctionnaires des régimes du passé, des anciens propriétaires, des escrocs et de certaines autres catégories de gens encore détenteurs de capitaux et désœuvrés, il fut procédé à leur mobilisation obligatoire.

Outre le travail mené pour assurer la main-d'œuvre nécessaire, des mesures furent également adoptées en vue de la formation d'ouvriers qualifiés et de cadres ingénieurs et techniciens. De nombreuses personnes obtinrent une qualification dans des cours de formation de brève durée qui furent institués pendant 1946. Ainsi le cours organisé à Tirana en avril 1946, prépara 600 personnes, et à Kuçovë (Qyteti Stalin) les 25 cours créés formèrent 550 ouvriers spécialisés qui remplacèrent 95% des ouvriers qualifiés et des techniciens étrangers. Des cours de diverses spécialités furent créés à l'intention des cadres administratifs et comptables des coopératives de consommation, d'achat-vente et pour la formation de sylviculteurs, de géomètres, de mécaniciens agricoles, d'infirmiers etc. Le cours destiné aux cadres supérieurs organisé à Tirana à la fin de 1947 prépara environ 1700 personnes.

Les grandes actions nationales devinrent des centres importants pour la formation d'ouvriers qualifiés, de spécialistes et de cadres, notamment mineurs, constructeurs de ponts, charpentiers, maçons, etc.

Une autre mesure prise par l'Etat en vue de la formation professionnelle consistait à charger toutes les entreprises d'employer à salaire fixe 3 élèves, aussi longtemps que durerait leur formation.

Ces mesures permirent d'assurer le nombre nécessaire d'ouvriers et de spécialistes pour le développement de l'économie et de la culture du pays. La petite production artisanale occupait une place importante dans notre économie nationale. Selon le recensement de 1946, le nombre des artisans rien que dans les métiers les plus courants dépassait 17 000.

L'économie nationale avait intérêt à voir ce secteur de la production établi sur des bases socialistes organisées et planifiées, pour satisfaire les besoins de la production et de la consommation, barrer la voie à la naissance et au développement des éléments capitalistes et sortir les petits artisans de la pauvreté. Cela ne pouvait être réalisé par des mesures administratives, comme il avait été procédé pour la grande propriété privée de la bourgeoisie ni en passant immédiatement à la propriété commune socialiste du peuple tout entier.

Aussi, conformément aux enseignements du marxisme-léninisme, la voie suivie pour la transformation socialiste de la petite production artisanale fut celle de la coopération socialiste.

A la fin de mars 1946 fut créé le Comité général des coopératives qui avait pour tâche d'organiser et de diriger les coopératives de production et des services dans les villes comme dans les campagnes. En même temps furent mis en application les statuts-type coopératives d'artisanat.

Aux termes de ces statuts la coopération s'étendait aux moyens du travail et de production ainsi qu'au travail. Les instruments du travail étaient évalués et payés à leurs détenteurs sous forme de versements annuels. Le travail était rémunéré en fonction de son volume et de sa qualité. Aux coopérateurs était également versée une part égale des profits réalisés pendant l'année. D'autre part, ils étaient tenus de verser à la caisse de la coopérative un quota fixé et de participer activement à son activité productive.

A la fin de 1946, le système coopéré comptait 48 coopératives, alors qu'en 1947 et en 1948 le nombre des coopératives fut respectivement de 96 et de 109.

Les coopératives artisanales ne tardèrent pas à montrer leur supériorité sur la petite production artisanale. L'Etat accorda à ces coopératives des crédits, des instruments de travail, des matières premières, et leur procura des cadres, etc. En dépit de certains phénomènes négatifs qui se firent jour dans la phase de leur formation, elles jouèrent un rôle important dans l'accroissement de la production industrielle, dans la satisfaction des besoins de la production et de la consommation ainsi que dans la lutte contre le marché noir et la spéculation, devenant des auxiliaires du secteur socialiste de l'économie.

Les profondes expropriations des principaux moyens de production et de circulation réalisées dans les villes permirent d'éliminer la base économique de la bourgeoisie industrielle, marchande et financière et, en même temps, celle de la grande bourgeoisie. L'application d'une politique stricte des prix, des stockages et des impôts, ainsi que d'autres mesures du même ordre, affaiblirent aussi les positions économiques de la moyenne bourgeoisie. Les transformations accomplies durant cette période se traduisirent par une modification de la structure de l'économie et des classes. Ainsi, fut créé le secteur socialiste de l'industrie, des transports, du commerce, des finances, des constructions, etc., qui, devenu prépondérant, permit au pouvoir nouveau, populaire, de prendre aussi les commandes de l'économie. La forme de propriété propre à ce secteur fut la propriété d'Etat, c'est-à-dire propriété du peuple tout entier, forme supérieure de la propriété socialiste. Parallèlement à ce secteur fut créé un secteur coopératif dans la sphère de la production et des services artisanaux, en tant que forme particulière de la propriété socialiste. Quant à la petite propriété privée, elle subsista encore pendant un certain temps surtout dans le commerce et l'artisanat.

A ces secteurs correspondaient respectivement la classe ouvrière, qui devint aussi la classe dominante dans l'économie, la couche des artisans coopères, qui, par la nature de leur travail, leur condition économique et leurs intérêts politiques, se rapprochaient beaucoup de la classe ouvrière, et enfin la petite bourgeoisie, représentée principalement par des marchands, de petits entrepreneurs et des artisans individuels.

### **3. L'approfondissement des transformations économiques et sociales dans les campagnes**

Le passage du pays dans la voie du socialisme ne pouvait se réaliser sans la suppression totale des anciens rapports agraires et l'établissement des rapports de production socialiste dans les campagnes également. Là encore, un important pas en avant fut accompli avec l'achèvement de la Réforme agraire. Sa première phase, commencée par la promulgation de la loi du 29 août 1945 et poursuivie pendant l'hiver de la même année, fut couronnée de succès. Mais la loi de la réforme agraire et celle des baux agricoles ne satisfirent pas la paysannerie, qui souhaitait une réforme agraire aussi profonde et radicale que possible. Et non seulement des paysans isolés ou des groupes de paysans, mais aussi des organisations et des organes locaux du Parti et du pouvoir exprimèrent ce souhait aux organes centraux du Parti. Les observations et les propositions ainsi faites aidèrent le CC du Parti et le gouvernement à revoir la loi du mois d'août 1945 et à mettre au point un additif à cette loi en vue d'intensifier l'expropriation des gros propriétaires terriens.

Aux termes de cet additif promulgué le 27 mai 1946, faisaient l'objet d'une expropriation obligatoire les terres, vignobles, oliviers, vergers et jardins potagers, bâtiments et l'outillage agricole superflu, s'ils



dépassaient les limites prévues par la loi. Les ouvriers, les artisans, les employés et les personnes exerçant une profession quelconque dont les familles vivaient à la campagne, et celles qui possédaient un bien immobilier dans les villes, avaient le droit de garder un demi-hectare de verger et de jardin potager, 2 000 mètres carrés de vignes, 30 oliviers.

Conformément à ces critères, la loi de la réforme agraire fut appliquée sur près de la moitié des propriétés foncières et sur le tiers des oliviers existants. Au total furent expropriés 4 714 gros propriétaires terriens, 480 institutions religieuses détentrices de grosses propriétés et 4 000 propriétaires moyens qui, ou bien ne travaillaient pas eux-mêmes leur terre, ou avaient été condamnés comme ennemis du peuple et s'étaient vu confisquer leurs biens. La réforme agraire fut aussi appliquée aux surfaces excédentaires de 10 641 propriétaires moyens qui travaillaient eux-mêmes leur terre. Elle distribua en tout 288 400 hectares de terre, dont quelque 90% à 21 544 familles paysannes dépourvues de terre et à 48 667 autres ne possédant qu'un fonds exigü. Les paysans reçurent aussi la moitié du nombre existant d'oliviers et environ 6000 bêtes de travail, ainsi que tout l'outillage agricole superflu.

Le 17 novembre 1946 l'application de la réforme agraire fut entièrement achevée dans tout le pays.

La réforme agraire fut la première révolution accomplie dans les rapports économiques et sociaux dans les campagnes. Son but fondamental était la transformation démocratique des rapports agraires dans les régions rurales. Mais, appliquée dans les conditions de la dictature du prolétariat, elle comportait aussi des éléments d'un net caractère socialiste, comme l'expropriation des terres sans indemnité et leur distribution à titre gratuit, l'interdiction légale d'aliéner, d'hypothéquer et de louer la terre, ainsi que d'exploiter le travail salarié des autres pour la cultiver. Avec l'application de la réforme agraire, le principe «La terre appartient à ceux qui la travaillent» était traduit dans les faits.

La réforme agraire fut appliquée à travers une âpre lutte de classe. Les adversaires de cette réforme recoururent même à des actes manifestes de terrorisme. Leur opposition revêtit un aspect encore plus violent surtout après la promulgation de l'additif de la loi de la réforme agraire et l'expropriation plus radicale des gros propriétaires fonciers et des koulaks (paysans riches). Au cours de cette lutte, le processus de différenciation des classes dans les campagnes s'accrut. Les forces réactionnaires se mirent à nouer des liens entre elles, à définir la plateforme de leur lutte et de leur résistance et à coordonner leurs menées hostiles. C'est dans les districts de Tirana, d'Elbasan, de Shkodër, dans le Bregu i Matit, et le Bregu i Bunës ainsi qu'à Koplik, que cette résistance fut plus acharnée. Mais la vigilance du Parti, du pouvoir et des masses travailleuses empêcha les ennemis d'opposer une résistance organisée aux réformes économiques et sociales et au pouvoir populaire, non seulement à l'échelle nationale mais même à une moindre échelle.

Parallèlement à la réforme agraire, il fut procédé à la nationalisation des forêts, des pâturages et des grands troupeaux de bétail. Sur environ 1 130 000 hectares de forêts que l'Albanie comptait en 1938, environ 94% pour cent étaient formellement propriété d'Etat, 1% propriété communale et 5% propriété privée. En fait, la majeure et la meilleure partie des forêts était propriété des classes exploiteuses. Celles-ci possédaient non seulement 99% des forêts privées, mais elles exploitaient aussi la plus grande partie des forêts d'Etat. Ainsi, toutes les grandes étendues forestières furent nationalisées sans indemnisation. Les forêts de moindre étendue devinrent propriété collective des villages et les paysans devaient les administrer en commun par l'intermédiaire des conseils populaires. En même temps, furent nationalisées aussi les scieries qui exploitaient le bois d'oeuvre à des fins industrielles. L'amendement à la loi de la réforme agraire permit de réaliser la nationalisation complète des pâturages. Quelque 10 000 ha de pâturages furent ainsi distribués aux paysans pour qu'ils en fissent des terres arables, car ces pâturages se trouvaient dans des plaines. Le reste des pâturages d'hiver, qui couvraient 450 000 ha et les pâturages d'été devinrent propriété d'Etat.

Les autres pâturages, propriété collective des paysans ou des petits propriétaires, situés autour des villages, furent confiés aux conseils populaires afin qu'ils en assurent l'administration au nom de tous les paysans.

Le 11 mai 1948, l'Assemblée populaire de la RP d'Albanie émit une loi sur la nationalisation sans indemnité des grands troupeaux de bétail comptant plus de 400 têtes avec tout l'inventaire nécessaire.

Afin d'assurer l'entretien et la mise en valeur des troupeaux nationalisés, furent créées dix entreprises d'élevage d'Etat (EEE) totalisant quelque 100 000 têtes de menu bétail et tout l'équipement nécessaire. Les bergers libérés de l'oppression et de l'exploitation féroces des gros propriétaires de bétail passèrent au service de l'Etat, et furent désormais assujettis à des rapports de travail entièrement nouveaux, reposant sur des bases socialistes.

La voie à suivre pour aboutir à une solution complète de la question agraire était celle qui consistait à faire de toute la terre et des principaux moyens de production la propriété socialiste du peuple tout entier. C'était là une condition indispensable de l'édification de la société socialiste et qui devait permettre d'assurer le développement de la grande production socialiste et de toutes les forces productives agricoles.

La propriété socialiste d'Etat dans les campagnes ne fut établie au début que sur une superficie limitée. Le reste des terres arables, serait transformé progressivement de petites exploitations privées en propriété coopérée de groupe pour devenir ensuite la propriété commune du peuple tout entier.

A sa création, le secteur socialiste d'Etat comprenait les 5 000 hectares des fermes et des pépinières appartenant à l'Etat avant la Libération, une partie des terres récupérées grâce à l'assèchement et à la bonification des étendues marécageuses, les forêts et les pâturages nationalisés, la moitié du nombre des oliviers expropriés et tout le bétail nationalisé. C'est sur cette base que furent mises sur pied les entreprises d'Etat.

La création du secteur d'Etat dans l'agriculture revêtit une grande importance en ce qu'elle jeta les premiers fondements de la base économique du socialisme dans les campagnes. Ce secteur devint le modèle de la grande exploitation socialiste et un exemple d'organisation et de mode de production pour les paysans cultivant la terre à titre individuel.

Le développement et le progrès rapides des fermes d'Etat et de l'agriculture dans son ensemble étaient aussi fonction de la mécanisation des travaux agricoles. Pour promouvoir cette mécanisation, dès 1947 furent créées les stations de machines et de tracteurs pourvues de moyens mécaniques principalement importés, car dans l'Albanie d'avant la Libération il n'y avait eu qu'un petit nombre de tracteurs et quelques batteuses.

Une fois la réforme agraire achevée, le développement de l'agriculture fit ressortir au premier plan la question de la coopération socialiste des petites exploitations agricoles. Se fondant sur les enseignements léninistes et tenant compte des conditions concrètes du pays, le PTA décida que la transformation socialiste des exploitations agricoles s'en tiendrait à la forme de la propriété socialiste de groupe, c'est-à-dire à celle de coopératives de production. Dans chaque coopérative la terre et les autres principaux moyens de production agricole, les bêtes de trait, le travail et le produit seraient collectivisés. Au début, la rémunération serait calculée pour 60% sur le travail fourni et pour 40% sur la superficie mise à la disposition de la coopérative. Mais ce mode de répartition fut rectifié et à partir de 1949 la rémunération se fit sur la base du principe socialiste «à chacun selon la qualité et la quantité du travail fourni». Les paysans gardaient, pour leur usage personnel, une parcelle de terre, un certain nombre de bestiaux, une bête de somme, etc., qui constituaient le lopin individuel du coopérateur.

Conformément aux directives données par le Parti, les coopératives agricoles furent mises sur pied avec l'appui de la masse des paysans pauvres que la réforme agraire avait pourvus de terre et des paysans moyens, en usant de la persuasion et avec le libre consentement des paysans. Quant aux rythmes suivis, en attendant la réunion des conditions objectives et subjectives requises, la progression fut mesurée. Sur la base de ces directives, parallèlement à l'application de la réforme agraire, un travail de persuasion fut mené auprès des paysans pour les amener à s'engager dans la voie de la collectivisation. Dès lors, en octobre, novembre et décembre 1946 les premières coopératives agricoles furent mises sur pied à Krutje e Sipërme et à Serave, dans le district de Lushnje, à Dobraç dans le district de Shkodër, à Kamice de Koplik, à Taie et à Gryke-Lume dans le Bregu i Matit, à Novosele et Risili dans le district de Vlore et à Çiflig dans celui de Sarande.

En 1948, on comptait 56 coopératives agricoles qui couvraient quelque 11 000 ha, soit 3,4% de la superficie arable du pays. En avril de la même année la première coopérative pastorale fut créée dans le district de Gjirokastër.

L'Etat accorda aux coopératives agricoles une importante aide économique, financière, technique et organisationnelle. Elles bénéficièrent d'une réduction de 50% des impôts sur les exploitations agricoles et de 10% sur les livraisons obligatoires de céréales ; il leur fut également accordé, au cours des années 1946-1948 un crédit d'environ 12 000 000 de francs albanais. Grâce à cette aide et au travail fourni par leurs membres, les coopératives agricoles se consolidèrent et se développèrent devenant ainsi un bon exemple pour les paysans individuels, qui, dans les années qui suivirent, adhérèrent au mouvement coopératif, qu'ils considérèrent comme la seule voie pour sortir de leur misère et de leur état arriéré.

L'agriculture albanaise vit ainsi naître et se développer son secteur socialiste, comprenant la propriété du peuple tout entier administrée par l'Etat et la propriété coopérée. Dans le même temps, parallèlement à l'accroissement du nombre des travailleurs agricoles, se forma une nouvelle catégorie sociale, la paysannerie coopérée. A part ces deux secteurs, dans les campagnes subsistaient encore la propriété privée des petites exploitations individuelles qui y constituaient le secteur prédominant, ainsi que les exploitations des koulaks. Bien que fondées sur la propriété privée du sol et des autres moyens de production, sur l'appropriation privée des produits du travail, les petites exploitations individuelles avaient peu de chances, vu les dispositions de la loi sur la réforme agraire, de se transformer en propriété capitaliste. Dans ce secteur, même après l'achèvement de la réforme agraire, les distinctions de classe et de couche entre les paysans pauvres, moyens et riches subsistèrent. Mais ce qui caractérisait la paysannerie albanaise, c'est que désormais elle ne tendait pas à se bipolariser, au contraire la paysannerie pauvre dans sa majorité s'était élevée au niveau du paysan moyen, alors que la bourgeoisie rurale allait vers sa liquidation en tant que classe.

Conformément aux directives du Parti, la paysannerie bénéficia d'une aide relativement importante. En dépit de ses difficultés et de ses possibilités limitées dans les premières années qui suivirent la Libération, l'Etat dépensa pour le développement de l'agriculture des centaines de millions de leks, il mit à sa disposition plus de 1 100 spécialistes, fit creuser quelques 3 000 kilomètres de canaux, bonifier plus de 9 300 ha de terres etc. En mai 1946 furent entrepris les travaux d'assèchement et de bonification du marais de Maliq où, en un temps record, furent récupérés à la culture 4 250 ha de terres nouvelles et bonifiés 3 500 autres ha. Les superficies cultivées et irriguées avaient augmenté respectivement de 143 et de 167,5% par rapport à 1938.

L'aide accordée par l'Etat fut déterminante pour le redressement et le développement de l'agriculture dans la voie indiquée par le Parti. En 1948, la superficie des emblavures s'était accrue de 127% par rapport à 1938 et, partant, la production de céréales panifiables aussi s'en trouva augmentée.

Les résultats obtenus dans l'agriculture écartèrent les risques de famine, les campagnes et les villes furent mieux approvisionnées en produits végétaux et animaux, et l'industrie en matières premières.

#### **4. L'organisation du commerce sur des bases socialistes**

L'approvisionnement des masses travailleuses des villes et des campagnes en articles de première nécessité de l'industrie alimentaire et vestimentaire ainsi qu'en produits agropastoraux, devint un problème économique et politique aigu en raison de la situation économique très difficile créée dans le pays au lendemain de la libération, du grand retard hérité du passé, des dévastations et des dégâts causés par la guerre, et des tentatives des classes exploiteuses pour saboter le ravitaillement de la population.

Ce problème ne pouvait pas être résolu tant que les produits se trouvaient entre les mains des propriétaires privés et des commerçants. Aussi, en avril 1946, furent décrétés le blocage et la dénonciation de tous les produits industriels destinés au commerce, détenus aussi bien par les gros que par les petits commerçants, en même temps que la fixation de prix uniques. En juin, fut institué un système d'achat, de stockage et de vente des céréales par l'Etat, qui ôta aux négociants privés toute possibilité de spéculer sur le pain du peuple.

En septembre 1946 un système de cartes de rationnement fut créé pour assurer une plus juste et plus régulière distribution des articles alimentaires. C'était là une mesure adoptée à titre temporaire et dictée par les conditions créées dans le pays au lendemain de la Libération. L'Etat fut aussi obligé de ravitailler en céréales et autres produits les paysans qui ne parvenaient pas à assurer leur pain pour toute l'année.

Le commerce intérieur de gros et le commerce extérieur passèrent entièrement aux mains de l'Etat. L'administration et la distribution des marchandises s'effectuaient sous les deux formes du secteur socialiste du commerce, le commerce d'Etat et le commerce coopératif.

Le secteur du commerce d'Etat créé en 1945 prit aussi à sa charge le stockage et la revente des céréales panifiables et de leurs dérivés, du tabac, des olives et des produits pastoraux, ôtant ainsi l'exercice de ces activités aux personnes privées.

Le secteur coopératif du commerce comprenait les coopératives de consommation et celles d'achat-vente.

Les coopératives de consommation, en tant qu'organismes économiques des travailleurs des villes furent mises sur pied dès juillet 1945 d'abord dans les principales villes du pays, puis dans les autres villes. Créées sur la base du libre consentement elles s'appuyaient sur la contribution de leurs membres et sur l'aide de l'Etat. L'organisation et la direction de leur travail furent assises sur des fondements plus solides surtout après la création, en mars 1946, du Comité général des coopératives.

Les coopératives d'achat-vente furent mises sur pied à la campagne vers la fin de 1946, mais leur activité organisée débuta en janvier 1947. Elles avaient pour fonction non seulement de fournir des produits industriels aux campagnes, mais aussi de stocker des produits agricoles pour assurer l'approvisionnement des villes.

Pour organiser et coordonner leur activité, au chef-lieu de chaque préfecture des Unions des coopératives d'achat-vente furent créées.

Le commerce d'Etat et le commerce coopératif jouèrent un grand rôle dans l'approvisionnement des masses populaires, dans la lutte contre le marché noir et les spéculateurs, pour la réduction des frais de circulation et du coût de la vie, ainsi que pour le renforcement des rapports économiques entre les villes et les campagnes.

Néanmoins, les conditions difficiles où se trouvait le pays à l'époque exigèrent que la paysannerie productrice remît obligatoirement à l'Etat tous ses excédents de céréales, ne gardant que ce qui lui était indispensable pour l'alimentation familiale et la reproduction. Cela fut réalisé à travers le système du stockage obligatoire de céréales panifiables (blé, seigle, maïs, riz, orge et avoine) La paysannerie devait aussi livrer obligatoirement à l'Etat ses excédents d'olives et de tabac.

Le stockage obligatoire de tous les excédents de la production céréalière et de certains autres produits agro-pastoraux des campagnes n'était pas une politique inhérente à la période transitoire du passage du capitalisme au socialisme, mais un phénomène temporaire dicté par les difficultés du moment. Et la paysannerie travailleuse, qui avait pris une large part à la Lutte de libération nationale et consenti de grands sacrifices, voyant que la guerre avait entraîné de graves conséquences pour le pays, que les ennemis de classe n'avaient pas encore déposé les armes, que leurs menées et celles des ennemis extérieurs menaçaient sérieusement les conquêtes de la révolution, accepta et appliqua comme une nécessité la livraison à l'Etat de tous les excédents de ses produits pour assurer le ravitaillement de l'armée, de la classe ouvrière et de la population citadine.

Toutefois, avec le temps et la stabilisation de la situation, la paysannerie commença à ressentir cette obligation comme une charge excessive. La propagande des ennemis ne fut pas non plus sans effet. De graves difficultés surgirent pour le stockage des produits et l'approvisionnement des masses. La situation s'aggrava encore par suite des ingérences des révisionnistes yougoslaves. Profitant des accords inégaux qu'ils avaient passés avec nous, ils nous obligèrent à accroître sensiblement la superficie destinée aux cultures industrielles aux dépens des céréales panifiables, et à ouvrir les portes aux entreprises commerciales et aux négociants privés yougoslaves pour leur permettre de piller sans retenue les produits du pays. Dans ces circonstances, le gouvernement, même après la création du secteur d'Etat de l'industrie et du commerce, non seulement fut incapable de substituer aux livraisons obligatoires des excédents un système d'échanges de marché, mais il fut obligé, tout au long de 1947, d'émettre une série d'ordonnances sur les stockages encore très onéreux et nullement stimulants pour la paysannerie, malgré le fait que, en principe, elles conservaient leur caractère de classe et correspondaient dans l'ensemble aux intérêts vitaux de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

C'est seulement à partir du mois d'août 1948 que furent apportées les premières modifications au système de stockage et la paysannerie commença à livrer à l'Etat non pas tous ses produits excédentaires, mais une partie, et cela selon des tarifs différenciés qui tenaient compte de l'étendue comme de la qualité de la terre cultivée.

Mais même cette forme de stockage, bien qu'elle satisfît, dans une certaine mesure les intérêts de la paysannerie et stimulât la production ne parvenait pas à barrer la voie aux déformations qui menaient soit au stockage obligatoire de tous les produits excédentaires, ou à leur abandon en encore plus grande quantité aux producteurs. Cela tenait à l'absence de statistiques précises sur la superficie cultivée de chaque exploitation et au manque d'expérience dans l'appréciation de la qualité du sol et de la mesure des obligations.

Malgré tout, la politique poursuivie par le Parti et le pouvoir populaire dans le domaine des stockages, vu les conditions de l'époque, était celle qui s'imposait. Elle remplit une importante mission en ce qu'elle garantit l'approvisionnement de la classe ouvrière, ainsi que des autres masses travailleuses citadines et rurales et de l'armée.

D'autre part, la politique fiscale fit l'objet de changements radicaux. L'ancien système fiscal fut remplacé par un nouveau système, fondé sur un impôt progressif sur les revenus provenant des productions agricoles. Ainsi, les paysans pauvres versaient maintenant à l'Etat moins de la moitié de la dîme. Ils furent exonérés de l'impôt sur le bétail, les bâtiments, etc., et l'Etat poursuivit une politique de dégrèvements progressifs fiscaux.

## **5. L'essor de l'enseignement et de la culture et l'amélioration des conditions de vie**

Après la libération du pays, un grand travail fut accompli pour reconstruire les écoles détruites, ouvrir de nouvelles écoles, former des enseignants et assurer la base matérielle nécessaire. Ce fut là une des grandes actions de la période de la reconstruction du pays, action qui fut menée à bien à des rythmes accélérés. Partout de nombreuses initiatives furent lancées dans ce sens. L'instituteur Ndreç Ndue Gjoka [*Il fut tué par les ennemis du pouvoir populaire le 17.2.1946 à Qafa e Varrës.*], Héros du peuple, donna un brillant exemple en formant lui-même des dizaines d'instituteurs, en ouvrant des écoles et en organisant des cours d'alphabétisation dans toute la région de Mirdite.

Les directives du 5<sup>e</sup> plénum du CC de PTA sur la construction du socialisme furent aussi étendues à l'enseignement et se matérialisèrent par l'introduction d'une réforme. Les principes fondamentaux en avaient été sanctionnés par la Constitution de la RP d'Albanie aux termes de laquelle l'Etat garantissait à toutes les couches de la population la possibilité d'étudier gratuitement dans les écoles et autres institutions culturelles et qu'il veillait en particulier à l'éducation des jeunes. De même l'enseignement échappait désormais à l'Eglise et dépendait désormais de l'Etat, l'ouverture d'écoles privées était interdite, et l'enseignement primaire devenait obligatoire pour tous.

Le 17 août 1946 fut promulguée la loi sur la réforme de l'enseignement à tous ses maillons, préscolaire, général, professionnel et du soir. En outre, fut définie la structure des écoles d'enseignement général de onze ans ayant pour composantes fondamentales, l'enseignement primaire de quatre ans et l'enseignement unique de sept ans. L'enseignement primaire devint obligatoire pour tous les enfants, garçons et filles âgés de 7 à 14 ans. Les années scolaires 1946-1947 et 1947-1948 furent des années d'un travail intense pour traduire dans les faits les principes de la réforme de l'enseignement. Au cours de ces années l'enseignement primaire s'étendit à 2 378 de 2 602 agglomérations que comptait à l'époque le pays, il regroupa 93,7% des enfants soumis à la scolarité obligatoire. L'enseignement de sept ans connut lui aussi une vaste extension dans toutes les régions du pays. En ce qui concerne les enfants des villages montagneux reculés, des Valaques et des hameaux ne comptant pas assez d'enfants pour justifier l'ouverture d'une école, on organisa des cours d'été avec des instituteurs itinérants. L'enseignement préscolaire se développa lui aussi rapidement. Dans le même temps, furent jetés les premiers fondements de l'enseignement technique et professionnel primaire et secondaire, qui, dès la première année de sa mise en place, totalisa plus de 12 000 élèves. En 1946, fut fondé entre autres l'Institut pédagogique biennal, qui devait permettre de passer, plus tard à l'enseignement supérieur complet, etc. D'autre part, fut aussi institué l'enseignement du soir pour adultes. Pendant l'année scolaire 1947-1948, les 948 écoles primaires de sept ans et secondaires du pays furent fréquentées par 28 171 personnes.

Une grande importance fut également attachée à la formation des enseignants. Aller travailler comme instituteur dans les campagnes fut une initiative qui prit la forme d'une grande action de masse, politique et patriotique. Répondant à l'appel du Parti, des centaines de membres du Parti et de jeunes du Sud du pays, allèrent travailler dans les régions montagneuses du Centre et du Nord. Tous les enseignants n'ayant pas la formation professionnelle requise se mirent en devoir de la parfaire tout en continuant leur travail. Durant cette période, les cadres supérieurs furent préparés principalement à l'étranger, en Union soviétique et dans les pays de démocratie populaire. De 1945 à 1948, 815 étudiants albanais furent envoyés poursuivre leurs études à l'étranger. Ces futurs cadres étaient destinés non seulement à l'enseignement, mais aussi aux autres branches de l'économie nationale, à la santé publique, etc. A cette étape furent donc jetés aussi les fondements de la formation de notre intelligentsia nouvelle, populaire, dont la base principale était constituée par les fils et les filles des ouvriers et des paysans travailleurs trempés dans le feu de la révolution populaire.

Cette réforme démocratisa radicalement l'enseignement et elle fut le pas le plus important vers le déclenchement de la profonde et très vaste révolution culturelle qui fut réalisée par la suite.

En même temps, se poursuivait la lutte contre l'analphabétisme. Aux termes de la décision prise par le gouvernement en février 1947, tous les illettrés, les hommes jusqu'à 50 ans et les femmes jusqu'à 40, devaient obligatoirement apprendre à lire et à écrire en suivant les cours institués à cet effet ou sous quelque autre forme que ce fût.

La lutte contre l'analphabétisme eut pour résultat de porter à 119 000 le nombre de ceux qui apprenaient à lire et à écrire. Cela témoignait que cette lutte s'était engagée dans sa phase décisive.

Conformément à l'esprit des décisions du 5<sup>e</sup> plénum du CC du PTA, toute la base matérielle de l'appareil de propagande, les imprimeries, les cinémas, les maisons d'éditions, etc., furent nationalisés et mis au service des masses travailleuses. Cette base matérielle alla s'élargissant et se consolidant. La presse connut également un grand essor. A part des organes centraux, des organes locaux furent créés dans chaque préfecture. En 1948, la presse albanaise comptait 25 organes tirant à près d'un million d'exemplaires, en regard de 8 000 environ avant la Libération. Par ailleurs, le nombre des bibliothèques s'accrut sensiblement, et atteignit 373 rien que dans les campagnes. Entre-temps, furent créées les premières Maisons des pionniers et de la jeunesse, les premières Maisons de la culture et salles de lecture. En outre, des groupes artistiques furent mis sur pied partout dans le pays.

Pour organiser et diriger la création culturelle, l'Etat fonda, en 1947, des institutions comme l'Entreprise d'édition et de diffusion des livres, celle du cinéma et le Comité de la culture et des arts. C'est à cette époque que furent réalisés les premiers courts métrages albanais. L'essor général du pays dans la voie du socialisme rendit indispensables l'organisation et l'essor du travail de recherche. A cette fin, fut fondé, en janvier 1948, l'Institut des sciences. Dans la même année, furent ouverts le Musée archéologique et ethnographique et le Musée des sciences naturelles. La fondation de ces organismes jeta les bases de la recherche scientifique en Albanie.

Une autre tâche importante qui incombait au pouvoir populaire au lendemain de la Libération fut celle de remédier à la grave situation sanitaire héritée du passé. L'indifférence du régime antipopulaire de Zogu à cet égard avait permis la propagation de nombreuses maladies endémiques dans le pays. Les difficultés d'ordre économique et les suites désastreuses de la guerre avaient éprouvé encore plus la santé des masses populaires. D'où la nécessité d'adopter des mesures rapides et énergiques dans ce sens. Ainsi fut mis sur pied l'appareil sanitaire nécessaire au sommet comme à la base, et les institutions sanitaires furent mises sous le contrôle de l'Etat. L'assistance médicale ambulatoire fut désormais gratuite et les prix de tous les médicaments abaissés de 25%.

Dans le cadre de cet appareil mis en place, des mesures furent arrêtées pour enrayer les épidémies qui présentaient le plus grand danger. On entreprit la lutte contre le paludisme qui touchait près de 60% de la population. En 1946 furent créés et mis en service 32 dispensaires et 18 centres de lutte contre les larves d'anophèles dans les zones les plus peuplées et dans celles à taux d'infection élevé. Des mesures furent également prises pour assécher et nettoyer les marais, les canaux et autres lieux infestés de moustiques. Grâce à cette lutte qui se poursuivit en 1948 également, le taux d'infection paludéenne dans ces zones fut réduit à 41% et le reste de la population, surtout les ouvriers et les jeunes qui participaient aux actions de construction dans ces régions, échappa à cette maladie.

En 1947, la lutte contre la syphilis et la tuberculose fut entreprise de façon organisée. En l'espace de quelques années, les foyers d'infection syphilitique furent complètement éliminés, et la tuberculose sensiblement restreinte grâce à l'application de mesures curatives et prophylactiques. Dès 1946, les enfants furent vaccinés contre la diphtérie, la fièvre typhoïde, etc. Des centres de consultation furent fondés à l'intention des mères et des enfants, et les écoliers firent l'objet d'un examen médical régulier dans les établissements scolaires. Une série de mesures furent adoptées pour protéger la santé des ouvriers à travers l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Parallèlement aux institutions de médecine préventive furent mis sur pied de nouveaux établissements de soins. Le nombre des hôpitaux passa, de 8 qu'il avait été en 1938, à 12 et celui des lits de 810 à 2 180, sans compter les 29 hôpitaux ruraux, les sanatoriums, les maternités, les polycliniques, les préventoriums, les cliniques dentaires et les crèches d'enfants. Afin de former le personnel sanitaire nécessaire, on ouvrit un grand nombre d'écoles et de cours de brève durée où furent préparés des infirmiers, des sages-femmes, des laborantines, des radiologues, officiers de santé, etc. En 1948 fut ouverte une école triennale d'où devaient sortir des centaines d'aide-médecins. Par ailleurs, 115 étudiants furent envoyés à l'étranger poursuivre des études de médecine. Grâce à l'application de ces mesures, le danger d'épidémies fut enrayé, et la santé du peuple protégée et consolidée.

Le proclamation du programme de construction socialiste du pays et l'application conséquente de réformes économiques et sociales conformément aux décisions du 5<sup>e</sup> plénum du CC du PTA firent enrager encore plus nos ennemis. Ils cherchèrent à tout prix à saboter la mise en œuvre de ces réformes en usant de tous les moyens et de toutes les formes d'action possible. Ainsi, le groupe des députés réactionnaires au sein du pouvoir populaire commença à se prononcer ouvertement contre les transformations socialistes en cherchant à dresser toutes sortes d'obstacles à l'adoption et à l'application des lois, les bandes de criminels se livrèrent à une série d'actes terroristes contre les cadres du Parti et du pouvoir populaire, et même contre de simples gens qui luttaient honnêtement pour appliquer la ligne du Parti. Les ennemis lancèrent une campagne de propagande effrénée contre le pouvoir populaire afin de susciter la méfiance quant à la stabilité de la situation politique dans le pays. Cette campagne fut accompagnée de pressions et de menaces de la part des principales puissances impérialistes.

Le 9 septembre 1946, les ennemis intérieurs, poussés par les impérialistes anglo-américains, après avoir réussi à rassembler près de 450 personnes en trompant aussi de simples gens attaquèrent la ville de Shkodër. Cette attaque devait servir de prétexte à une intervention des troupes anglo-américaines. Mais ce mouvement contre-révolutionnaire fut anéanti le jour même de son déclenchement.

Entre-temps, les ennemis avaient entrepris des sabotages de vaste échelle aux grands travaux d'assèchement du marais de Maliq, aux installations de Kuçove et de Rubik, dans la construction des ponts, etc., par le biais de techniciens bourgeois affidés à la réaction et au fascisme. Parallèlement à ces tentatives pour empêcher l'application des réformes économiques, les ennemis se lancèrent dans une vaste activité néfaste, se livrant à la contrebande de l'or, fabriquant de la fausse monnaie, sabotant le stockage des produits, etc. Le clergé réactionnaire, surtout le clergé catholique, mena lui aussi une intense activité hostile au pouvoir populaire.

En 1946, plusieurs groupes et organisations d'ennemis furent découverts et condamnés. Leur découverte et les procès qui s'ensuivirent attestèrent les efforts désespérés des forces de la réaction intérieure et extérieure en vue de renverser la situation en Albanie et témoignèrent des dangers qui menaçaient le pouvoir populaire et les conquêtes de la révolution en Albanie. Dans ces conditions, le Parti et le pouvoir populaire lancèrent un appel aux masses qui mobilisèrent toutes leurs forces pour aider les unités de l'Armée populaire, de la Sûreté de l'Etat et de la Police populaire à éventer et à anéantir les menées des ennemis de classe. Les masses participèrent ainsi à une série d'opérations et à d'autres actions militaires, contribuant par leur concours à annihiler 103 organisations contre-révolutionnaires et groupes d'agents, 145 bandes armées, et à faire front victorieusement à 1 035 provocations à la frontière. En dépit de ces succès le PTA, dans les instructions qu'il donna en juin 1947, soulignait que, «la gravité des menées de l'ennemi doit être jugée avec un grand sérieux et que, pour les enrayer, il faut de la vigilance, une vigilance continue révolutionnaire...» (*Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 1, p. 458, Tirana, 1971.)

## CHAPITRE III

### La politique extérieure de la RPA dans les années 1944-1948

#### 1. La défense des droits de l'Albanie dans l'arène internationale.

L'un des résultats les plus importants de la révolution populaire en Albanie fut qu'elle donna naissance à un Etat albanais entièrement nouveau non seulement par son système politique et social mais aussi par son rôle actif et positif en politique extérieure.

En même temps que ses intérêts nationaux, la nouvelle Albanie mit à la base de sa politique extérieure les grands idéaux de l'humanité progressiste, le socialisme et le communisme, auxquels était étroitement lié le destin de son peuple.

L'un des problèmes auquel le pouvoir populaire fut confronté en politique extérieure après la libération était celui de la reconnaissance du gouvernement démocratique. Dans sa première déclaration programme du 23 octobre 1944, le Gouvernement démocratique d'Albanie exprimait clairement son désir d'être reconnu par les grands alliés, la Grande Bretagne, l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique ainsi que par tous les membres du bloc antifasciste en tant que seul gouvernement de l'Albanie. Après la libération du pays, le chef du gouvernement albanais, le camarade Enver Hoxha, s'adressa vers la fin de décembre 1944, aux gouvernements de l'Union soviétique, des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne pour leur demander de reconnaître le nouveau gouvernement albanais.

Le Gouvernement démocratique remplissait toutes les conditions adéquates pour être immédiatement reconnu et pour que soient établies avec lui des relations diplomatiques normales. Sa position était claire à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. Non seulement il exerçait son autorité dans tout le pays mais même à l'étranger il n'y avait, fût-ce formellement, aucun «gouvernement» ou organisation réactionnaire qui pût mettre en doute son droit de s'affirmer comme seul représentant de l'Albanie dans les relations internationales. Néanmoins la question de la reconnaissance du gouvernement démocratique traîna un certain temps en longueur, parce que les gouvernements des puissances impérialistes, de l'Angleterre et des Etats-Unis, en entravèrent le règlement.

Au début, Londres et Washington se posaient en alliés et sympathisants du peuple albanais, et n'osaient donc pas s'opposer ouvertement au pouvoir populaire, au Gouvernement démocratique. Ils demandèrent un certain temps pour être soi-disant «informés» sur le caractère représentatif du gouvernement, sur ses fondements et son appui dans le peuple avant de décider de le reconnaître définitivement.

En janvier 1945, Anglais et Américains retirèrent leurs missions établies en Albanie pendant la Lutte et demandèrent à les remplacer par d'autres missions qui seraient chargées de «préparer le terrain» pour la reconnaissance du Gouvernement démocratique.

Afin de barrer la voie à tout prétexte de la part des gouvernements anglais et américain, le gouvernement albanais y consentit, espérant par là aplanir le terrain vers l'établissement de relations officielles avec les Grandes puissances alliées. En mars 1945, une nouvelle mission militaire britannique arriva à Tirana, suivie, en mai, d'une mission diplomatique du département d'Etat américain.

En dépit des liens étroits qu'ils entretenaient à l'époque avec notre pouvoir populaire, le gouvernement de l'URSS envoya lui aussi en juin 1945 une nouvelle mission militaire à Tirana. Le gouvernement soviétique était obligé d'agir de concert avec les deux autres puissances alliées, car, à la conférence de Yalta, les trois puissances avaient approuvé «la Déclaration sur l'Europe libérée» aux termes de laquelle elles s'engageaient à coordonner leur attitude vis à vis des gouvernements nouvellement créés dans les pays libérés de l'Europe.

Cette situation dura jusqu'à l'automne de cette année-là, quand le gouvernement soviétique, voyant les tergiversations des Anglo-Américains, décida d'agir de son propre chef. Le 10 novembre 1945, par une note remise à Tirana, il communiqua sa reconnaissance du nouveau gouvernement albanais et, en décembre, les deux pays établirent entre eux des relations diplomatiques.



Entre-temps le gouvernement albanais était reconnu aussi par un certain nombre d'autres pays de l'Europe de l'Est, que les efforts faits en commun dans la Lutte antifasciste de libération nationale rapprochaient de la nouvelle Albanie. Ainsi, en mai 1945, le gouvernement albanais fut reconnu par la Yougoslavie, en octobre-novembre par la Pologne, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie, puis, en 1947, par la Hongrie et la Roumanie.

En décembre 1945, le gouvernement albanais fut reconnu par la France, la seule des trois principales puissances occidentales qui établit des relations diplomatiques normales avec le Gouvernement démocratique.

En novembre 1945, lorsque le gouvernement albanais fut reconnu par l'Union soviétique, il sembla d'abord que les gouvernements des USA et de Grande-Bretagne suivraient eux aussi son exemple. En plus, ils interprétèrent ce geste du gouvernement soviétique comme le résultat des consultations préliminaires menées entre les trois puissances. Et précisément, le 10 novembre, jour où l'URSS notifia la reconnaissance de notre gouvernement, les missions anglaise et américaine remirent chacune à notre gouvernement une note, par laquelle, au lieu de reconnaître expressément et immédiatement notre Gouvernement démocratique elles posaient des conditions pour sa reconnaissance et demandaient de lui des «assurances».

Avant tout, ces deux gouvernements s'efforcèrent de mettre à profit la question de la reconnaissance de notre gouvernement pour intervenir dans les affaires intérieures de notre pays, notamment dans les élections à l'Assemblée constituante qui devaient avoir lieu le 2 décembre 1945. Désireux d'encourager les éléments réactionnaires, ils demandaient des assurances que les élections seraient libres et qu'il serait permis aux correspondants étrangers d'en suivre le déroulement. Le Département d'Etat des USA dans sa note allait encore plus loin, il demandait au gouvernement albanais de reconnaître que «les traités et les accords conclus entre les USA et l'Albanie avant la guerre, jusqu'au 7 avril 1939 restaient en vigueur». Il était facile de comprendre que le gouvernement américain visait par là à annuler une des principales décisions du Congrès de Permet qui fixait pour tâche de revoir les accords internationaux de l'ancien Etat albanais et de rejeter tous les actes qui pouvaient porter atteinte à la souveraineté du peuple albanais et à l'indépendance de la nouvelle Albanie populaire.

Le gouvernement démocratique donna une réponse claire et catégorique aux tentatives des Anglo-Américains.

Dans la note remise ces jours-là aux missions anglaise et américaine à Tirana, le camarade Enver Hoxha réaffirmait fermement l'objectif du gouvernement démocratique de respecter la liberté des élections indépendamment de toute influence ou pression exercées de l'extérieur et de s'en tenir rigoureusement à la loi électorale approuvée par le Conseil antifasciste de libération nationale. En même temps, pour ôter toute possibilité aux milieux réactionnaires de spéculer plus tard aux yeux de l'opinion publique mondiale sur le déroulement des élections en Albanie, Enver Hoxha faisait savoir que le gouvernement albanais approuvait la venue de représentants de presse de l'Est et de l'Ouest pour suivre de près le déroulement de la campagne électorale ainsi que pour être témoins de l'entière liberté d'expression des électeurs. Quant à la clause spécifique présentée par le Département d'Etat des USA, le président du gouvernement albanais, soulignait dans sa réponse, tout en ne touchant point à l'esprit et à l'essence des décisions du Congrès de Permet, que le Gouvernement démocratique pourrait traiter en particulier avec le Gouvernement américain de la question des traités conclus avant la guerre, mais seulement après l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays.

La grande victoire remportée par le Front aux élections du 2 décembre 1945 était un coup rude porté également aux plans de la réaction extérieure concernant l'Albanie. Elle fit ressortir que le nouveau pouvoir populaire avait de solides fondements dans le peuple. Les représentants officiels anglais et américains ainsi que les envoyés des journaux et des agences de presse eux-mêmes se virent obligés de reconnaître publiquement que les résultats des élections du 2 décembre étaient une expression fidèle de la situation réelle et des aspirations du peuple albanais. On crut un moment qu'après ces événements les gouvernements de Londres et de Washington ne fermeraient pas les yeux face à cette réalité et qu'ils définiraient leur politique vis à vis de l'Albanie conformément à cette réalité.

Au début de 1946 le gouvernement anglais fit connaître son désir d'échanger des représentants diplomatiques réguliers avec le gouvernement albanais. Les deux parties aboutirent même à un accord

en vue de l'établissement de légations dans les capitales de l'une l'autre. Mais, entre-temps une série de procès ouverts dans notre pays commencèrent à dévoiler de nombreux faits qui attestaient la participation active des membres de la mission anglaise à Tirana aux complots ourdis contre le pouvoir populaire. C'était là une preuve que les milieux dirigeants d'Angleterre n'avaient pas modifié leur attitude antérieure. De toute évidence ils considéraient l'établissement de relations avec le gouvernement albanais comme un moyen pour tromper la vigilance du pouvoir populaire. La presse et toute l'opinion albanaise n'ont pas hésité à dénoncer les intrigues camouflées des Anglais et leur attitude à double face.

Furieux de voir découvrir et échouer ses complots, le gouvernement de Londres décida de suivre la politique de «la main forte» à l'égard de l'Albanie. Il qualifia «l'attitude des autorités albanaises» d'«inadmissible». En rendant publics les faits susmentionnés, elles auraient d'après Londres, atteint l'Angleterre dans sa dignité de grande puissance. En février il posa au gouvernement albanais d'autres conditions concernant l'envoi de ses représentants à Tirana, demandant qu'il leur fût réservé un traitement spécial, et accordés certains droits excédant ceux qui appartiennent généralement aux représentants diplomatiques. A juste titre le gouvernement albanais rejeta cette demande. Comme contre-mesure Londres coupa toutes ses relations avec l'Albanie. En mars elle retira sa mission militaire de Tirana et en mai, profitant d'un petit incident provoqué par deux bâtiments de guerre britanniques au large de la côte sud du pays, elle fit savoir qu'elle n'enverrait pas de ministre à Tirana. Dès lors le gouvernement anglais ne revint plus sur la question de l'établissement de relations diplomatiques avec le gouvernement albanais.

Cette question aboutit à la même conclusion avec le gouvernement américain. Le Département d'Etat continuait obstinément à réclamer sur sa demande concernant «la continuité des traités et accords conclus avant la guerre» avec l'ancien Etat albanais. Les Américains intensifièrent leur pression surtout après le tournant que prirent les relations anglo-albanaïses, espérant par là que le gouvernement albanais serait obligé de battre en retraite et de faire des concessions. Mais dans les pourparlers qui eurent lieu pendant l'été de 1946, le gouvernement de la RPA fit à nouveau savoir qu'il n'entendait pas renoncer aux principes fondamentaux de sa politique extérieure définis déjà durant la guerre. A cette occasion il renouvela sa proposition de reconsidérer pratiquement cette question après l'établissement de rapports normaux. Mais le gouvernement américain, de même que le gouvernement britannique, était désormais résolu à suivre une politique ouvertement hostile envers la nouvelle Albanie et, en novembre 1946, il retira sa mission de Tirana. Depuis lors, il n'y a eu de rapports officiels d'aucune sorte entre les deux gouvernements.

Appréciant l'expérience de la lutte menée par notre Parti et notre pouvoir populaire contre les tentatives hostiles des impérialistes anglo-américains, le camarade Enver Hoxha écrit que «L'attitude juste, révolutionnaire et conséquente du Parti communiste d'Albanie durant la guerre et dans les premières années qui suivirent la Libération, face à la politique et aux interventions hostiles, anti-albanaïses, des Anglo-Américains comme envers tout autre problème, a joué un rôle salvateur pour l'obtention de l'indépendance complète du pays et sa consolidation. Par la suite, l'expérience acquise dans cette confrontation devait nous servir, comme elle nous a effectivement servi, à définir et à appliquer constamment une politique juste, de principe, ouverte et conséquente envers nos amis et nos ennemis de toutes sortes». (Enver Hoxha, *Les Menées anglo-américaines en Albanie (Souvenirs)*, éd. fr., p. 460, Tirana 1982.)

Après avoir rompu le peu de liens qu'elles avaient avec le gouvernement albanais, les deux puissances impérialistes de l'Occident firent l'impossible pour empêcher que l'Albanie fût représentée dans l'arène internationale. Néanmoins elles ne parvinrent pas à faire faire marche arrière au processus de consolidation des positions de la nouvelle Albanie populaire à l'étranger. Dans les années 1947-1948 un grand nombre de gouvernements de pays étrangers, non seulement socialistes mais aussi capitalistes, reconnurent le gouvernement albanais et établirent avec lui des relations diplomatiques régulières. Les USA et l'Angleterre ne manifestèrent pas leur hostilité à l'égard de la nouvelle Albanie populaire seulement pour ce qui concernait la reconnaissance du gouvernement démocratique. Les deux puissances occidentales adoptèrent une attitude anti-albanaïse sur toutes les questions concernant les droits de l'Albanie après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Sans aucun doute la position internationale de l'Albanie après la guerre était parfaitement claire. L'Albanie avait combattu côte à côte avec les nations unies dans la coalition anti-fasciste, c'était donc un pays allié et victorieux.

Le gouvernement albanais, fort de son bon droit, demanda en mars 1945 que l'Albanie aussi soit invitée à participer à la Conférence de San Francisco qui devait avoir lieu à la fin d'avril de la même année pour fonder l'Organisation des Nations unies (ONU). Mais sa demande fut repoussée par le Département d'Etat américain qui motiva ce rejet sous le prétexte formel que ne pouvaient être invités à la Conférence de San Francisco les représentants des gouvernements non encore reconnus par les puissances alliées. Ainsi intentionnellement, fut créé un cercle vicieux: le gouvernement albanais n'était pas reconnu et ce fait même servait de prétexte pour ne pas inviter l'Albanie aux conférences internationales sur les importants problèmes de l'après-guerre. A la fin de janvier 1946 la demande albanaise fut transmise au Conseil de Sécurité et incluse dans la procédure ordinaire prévue par la Charte de l'ONU concernant l'admission des nouveaux membres. La candidature de l'Albanie fut la première enregistrée dans les annales de l'ONU mais il lui fallut attendre encore dix autres années avant d'entrer dans cette organisation.

Au début, ni les USA ni l'Angleterre n'exprimèrent ouvertement leur opinion sur l'admission de l'Albanie à l'ONU. Les représentants des USA et de l'Angleterre à cette organisation appelaient à mieux étudier la question et à attendre un moment plus opportun. Seul le gouvernement d'Athènes s'opposait directement à la candidature albanaise. En janvier 1946, lorsque le Conseil de sécurité analysa pour la première fois la demande albanaise, le ministre grec des Affaires étrangères Rendis demanda que le rejet de la demande albanaise fût considérée comme une question de principe. Il soutint calomnieusement que l'Albanie avait participé à la guerre contre la Grèce et que des pays qui s'étaient rangés aux côtés des puissances fascistes ne pouvaient faire partie de l'ONU. Ces assertions se heurtèrent à l'opposition résolue et argumentée des représentants de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire. Elles furent aussi mises en doute même par les représentants de quelques pays occidentaux. En août 1946 l'examen de la candidature albanaise fut soumis au Conseil de sécurité. La demande albanaise obtint la majorité des voix des membres du Conseil mais les USA et l'Angleterre y ayant opposé leur veto, elle ne fut pas approuvée. Ainsi ces deux puissances qui jusqu'alors avaient dissimulé leur action, en se servant surtout du gouvernement grec se prononcèrent ouvertement contre l'admission de l'Albanie à l'ONU.

Le gouvernement albanais dut aussi affronter de grands obstacles pour ce qui concernait la participation de l'Albanie à la rédaction des traités de paix avec l'Italie et l'Allemagne. L'Albanie avait réclamé son droit de participer à la rédaction des traités de paix depuis septembre 1945 lorsque la question du Traité de Paix avec l'Italie fut posée pour la première fois précisément à la première réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères des quatre grandes puissances à Londres. Néanmoins la RPA ne fut pas mise à la liste des Etats invités à envoyer leurs représentants à la Conférence de la Paix à Paris à la fin de juillet 1946.

Finalement la Conférence se vit obligée d'examiner en particulier la question de la participation de l'Albanie et, en dépit de l'opposition ouverte des représentants grecs, elle invita le gouvernement albanais à envoyer sa délégation à Paris. Mais, à nouveau, en raison de l'insistance des puissances occidentales avec à leur tête les USA et l'Angleterre l'Albanie fut atteinte dans ses droits puisqu'elle fut invitée à participer à cette conférence non pas comme membre à part entière, mais seulement pour y exposer son point de vue sur le Traité de paix avec l'Italie. Malgré tout le Gouvernement de la RPA jugea opportun d'envoyer sa délégation à Paris parce qu'il était important que l'Albanie fasse aussi entendre sa voix à la Conférence. La délégation albanaise conduite par le camarade Enver Hoxha en personne se rendit dans la capitale française en août. Son premier acte, à peine arrivé à Paris, fut une déclaration dénonçant l'injustice que l'on faisait à l'Albanie en la traitant différemment des autres pays participants.

Au cours des travaux de la Conférence de la paix se manifestèrent clairement toute l'attitude profondément hostile des Etats-Unis et de l'Angleterre vis à vis de la RPA ainsi que la tendance du gouvernement d'Athènes à en profiter pour réaliser ses anciens rêves d'annexion des terres albanaises.

Ne faisant aucun cas de l'évolution de la situation après la Seconde Guerre mondiale et manquant totalement de réalisme politique, les milieux dirigeants de Grèce s'efforcèrent de renouveler à la Conférence de Paris de 1946 les mêmes intrigues qu'ils avaient ourdis aux dépens de l'Albanie à la Conférence de la paix au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le Premier ministre grec Tsaldaris reprenant la thèse du prétendu «état de guerre» existant entre la Grèce et l'Albanie depuis la déclaration de la guerre de l'Italie fasciste à la Grèce en octobre 1940, déclara que seul un traité de paix entre les deux pays pouvait mettre fin à cette situation. Ce n'était là qu'une nouvelle manière de la part des milieux dirigeants grecs de présenter leurs vieilles revendications territoriales sur l'Albanie du Sud, y compris les régions de Korça et de Gjirokastra, dont l'annexion à la Grèce était posée par Athènes comme une condition du rétablissement de la paix entre les deux pays. Conscient de la faiblesse de sa position, le gouvernement d'Athènes essaya aussi la voie des accords secrets: au cours des travaux de la Conférence, lors d'une rencontre secrète, il proposa à la partie yougoslave de conclure un accord sur le partage du territoire albanais, comme cela avait été fait à la Conférence de la paix après la Première guerre mondiale avec le traité Titoni-Vénizélos de 1919. Le représentant yougoslave à la Conférence de la paix Mose Pijade déclina l'offre de Tsaldaris et la dénonça même publiquement au cours d'une des séances de la Conférence. Mais les gouvernants yougoslaves comme le fit clairement apparaître le cours des événements postérieures avaient eux-mêmes pour dessein d'annexer toute l'Albanie.

Le chef de la délégation albanaise Enver Hoxha a prononcé un discours important à la Conférence. «Le peuple albanais, petit par le nombre, mais grand par ses sacrifices pour la cause commune, n'est pas ici pour discuter de ses frontières, mais pour affirmer et réclamer ses droits». (Enver Hoxha, *Deux peuples amis*, éd. fr., p. 40, Tirana, 1985.) Après avoir protesté contre l'injustice que l'on faisait à l'Albanie en ne l'invitant pas à la Conférence comme membre à part entière, le camarade Enver Hoxha demanda que le Traité de paix avec l'Italie créât les conditions requises pour empêcher toute nouvelle agression italienne contre l'Albanie, qu'il contînt des dispositions restrictives pour les forces armées italiennes et fixât le juste montant des réparations de guerre que l'Italie devait payer à l'Albanie.

Aucune des revendications de la délégation albanaise, à la Conférence, et cela malgré l'appui de l'Union soviétique et de quelques autres pays, ne reçut de réponse immédiate et positive.

C'est seulement à la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères des quatre puissances, tenue en novembre-décembre 1946 à New York, où fut rédigé définitivement le Traité de paix avec l'Italie que, sur les instances de l'URSS, l'on en vint enfin à considérer l'Albanie comme «une puissance alliée» quant à l'exécution du Traité de paix avec l'Italie. A cette même réunion il fut reconnu à l'Albanie le droit de recevoir de l'Italie à titre de réparations une somme de 5 millions de dollars, au reste très inférieure à la valeur des dommages, décrits par le gouvernement albanais.

Le 10 février 1947 fut signé à Paris le Traité de paix avec l'Italie ainsi que les traités de paix avec la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et la Finlande. La RPA fut associée au Traité de paix avec l'Italie en octobre de la même année.

Le Traité de paix avec l'Italie contenait une série de dispositions qui concernaient directement l'Albanie. Mais les plus importantes étaient l'article 27, en vertu duquel l'Italie s'engageait à respecter la souveraineté de l'Albanie, et l'article 28, qui prévoyait le passage de l'île de Sazan sous la souveraineté totale de l'Albanie. La propriété de cette île avait été reconnue depuis longtemps à l'Albanie par les actes internationaux délimitant les frontières, mais l'Italie l'avait annexée arbitrairement. Dans l'ensemble, les dispositions du Traité de paix avec l'Italie qui concernaient l'Albanie constituaient un succès important de la RPA dans sa politique extérieure. En dépit de l'opposition des Etats-Unis et de l'Angleterre, l'Albanie était rangée officiellement parmi les Etats victorieux de la Seconde Guerre mondiale.

Une fois cette question réglée, l'activité diplomatique de la RPA se concentra sur la question de la participation de l'Albanie à la rédaction du Traité de paix à conclure avec l'Allemagne et à propos duquel avaient été entamées des négociations. Cette question fut posée préliminairement et partiellement en novembre 1945 lors de la réunion à Paris de la Conférence sur les réparations dues par l'Allemagne conformément à la décision de la Conférence de Potsdam.

Le gouvernement albanais fut invité à participer à cette Conférence et il y présenta ses demandes. A cette conférence aussi, l'Albanie fut lésée dans ses droits parce que le montant fixé des réparations de guerre que l'Allemagne devait lui payer était très inférieur à la valeur des pertes que lui avaient infligées les occupants nazis. Néanmoins le fait que l'Albanie fut rangée parmi les Etats qui devaient être indemnisés revêtit une importance politique, ce qui fut également reflété dans l'acte définitif de la Conférence de Paris de janvier 1946, aux termes duquel l'Albanie devenait membre à part entière de l'Agence interalliée des réparations (LARA). Ainsi, dès lors, la question de la participation de l'Albanie à la rédaction du Traité de paix avec l'Allemagne, pouvait être considérée comme définitivement résolue.

Plus tard, lorsque les gouvernements des USA et de l'Angleterre adoptèrent une attitude ouvertement hostile envers la RPA, les demandes réitérées du gouvernement albanais pour être représenté à la procédure de préparation du Traité de paix avec l'Allemagne, se heurtèrent à l'opposition résolue des deux puissances occidentales. Les USA et l'Angleterre ne voulaient maintenant rien savoir ni de l'acte final de la Conférence de Paris de janvier 1946 ni du Traité de paix avec l'Italie du février 1947, qui définissaient clairement la position de l'Albanie en tant que pays victime de l'agression nazie-fasciste.

Mais ce fut surtout la Grèce monarcho-fasciste qui commença à présenter un sérieux danger pour l'indépendance et l'intégrité territoriale de la RPA. A cette époque fut mené un grand tapage sur la prétendue «question grecque». Le but de ce bruit était de détourner l'attention de l'intervention ouverte armée des impérialistes anglo-américains en Grèce qui cherchaient à étouffer les forces populaires grecques et à la diriger sur les accusations non fondées d'une «intervention» imaginaire, dans la guerre civile en Grèce, de la part de ses voisins du nord y compris l'Albanie, A cet effet fut lancée toute une campagne de propagande qui occupa une bonne partie des sessions de l'Assemblée générale de l'ONU.

Les milieux dirigeants d'Athènes ainsi que les gouvernements anglais et américain, qui agissaient sous leur couvert, ne pardonnaient pas à l'Albanie nouvelle son attitude de sympathie et de solidarité envers les forces progressistes grecques. En outre, les milieux monarcho-fascistes grecs s'imaginaient que le moment était venu de mettre à exécution leurs projets expansionnistes.

Ainsi se créa, dans les zones frontalières du sud, une situation tendue qui menaçait notre intégrité territoriale. Cette situation s'aggrava encore en raison des provocations grecques au long de la frontière. En organisant des incidents et des affrontements continus sur terre, sur mer et dans les airs, le gouvernement grec espérait faire pression sur l'Albanie pour lui arracher les territoires qu'il revendiquait.

Un autre problème de politique extérieure que la RPA dut affronter après la guerre, fut celui de l'incident naval qui eut lieu à l'automne 1946 dans les eaux du canal de Corfou au large de la côte albanaise. Cet incident n'aurait pas pris les dimensions que l'on sait, sans la politique hostile de l'Angleterre à l'égard de l'Albanie démocratique populaire. Le gouvernement anglais organisa cette provocation à dessein, la gonfla outre mesure et s'en servit afin d'entreprendre une autre campagne anti-albanaise.

Vers la fin d'octobre 1946 quelques navires de guerre anglais qui traversaient les eaux du canal de Corfou au large de Saranda en formation de combat et en cherchant à intimider le peuple albanais, se heurtèrent à des mines, subissant des dommages matériels et des pertes en vies humaines.

Le gouvernement britannique, utilisant cet événement pour porter atteinte à la souveraineté territoriale de la RP d'Albanie, envoya sur les eaux du canal (par où passe la frontière maritime entre l'Albanie et la Grèce) un grand nombre de navires de sa flotte pour y «draguer les mines».

Après cet incident, le gouvernement anglais porta une série d'accusations contre l'Albanie en rejetant sur elle la responsabilité de l'explosion des mines et en lui demandant de l'indemniser des pertes subies en biens matériels et en vies humaines. Le gouvernement de la RPA repoussa ces accusations comme complètement inventées par la partie anglaise.

En janvier 1947 le gouvernement de Londres porta cette question devant le Conseil de sécurité de l'ONU en présentant l'attitude du gouvernement albanais comme constituant soi-disant «une menace pour la paix et la sécurité mondiale».

Au Conseil de sécurité la résolution anglaise qui imputait la responsabilité au gouvernement albanais ne fut pas adoptée parce que la partie soviétique y opposa son veto. Alors la majorité anglo-américaine réussit à soutirer au Conseil de sécurité «une recommandation» pour que les deux parties portent la question devant la Cour internationale.

Le conflit anglo-albanais à propos de l'incident du canal de Corfou fut à l'ordre du jour de la Cour internationale pendant 2 ans et demi depuis juin 1947 jusqu'à décembre de 1949. Mais par sa sentence finale prononcée en avril 1949, la Cour internationale violait à la fois les principes élémentaires de justice et la raison. Elle inculpa l'Albanie de l'explosion des mines au canal en octobre 1946 chargeant le gouvernement albanais d'indemniser les dommages causés. Afin de donner une impression d'impartialité, la cour «reprocha» aussi au gouvernement anglais d'avoir violé la souveraineté territoriale de la RP d'Albanie lorsque, en novembre 1946 il envoya sa flotte dans les eaux de la côte albanaise sous prétexte d'effectuer le dragage des mines.

Cette décision était si manifestement injuste que même un certain nombre de membres de la Cour internationale furent contraints de le reconnaître. Cinq d'entre eux sur seize s'y dissocièrent de la majorité et rédigèrent une décision à part. Ils y soulignaient que la conclusion de la prétendue «culpabilité albanaise» était basée uniquement sur des suppositions. En effet, la responsabilité de l'Albanie, dans la décision de la majorité, n'était pas fondée sur des preuves directes et incontestables, mais sur un raisonnement purement formel selon lequel «puisque'on a trouvé des mines dans le canal, les autorités albanaïses devaient assurément être au courant qu'elles y avaient été posées». Par sa décision d'avril 1949 la Cour internationale montra clairement, qu'elle était un instrument entre les mains des grandes puissances impérialistes.

Plus tard, la Cour internationale commit une autre violation flagrante des règles de droit. Outrepassant ses compétences, établies entre les deux parties en cause, elle prit sur elle de fixer aussi le montant de l'indemnité que devait payer le gouvernement albanais. Face à cette violation des règles les plus élémentaires du droit, le gouvernement de la RPA déclara la décision de la Cour internationale illégitime et refusa de payer la moindre indemnité.

Comme contre-mesure, le gouvernement de Londres commit un acte de rapine en mettant la main sur une quantité d'or qui avait été déposée à l'ancienne Banque nationale albanaise et qui revenait de droit à l'Etat albanais. Cet or qui était gardé à Rome par le gouvernement italien avant la guerre, avait été enlevé par les nazis allemands en 1945 après la capitulation de l'Italie fasciste. Une commission tripartite (composée des représentants des USA, de l'Angleterre et de la France) chargée de partager l'or trouvé en Allemagne après la guerre, décida en 1948 sur la base des documents présentés par le gouvernement de la RPA, que fût remise à l'Albanie une partie de l'or pillé. Mais la remise de l'or au gouvernement albanais fut renvoyée pendant la période où était examiné à la Cour internationale, «le conflit anglo-albanais» sur l'incident du canal de Corfou.

Plus tard, à propos de l'or albanais, des prétentions furent avancées tant par le gouvernement britannique, qui voulait se l'approprier en compensation de l'indemnité, que par le gouvernement italien qui considérait cet or comme lui appartenant, sous prétexte que la majorité des actions de l'ancienne Banque nationale albanaise appartenait au capital italien. Là-dessus, la commission tripartite bloqua l'or qu'elle avait elle-même reconnu à l'Albanie. Depuis lors le gouvernement de la RPA n'a cessé de revendiquer l'or de l'Etat albanais.

## **2. L'échec de l'ingérence yougoslave**

Se guidant sur le principe de l'internationalisme prolétarien, le Parti et le gouvernement de la RPA pensaient qu'après la Libération les rapports entre le peuple albanais et les peuples de Yougoslavie allaient se renforcer et se développer dans une juste voie, dans l'intérêt des deux parties et de la cause du socialisme.

A cet effet, en juillet 1946, fut signé un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la République populaire d'Albanie et la République fédérative populaire de Yougoslavie. De même, en novembre 1946, fut conclue une convention économique. Celle-ci prévoyait entre autres la signature d'une série de protocoles bilatéraux sur la coordination des plans économiques, la fondation de quelques sociétés mixtes, l'ajustement des rapports monétaires, douaniers, et en matière de prix etc.

Mais la direction yougoslave avait d'autres objectifs. Déjà durant la lutte elle s'était efforcée de soumettre le Parti communiste d'Albanie pour pouvoir plus tard annexer l'Albanie à la Yougoslavie. Afin de réaliser ces desseins elle avait corrompu certains membres de la direction du PCA, notamment Koçi Xoxe, Pandi Kristo, Sejfulla Malëshova etc. L'ingérence ouverte des Yougoslaves dans les affaires intérieures du PCA se manifesta particulièrement au II<sup>e</sup> plénum du CC du PCA tenu à Berat en octobre 1944, à la veille de la libération complète du pays.

Le gouvernement yougoslave, poursuivant cette politique après la libération, cherchait à mettre à profit la collaboration albano-yougoslave pour atteindre ses objectifs chauvins. C'est ainsi qu'il présenta à la partie albanaise une série de projets de protocoles de caractère antimarxiste, hostile et asservissant. La direction de notre Parti et le gouvernement albanais leur demandèrent des explications et avancèrent une série de réserves et d'oppositions à propos des projets présentés. Ils s'opposèrent fermement aux projets portant sur la parité de la monnaie, l'unification des prix et l'union douanière, les jugeant inacceptables sur le plan des principes et irréalisables dans la pratique. Tant la parité de la monnaie que l'unification des prix, qui se conditionnaient mutuellement, ne pouvaient être réalisées à cause des grandes différences de la situation économique des deux pays.

Quant à l'union douanière, la partie albanaise estimait que la suppression des taxes dans les pays socialistes où le commerce est monopole d'Etat, était une mesure d'avantage mutuel. Toutefois le gouvernement albanais demanda que les échanges de marchandises obéissent à des accords conclus entre les divers organismes et entreprises d'Etat des deux parties et non pas au gré de chacun, que ni le lek ni le dinar utilisés comme moyens d'échange ne circulent librement et en quantité illimitée respectivement en Yougoslavie et en Albanie. Ces propositions rendaient impossible à l'une ou à l'autre partie d'utiliser l'union douanière à des fins de spéculation et de profit aux dépens de l'autre.

Mais les dirigeants yougoslaves poursuivaient d'autres objectifs. Ils visaient à faire en sorte que les entreprises et les commerçants privés yougoslaves puissent acheter à volonté tous les produits vendus sur le marché libre albanais. Cela aurait conduit à l'absorption des productions du pays, à la hausse des prix et à l'aggravation de la situation du peuple albanais. Pour ces raisons, la partie albanaise s'y opposa résolument et l'accord commercial de 1947 fut formulé comme la direction du Parti et le gouvernement albanais le jugeaient opportun. Mais en 1948 ce protocole fut violé et des dizaines de contrebandiers et de spéculateurs yougoslaves affluèrent sur les marchés albanais et y raflèrent tout ce qu'ils y trouvèrent, créant ainsi une situation très difficile pour l'économie et les travailleurs albanais. En outre, en juillet 1947 la direction yougoslave imposa à l'Albanie une seconde réforme monétaire qui établissait un rapport inégal entre le lek et le dinar, réduisait le pouvoir d'achat de la monnaie albanaise et laissait la voie libre à l'inflation.

La coordination des plans économiques et la commission créée à cet effet furent un autre moyen que les Yougoslaves utilisèrent pour atteindre leurs objectifs. Par le biais de la commission de coordination des plans, ils cherchaient à mettre la main sur l'économie, à paralyser les organes économiques de l'Etat albanais, à détacher les sociétés mixtes de la direction du gouvernement albanais et à faire de cette commission elle-même un gouvernement au-dessus du gouvernement albanais. Mais grâce à la ferme opposition du CC du Parti et du gouvernement albanais, cette commission ne parvint pas, jusqu'en 1947, à réaliser ses objectifs. Le gouvernement yougoslave viola ouvertement aussi les dispositions des accords sur les sociétés mixtes et celles sur le plan économique de 1947. Les six sociétés mixtes fondées ne le furent pas sur des bases d'égalité. Leur capital fut exclusivement albanais et le gouvernement yougoslave pour sa part n'investit pas un lek des 60 millions qu'il avait promis, il ne nous fournit aucune machine, mais s'appropriera quand même de façon indue la moitié des profits réalisés. Un autre moyen auquel recoururent les dirigeants yougoslaves pour nuire à l'économie albanaise fut l'arrêt des crédits promis à l'Albanie pour l'année 1947. Sur les deux milliards de leks promis ils ne nous en donnèrent que moins de la moitié. Ils calculèrent les marchandises fournies à crédit à un prix deux à quatre fois supérieur à ceux du marché mondial. Toute la prétendue aide yougoslave ne consista qu'en quatre petites fabriques très vieilles et depuis longtemps amorties. Constatant la mauvaise direction prise par les rapports avec la Yougoslavie et les dommages subis, la partie saine du Comité central du Parti avec à sa tête Enver Hoxha s'opposa fermement aux menées anti-albanaises de la direction yougoslave et demanda que ces rapports fussent remis dans la juste voie.

A la suite de quoi, la situation s'aggrava, l'intervention devint plus dure. Les dirigeants yougoslaves organisèrent une nouvelle attaque, encore plus furieuse, contre la RPA. Elle commença par la présentation d'un projet du plan quinquennal sur le «développement» économique de l'Albanie au cours des années 1948-1952, plan fondé principalement sur le crédit de 21 milliards de leks que devait nous prêter le gouvernement yougoslave alors qu'en réalité pas un sou n'avait été prévu dans le budget yougoslave à ce propos. En outre, ce projet prévoyait que l'Albanie demeure un pays agricole et produise des matières premières pour l'industrie yougoslave, tout comme le font les impérialistes avec les «aides» qu'ils offrent aux pays sous-développés.

Bien que les conditions de l'Albanie à l'époque ne fussent pas encore appropriées à la mise en place d'un plan quinquennal, la Commission du plan d'Etat, sur la recommandation du gouvernement, élaborait un projet de plan quinquennal, qui, à l'opposé du projet yougoslave orientait notre pays sur une juste voie de développement. Il prévoyait le développement de l'industrie, l'électrification du pays et le développement de l'agriculture sur des bases socialistes.

Voyant qu'il ne parvenait pas à vaincre la volonté de la direction albanaise, J. B. Tito, en juin de 1947, pour faire pression sur elle, accusa par écrit la direction du Parti et de l'Etat qu'en Albanie «était en train de se cristalliser une seconde ligne, antiyougoslave». Mais le Bureau politique du CC du Parti rejeta cette basse accusation lancée à des fins hostiles.

Les rapports s'exacerbèrent encore lorsque, après le refus du projet de plan quinquennal recommandé par la direction yougoslave, une délégation gouvernementale présidée par le camarade Enver Hoxha se rendit en Union soviétique en juillet 1947 sur l'invitation du gouvernement soviétique et y signa un accord économique. Cette visite fit enrager les dirigeants yougoslaves qui cherchaient depuis longtemps à limiter au minimum les contacts directs entre l'Albanie et l'Union soviétique, en prétextant, ce qui était devenu pour eux et leurs agents dans notre pays un mot d'ordre, que «le chemin pour Moscou passe par Belgrade». Témoin le fait que dans les premiers jours de juin 1947 l'ambassadeur yougoslave à Moscou adressa au gouvernement albanais une note de protestation contre l'envoi projeté d'une délégation culturelle albanaise en Union soviétique. «Nous ne comprenons pas — déclara le représentant yougoslave, que, en un temps où nous sommes ainsi liés économiquement, vous cherchiez à conclure des accords économiques et commerciaux avec d'autres pays, nous ne pouvons comprendre non plus que, sans nous consulter au préalable, sans vous entendre d'abord avec nous, vous accomplissiez de pareils actes». (Enver Hoxha, *Les Titistes*, éd. fr., p. 358, Tirana 1982.) Ainsi la direction yougoslave considérait l'Albanie non pas comme un pays souverain mais comme un pays dépendant pratiquement d'elle jusqu'à ce qu'elle fût devenue officiellement une septième république de la Fédération yougoslave.

En novembre 1947, la direction yougoslave adressa au CC du PCA une autre accusation encore plus grave. Elle faisait grief au camarade Enver Hoxha d'avoir, après son retour de Moscou «modifié sa politique à l'égard de la Yougoslavie», elle accusait notre Parti d'avoir permis la création d'un front antiyougoslave en Albanie, reprochait à notre gouvernement de suivre, vis-à-vis de la Yougoslavie, «une politique qui allait diamétralement à l'encontre des vœux du peuple albanais», d'avoir élaboré un projet de plan irréel et autarcique qui tendait à rompre tout lien entre l'économie albanaise et l'économie yougoslave. La direction yougoslave accusait également Nako Spiru, qui était membre du Bureau politique du CC du PCA et président de la Commission du plan d'Etat, d'être un agent de l'impérialisme. [*Avant la libération du pays, Nako Spiru avait collaboré avec les émissaires de Tito en Albanie pour mettre en œuvre leurs plans dirigés contre le Parti communiste d'Albanie et son secrétaire général Enver Hoxha. Mais après la libération du pays, il s'éloigna petit à petit et comme il ne se soumettait plus aux directives des titistes, ces derniers décidèrent de l'éliminer en lançant à son adresse des accusations calomnieuses qui visaient en fait à mettre aussi en cause le Secrétaire général du PCA, Enver Hoxha.*]

Les dirigeants yougoslaves s'efforcèrent, mais sans succès, de saboter aussi la signature du traité d'amitié et d'assistance mutuelle entre l'Albanie et la RP de Bulgarie en décembre 1947.

Après les accusations de la direction yougoslave, la situation au sein du parti et du pays s'aggrava. Certains membres du Bureau politique du CC du Parti, comme Koçi Xoxe et Pandi Kristo, étaient devenus depuis longtemps les plus ardents défenseurs de la plate-forme antimarxiste et hostile de la



direction yougoslave et ils l'utilisaient comme une arme pour attaquer la juste ligne de notre Parti, en premier lieu pour attaquer et éliminer la partie saine de sa direction avec à sa tête le camarade Enver Hoxha qui était devenu un obstacle insurmontable aux desseins et aux plans yougoslaves d'asservissement de l'Albanie.

Koçi Xoxe, qui occupait le poste de Secrétaire du CC du Parti à l'organisation et de ministre de l'Intérieur, avait gravement violé les normes de la vie intérieure du Parti ainsi que la légalité socialiste. Il se posa en «sauveur» du Parti et, avec l'aide et à l'instigation directe de la direction yougoslave, prépara contre le Parti le plus grand complot qui eût été ourdi contre lui, le 8<sup>e</sup> plénum du février-mars 1948. Le délégué du CC du Parti communiste de Yougoslavie Savo Zlatic, soutenu par le groupe de Koçi Xoxe, se mit lui aussi à faire pression sur les membres du CC du Parti et sur le Bureau politique pour qu'ils acceptent les accusations lancées par la direction yougoslave.

Ces faits créèrent dans la direction du Parti une situation très tendue. Dans ces circonstances, face aux attaques, aux calomnies et aux graves accusations des Yougoslaves et de leurs instruments comme Koçi Xoxe et Pandi Kristo, Nako Spiru craignant que les titistes ne révèlent leurs anciens liens avec lui et manquant de courage pour mener jusqu'au bout la volte-face qu'il avait faite, se suicida. Cet événement compliqua encore la situation et permit aux Yougoslaves et au groupe de Koçi Xoxe de préparer plus facilement le terrain pour le 8<sup>e</sup> plénum.

Le 8<sup>e</sup> plénum, qui se déroula dans une atmosphère morbide où dominaient les accusations, les intrigues et les ambitions personnelles de Koçi Xoxe et Cie, accepta l'accusation non fondée de la direction yougoslave, sapant ainsi la juste ligne marxiste-léniniste du Parti et l'indépendance de l'Albanie. Des attaques furent lancées contre le Secrétaire général du Parti, Enver Hoxha, et Nako Spiru fut qualifié d'ennemi. Les relations économiques alban-yougoslaves furent jugées justes et normales. Le plénum ouvrait ainsi la porte à une intervention toujours plus marquée de la Yougoslavie et à la colonisation de l'Albanie par sa voisine du Nord. Le 8<sup>e</sup> plénum est ainsi considéré comme une tache noire dans l'histoire du PTA.

Après ce plénum, les dirigeants yougoslaves, soutenus par le groupe dirigé par Koçi Xoxe et croyant le moment propice venu, s'empressèrent de mettre à exécution leurs projets. Ils imposèrent à l'Albanie le plan de 1948 qui conduisait l'économie de notre pays dans une voie antinationale erronée. Une commission spéciale venue de Yougoslavie avait pour mission de réaliser l'intégration de l'économie albanaise dans l'économie yougoslave, intégration qui devait servir de base à l'union politique future des deux pays, proposée officiellement par la direction yougoslave et soumise aussi à l'examen du Bureau politique du CC du PCA par Koçi Xoxe et compagnie. Les ingérences dans l'armée, s'intensifièrent, Belgrade demanda le renvoi des conseillers soviétiques et l'unification du commandement albanais avec le commandement yougoslave. Ensuite, dans ces graves conditions et sous le prétexte d'un péril d'agression venant de Grèce, les Yougoslaves demandèrent d'urgence à envoyer en Albanie deux divisions de leur armée, visant par là à occuper militairement l'Albanie.

Mais, la direction de notre Parti ayant compris les véritables desseins de la direction yougoslave, rejeta catégoriquement ses demandes. Ce fut là une décision historique, qui sauva le peuple albanais d'une nouvelle servitude et d'une grande effusion de sang. Enver Hoxha mit au courant Staline de cette demande de la direction yougoslave de même qu'il lui avait fait savoir auparavant les menées et les interventions injustifiées des révisionnistes de Belgrade.

C'est justement dans cette situation si critique et difficile que le Parti communiste d'Albanie vint à la connaissance des lettres que le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique avait envoyées au CC du Parti communiste de Yougoslavie. Plus tard, parut aussi la Résolution du Bureau d'information des partis communistes et ouvriers sur la situation créée dans le PCY comme résultat de son écart des positions du marxisme-léninisme. Ces documents historiques contribuèrent à sauver le Parti et le peuple albanais du péril qui les menaçait. Ils constituaient aussi «une confirmation indirecte de la justesse de la ligne du PCA» (Enver Hoxha, *Les Titistes*, éd. fr., p. 503, Tirana 1982.), «nous en arrivâmes donc aux mêmes considérations et conclusions..., en affrontant tout seuls la direction révisionniste du PCY, sans avoir su que d'autres aussi, et en premier lieu le Parti bolchevik avec le grand Staline à sa tête, étaient engagés dans le même combat». (*Ibid.*, p. 529.)

Plus tard le gouvernement de la RPA demanda que fussent revus tous les accords albanais-yougoslaves à part le Traité d'amitié, de collaboration, et d'assistance mutuelle. Mais, la partie yougoslave s'y étant opposée il les annula purement et simplement.

Afin d'analyser la situation créée dans la vie du Parti et du pays à la suite de l'ingérence yougoslave et des menées de leur réseau d'espionnage, fut tenue en septembre 1948 la réunion du 11<sup>e</sup> plénum du CC du PCA. Ce plénum mit à nu et dénonça l'intervention brutale de la direction yougoslave ainsi que l'activité de son réseau d'espionnage en Albanie. Il annula les décisions principales du 2<sup>e</sup> plénum de Berat tenu en octobre 1944 ainsi que toutes les décisions du 8<sup>e</sup> plénum du CC du Parti qui avaient été prises sous la pression des Yougoslaves. Le plénum condamna sévèrement les membres du groupe antiparti.

Les décisions du plénum furent approuvées unanimement par le Parti et les masses travailleuses. Elles consolidèrent encore l'unité parti-peuple et raffermirent la confiance des masses dans la juste direction marxiste-léniniste du Parti avec à sa tête le camarade Enver Hoxha.

### **3. Les relations avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire d'Europe**

La reconnaissance du Gouvernement démocratique d'Albanie par l'Union soviétique ainsi que l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays étaient un événement de grande importance pour l'Albanie, car elle se voyait ainsi ouvrir de nouvelles perspectives, pour renforcer et étendre leur amitié et leur collaboration dans les domaines politique, économique et culturel.

Malgré tout, les rapports avec l'Union soviétique et les autres pays ne connurent pas, à partir de 1945 jusqu'à la première moitié de 1947, un essor considérable. Cet état de choses témoignait en effet d'un certain isolement de la RPA pour ce qui concerne les rapports économiques avec ces pays. C'était là le résultat de l'attitude de la direction yougoslave vis à vis de l'Albanie. «Non seulement à la veille de la Libération, mais même quelques années plus tard, comme l'a dit Enver Hoxha, les Soviétiques étaient influencés dans leur opinion sur nous par ce que leur serinaient Tito, Kardelj, Djilas et d'autres». (Enver Hoxha, *Les Titistes*, éd. fr., p. 147, Tirana 1982.) Quant à nos rapports avec les pays de démocratie populaire au cours de ces années, ils étaient à un niveau très bas. Le but de la direction yougoslave était de séparer l'Albanie de l'Union soviétique, de l'isoler et de la détacher du camp socialiste. Témoin le fait que lorsque, en 1946, fut créé le Bureau d'information des partis communistes d'Europe (Kominform) un seul parti au pouvoir en resta exclu, le Parti communiste d'Albanie. «Notre conviction, écrit Enver Hoxha, était qu'ici se cachait la main malfaisante du réseau titiste. Les titistes ne pouvaient admettre que le PCA s'affirmât dans le mouvement communiste international comme un parti distinct, comme le parti d'un pays souverain...». (Enver Hoxha, *Les Titistes*, éd. fr., p. 527, Tirana 1982.) Mais les tentatives des révisionnistes yougoslaves pour isoler l'Albanie échouèrent complètement face à la politique de principe, conséquente et internationaliste suivie par la RPA.

La visite effectuée par une délégation gouvernementale albanaise présidée par Enver Hoxha à Moscou en juillet de 1947, fut un événement de grande portée pour les rapports de l'Albanie avec l'Union soviétique. La rencontre d'Enver Hoxha avec Staline, l'échange d'idées au sommet sur les divers problèmes politiques, économiques etc., qui préoccupaient la RPA, les résultats de leurs pourparlers ainsi que les documents signés à leur issue, constituaient une étape remarquable pour le renforcement de l'amitié entre le peuple albanais et le peuple soviétique ainsi que pour le développement de rapports de coopération fraternelle entre les deux pays. Le gouvernement soviétique satisfait toutes les demandes avancées par la délégation albanaise et lui accorda un crédit pour la fourniture de tracteurs destinés à l'agriculture et la construction de plusieurs unités industrielles.

Mais l'aide soviétique prévue pour l'industrialisation ne parvint en Albanie qu'avec assez de retard et, au début, elle était limitée à cause de la situation difficile créée en Union soviétique par les terribles dévastations de la guerre. Ces démarches entreprises par le gouvernement albanaise pour étendre ses relations avec l'Union soviétique inquiétèrent la direction yougoslave, qui avertit l'Albanie que «avant de conclure quelque accord avec un autre pays, elle devait d'abord obtenir le consentement de la Yougoslavie». (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 5, p. 64.) C'était là une autre tentative ouverte de Belgrade pour mettre l'Albanie sous sa dépendance et sa tutelle. Le gouvernement albanaise la rejeta et protesta auprès du gouvernement yougoslave.

S'opposant fermement aux vues chauvines de la direction yougoslave, le gouvernement albanais entreprit de nouvelles démarches en vue de consolider ses rapports avec les autres pays de démocratie populaire. Ce fut en particulier le motif de la visite effectuée par une délégation gouvernementale albanaise à l'invitation du gouvernement bulgare en décembre 1947 en Bulgarie. Cette visite eut lieu à un moment difficile pour notre pays, alors que les pressions yougoslaves ainsi que l'activité hostile des impérialistes américains et anglais et de la réaction extérieure s'étaient intensifiées.

A la fin des entretiens qui eurent lieu entre les deux délégations présidées respectivement par Enver Hoxha et Georges Dimitrov, furent signés un Traité d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle, une Convention sur la collaboration culturelle et un protocole économique. Ce traité jetait les bases d'une alliance et d'une collaboration fraternelle étroites entre les deux pays.

Après la dénonciation et la condamnation de l'activité du Parti communiste de Yougoslavie dans la résolution du Kominform de juin 1948, les relations de l'Albanie avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire connurent un nouvel essor.

## CHAPITRE IV

### Tournant historique dans la vie du pays (1948-1950)

#### 1. Le I<sup>er</sup> Congrès du PCA

Avec l'écrasement de l'intervention yougoslave et de l'activité hostile de son réseau d'agents, un tournant important eut lieu dans la vie du Parti et du pays, tournant qui tendait à faire appliquer avec esprit de suite la ligne marxiste-léniniste du Parti dans tous les domaines. Ce tournant fut sanctionné par le I<sup>er</sup> Congrès du PCA, qui tint ses assises à Tirana, du 8 au 22 novembre 1948, et fut d'une grande importance historique aussi bien pour le Parti et l'Etat que pour le peuple albanais tout entier.

Le rapport du Comité central du PCA, qui v fut présenté par Enver Hoxha. Secrétaire général du PCA. était une analyse approfondie de l'ensemble de l'activité du Parti et des succès remportés par le peuple albanais, sous la direction du PCA, au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale et dans les premières années d'après la Libération. Il fixa des tâches importantes sur le développement du pays dans la voie du socialisme.

Le Congrès rétablit les normes marxistes-léninistes de la structure et de la vie intérieure du Parti violées par le groupe Koçi Xoxe. Il modifia la dénomination du Parti de Parti communiste d'Albanie en Parti du Travail d'Albanie (PTA) et en approuva les statuts. L'introduction des statuts du Parti formulait dans leurs grandes lignes les objectifs du Parti : l'objectif à court terme — l'édification du socialisme, l'objectif final — l'édification du communisme.

Le Congrès procéda à une analyse détaillée des succès remportés dans le domaine de la reconstruction du pays, condamna les erreurs constatées dans la pratique de la construction du socialisme, et donna les orientations principales pour la construction de ses bases. Il analysa et approuva les directives du plan biennal de développement économique et culturel du pays pour la période 1949-1950.

Le I<sup>er</sup> Congrès marqua aussi un tournant important dans le domaine politique, pour le renforcement ultérieur de la démocratie socialiste. Il condamna la dualité parti-pouvoir, les tendances à sous-estimer le rôle des organes du pouvoir, les influences de l'activité hostile au sein des organes de la Sûreté d'Etat, les violations de la légalité socialiste, le recours à des méthodes arbitraires à l'égard des masses travailleuses et des membres du Parti, ainsi que d'autres actes hostiles commis par le groupe de Koçi Xoxe. Ce dernier ainsi que Pandi Kristo furent exclus des rangs du Parti. A la demande des délégués au Congrès, leur groupe fut déféré en justice et, en mai 1949, il fut condamné comme il le méritait.

Le Congrès donna des orientations pour assurer la défense de la légalité socialiste. Il jugea justes toutes les mesures arrêtées par le Parti après le 11<sup>e</sup> plénum du CC en vue d'éliminer les méthodes illicites utilisées par les organes de la Sûreté d'Etat et d'épurer leurs rangs des collaborateurs de Koçi Xoxe. Ces organes furent mis sous la direction et le contrôle du Parti.

Le Congrès attacha une importance particulière à la politique extérieure de la RPA, qui visait à préserver et à consolider l'indépendance nationale, son intégrité territoriale, l'amitié et la collaboration avec les pays socialistes et à soutenir la lutte de libération des peuples contre l'impérialisme, à préserver la paix et à établir des relations normales de coexistence pacifique avec les autres pays, en particulier avec les pays voisins. Le Congrès condamna la politique hostile des Yougoslaves vis-à-vis de l'Albanie.

A la fin de ses travaux, le Congrès élut son Comité central nouveau. Enver Hoxha fut réélu Secrétaire général du Parti.

Le I<sup>er</sup> Congrès du PCA accentua encore le tournant que le XI<sup>e</sup> plénum du CC marqua dans la vie interne du Parti et dans la vie de tout le pays et ouvrit de nouvelles perspectives pour la consolidation et la démocratisation plus poussées du Parti et du pouvoir populaire ainsi que pour le développement politique, économique et social du pays dans la voie du socialisme.

Partant des conditions politiques, économiques et sociales concrètes du pays, le Congrès définit comme une tâche économique fondamentale de faire sortir le pays de son état d'arriération à travers le développement accéléré des forces productives. Cette tâche consistait essentiellement dans l'industrialisation socialiste du pays et dans son électrification qui devaient s'accompagner d'un

développement intensif et complexe de l'agriculture. L'industrialisation socialiste et la collectivisation de l'agriculture sont les maillons principaux de la construction des bases du socialisme. La nécessité de l'industrialisation socialiste était dictée aussi par l'impossibilité, pour le nouveau pouvoir politique et les nouveaux rapports de production socialistes établis dans les premières années de la Libération, de reposer longuement sur une économie arriérée et sur le très bas niveau de développement des forces productives hérité du passé. La mise sur pied d'une nouvelle base matérielle et technique étant absolument nécessaire, le Congrès, concrétisant encore plus la ligne générale du Parti pour la construction du socialisme souligna que : «L'industrialisation et l'électrification du pays ont été et resteront un objectif important du Parti. » (*Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 1, p. 546, Tirana, 1971.)

La politique économique du Parti visait à mettre sur pied graduellement une industrie socialiste lourde et légère diversifiée en accordant la priorité à l'industrie de la production des moyens de production. Conformément aux conditions concrètes du pays, cette dernière serait concentrée principalement sur le développement des mines, et en premier lieu, sur l'accroissement de la production de pétrole, de bitume, de chrome, de charbon, de cuivre, etc. Des objectifs furent également fixés pour le développement des industries légère et alimentaire.

L'industrialisation serait réalisée à des rythmes rapides, afin de rattraper le plus rapidement possible le retard hérité du passé, d'assurer le développement indépendant de l'économie nationale et d'accroître la capacité de défense de la RPA.

Parallèlement à l'industrie socialiste, le Congrès attacha une attention particulière au problème qui consistait à tirer l'agriculture de son état arriéré et à promouvoir son développement dans la voie socialiste. A cette fin, il recommanda que, en même temps que le renforcement du secteur socialiste d'Etat dans l'agriculture (Entreprises agricoles d'Etat), des efforts devraient être faits pour la collectivisation graduelle, mesurée et librement consentie de la terre dans les campagnes, par la voie des coopératives agricoles de production, qui bénéficieraient de l'appui politique, économique et organisationnel de l'Etat... (*Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 1, p. 565, Tirana, 1971.)

La collectivisation de l'agriculture était indispensable pour la mise sur pied d'une base unique, la base économique du socialisme. L'économie nationale, qui s'était engagée dans la voie de sa transformation socialiste, ne pouvait pas s'appuyer longtemps sur deux bases économiques différentes, sur l'industrie socialiste, avec la propriété sociale des moyens de production, et sur la petite production agricole morcelée et arriérée et avec la propriété privée des moyens de production. Cette contradiction devait être résolue à travers l'union des petites exploitations paysannes en des coopératives agricoles.

Or, dans l'Albanie agraire arriérée, où la paysannerie constituait la majorité écrasante de la population, la transformation socialiste de l'agriculture et, dans une moindre mesure, la socialisation de la propriété privée des petits producteurs de la ville, était le problème le plus difficile et le plus compliqué à résoudre par la révolution socialiste après l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière. La difficulté de ce problème consistait en ce que la petite économie individuelle était profondément enracinée dans la conscience et la mentalité du paysan et des petits producteurs des villes. A part cela, l'écrasante majorité des petits producteurs et surtout de la paysannerie, avait participé activement à la Lutte de libération nationale.

C'est pour ces raisons que la transformation de la petite propriété individuelle en propriété sociale coopérée ne pouvait pas se réaliser par les mêmes méthodes qui avaient été utilisées pour la socialisation de l'industrie. Elle ne devait pouvoir se réaliser ni par des décrets ni par le recours à la violence, car, et la paysannerie et les petits producteurs des villes étaient des alliés de la classe ouvrière et un appoint pour la dictature du prolétariat. Dans son action en vue de la collectivisation de l'agriculture, notre Parti se fonda sur les enseignements de Lénine à propos de la coopération et s'en tint au principe du libre consentement pour engager la paysannerie dans la voie du socialisme en la persuadant de la supériorité de cette voie. Les conditions politiques, matérielles et techniques pour une collectivisation à grande échelle n'étant pas encore arrivées à maturité, l'action du Parti en ce domaine devait se guider sur le mot d'ordre «en matière de collectivisation nous ne devons ni nous hâter, ni marquer le pas.»

Or, le principe du libre consentement et de la persuasion des paysans ne signifiait nullement que la coopération serait réalisée d'une façon spontanée, sans la direction du Parti de la classe ouvrière et sans l'aide multiforme de l'Etat socialiste.

La collectivisation de l'agriculture ne pouvant être réalisée d'un coup et le niveau de développement des exploitations agricoles morcelées de 0,1 à 5 ha, et dont le poids était prépondérant dans l'économie nationale étant bas, le Congrès prescrivit d'accorder une aide multiforme aux paysans travaillant à titre individuel pour promouvoir l'accroissement de la production agricole. Le Congrès recommanda en même temps de n'oublier à aucun instant le danger du développement du capitalisme dans les campagnes. C'est pourquoi, il donna au Parti la directive d'appliquer une politique de limitation économique et d'isolement politique des éléments capitalistes ruraux, politique qui se fondait sur le mot d'ordre «Appui sur le paysan pauvre, alliance avec le paysan moyen, lutte contre le koulak.»

Le Congrès souligna de nouveau la nécessité de développer rapidement l'enseignement et la culture pour liquider le profond retard qu'avait hérité le pays dans le domaine de la culture. Il attachait une importance particulière au développement de la révolution idéologique et culturelle. Il donna aussi des orientations importantes pour que l'enseignement, la culture et les arts deviennent le patrimoine des masses populaires et se développent sur des bases nationales de contenu socialiste.

Le Congrès définit les orientations et les tâches fondamentales du plan biennal 1949-1950 de développement de l'économie et de la culture en RPA. Ce plan, dont la réalisation commença en janvier 1949, fut approuvé par l'Assemblée populaire le 2 juin 1949.

Le plan biennal de l'Etat marquait un important pas en avant dans le développement des forces productives et la construction des bases du socialisme. Il visait à accroître la production dans les secteurs les plus importants de l'économie tels que les mines, l'industrie et l'agriculture et à développer les communications. Les investissements dans ces quatre secteurs les plus importants de l'économie nationale devaient atteindre le chiffre de 4 milliards et 147 millions de leks soit 86,78 pour cent du total des investissements du plan biennal.

## **2. La politique de renforcement des liens économiques entre la classe ouvrière et la paysannerie**

Malgré les succès obtenus dans la reconstruction du pays, dans les premières années d'après la Libération, le développement de l'économie albanaise ressentit les conséquences du retard général du pays, du bas niveau d'instruction et de culture de la population, du manque de spécialistes et d'ouvriers qualifiés, de l'insuffisance des ressources matérielles et financières, de l'action de sape dans l'économie et du pillage systématique du marché par les Yougoslaves.

L'année 1949, première année du plan biennal, trouva le peuple albanaise dans une situation d'insuffisances marquées des principaux articles de consommation courante. Les céréales panifiables manquaient et qui plus est, les koulaks et d'autres paysans cachaient une quantité de céréales ou les vendaient en contrebande au marché noir à des prix très élevés. Les articles de première nécessité comme le sel, le sucre, le pétrole lampant, etc., manquaient sur le marché. Les matières premières nécessaires pour la construction des principaux grands ouvrages du plan biennal comme le ciment, le fer, les matières en bois, les moyens de transport et de communications faisaient défaut.

Pour tirer le pays de cette situation, le Comité central du Parti et le Conseil des ministres recommandèrent aux masses travailleuses de compter surtout sur leurs propres forces. Dès le début de 1949, fut proclamée la mobilisation obligatoire au travail de divers spécialistes et de tous les ouvriers qualifiés. Non seulement les employés, mais les ouvriers aussi pouvaient être transférés obligatoirement, d'une région à une autre selon les besoins de l'Etat. Ainsi, les mouvements spontanés de la main-d'oeuvre furent freinés et les forces de travail astreintes à une discipline rigoureuse. Ces mesures furent accompagnées par l'affectation de logements aux personnes transférées et par l'établissement d'un meilleur système de salaires qui tenait compte, non seulement de la qualité et de la quantité de la production, mais aussi des difficultés du travail, du degré de qualification des travailleurs, de leur niveau d'instruction et de leur ancienneté de travail. Comprenant bien toute l'importance des investissements pour le développement de l'économie et de la culture, la classe ouvrière prit une série d'initiatives révolutionnaires. Les ouvriers de l'usine «Enver» proposèrent au Présidium de l'Assemblée populaire de promulguer un décret sur l'émission d'un emprunt intérieur.

Sur la base de cette proposition, qui fut approuvée par les collectifs de travailleurs des autres entreprises d'Etat et des organisations coopérées, le 16 juillet 1949 fut lancé le premier emprunt d'Etat pour le développement de l'économie et de la culture en RPA, remboursable de 20 ans.

Dans une période de 15 jours (16-30 juillet) les travailleurs souscrivirent à des obligations pour une valeur de plus de 305 millions de leks en regard des 250 millions de leks prévus dans le décret.

La jeunesse citadine et rurale s'engagea à apporter sa contribution en travaillant bénévolement à la construction des grands ouvrages du plan biennal. Au cours de 1949, plus de 6000 jeunes gens et jeunes filles travaillèrent de leur propre volonté et à titre gratuit à la construction du combinat textile à Tirana, de la sucrerie de Maliq et du chemin de fer Peqin-Elbasan. Des dizaines de milliers de jeunes poursuivirent leur travail à ce dernier ouvrage même durant l'année 1950.

Le Congrès de l'Unification de la Jeunesse, tenu en septembre 1949, donna un nouvel essor au travail révolutionnaire de la jeunesse. Le Congrès décida d'unir la Jeunesse communiste et l'Union de la Jeunesse antifasciste en une seule organisation, l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie (UJTA). Le camarade Ramiz Alia en fut élu Secrétaire général.

Le renforcement des liens économiques entre la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse et le développement des forces productives dans l'agriculture constituaient à l'époque, un problème important et urgent. Le système d'accumulation en vigueur ne répondait pas aux nouvelles conditions de développement. Il était devenu un obstacle au développement des forces productives à la campagne parce qu'il ne laissait aux paysans que la quantité de céréales nécessaire pour nourrir leur famille et assurer leurs semences. Ils devaient livrer tout le reste à l'Etat. Ce système n'encourageait pas la paysannerie travailleuse à augmenter la production et à moderniser l'agriculture. Les koulaks et une partie des paysans moyens, sous leur influence, cachaient les produits agricoles, ne remettaient pas à l'Etat ceux qu'ils devaient lui remettre au titre du stockage obligatoire et vendaient leurs produits au marché noir. L'insuffisance des stockages eut pour effet de diminuer l'approvisionnement de la population des villes en produits agricoles.

Le système d'approvisionnement de la population existant laissait également le champ libre à l'action du marché noir, à la spéculation et au parasitisme. Suivant ce système l'approvisionnement de la population citadine en vivres et vêtements était rationné. Par là même, l'approvisionnement, de ceux qui travaillaient et produisaient des biens matériels comme de ceux qui, loin de travailler, exploitaient le travail des autres, était garanti au même titre et à des prix trop bas.

La paysannerie, que l'Etat approvisionnait de produits industriels à travers un système de cartes de rationnement, ne se sentait pas obligée de fournir aux villes les produits agro-pastoraux qui ne faisaient pas l'objet d'un stockage obligatoire de la part de l'Etat.

Ainsi, le système existant de stockage et d'approvisionnement de la population avait beaucoup affaibli les liens économiques de la classe ouvrière avec la paysannerie travailleuse et était devenu un obstacle à la construction du socialisme. C'est pour cette raison que le Comité central du Parti et le Conseil des ministres instituèrent au début du mois de janvier 1949, un nouveau système de stockage et d'approvisionnement de la population.

Selon ce système, le paysan était obligé de livrer à l'Etat, suivant la qualité de la terre qu'il possédait et de sa superficie une quantité déterminée de céréales, de viande, et d'autres produits agricoles. Le surplus était laissé à la libre disposition du producteur. De cette façon, le paysan, sachant d'avance la quantité de produits qu'il devrait livrer à l'Etat, s'efforçait de produire le plus possible pour disposer du maximum d'excédents. Les paysans pouvaient livrer à l'Etat les excédents de leurs produits et ils bénéficiaient en même temps du droit d'acheter dans les magasins d'Etat ou coopératives de vente et d'achat des produits industriels rationnés à des prix fixes spécialement pour les campagnes. La vente libre des excédents n'était permise que lorsque toutes les économies d'un district s'étaient acquittées de leurs obligations envers l'Etat.

Le nouveau système de stockage satisfaisait une bonne partie des besoins de l'Etat en produits végétaux et animaux et assurait un meilleur approvisionnement de la nouvelle industrie socialiste en matières premières et de la classe ouvrière et des masses travailleuses de la ville en produits végétaux et animaux.

Le nouveau système d'approvisionnement, lié à celui du stockage, garantissait à tous les ouvriers, employés, artisans coopérés et aux membres de leurs familles, aux artisans non réunis en coopératives ainsi qu'à certaines catégories de travailleurs individuels qui n'exploitaient pas le travail d'autrui, du pain, des denrées alimentaires, des vêtements et d'autres articles industriels. En furent exclus les commerçants privés, les spéculateurs, les propriétaires de restaurants et d'hôtels, etc. La paysannerie non plus ne fut pas munie de cartes de rationnement pour les produits industriels qu'elle s'assurait à travers le marché réciproque.

Le nouveau système d'approvisionnement et de stockage créait en fait trois types de marché : le marché garanti d'Etat, le marché réciproque et le marché libre. Le marché garanti, conformément aux cartes de rationnement, approvisionnait les travailleurs en denrées alimentaires et en vêtements. Les prix du marché garanti étaient très bas.

Le marché réciproque approvisionnait la paysannerie travailleuse à travers l'échange des excédents des produits agropastoraux contre des articles industriels suivant le système de rationnement. Les coopératives de vente et d'achat constituaient le maillon principal du développement de l'échange réciproque entre la campagne et la ville.

Au marché libre, étaient vendus des produits alimentaires et des articles vestimentaires à des prix bien plus élevés qu'au marché garanti et au marché réciproque, afin de pourvoir aux besoins des masses travailleuses citadines et rurales dont les deux autres marchés ne pouvaient satisfaire les demandes. Le marché libre approvisionnait aussi la catégorie de personnes non munies de cartes.

Ainsi fut appliquée une juste politique des prix adaptée aux revenus des travailleurs et à leur contribution à la construction du socialisme.

En 1950, apparurent les premiers résultats du nouveau système. Les productions agricoles et pastorales augmentèrent et la majorité des paysans commencèrent à s'acquitter de leurs obligations et à échanger leurs excédents de produits au marché réciproque ou à les vendre au marché libre d'Etat. La circulation des produits industriels et végétaux connut également un accroissement sensible. L'accroissement de la production de l'industrie nationale et de l'artisanat ainsi que le développement de l'agriculture et de l'élevage rendirent possible, en avril 1950, une baisse de 20 à 40% des prix de vente au détail au marché libre d'Etat et au marché réciproque de certains articles industriels ou de denrées alimentaires de consommation courante. Cette baisse des prix assura un meilleur approvisionnement de la population et stimula le développement du commerce libre d'Etat, entraînant ainsi la liquidation du marché noir.

Le nouveau système de stockage et d'approvisionnement fut accompagné de changements dans l'organisation des coopératives agricoles.

Le 1<sup>er</sup> Congrès des coopératives agricoles qui se tint en février 1949 approuva les nouveaux statuts des coopératives agricoles qui remédiaient à une série d'erreurs et de lacunes.

Ils prévoyaient la distribution des revenus uniquement sur la base du principe socialiste «à chacun selon son travail», déterminaient aux membres des coopératives un minimum de jours de travail obligatoire, l'institution d'élections aux organes dirigeants, le renforcement de la démocratie interne, de l'ordre et de la discipline dans la coopérative.

### **3. Le renforcement et la démocratisation continus du pouvoir populaire**

Le 11 mars 1949, après avoir été l'objet d'un débat parmi la population, fut proclamée la nouvelle division administrative territoriale de la RP d'Albanie. L'organisation précédente (du 6 novembre 1947) définissait entre autres comme organes de pouvoir, les conseils populaires de district et les conseils de ville. Suivant cette division, les premiers s'occupaient principalement des problèmes du pouvoir à la campagne, et les seconds des problèmes du pouvoir à la ville, ce qui avait entraîné une rupture artificielle entre ces deux catégories de problèmes. A la suite de la nouvelle division de 1949, les conseils populaires des villes furent supprimés (à l'exception de la capitale) et leurs attributions passèrent aux conseils populaires des districts. Le territoire de la RP d'Albanie fut divisé en 25 districts et une ville-district (Tirana) chaque district étant divisé à son tour en localités et villages. Sur la base de la nouvelle division administrative, durant le mois de juin 1949, eurent lieu les nouvelles élections



des conseils populaires des villages, des localités, des districts et de la ville de Tirana. Le nombre des membres élus aux conseils populaires s'éleva à 18 351, et ces élus représentaient les masses populaires dans les divers organes du pouvoir à la base. C'était là une marque de la démocratisation ultérieure du pouvoir et de ses liens avec les masses travailleuses.

Le 28 mai 1950 eurent lieu les nouvelles élections à l'Assemblée populaire. La deuxième législature approuva certaines modifications à la Constitution et y ajouta quelques dispositions complémentaires. Cela se produisit quatre ans après l'approbation, par l'Assemblée constitutive, de la Constitution de la RP d'Albanie. Durant cette période, la vie économique, sociale et politique avait connu des changements importants que la Constitution devait refléter et sanctionner juridiquement.

Une nouvelle disposition conçue en ces termes : «La République populaire d'Albanie est un Etat des ouvriers et des paysans travailleurs» (article 2) fut ajoutée à la Constitution. Cette définition reflétait la réalité politique de la RP d'Albanie, où la classe ouvrière en tant que classe plus avancée, dirige l'Etat et, en alliance avec la paysannerie travailleuse, constitue la base sociale de l'Etat de démocratie populaire. Les changements de caractère économique, social et politique ainsi que le renforcement et la démocratisation plus poussée du pouvoir apparaissent dans l'article 4 : «Le pouvoir dans la République populaire d'Albanie appartient tout entier aux travailleurs de la ville et de la campagne, représentés par les conseils populaires.»

Les changements accomplis dans l'agriculture et son acheminement dans la voie de la collectivisation dictèrent l'adjonction à l'article 12 de la Constitution de l'énoncé suivant : «L'Etat soutient le développement socialiste de l'agriculture à travers l'organisation des entreprises agricoles d'Etat, des stations de machines et de tracteurs et l'aide qu'il accordera aux coopératives agricoles...».

L'omission du rôle dirigeant du PTA dans la Constitution de 1946 était une lacune importante, qui taisait la réalité des choses. Le PTA dirigeait toute la vie du pays et cette réalité fut traduite dans la loi fondamentale de l'Etat. A l'article 21, qui traitait de l'organisation des masses il fut ajouté que le PTA «est l'avant-garde organisée de la classe ouvrière et de toutes les masses travailleuses dans leur lutte pour la construction des bases du socialisme et le noyau dirigeant des autres organisations de travailleurs, sociales et d'Etat. C'était là une affirmation du rôle dirigeant du Parti, encore que peut-être pas sous la forme et à la place les plus appropriées. Certains amendements et ajouts furent également apportés à la seconde partie de la Constitution qui traitait de l'organisation de l'Etat, de l'élection des tribunaux populaires, etc.

L'Assemblée populaire élut son Présidium et le nouveau gouvernement présidé par le camarade Enver Hoxha.

Dans son discours programme présenté à l'Assemblée populaire, le chef du gouvernement assura à l'Assemblée que le nouveau gouvernement serait fidèle à la Constitution de la RP d'Albanie et au peuple albanais, qu'il défendrait la liberté et l'indépendance de la RP d'Albanie contre les ennemis du dedans et du dehors et qu'il lutterait de toutes ses forces pour la construction des bases du socialisme.

#### **4. Le renforcement des positions internationales de la RPA et le durcissement de la lutte contre la réaction intérieure et extérieure**

La rupture des divers accords et conventions économiques avec la Yougoslavie et la dénonciation de la politique anti-albanaise et antisocialiste de la direction yougoslave, eurent naturellement pour effet l'aggravation des relations entre les deux pays.

Le gouvernement yougoslave adoptait à l'encontre de la RP d'Albanie une attitude de plus en plus hostile. Les agents yougoslaves et surtout leur légation à Tirana, organisèrent des sabotages économiques et la fuite en Yougoslavie d'éléments réactionnaires et antiparti. Belgrade entreprit par les airs, par terre et par mer, des provocations contre l'Albanie. Des bandes d'agents de subversion et d'espions pénétraient en RPA par la Yougoslavie. S'en tenant avec détermination à sa politique extérieure de défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RP d'Albanie, le gouvernement albanais protesta à plusieurs reprises auprès de la légation yougoslave à Tirana et de son gouvernement contre l'activité anti-albanaise des diplomates yougoslaves à Tirana, ainsi que contre les provocations des Yougoslaves à nos frontières. Mais, le gouvernement yougoslave au lieu de normaliser les relations diplomatiques avec l'Albanie tendit toujours plus à les dégrader.

Le 12 novembre 1949, il rendit publique la dénonciation unilatérale de sa part du «traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle» entre les deux pays, signé le 9 juillet 1946. Le gouvernement de la RP d'Albanie jugea cet acte du gouvernement de Belgrade injustifié et protesta énergiquement contre cette décision. Quelques mois plus tard, le 27 mai 1950, le gouvernement yougoslave retira de manière démonstrative le personnel de sa représentation diplomatique à Tirana et comme le gouvernement albanais ne réagit pas par une mesure analogue, il demanda, le 11 novembre de la même année, le départ de la représentation diplomatique de la RP d'Albanie de Belgrade.

Après la rupture des relations avec la Yougoslavie, la RP d'Albanie se trouva géographiquement encerclée par des Etats qui adoptaient une attitude hostile à son encontre. Mais, les ennemis extérieurs ne parvinrent pas à isoler l'Albanie des autres pays surtout de ceux du camp socialiste. Au contraire, ses liens avec les pays socialistes se raffermirent encore davantage.

Dans ce but, une délégation gouvernementale albanaise présidée par Enver Hoxha, se rendit, en mars 1949, à Moscou et y eut des pourparlers avec une délégation gouvernementale de l'URSS. Le 9 avril 1949, fut signé un accord sur l'octroi par l'URSS à la RPA d'un crédit en équipements et machines ainsi qu'un protocole sur les échanges de produits entre les deux pays pour l'année 1949.

Des accords de ce genre furent également conclus avec la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie. En février 1949, la RPA fut admise au «Conseil d'Assistance économique mutuelle» (le Comecon) dont faisaient partie l'URSS et les pays de démocratie populaire. Le Comecon fut créé sur la base du principe du respect réciproque et de l'égalité entre les pays membres et avait pour but de porter leur coopération économique à un plus haut degré. Les pays du camp socialiste développèrent aussi leurs relations culturelles entre eux. De nombreux étudiants albanais firent leurs études dans ces pays, cependant que des experts vinrent de ces pays en Albanie pour apporter leur contribution dans divers domaines de l'économie et de la culture.

La RP d'Albanie établit également des relations diplomatiques avec la République populaire démocratique de Corée, la République démocratique du Vietnam, la République populaire de Chine, la République démocratique allemande, l'Italie, etc. La signature de divers accords économiques avec l'URSS et quelques autres pays de démocratie populaire et l'établissement de relations diplomatiques avec divers pays consolidèrent beaucoup les positions de la RP d'Albanie dans l'arène internationale.

Entre-temps, les puissances impérialistes continuèrent de mener une activité de subversion contre la RP d'Albanie. A cette fin ils mirent surtout en action les criminels de guerre albanais qui s'étaient enfuis lors de la libération de l'Albanie avec les débris des envahisseurs allemands et rassemblés dans divers pays soumis à l'influence des Etats-Unis et de l'Angleterre, en Italie, en Grèce, en Allemagne occidentale, etc. Ces criminels étaient subventionnés par les Américains et les Anglais, qui les réorganisaient pour les lancer contre l'Albanie socialiste.

Ce fut le cas des débris de l'organisation traîtresse du Balli kombëtar, avec à leur tête Mit'hat Frashëri et Hasan Dosti. Elle devint la plus grande organisation de criminels de guerre albanais à l'étranger.

Ahmet Zogu et Abaz Kupa réorganisèrent en Egypte les débris du Legaliteti dont faisaient partie d'anciens hauts fonctionnaires du régime de Zogu et des collaborateurs des envahisseurs fascistes. En Italie fut mis sur pied le bloc Indépendant, avec les anciens collaborateurs les plus proches des envahisseurs fascistes, comme Kol Bib Mirakaj, Gjon Marka Gjoni, etc. En Grèce opérait le Comité central du mouvement vorio-épirote (QEVA), vieille organisation anti-albanaise, qui devint, après la Libération de l'Albanie, encore plus agressive.

Dans le camp de Reggio Emilia, en Italie, avait été formé le groupe dénommé «Parti agraire» ou «Union agraire», présidé par Seit Kryeziu, agent des Anglais, mais qui s'était mis aussi au service des Yougoslaves. Tous ces criminels, indépendamment de leurs appellations, étaient unis par un but unique — la lutte contre le pouvoir populaire en Albanie.

Au début de 1949, les réseaux d'agents de l'impérialisme américain, prirent l'initiative de fondre en une seule organisation tous les criminels de guerre albanais enfuis à l'étranger et, en août 1949 ils proclamèrent la formation, à Paris, du comité l'«Albanie libre» présidé au début par Mit'hat Frashëri puis par Hasan Dosti. Auprès de cette organisation fut créé le soi-disant «état-major militaire», dirigé par les criminels de guerre Abaz Kupa et Abaz Ermeni.

Les impérialistes américains et anglais et le Comité l'«Albanie libre», leur instrument, créèrent dans divers pays des bases pour organiser des activités d'espionnage, de subversion et d'autres menées afin de renverser le pouvoir populaire en Albanie et de restaurer l'ancien régime féodal-bourgeois. Tout un appareil de mass media, radios, journaux, revues, outre les principaux organes de presse des Etats ennemis, menait une vaste propagande hostile et de calomnies contre le PTA et le peuple albanais.

Dans le pays, les débris des classes renversées et expropriées et les anciens collaborateurs des occupants fascistes, de concert avec les koulaks et certains nouveaux éléments capitalistes de la ville et de la campagne, s'étaient organisés vers la fin de 1948 et dans la période 1949-1950, en des dizaines de bandes armées, en des groupes et des organisations contre-révolutionnaires, entre autres le groupe «Vorio Epire», le groupe «Shqiponja», celui de la «Résistance» à Tirana, etc. Ce dernier, qui, plus tard, devait prendre le nom de «Front de la Résistance», forma un soi-disant «Comité central» et des comités locaux dans quelques villes et régions du pays.

Le «Front de la Résistance» entra en contact avec les réseaux d'agents étrangers, avec les traîtres albanais enfuis à l'étranger et les débris de la réaction intérieure, qui cherchèrent à en faire le représentant des forces contre-révolutionnaires, pour renverser par les armes le pouvoir populaire en Albanie.

Cette activité anti-albanaise fut encore accentuée par les provocations militaires des monarcho-fascistes grecs, provocations qui, en août 1949, prirent la forme d'une véritable attaque armée aux frontières sud-est de la RP d'Albanie.

Le 2 août de la même année, les forces monarcho-fascistes grecques, incitées et soutenues par les impérialistes américains entreprirent leur offensive contre l'Armée démocratique grecque (UDG) qui se battait pour la liberté et l'instauration de la démocratie en Grèce. Le même jour, elles lancèrent une attaque armée contre la RP d'Albanie.

Trois bataillons de l'armée régulière grecque, appuyés par l'artillerie et l'aviation, attaquèrent soudainement l'Albanie, dans le secteur de Bozhigrad, à Korça.

La provocation du 2 août était la suite des provocations précédentes, mais à une plus grande échelle. C'était le prologue d'une série de graves provocations planifiées et combinées qui furent poursuivies pendant toute la première moitié du mois d'août par les détachements réguliers d'infanterie, d'artillerie et de l'aviation grecques dans les secteurs de Bilisht, Leskovik et Sarande. Dans les combats qui se déroulèrent, surtout dans le secteur de Bilisht, les gardes-frontières et les détachements de l'Armée populaire albanaise affrontèrent courageusement ces attaques et par leur contre-offensive obligèrent l'ennemi à reculer en débandade laissant sur le sol albanais un grand nombre de tués et de prisonniers de guerre. Dans les combats contre les ennemis, les soldats, les gardes-frontières, les commandants et les commissaires donnèrent de hauts exemples d'héroïsme.

Les provocations contre la RPA se poursuivirent aussi pendant la seconde moitié du mois d'août. En même temps, les ennemis de classe dans le pays, encouragés par ces provocations et par les agents de subversion parachutés sur le sol albanais intensifièrent leur activité, en lançant des mots d'ordre réactionnaires et en recourant à des actes de terreur pour faciliter l'intervention des forces étrangères. Le 7 août, ils assassinèrent Bardhok Biba, Premier secrétaire du Comité du Parti à Mirdite. Au moment où les armées grecques violaient les frontières de l'Albanie, les forces yougoslaves, de leur côté, organisaient, outre leurs provocations à nos frontières, un mouvement menaçant de leurs troupes aux frontières nord-est de l'Albanie.

Les provocations du mois d'août étaient une menace et un danger sérieux pour l'indépendance et l'intégrité territoriale de la RP d'Albanie. Les monarcho-fascistes essayèrent de prendre à revers l'Armée démocratique grecque à partir de la terre albanaise, mais ils cherchaient surtout à allumer le feu de la guerre en Albanie également, à tâter le pouls de la capacité de défense de la RP d'Albanie et, si possible, à réaliser leur politique chauvine de l'annexion de Korça et de Gjirokastër. Mais, leurs plans échouèrent.

Le peuple albanais se dressa tout entier prêt à combattre pour défendre l'indépendance de la patrie et les conquêtes de la révolution. Des milliers de personnes, jeunes gens, jeunes filles, hommes et femmes, des vieillards même, dans les villes et les campagnes demandèrent à aller combattre l'arme à

la main contre l'agression étrangère. Tandis que les habitants des zones frontalières, surtout des villages qui étaient l'objet des attaques de l'ennemi, prirent les armes et se rangèrent à la première ligne du front. Par décision du Comité central du Parti et du gouvernement des dizaines de milliers de paysans furent armés, qui participèrent de concert avec les forces de la Sûreté de l'Etat aux combats pour l'anéantissement des criminels et des agents de subversion et épurer les arrières de l'armée.

Les actes d'agression des impérialistes américains et des monarcho-fascistes grecs d'août 1949 se soldèrent par un échec total.

Après la défaite des provocations d'août 1949, les ennemis extérieurs du peuple albanais concentrèrent leur lutte contre la RPA dans l'organisation de bandes d'agents de subversion et de la contre-révolution en Albanie. Au nom du comité l'«Albanie libre», les impérialistes envoyèrent en RP d'Albanie des dizaines de bandes d'agents de subversion et de nombreux groupes d'espions composés de criminels albanais enfuis à l'étranger. En 1949 et 1950 ils furent lancés dans diverses régions d'Albanie par mer (au moyen de sous-marins), par les airs (en avion) et par terre (à partir de la Grèce et de la Yougoslavie). Les agents yougoslaves qui travaillaient à l'ancienne Direction des Chemins de fer et les employés de la légation yougoslave à Tirana, organisèrent des groupes d'agents surtout dans les zones frontalières.

Les bandes de subversion, de concert avec les ennemis du dedans organisaient des sabotages dans divers secteurs, recrutaient des agents, tuaient des militants du Parti, du pouvoir et du Front démocratique. Les masses populaires en armes, les forces de la Défense et les organes de la Sûreté de l'Etat luttèrent courageusement contre ces bandes de subversion et ces groupes d'espion.

Grâce à une série d'opérations importantes l'action de subversion des agents du dedans et du dehors fut découverte et paralysée. Des centaines d'agents de subversion et d'espions furent capturés ou anéantis.

La furieuse campagne enragée anti-albanaise, qui fut déclenchée dans les années 1949-1950, contre la liberté, l'indépendance et l'édification socialiste en Albanie, n'atteignit pas les résultats escomptés.

Partant du fait que, outre les ennemis et les criminels de guerre albanais il y avait aussi de simples gens, qui n'avaient pas commis de crimes, mais qui, intimidés par les actions illégales et arbitraires du groupe de Koçi Xoxe, ou trompés par la propagande étrangère, s'étaient enfuis à l'étranger, le Présidium de l'Assemblée populaire, afin de ne pas laisser ces gens servir les ténébreux desseins des ennemis du dehors et du dedans et de leur permettre de retourner au sein de leurs familles et du peuple, proclama, en janvier 1949, leur amnistie. Aux termes du décret, des circonstances atténuantes et de grandes faveurs seraient accordées aux simples gens et aux innocents, ainsi qu'à ceux qui, ayant commis des délits de droit commun ou envers l'Etat, rentreraient au pays avant 15 mars.

## **5. L'achèvement du plan biennal de développement de l'économie et de la culture**

Malgré le grand souci du Parti et des organes du pouvoir et le travail désintéressés des masses travailleuses la mise en œuvre du plan de 1949 ne donna pas les résultats prévus. La II<sup>e</sup> Conférence nationale du PTA (avril 1950) et la réunion commune du Plénum du CC du PTA et du Conseil des ministres (août 1950), qui analysèrent la réalisation du plan de 1949 et de la première moitié de 1950, critiquèrent sévèrement les défauts et les faiblesses constatés dans le contrôle technique et financier, dans la discipline dans le travail et les conséquences de l'action de sape des experts yougoslaves et de l'activité hostile d'un groupe antiparti qui était à la tête de l'industrie pétrolière, etc. Elles fixèrent pour tâche de combler les déficits et de réaliser le plan biennal dans son ensemble.

Les instructions du CC du Parti et du Conseil des ministres contribuèrent à éliminer une série de défauts et de faiblesses, à renforcer le contrôle et la discipline dans le travail et à intensifier la mobilisation des masses travailleuses. Bien que le plan de 1950 fût sur-accomplé, les déficits de 1949 ne furent pas tous comblés. Le plan biennal dans sa totalité ne fut réalisé qu'à 91,4%. C'est dans cette période que fut achevée la construction du chemin de fer Peqin-Elbasan et poursuivi avec succès le travail pour la construction et le montage des machines au combinat textile «Staline», à la sucrerie «8 Nëntori» de Maliq et à la centrale hydro-électrique de Selite. Entre autres grands travaux on citera l'assèchement du marais de Maliq, la construction du canal d'irrigation de la Myzëké et de là route Shëmri-Kolgecaj (Shëmri-Bajrani Curri).

La réalisation du plan à 91,4% dans les conditions très difficiles où se trouvait l'Albanie, était malgré tout un grand succès remporté par le peuple albanais. La production globale de l'industrie et de l'artisanat, à part les principaux ouvrages qui furent mis en exploitation en 1951, s'accrut de 4 fois et la production agricole globale de 30% par rapport à 1938. En 1950, l'Etat fit dans le domaine de l'enseignement, de la culture, de la santé publique et du bâtiment 5 fois plus d'investissements qu'en 1948.

Les succès remportés en 1949 et 1950 dans l'économie et la culture entraînent l'amélioration des conditions de travail et de vie des masses travailleuses. En 1950, le revenu national était supérieur de 16,8% à celui de 1948. La baisse des prix qui eut lieu en avril 1950, se traduisit pour la population par un gain de quelque 300 millions de leks, avec les prix d'alors. Le nombre des ouvriers travaillant dans les secteurs socialiste atteignit environ 50 000. La participation des femmes à la production alla également s'accroissant. A la fin du plan biennal elles représentaient 18% du total des travailleurs.

## CHAPITRE V

### L'Albanie dans les années de sa transformation d'un pays agraire arriéré en un pays agraire-industriel

#### 1. La construction des bases d'une industrie moderne

Du 31 mars au 7 avril 1952 se tint à Tirana le II<sup>e</sup> Congrès du PTA. Enver Hoxha, le secrétaire général du Parti, y présenta le rapport du Comité central. Ce rapport traitait en détail de la situation internationale, de l'aggravation des contradictions impérialistes et de la guerre froide et rappelait l'existence de l'encerclement hostile de notre pays et du danger éventuel d'une agression. Dans ce cadre, le peuple fut appelé à tendre encore sa vigilance, à porter à un plus haut degré son esprit anti-impérialiste, patriotique et révolutionnaire.

Dans le rapport étaient analysées des questions intérieures du développement économique et politique. Il y était souligné que, l'Albanie, après avoir surmonté les obstacles dressés par l'intervention yougoslave et les ennemis du dedans, était entrée dans la phase de son industrialisation accélérée. Le premier plan quinquennal soumis à la discussion et à l'approbation du Congrès marquait un grand pas en avant dans l'accomplissement de cette tâche. C'est pour cette raison que le II<sup>e</sup> Congrès est entré dans l'histoire comme le congrès de l'industrialisation du pays. La réalisation du plan exigeait une plus grande mobilisation du peuple dans le travail et le renforcement du rôle du Parti et du pouvoir dans la gestion de l'économie.

Le Congrès élut également les instances dirigeantes du Parti. Enver Hoxha fut réélu à sa tête.

Après un vaste débat populaire, au cours duquel il lui fut apporté pas mal de compléments, le projet du 1<sup>er</sup> plan quinquennal fut approuvé par le II<sup>e</sup> Congrès. Ce plan fixait comme tâche politique essentielle «le renforcement de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, le raffermissement du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans cette alliance, la limitation de l'action des éléments capitalistes et spéculateurs de la ville et de la campagne, l'élévation du niveau culturel des masses travailleuses, la trempe de la conscience socialiste de la classe ouvrière et l'accroissement de la vigilance révolutionnaire ainsi que l'élévation de l'esprit patriotique de toutes les masses travailleuses».

Quant à la tâche économique principale, elle consistait dans «la poursuite à un rythme plus accéléré du travail pour la construction de la base économique du socialisme, pour faire en sorte qu'à la fin du quinquennat notre pays soit transformé de pays agraire arriéré en pays agraire-industriel.» (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 9, p. 171.)

La rapide industrialisation du pays fut considérée comme le facteur principal de l'accomplissement des grandes tâches de l'édification socialiste en vue de liquider le retard technique et économique. Dans ce cadre, il fut décidé que le volume de la production industrielle en 1955 serait trois fois supérieur à celui de 1950 et 12 fois à celui d'avant-guerre.

Le Congrès prévoit qu'à la fin du quinquennat la production agricole serait accrue de 171% par rapport à 1950 soit de 2,5 fois par rapport à celle d'avant-guerre.

L'accroissement de la production agricole serait assuré à travers une solution satisfaisante du problème de la mécanisation de l'agriculture, l'intensification des bonifications, l'emploi accru d'engrais chimiques et de semences sélectionnées. Mais, la mesure radicale et la plus efficace pour le développement de l'agriculture devait être la poursuite de sa collectivisation.

Le plan assignait des tâches importantes pour élever le niveau de vie matériel et culturel de la population. Aux termes de ce plan le revenu de la population en 1955 devait avoir plus que doublé, le commerce et les services socio-culturels seraient améliorés, les prix des articles industriels abaissés et le système de rationnement pour certains articles nécessaires liquidé. Il prévoyait également le développement de l'enseignement, de la culture, des sports, etc. Toutes ces prévisions étaient parfaitement réalisables, mais leur réalisation exigeait des efforts et un travail plein d'abnégation.

Dans les premières années, malgré les succès obtenus dans la production, des contradictions et des obstacles surgirent dont il fallait venir à bout. La plus grande contradiction consistait dans la

disproportion considérable entre le développement de l'industrie et celui de l'agriculture. Alors qu'en 1953 la production industrielle avait dépassé de 9,5 fois celle de 1938, la production agricole n'avait augmenté que de 60% et la production céréalière, la branche la plus importante de notre agriculture, ne s'était accrue que de 130% par rapport à 1938. Cette disproportion était due au retard que notre agriculture avait hérité du passé, au bas niveau d'instruction et de culture des masses paysannes ainsi qu'à l'existence de la petite propriété privée à la campagne, qui entravaient une vaste application de la technique et l'élévation des rendements dans l'agriculture. Cette disproportion commençait à devenir un obstacle au développement de l'économie.

Afin de liquider cette anomalie des amendements nécessaires furent apportés au plan et il fut procédé à une nouvelle répartition, plus judicieuse, des investissements et cela en faveur de l'agriculture. Le plénum du CC du PTA, réuni en décembre 1953, décida d'affecter à l'agriculture une partie des investissements destinés jusque-là à l'industrie. Se fondant sur cette orientation le gouvernement raya du plan certains ouvrages industriels dont la construction fut jugée prématurée et renvoya l'achèvement de certains autres. Une série d'autres mesures furent prises en faveur de la paysannerie. Les paysans furent exonérés de tous les arriérés au titre des livraisons obligatoires et les prix d'achat par l'Etat de la plupart des produits furent rehaussés. Ces modifications contribuèrent à améliorer la situation de l'agriculture et à élargir la production de biens de consommation courante. Sur la base des résultats satisfaisants obtenus en 1953, le plénum d'avril 1954 releva les chiffres du plan fixés par le II<sup>e</sup> Congrès.

De 1951 à 1955, les branches de l'industrie lourde, comme celle des combustibles et des produits miniers, l'industrie électrique, l'industrie des matériaux de construction, l'industrie mécanique, etc., prirent un grand essor. L'industrie des combustibles et des produits miniers fut considérée comme la base de l'industrie lourde, ce qui correspondait aux besoins et aux conditions naturelles du pays.

La branche principale sur laquelle fut surtout concentrée l'attention était celle du pétrole.

A la fin du quinquennat, la production de pétrole avait augmenté de 158% par rapport à 1950. Cette production satisfaisait 39% des besoins de l'économie. L'industrie du pétrole accrut aussi sa capacité de traitement grâce au perfectionnement de sa technique et à la mise sur pied de nouvelles raffineries.

Afin de pourvoir aux grands besoins de l'économie en combustibles, un soin particulier fut accordé au développement de l'industrie du charbon. Les gisements de charbon à Memaliaj, Mborje-Drenove et ailleurs furent élargis. De même cette industrie fut fournie d'énergie électrique, de moyens mécanisés et de main d'œuvre. Grâce à ces mesures la production du charbon s'était accrue en 1955 d'environ 5 fois par rapport à 1950 et de 50 fois par rapport à 1938.

Dans l'industrie minière les efforts furent surtout concentrés sur la production de chrome à Bulqize, ce minerai étant notre principal article d'exportation. En 1955, la production de chrome était supérieure de 234% à celle de 1950 et de 17,4 fois par rapport à la période d'avant la guerre.

Des progrès furent enregistrés dans l'industrie du cuivre dont la production était concentrée à la mine de Rubik. Au début de 1954 fut mise en exploitation la mine de Derven et au cours de la même année fut découvert le riche gisement de Kurbnesh. En 1955, la production de cuivreregistra un accroissement de 170% par rapport au début du quinquennat.

Au cours du 1<sup>er</sup> quinquennat furent jetées les bases de l'industrie énergétique du pays, et les besoins de l'industrie, de la population en électricité furent mieux satisfaits. En 1955 la production d'énergie électrique avait quadruplé par rapport à 1950.

Vu les vastes proportions qu'avaient prises les constructions, on accorda une importance accrue à l'industrie des matériaux de construction. La construction de deux établissements modernes comme la cimenterie «V.I. Lénine» à Vlore et le combinat du bois à Elbasan, permit de l'asseoir sur une base solide.

La mise en exploitation de la nouvelle cimenterie d'une capacité de 42 000 tonnes, permit de tripler en 1955 la production de ciment. De même, la mise en service du combinat de bois rendit possible le traitement de cette abondante matière première dans le pays et de satisfaire les besoins des constructions, de l'industrie des meubles et des communications. Afin d'approvisionner la nouvelle

industrie du bois en matière première les scieries existantes furent multipliées et mécanisées davantage. Le volume du bois traité par cette industrie atteignit des dizaines de millions de m<sup>3</sup>. En 1955, l'industrie des matériaux de construction avait quadruplé sa production par rapport à 1950.

Dans l'industrie lourde une place importante revenait à l'industrie mécanique, qui était l'embryon de la future industrie métallurgique et de la production de machines. L'industrie mécanique, dont les bases furent jetées dans les années 1949-1950, joua au cours du premier quinquennat, un rôle important pour la consolidation et l'entretien de l'appareil productif. Au cours de ce quinquennat elle satisfait 15% des besoins du pays en pièces de rechange.

En dépit du vigoureux essor que connut l'industrie lourde au cours du premier quinquennat la part de l'industrie légère était encore prépondérante dans la production industrielle globale. La production de l'industrie légère avait augmenté de 7 fois par rapport à 1950 et de 26 fois par rapport à 1938 ce qui témoignait d'un progrès considérable. Son développement fut le résultat de l'achèvement de certains grands établissements modernes ainsi que de la mécanisation et de la modernisation des usines et des ateliers existants. Les industries textile et alimentaire étaient les branches qui avaient connu un plus grand développement.

L'industrie textile et des confections accrut sa production de 40 fois par rapport à 1950 et de 42 fois par rapport à 1938. La mise sur pied du combinat de cotonnades «J. V. Staline» d'une capacité de 20 millions de mètres linéaires par an et de la fabrique de lainages d'une capacité annuelle d'un million de mètres jetèrent les bases modernes de cette industrie et marquèrent un tournant radical dans la production.

Le 1<sup>er</sup> quinquennat eut également pour trait l'extension et l'accroissement de l'industrie locale dans les districts. Au début du quinquennat cette industrie n'existait que dans certains districts principaux comme Tirana, Durrës, Korçe, Shkodër et Elbasan, mais par la suite elle se développa aussi dans d'autres districts. Le développement industriel du Nord du pays, qui était plus arriéré, revêtit surtout une grande importance. Ainsi eut lieu une répartition géographique plus rationnelle de l'industrie, ce qui permit son développement plus harmonieux. L'artisanat, surtout l'artisanat coopéré était un bon fournisseur d'articles de consommation courante à l'industrie légère et à la population et d'instruments de travail à la paysannerie. Afin de satisfaire les besoins de la population, l'Etat encouragea en même temps l'artisanat privé en l'allégeant du poids des impôts et en lui prêtant une aide en matières premières. Ces mesures eurent pour effet d'accroître le nombre des artisans privés.

## **2. Les mesures de caractère économique et social dans l'agriculture**

Au début du quinquennat, l'Albanie était encore un pays aux bas rendements dans l'agriculture. Elle ne parvenait même pas à produire la moitié de la quantité de céréales panifiables nécessaire à sa population.

Au cours du 1<sup>er</sup> quinquennat, un des buts fixés fut d'élever le niveau technique et la production de l'agriculture de façon à obtenir essentiellement un accroissement de la production de céréales, à abolir le système de rationnement et à assurer une bonne production de plantes industrielles.

L'aide économique et financière accordée par l'Etat devait être, entre autres, un facteur fondamental du développement de l'agriculture et des campagnes. Cette aide porta principalement sur le renforcement et l'élargissement du secteur socialiste, mais aussi du secteur privé, dont le développement à l'époque était indispensable pour l'accroissement de la production.

A l'agriculture furent affectés 14,1% des investissements du 1<sup>er</sup> plan quinquennal. Ce taux fut augmenté à la suite de rectifications apportées au plan. Une bonne partie en fut utilisée dans les bonifications et pour l'équipement de l'agriculture en moyens techniques. Plus de 6 000 ha de terre furent bonifiés, 14 000 autres amendés et 15 000 ha récupérés à la culture. Des mesures importantes furent prises pour équiper l'agriculture en technique moderne. Le nombre des machines et des instruments agricoles importés de l'étranger augmenta de même que leur production dans le pays. Alors qu'en 1950 on ne comptait en Albanie que 285 tracteurs, en 1955 leur nombre monta à 1177, tandis que les moissonneuses et les moissonneuses-batteuses, qui n'existaient pas en 1950 atteignirent le chiffre de 103.



Il fut fourni à la paysannerie un beaucoup plus grand nombre de charrues, de cultivateurs, de herSES, de bêtes de trait, d'engrais chimiques, d'insecticides et de semences sélectionnées qu'auparavant.

Afin d'améliorer la vie de la paysannerie et d'encourager son activité productive, des rectifications furent apportées au système des impôts. Au début du quinquennat, l'impôt sur les revenus de l'économie paysanne fut abaissé à 25 pour cent.

En septembre 1953, la paysannerie fut exonérée de tous les arriérés au titre des livraisons obligatoires des années 1949-1952 en céréales, haricots, riz, viande, laine, œufs, etc., dans la mesure de 50 à 100%. L'Etat releva les prix des produits agricoles et diminua ceux des instruments aratoires. Ces avantages se traduisirent pour la paysannerie par une augmentation de revenu de plusieurs millions de leks, ils lui permirent de produire davantage et d'assurer ainsi des excédents pour le marché. Par suite de ces mesures et des rectifications apportées au plan quinquennal des progrès sensibles furent enregistrés en agriculture.

La condition principale pour sortir l'agriculture de son état arriéré demeurait la collectivisation des campagnes.

Or, les rythmes de collectivisation étaient conditionnés par les succès obtenus par des coopératives agricoles existantes, par la disposition de la paysannerie à s'unir dans les coopératives et par les possibilités qu'avait l'Etat de les aider matériellement et financièrement.

Dans les années 1951-1953 la collectivisation de l'agriculture avança assez lentement parce qu'on eut surtout soin de consolider les coopératives existantes. Durant cette période ne furent mises sur pied que 29 coopératives nouvelles et le nombre des paysans qui y adhérèrent était réduit.

En novembre 1953, le Bureau politique du Comité central du PTA, compte tenu des succès enregistrés par les coopératives agricoles et de l'aide accrue accordée par l'Etat émirent des directives pour un développement plus accéléré de la collectivisation. Il recommanda de s'en tenir rigoureusement, certes, au principe du libre consentement, mais de combattre aussi la spontanéité en matière de collectivisation et d'intensifier le travail de propagande auprès des paysans.

Le durcissement de la lutte des organes du Parti et de l'Etat contre l'activité hostile des koulaks, qui cherchaient à entraver la mise sur pied des coopératives, ainsi que contre les tendances à violer le principe du libre consentement en obligeant par la force les paysans à entrer dans les coopératives ou en leur faisant de fausses promesses, influa également sur l'accélération des rythmes de la collectivisation.

Les résultats de ces mesures et de ces efforts se firent sentir à l'automne 1954, lorsque les rythmes de la collectivisation de la campagne s'accéléchèrent et des coopératives agricoles commencèrent à être créées aussi dans les districts retardataires. En 1955, furent constituées 168 coopératives nouvelles, ce qui porta leur nombre de 90 qu'il était en 1950 à 318. Dans la même année, la superficie des terres collectivisées atteignit 47 284 ha, en regard de 19 106 ha en 1950 et le nombre des familles coopérées passa de 4517 à 15313. Les districts les plus avancés dans la collectivisation étaient ceux de Korçë, Gjirokastër, Berat et Vlora.

Se fondant sur les résultats obtenus, le Plénum du CC du PTA du décembre 1955 décida de passer, dans les années qui suivraient, de la collectivisation graduelle à la collectivisation massive des campagnes pour qu'y fussent établies définitivement les bases économiques du socialisme et assuré le progrès rapide de l'agriculture.

Un autre facteur important pour le développement des forces productives en agriculture était l'élargissement et l'intensification de l'activité des stations de machines et de tracteurs (SMT) ainsi que des entreprises agricoles d'Etat (EAE).

Dès 1955, on parvint à produire quelque 3 millions de quintaux de céréales panifiables soit 53% de plus qu'en 1950. Des exploitations avancées d'Etat, coopératives ou individuelles, réussirent à obtenir de 16 à 23 q de blé par ha et plus de 35 q de maïs. Toutefois, les rendements, dans l'écrasante majorité des exploitations agricoles, surtout individuelles, étaient encore bas.

Ainsi le problème de l'autosuffisance en pain restait encore à résoudre.

Des succès importants furent obtenus dans la culture des plantes industrielles, comme le coton, la betterave sucrière et le tabac.

En 1953, commença à être appliqué un plan de 15 ans pour la propagation et l'amélioration de la culture des oliviers. Des entreprises d'Etat existant dans divers districts et comprenant de grandes olivaias furent élargies et il en fut créé de nouvelles.

Dans les deux premières années du quinquennat l'élevage dont le niveau était déjà bas, tendait en général à décroître encore. Les raisons principales de cet état de choses résidaient dans l'insuffisance des mesures prises pour assurer l'alimentation du bétail, la sécheresse des premières années qui obligea les paysans à tuer leur bétail à cause de la pénurie de pain ainsi que le peu de souci des paysans pour le bon entretien et la mise à l'abri du bétail. Mais la cause essentielle devait en être recherchée dans l'existence du secteur individuel qui était très arriéré et dépourvu des conditions nécessaires à un bon développement de l'élevage.

Les décisions du II<sup>e</sup> Congrès du PTA et les mesures arrêtées en 1953 contribuèrent non seulement à mettre fin à la dégradation de l'élevage, mais aussi à en assurer un accroissement satisfaisant et à améliorer les races de bétail.

### **3. La situation politique dans le pays**

En un temps où le peuple avait engagé toutes ses énergies pour réaliser le 1<sup>er</sup> plan quinquennal et remportait d'importants succès dans l'édification du socialisme, la lutte de classe à l'intérieur du pays et dans l'arène internationale devenait de plus en plus âpre.

L'encercllement capitaliste du pays dans ces années là se renforça et fut accompagné d'une intensification de l'activité hostile des Etats impérialistes et des pays voisins contre la RPA.

Les principaux centres de l'organisation des complots contre l'Albanie étaient la Yougoslavie, la Grèce et l'Italie. Ces Etats déployaient leur activité anti-albanaise dans le cadre du Pacte balkanique à peine créé et de l'OTAN.

Entre-temps, les provocations aux frontières de la RPA se poursuivaient : en 1951 il y en eut 415 et en 1952, 171.

Le Parti, le pouvoir et le peuple dressèrent leurs forces unies contre cette activité intense et dangereuse, qui créait une situation difficile pour le pays. Dans cette situation le Parti trempa l'éducation révolutionnaire et patriotique du peuple et l'arma du soldat à l'ouvrier et au paysan. Un peuple tout entier qui s'armait pour défendre les victoires du socialisme était un fait rare dans l'histoire. Le mot d'ordre «D'une main la pioche, de l'autre le fusil» devint une réalité dans tout le pays.

Dans les années 1951-1955 une lutte acharnée fut menée sur tout le territoire de la RPA, du Nord au Sud, surtout dans l'Albanie centrale et septentrionale, contre les bandes réactionnaires et les groupes de subversion envoyés de l'étranger. Les forces ennemies étrangères, les impérialistes américains en particulier, appelaient ouvertement à renverser le pouvoir populaire en Albanie. Au début de 1951, Ache son secrétaire d'Etat des Etats-Unis, cherchant à encourager la réaction albanaise et ses bandes, déclarait que les Etats-Unis contribueraient à la «libération»- de l'Albanie et à la conquête de son «indépendance».

Dans la lutte de classes qui allait s'exacerber, s'engagèrent aussi les éléments réactionnaires à l'intérieur du pays, qui grossirent les bandes de fugitifs, dont l'activité atteignit son comble en 1951. Cette année-là 475 bandits agissaient en Albanie, des bandits du pays et en partie des agents de subversion envoyés de l'étranger. En 1951, ces bandes organisèrent, avec le concours d'autres ennemis, 135 actions dirigées contre le peuple, comme assassinats, pillages, incendies de maisons, tout en faisant de la propagande contre le socialisme et le pouvoir et en rassemblant des informations. En 1951, les détachements de la Sûreté d'Etat, en collaboration avec le peuple, entreprirent des opérations de nettoyage dans tout le pays. Leur tâche était facilitée par le fait que les organes de la Sûreté d'Etat s'étaient introduits habilement dans les rangs de l'organisation réactionnaire «Fronti i Rezistencës» (Le Front de la Résistance) et en avait pris en main la direction. A travers cette organisation ils avaient placé aussi leurs gens au sein de quelques bandes réactionnaires.

Ces opérations se soldèrent par la liquidation de 144 bandits. Des fils du peuple qui faisaient partie des organes de la Sûreté d'Etat et de la Police, issus des masses travailleuses, firent don de leur vie au cours de ces combats.

La lutte contre les bandes d'agents de subversion se poursuivit aussi avec acharnement au cours de l'année 1952, alors que les organes yougoslaves, grecs, italiens et anglais continuaient de lancer sur le sol albanais des agents de subversion pour réorganiser les bandes qui avaient subi de lourdes pertes à la suite des coups reçus en 1951 et pour atteindre les objectifs fixés par les Etats impérialistes et chauvins.

Bien qu'en 1952 le nombre des bandits opérant dans le pays fût moindre qu'en 1951, leur activité même cette année-là n'en fut pas moins intense. Ces bandes commirent de nombreux crimes, et déployèrent une action de sape dans le domaine économique en rassemblant des informations secrètes, en organisant des sabotages, des rapines, etc.

Mais en 1952, également, ces bandes furent durement frappées et, en 1953, quasi complètement liquidées. Les affrontements armés contre la réaction, se soldèrent durant la période allant de 1949 à 1954 par l'anéantissement de 961 agents de subversion et d'ennemis du dedans, les organisations secrètes contre-révolutionnaires furent définitivement démantelées.

Dans la situation politique que connaissait le pays et alors que les rythmes de la construction socialiste s'accéléraient, la consolidation et la démocratisation ultérieures du pouvoir populaire constituaient une tâche fondamentale, dont dépendait le renforcement de la défense de l'indépendance du pays et la réalisation heureuse des transformations socialistes.

En juillet 1953, le CC du PTA, le Conseil des ministres et le Présidium de l'Assemblée populaire décidèrent conjointement à faire procéder à la réorganisation de l'appareil d'Etat. A cette occasion la demande de démission d'Omer Nishani du poste du Président du Présidium de l'Assemblée populaire fut acceptée et le camarade Haxhi Lleshi fut élu à sa place.

Dans le même temps, la superstructure juridique continuait de se perfectionner. L'approbation en 1952 par l'Assemblée populaire du premier Code civil de contenu socialiste, qui définissait les normes de la lutte contre toutes les catégories de crimes, surtout des crimes contre l'Etat et pour la défense de la propriété socialiste, des droits des citoyens et de l'ordre juridique socialiste, en général, était un succès important. C'est alors que fut également perfectionnée la législation du travail et des assurances sociales.

Après les élections, à l'Assemblée populaire qui eurent lieu en 1954, celle-ci approuva le nouveau gouvernement, présidé par Mehmet Shehu. *[Mehmet Shehu réussit à dissimuler longtemps son activité d'agent, qui ne fut découverte qu'après son suicide, en décembre 1981. En fait, il avait été recruté comme agent des réseaux d'espionnage étrangers avant déjà la Seconde Guerre mondiale. Il déploya son activité d'agent au cours de la Lutte de libération nationale et après la libération du pays.]*

L'accroissement de la capacité de défense de la patrie fut, dans ces années-là, l'objet d'un très grand soin, ce qui se refléta dans les dépenses du budget affectées à la défense, ainsi qu'à l'équipement en technique moderne de l'Armée populaire, de la Sûreté d'Etat et de la Police.

Les grandes réalisations accomplies dans tous les domaines et l'échec des complots de la réaction, rendirent possible la réduction numérique des forces armées. Le nombre des soldats, des officiers et des sous-officiers licenciés monta à 9 000, et ils allèrent pour la plupart travailler à la production.

Toutes ces mesures consolidèrent beaucoup les positions de la dictature du prolétariat en Albanie et l'indépendance du pays. Les victoires sur le front politique étaient une garantie de la poursuite avec succès du travail pacifique et de l'accomplissement des tâches considérables du 1<sup>er</sup> plan quinquennal.

#### **4. L'élévation du niveau de vie matériel et culturel**

Les réalisations du 1<sup>er</sup> plan quinquennal influèrent directement sur l'élévation du niveau de vie matériel et culturel des travailleurs. Du fait de l'accroissement de la production industrielle et agricole en 1955, le revenu national, le salaire réel des ouvriers et des employés et les revenus des paysans augmentèrent respectivement de 70%, de 20%, et de 35% par rapport à 1950.

En 1955, en regard de 1950, les dépenses des mesures de caractère socio-culturel augmentèrent de 93% et, celles de la sécurité sociale de 215%. Dans le domaine de la sécurité sociale il fut établi que tous ceux qui étaient en rapport de travail avec l'Etat bénéficieraient de l'assistance médicale gratuite, d'indemnités en espèces pour une période d'incapacité temporaire au travail, des compensations supplémentaires pour leurs enfants, des diverses pensions de retraite, etc.

Une attention particulière fut accordée aux mères de nombreux enfants auxquelles fut allouée une certaine somme mensuelle, suivant le nombre de leurs enfants.

Les conditions de logement des travailleurs furent aussi sensiblement améliorées. L'Etat dépensa environ 2 milliards de leks pour la construction de nouveaux logements dans tout le pays.

Afin de mieux satisfaire les besoins de la population étant donné que le commerce d'Etat ne pouvait pas les satisfaire complètement, l'Etat favorisa le développement du petit commerce privé en l'approvisionnant en objets de consommation courante et en lui accordant des crédits bancaires. En même temps des mesures furent prises afin de limiter les tendances à la spéculation sur le marché privé, qui se ranimèrent surtout quand manquaient certains articles de première nécessité.

Grâce à un meilleur approvisionnement de la population, en 1955 la consommation par habitant avait augmenté par rapport à 1950, dans les proportions suivantes : sucre, 56,8% ; matières grasses 92,3%, pâtes alimentaires 37,1% ; viande et poisson, 9,5% ; cotonnades, 81,8% ; lainages, 72,21%, etc.

Des progrès sensibles furent enregistrés dans les services sanitaires. Le nombre des institutions sanitaires s'accrut et plusieurs graves maladies furent quasi liquidées. Ainsi, la malaria, qui avait été une grave plaie dans le passé, ne frappait plus que 2% de la population et elle fut quelques années plus tard totalement liquidée. La création de centres antiépidémiques et de vaccination et la production de vaccins dans le pays jouèrent un rôle important dans la lutte contre les maladies endémiques. La mortalité infantile diminua sensiblement. Le taux de croissance annuel de la population fut de 2,71% et, en 1955, le pays comptait 1 391 499 habitants.

A la fin du 1<sup>er</sup> quinquennat la population urbaine constituait 27,5% du total de la population et la population rurale 72,5%.

Des succès importants furent obtenus dans le domaine de la révolution culturelle et particulièrement dans celui de l'enseignement.

Le succès le plus important dans l'enseignement était l'élimination de l'analphabétisme dans la population ne dépassant pas 40 ans. Au cours du 1<sup>er</sup> quinquennat 190 000 analphabètes apprirent à lire et à écrire. Ainsi, la plaie que fut l'analphabétisme fut guérie une fois pour toutes. En outre, le réseau d'écoles de toutes les catégories fut élargi. Cette période fut caractérisée également par l'extension de l'enseignement technique et professionnel, par la création d'établissements de degré supérieur et l'accroissement du nombre des écoles du soir et par correspondance. Un autre succès remarquable dans ce domaine était l'institution de l'enseignement obligatoire de 7 ans.

Pour la première fois au cours de ce quinquennat furent créés en Albanie 6 Instituts supérieurs: pédagogique, polytechnique, agricole, médical, économique et juridique. Furent ouvertes aussi l'Ecole du Parti «V. I. Lénine» et l'Université du marxisme-léninisme (du soir) pour la préparation théorique et politique des cadres, surtout de ceux qui travaillaient dans les organes du Parti et du pouvoir.

La science albanaise également, qui faisait ses premiers pas, connut un essor notable.

La principale institution scientifique du pays était l'Institut des sciences. Afin d'étendre et d'approfondir le travail scientifique au sein de cet Institut furent créés trois nouveaux instituts: l'Institut d'agriculture, l'Institut de zootechnie et l'Institut d'histoire et de linguistique. Toujours dans le même but furent prises une série d'autres mesures comme le perfectionnement de la structure organisationnelle de l'Institut des Sciences, l'accroissement du nombre des cadres scientifiques et leur qualification ultérieure, l'enrichissement du fonds des bibliothèques, des archives et des laboratoires, la réorganisation des archives d'Etat existantes, etc.

Un tournant important fut effectué dans la littérature et les arts. La nouvelle littérature albanaise, après la libération, choisit la voie du réalisme socialiste.

La publication des premiers romans du réalisme socialiste «Les libérateurs», de Dh. S. Shuteriqi, «Le renversement» de F. Gjata, «Ils n'étaient pas seuls» et «Afërdita de nouveau à la campagne» de Sterjo Spassé, constitua un grand succès.

En dramaturgie on nota «Ce sont les plaies qui parlent» de Besim Levonja, «La famille du pêcheur» de Sulejman Pitarka et surtout «Notre terre» de Kole Jakova.

Les œuvres les plus remarquables de cette période furent dans la musique, la première opérette albanaise «L'Aurore» de Kristo Kono et le tableau musical «Lumière sur l'Albanie» de Prenk Jakova, et dans les arts figuratifs, les tableaux «La première récolte à l'Etat» de Foto Stamo, «Hier et aujourd'hui» de Vangjush Mio, «Récits de la Lutte de libération nationale» de Nexhmedin Zajmi, les bustes d'Enver Hoxha et de Skanderbeg, réalisés par Llazar Nikolla, etc.

Un genre nouveau vint enrichir l'art national albanaise, le cinéma. La création des Studios cinématographiques «L'Albanie nouvelle» permit de rendre aussi dans des films l'histoire et la vie du peuple albanaise. A ses débuts la jeune cinématographie du pays produisit essentiellement des documentaires de court métrage sur la réalité socialiste. En collaboration avec la cinématographie soviétique elle réalisa le film de long métrage «Skanderbeg», qui servit de pierre de touche à notre cinéma.

La culture socialiste se répandit largement au sein des masses. Le nombre des livres publiés doubla presque et leur tirage s'accrut considérablement. Ce fut aussi le cas des journaux et des revues. Les bibliothèques populaires jouèrent un rôle important dans la diffusion des livres et de la presse, leur fonds s'enrichit de 153 000 livres nouveaux et le nombre des lecteurs atteignit 250 000 personnes.

Outre l'accroissement du nombre des institutions artistiques professionnelles, des spectacles et des spectateurs la création de la philharmonie d'Etat, qui contribua au rapide développement de la culture musicale et chorégraphique, et de la troupe de variétés constituaient un succès important pour notre pays. La mise sur pied de ces institutions fut accompagnée de la création d'un vaste réseau de groupes d'amateurs dans les entreprises, les écoles et les villages. En 1955, ce vaste mouvement artistique engloba 5 400 groupes avec 60 500 participants. Le développement massif des sports et de la culture physique était aussi un autre indice du développement culturel de l'Albanie nouvelle.

Les progrès du pays dans les domaines économique et culturel témoignaient que l'Albanie était en train de sortir à jamais de son retard séculaire.

## **5. La RPA et la défense du socialisme et de la paix dans l'arène internationale**

Au début des années 50, le camp socialiste, doté d'un grand potentiel économique et défensif et qui jouissait d'une influence considérable dans l'arène mondiale était désormais devenu une réalité. Il se caractérisait par son unité idéologique et politique marxiste-léniniste.

Face à ce camp, les puissances impérialistes ne pouvaient agir à leur guise dans l'arène internationale ni dicter leur volonté aux autres. Néanmoins, ces puissances et la réaction mondiale, qui ne s'accommodèrent jamais de l'accroissement des forces du socialisme continuaient à leur livrer une lutte acharnée. Pour sauver l'ordre capitaliste rongé par les crises et les contradictions de tout ordre et dans le but de restaurer le régime capitaliste dans les pays socialistes, les impérialistes, avec les Etats-Unis à leur tête, exploitèrent aussi les éléments ennemis et antiparti partout où ils se trouvaient. Des conditions favorables leur furent créées surtout quand le groupe Khrouchtchev s'empara du pouvoir en Union soviétique et prit en main la direction du Parti communiste de ce pays.

Dès lors, dans le camp socialiste se créa une situation grosse de graves conséquences. Les éléments révisionnistes dans les partis communistes et ouvriers, y compris le PCUS, se ranimèrent, commencèrent à agir, à dénigrer leurs partis et à saper de l'intérieur la dictature du prolétariat et le socialisme. En même temps ils prirent pour cible l'unité du mouvement communiste et ouvrier international. Cette activité et l'influence de N. Khrouchtchev encouragèrent les éléments antiparti et hostiles en Hongrie, en Pologne et dans quelques autres pays de démocratie populaire, et les mirent en mouvement. Arbitrairement et violant les décisions du Kominform, Khrouchtchev, à la tête d'une délégation du parti et du gouvernement soviétique, se rendit en mai 1955 à Belgrade pour réhabiliter la direction révisionniste yougoslave avec Tito à sa tête.

Les révisionnistes modernes s'efforcèrent de paralyser la lutte active des masses pour la paix et contre l'impérialisme. Suivant Khrouchtchev, les Etats socialistes et les Etats impérialistes étaient intéressés au même titre à assurer la paix. Il rejetait ainsi pratiquement la thèse toujours actuelle de Lénine selon laquelle l'impérialisme est source de guerres.

En même temps, les Etats impérialistes intensifièrent leur activité hostile contre les pays socialistes et les autres Etats épris de liberté, ils poursuivirent leur politique de la «guerre froide» et à partir de «position de force» en visant à déclencher des guerres d'agression.

Dans ces conditions, la République populaire d'Albanie jugea la lutte active pour la sauvegarde de la paix une tâche très importante de sa politique extérieure révolutionnaire.

Pour sauvegarder et renforcer la paix et pour anéantir les plans agressifs de l'impérialisme, surtout de l'impérialisme américain, il était indispensable de le combattre de front, avec détermination en lui opposant la force unie du camp socialiste, du prolétariat mondial et de tous les peuples épris de paix et de liberté. En janvier 1951 l'Assemblée populaire interprétant la ferme attitude du peuple albanais contre les bellicistes et les facteurs de guerre et de rapine approuva une loi dénonçant l'instigation à la guerre et la propagande dans ce sens comme de «graves crimes contre l'humanité, la paix entre les peuples et la patrie».

Le raffermissement continu de l'amitié et de la collaboration fraternelles avec les pays socialistes constituait un principe fondamental de la politique extérieure du gouvernement de la République populaire d'Albanie. Elle avait noué avec ces pays des relations dans différents domaines ; politique, économique, commercial, militaire, culturel, et cela dans l'intérêt de la grande cause du socialisme et de la révolution prolétarienne.

Dans ces rapports la place principale revenait aux relations avec l'Union soviétique. Les communistes et le peuple albanais appréciaient hautement le rôle et les mérites du Parti bolchevique pour la consolidation de l'unité du camp socialiste, du mouvement communiste et ouvrier international et du front anti-impérialiste.

Un mérite particulier pour les étroits liens amicaux entre l'Albanie et l'Union soviétique revenait à Staline, qui considérait la République populaire d'Albanie comme un Etat souverain, politiquement et économiquement libre et indépendant, un véritable allié de l'Union soviétique. Staline estimait un devoir internationaliste d'accorder une aide à l'Albanie socialiste et dans la mesure de ses possibilités, il ne la lui a pas épargnée.

Mais les khrouchtchéviens se mirent à miner cette situation saine qui existait dans les relations albanosoviétiques.

Bien qu'à l'époque la direction albanaise n'eût pas encore une idée claire de la trahison du groupe Khrouchtchev, certaines de ses actions avaient, dès le début, éveillé en elle des soupçons. Il s'ensuivit, entre les deux parties, des frictions, et même assez dures. Le rapprochement du groupe Khrouchtchev avec les révisionnistes yougoslaves et ses attaques ouvertes et dénigrantes contre Staline, constituaient ses premières déformations manifestes de l'idéologie et de la politique marxiste-léniniste, et elles se heurtèrent à l'opposition du PTA.

Précisément du fait de cette politique antimarxiste de Khrouchtchev, les relations entre l'Albanie et l'Union soviétique s'engagèrent dès lors dans une fausse voie, bien que conservant en apparence leur cours normal.

Dans les années 1950-1955, le gouvernement de la RPA conclut avec les Etats de démocratie populaire d'Europe une série d'accords économiques annuels et pluriennaux, de conventions et de plans prévoyant l'échange d'expérience dans les domaines de la culture, de l'art, de la radiodiffusion, de la science et de la technique.

L'Albanie disposait désormais de possibilités d'exportation et d'importation accrues. Elle exportait dans ces pays des minerais, des combustibles, des produits agricoles et pastoraux et en importait des équipements industriels et des machines, des pièces de rechange, etc.

Depuis janvier 1949, fonctionnait, comme un instrument d'organisation et de coopération économique planifiées ainsi que d'aide mutuelle entre les Etats socialistes d'Europe, le Conseil d'Assistance économique mutuelle (le Comecon). Le gouvernement de la République populaire d'Albanie participa régulièrement à l'activité de cet organisme économique. Elle contribua, dans la mesure de ses possibilités à la réalisation de ses objectifs, en s'en tenant au principe du respect de la souveraineté et des intérêts nationaux de chacun, de l'avantage et de l'aide réciproque fraternelle. Mais la pratique avait montré que nombre de décisions arrêtées par le Comecon n'étaient pas appliquées dans la mesure et de la manière souhaitées par certains des pays membres, et que dans le fonctionnement de ses organes, on observait des défauts et du formalisme.

En février 1950, le gouvernement albanais noua des relations diplomatiques avec la République démocratique du Vietnam, et en 1954 et 1955 elle signa les premiers accords de coopération dans divers domaines avec la République populaire de Chine, la République populaire de Mongolie et la République populaire démocratique de Corée.

A la fin de 1954 et au début de 1955, sous la pression des Etats Unis la résurgence du militarisme allemand, devint un fait accompli.

Face à cette situation menaçante, les pays participants à la Conférence de Moscou de novembre 1954, convoquèrent à Varsovie, du 11 au 14 mai 1955 une Conférence pour la garantie de la paix et de la sécurité en Europe. Chaque pays participant était représenté par une délégation conduite par son président du Conseil des ministres.

Après avoir discuté de la situation créée en Europe et des mesures à prendre pour garantir la sécurité des pays participants et préserver la paix en Europe, la Conférence recommanda la conclusion d'un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la République démocratique allemande, la Pologne, la Roumanie, l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie. Ce traité, connu sous l'appellation de «Pacte de Varsovie» fut signé le 14 mai 1955.

Le Pacte de Varsovie fut conçu comme une organisation politique et militaire reposant sur les principes d'égalité, de respect réciproque, d'indépendance et de souveraineté nationale ainsi que de non-ingérence dans les affaires d'autrui.

Il fut signé en un temps où les visées antimarxistes et chauvines du groupe Khrouchtchev n'étaient pas encore claires.

Dans ces circonstances, le gouvernement de la RPA, convaincu que le Pacte de Varsovie servirait d'instrument dans l'intérêt de la paix et du socialisme, le signa. Le 28 mai 1955, il fut ratifié par l'Assemblée populaire de la RPA.

Le gouvernement de la RPA s'en tint de façon conséquente à une politique de bon voisinage. Il demanda à renouer des relations normales d'Etat à Etat avec la Yougoslavie, la Grèce et l'Italie. Mais les initiatives du gouvernement albanais, qui visaient à abaisser la tension et à promouvoir la compréhension réciproque, à améliorer les relations entre les Etats et à stabiliser la situation dans la zone des Balkans et de l'Adriatique, ne furent pas accueillies avec la même bonne volonté par les Etats voisins du nôtre.

Malgré la grave situation que les révisionnistes yougoslaves avaient créée dans les relations albanoyougoslaves, le gouvernement albanais s'efforça de normaliser ces relations, d'où devait être éliminé tout dessein anti-albanais, de les développer à travers des rapports d'Etat à Etat et de préserver l'amitié entre les deux peuples voisins. Malgré cela, les gouvernants yougoslaves continuèrent d'envenimer les relations entre les deux pays. Dans le but de renverser le pouvoir populaire en Albanie et de la détacher des pays socialistes, le gouvernement de Belgrade intensifia sa propagande calomnieuse et son action hostile organisée et multiforme contre l'Albanie.

Dans les années 1950-1953, les forces armées yougoslaves se livrèrent par terre, par les airs et par mer à 250 provocations à grande échelle contre la RPA. Entre-temps, les services secrets yougoslaves (UDB) mobilisèrent des criminels de guerre albanais réfugiés en Yougoslavie et les organisèrent dans des bandes d'agents de subversion, alors qu'en 1951 elles créèrent à Prizren le soi-disant «Comité des émigrés politiques albanais».

Fondant ses espoirs sur les débris de la réaction albanaise à l'intérieur du pays, le gouvernement yougoslave essaya, par l'intermédiaire de sa légation à Tirana, de les mettre en mouvement afin de susciter des troubles et de modifier la situation en Albanie en sa faveur et en faveur des ennemis du peuple albanais.

Mais, le gouvernement de la RPA fit échouer ces menées hostiles et défendit résolument la liberté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Etat albanais.

La politique chauvine dé-nationalisatrice vis-à-vis de la population des régions albanaises de Yougoslavie, qui opposait une ferme résistance à cette politique et combattait pour la conquête de ses droits, s'intégrait aussi dans cette action hostile de Belgrade.

Depuis des années, les chauvins de Belgrade, sous divers prétextes, pratiquaient la terreur en masse, et perpétraient des actes de génocide contre la population albanaise de Kosove, du Monténégro et de Macédoine.

C'est à quoi tendirent les sanglantes opérations militaires de juin-août 1950 et de l'hiver 1955. La population albanaise, féroce exploitée avait été laissée dans un profond retard économique, politique, social et culturel. Des dizaines de milliers de kosoviens furent expulsés par la force de leurs terres vers la Turquie, ou se réfugièrent dans les régions intérieures de la Yougoslavie ou dans d'autres pays, à cause de la discrimination nationale et des insupportables conditions socio-économiques qui pesaient sur eux.

L'Albanie socialiste adopta à l'égard de la question de la Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie une ferme attitude de principes. En protestant contre cette politique chauvine et en la condamnant publiquement elle s'acquittait d'un devoir de loyauté et conforme aux normes internationales, sans intervenir dans les affaires intérieures de l'Etat yougoslave, sans avancer non plus de revendications territoriales.

Vers la seconde moitié de 1953, apparurent les premiers signes d'une détente dans les relations d'Etat à Etat entre les deux pays et certains problèmes furent acheminés vers leur règlement. Après la création d'une commission mixte albano-yougoslave en été 1953 et sur la base de l'accord que celle-ci conclut en décembre de la même année, en 1955 fut achevée la construction des bornes sur la ligne de frontières d'Etat entre les deux pays. En décembre 1953, le gouvernement yougoslave accepta la proposition de la partie albanaise de rétablir des relations diplomatiques régulières entre les deux Etats et de rouvrir leurs représentations diplomatiques respectives. En outre, en 1955 fut repris le trafic aérien reliant l'Albanie à l'étranger à travers Belgrade, et entre autres, un accord commercial fut signé.

Mais, Tito n'avait pas renoncé à ses visées anti-albanaises et ne laissait échapper aucune circonstance internationale pour attaquer la RPA. Après le tournant contre-révolutionnaire de l'Union soviétique envers la Yougoslavie, les dirigeants yougoslaves nourrirent l'espérance illusoire que la RPA, dans l'esprit de la Déclaration de Belgrade [*A l'occasion de la visite en Yougoslavie, en mai 1955, d'une délégation du Parti et du gouvernement soviétique présidé par Khrouchtchev, une déclaration commune soviéto-yougoslave fut signée à Belgrade.*], emboîterait le pas au gouvernement soviétique dans la «nouvelle voie» d'une «coopération multiforme» avec la RFY.

Indépendamment de l'approbation de ce «nouveau» cours par certains pays de démocratie populaire d'Europe et de la pression des Soviétiques dans le sens d'une appréciation «moins rigide» du problème yougoslave, le gouvernement de la RPA, à ces moments très compliqués s'en tint avec fidélité à la ligne générale du Parti sur les relations avec la Yougoslavie, approuvée par le I<sup>er</sup> Congrès du PCA et refusa de réhabiliter le groupe de comploteurs de Koçi Xoxe, comme le voulaient les révisionnistes yougoslaves et soviétiques.

Au cours de cette période également, les révisionnistes yougoslaves ne cessèrent jamais leur activité anti-albanaise. Rien qu'en 1953 furent entraînées en Yougoslavie environ 120 bandes armées d'agents de subversion qui furent envoyées en Albanie. Avec la Grèce non plus, l'Albanie ne parvient pas à nouer durant cette période des relations normales et cela par la faute des milieux dirigeants réactionnaires d'Athènes et en raison de leurs revendications sur des régions albanaises, ainsi que de leurs ingérences dans les affaires intérieures de l'Etat albanais, etc.



Le prétendu «état de guerre» entre les deux pays et la question du «Vorio-Epire» étaient les «motifs» principaux sur lesquels se fondait le gouvernement du royaume de Grèce pour refuser l'établissement de relations diplomatiques avec la République populaire d'Albanie. Encouragé par les puissances occidentales, les Etats-Unis et l'Angleterre, qui, pour leurs intérêts politiques, cherchaient à maintenir la situation de tension existant entre les deux pays, le gouvernement grec opposa à la politique albanaise de bon voisinage, sa politique chauvine anti-albanaise.

S'en tenant à ce cours, la Grèce viola de manière systématique l'intégrité territoriale de la RPA, encouragea la réaction intérieure à susciter des troubles dans le pays et trama des complots pour renverser le pouvoir populaire et démembrer l'Albanie. De 1950 à 1953, les forces grecques effectuèrent par les airs, par terre et par mer 544 provocations contre la RPA, causant la mort d'un certain nombre de soldats et de citoyens de la RPA et envoyèrent sur le territoire albanais des bandes et des agents de subversion armés. Le territoire de la Grèce servit en même temps de base aux centres d'espionnage américains et anglais dans leurs menées contre l'Albanie.

Désireux de normaliser les relations avec la Grèce, le gouvernement albanais intervint à plusieurs reprises auprès de l'Organisation des Nations unies en exigeant que le gouvernement grec mit fin à son attitude hostile envers l'Albanie, en ce que cette attitude portait atteinte aux intérêts des deux peuples qui avaient combattu côte à côte contre le joug des envahisseurs italiens et allemands, et nourrissaient des sentiments de sympathie l'un envers l'autre.

Le peuple albanais avait intérêt à entretenir également de bonnes relations amicales avec l'Italie dans le domaine commercial et culturel, et son gouvernement, montrant sa bonne volonté dans ce sens prit des initiatives en vue d'améliorer les relations de bon voisinage et économiques avec ce pays. Mais, le gouvernement italien, sous divers prétextes, ne respecta pas les clauses du Traité de Paix avec l'Italie définissant ses obligations politiques et militaires envers l'Albanie. Ne s'accommodant pas de l'existence du pouvoir populaire en Albanie et cherchant à lui nuire, il entrava la normalisation des relations diplomatiques entre les deux Etats. De juillet 1949 à janvier 1952, il fomenta 136 provocations armées, par les airs et par mer, contre l'Albanie, y fit pénétrer des bandes d'espions et d'agents de subversion, ainsi que du matériel de propagande des organisations traîtresses formées d'éléments réactionnaires albanais.

Poursuivant sa politique hostile, le gouvernement italien, ayant rejeté au printemps 1950 la demande du gouvernement de la RPA de discuter et de décider de toutes les questions existant entre les deux pays sur la base du Traité de Paix, souleva, en janvier 1952, la question de la révision du Traité de Paix, et surtout du préambule de ce traité et de ses décisions politiques et militaires.

Le 16 février 1952, le gouvernement de la RPA rejeta les prétentions de l'Italie de procéder à une révision du Traité de Paix. Dans le même temps, il déclarait consentir à la révision de ce traité seulement si le gouvernement italien se retirait de l'OTAN et empêchait l'installation de bases militaires et des forces armées des Etats étrangers sur son territoire, s'il donnait des preuves de sa renonciation à la politique anti-albanaise qu'il avait menée jusqu'alors et si le nouveau traité comprenait toutes les clauses du traité existant quant aux obligations de l'Italie envers la RPA et en envisageait la rigoureuse application.

Depuis lors, près de trois ans s'écoulèrent avant que le gouvernement italien n'accepte la demande albanaise d'engager des pourparlers sur l'application du Traité de Paix avec l'Italie en ce qui concernait les questions relatives à l'Albanie (réparations, etc.). La RPA, en tant qu'Etat indépendant et souverain, qui avait apporté sa contribution à la lutte contre le fascisme et était un facteur de paix dans les Balkans et en Europe, considérait comme son droit légitime de faire partie de l'Organisation des Nations Unies. Or, la question de l'admission de l'Albanie à l'ONU fut soumise à une longue procédure de discussions et de débats aux divers organes de ce forum international et traîna en longueur jusqu'à la fin de 1955. Le règlement de cette question fut surtout entravé par les Etats-Unis et la Grande Bretagne. Les diplomates américains et autres, alors qu'ils se montraient disposés à admettre à l'ONU les Etats de leur convenance dressaient des obstacles artificiels à l'admission de l'Albanie à l'ONU, faisaient des déclarations calomnieuses comme quoi elle n'était pas un «Etat indépendant», «qualifié», capable de s'acquitter des obligations de la Charte, ni disposé à les appliquer», qu'elle menait une politique «agressive», «hostile» à rencontre de la Grèce et de la Yougoslavie.

Pendant tout ce temps la candidature de l'Albanie avait été soutenue par un bon nombre d'Etats, membres des Nations Unies. Or, à cause des obstacles que l'on sait, elle ne parvint à obtenir la majorité de voix que vers le milieu des années 50. Maintenant le nombre des délégations qui étaient pour les nouvelles admissions, entre autres celle de l'Albanie, à l'ONU, s'accrut à tel point qu'à la X<sup>e</sup> Session de l'Assemblée qui commença ses travaux le 20 septembre 1955, les Etats Unis se trouvèrent quasi seuls et dans une position très embarrassante. Le 14 décembre, finalement, l'Assemblée décida l'admission de l'Albanie et de 15 autres pays à l'ONU.

Cet événement eut un grand écho à l'intérieur du pays comme à l'étranger. Le peuple albanais le salua comme une victoire importante de la politique de principes de son gouvernement sur les milieux réactionnaires, qui spéculaient sur le fait que l'Albanie ne faisait pas partie de l'Organisation des Nations Unies.

L'admission de nouveaux membres, qui, des années durant, avait été empêchée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne représentait un succès pour l'ONU elle-même, dont le prestige avait été compromis aux yeux des peuples, en raison de la manière dont elle était manipulée par les puissances occidentales. L'opinion progressiste mondiale le considéra comme un pas en avant vers l'universalisation de cette organisation.

## CHAPITRE VI

### Achèvement de la construction de la base économique du socialisme

#### 1. Les tâches principales fixées par le 2<sup>e</sup> plan quinquennal (1956-1960)

Quelques semaines avant que le III<sup>e</sup> Congrès du PTA n'entame ses travaux, le plénum du Comité central approuva le projet de plan de développement de l'économie et de la culture de la RP d'Albanie pour la période 1956-1960. En même temps il décida que ce projet de plan serait discuté par les collectifs de travailleurs avant qu'il soit présenté au congrès.

Alors qu'en Albanie on travaillait dans ce sens et l'on se préparait pour le III<sup>e</sup> Congrès du Parti, la réaction impérialiste avec à sa tête l'impérialisme américain et tous les courants antimarxistes du monde entier avaient lancé une campagne effrénée contre le marxisme-léninisme et contre le camp socialiste. Cette campagne dont les dirigeants yougoslaves s'étaient fait les porte-drapeaux était menée en mettant aussi à profil les orientations révisionnistes adoptées par le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS.

Cette campagne eut une certaine répercussion même en Albanie. Les éléments hostiles au Parti, agents des puissances étrangères, se ranimèrent et commencèrent à organiser un mouvement contre-révolutionnaire clandestin. Ils bénéficièrent de l'appui des révisionnistes de Belgrade qui, par l'intermédiaire de leur légation à Tirana, se livraient à d'intenses menées d'espionnage. Ce mouvement visait principalement deux objectifs : modifier la ligne générale marxiste-léniniste du PTA en la conformant au cours du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS et renverser la saine direction de notre Parti que les éléments hostiles au Parti prennent en main la direction du pays. A la tête de ces menées hostiles et secrètes se tenait Mehmet Shehu secondé par Beqir Balluku, Kadri Hazbiu et d'autres, qui occupaient de hauts postes à la direction du Parti et de l'Etat albanais.

En avril 1956 les représentants de ces éléments avancèrent leur plate-forme à la conférence du Parti de la ville de Tirana et demandèrent le report de la tenue du III<sup>e</sup> Congrès sous prétexte qu'un certain délai était nécessaire pour élaborer la nouvelle ligne du Parti dans l'esprit des «nouvelles thèses» du XX<sup>e</sup> Congrès. Ils cherchaient ainsi à gagner du temps et à préparer le terrain au sein du Parti pour parvenir à leurs fins. Or la démagogie de leur plate-forme ne réussit pas à gagner ni à ébranler l'écrasante majorité des participants à la Conférence.

Pour dévoiler les visées ténébreuses des ennemis et défendre la ligne politique générale qu'il avait suivie depuis la fondation du PTA, le Comité central dépêcha à la conférence le camarade Enver Hoxha qui expliqua une nouvelle fois non seulement la justesse de cette ligne mais aussi la nécessité de continuer de l'appliquer à l'avenir. L'intervention du camarade Enver Hoxha dessilla les yeux même de quelques participants à la conférence, que la démagogie des éléments hostiles avait conduits à certains flottements. La conférence approuva entièrement la ligne politique générale du Comité central, dénonça les tentatives des éléments antiparti pour réviser cette ligne et contraignit les éléments hostiles à reconnaître de leur propre bouche les desseins contre-révolutionnaires de leur plate-forme. Mais le Parti ne réussit pas à l'époque à découvrir les chefs de cette activité hostile.

«La conférence de Tirana était... un élément du complot Tito-Khrouchtchev qui visait à renverser la situation dans notre pays... Cette conférence ne devait servir que de premier pas, permettant de tâter notre pouls, de préparer le terrain...» (Enver Hoxha, *Les Titistes*, éd. fr., p. 612, Tirana, 1982.)

Ce ne fut pas là l'unique manœuvre mise en œuvre pour forcer le PTA à réviser sa ligne marxiste-léniniste. A la suite de la proclamation du cours révisionniste du XX<sup>e</sup> Congrès comme ligne générale du mouvement communiste international et cherchant à l'imposer à tous les partis communistes et ouvriers, la direction révisionniste, au lendemain de la clôture des travaux du XX<sup>e</sup> congrès, commença à faire pression sur le Comité central du PTA. Le secrétaire du CC du PCUS, M. A. Souslov demanda à la délégation du PTA invitée à ce congrès, que la direction du Parti revoie sa ligne politique générale. Il demanda aussi au PTA de revoir son attitude à l'égard des révisionnistes yougoslaves et les sanctions prises contre Koçi Xoxe et les autres éléments hostiles au Parti en prétextant que «des erreurs avaient pu être commises sous l'influence du culte de la personnalité de Staline. «Cette demande fut renouvelée par le chef de la délégation du PCUS invité à Tirana pour assister au III<sup>e</sup> Congrès du Parti, mais cette pression fut peine perdue.

Dans ces circonstances et précisément le 25 mai 1956, à la date préalablement fixée par le Plénum du Comité central tenu en décembre 1955, le III<sup>e</sup> Congrès du PTA entamait ses travaux.

La question essentielle traitée dans le rapport du camarade Enver Hoxha, Premier secrétaire du CC du Parti, question qui concernait les destinées du pays et qui devait être résolue par le forum suprême du Parti était celle de savoir quelle devait être la voie dans laquelle le Parti poursuivrait sa marche. Réfutant le cours révisionniste suivie par le PCUS et les autres Partis communistes et ouvriers le Congrès déclara que «... la ligne générale politique, économique et organisationnelle suivie jusqu'à ce jour par le Parti a été juste.» (*Histoire du PTA*, 2<sup>e</sup> éd. fr., p. 318, Tirana, 1982.)

Par cette déclaration et d'autres décisions qu'il approuva, le III<sup>e</sup> Congrès fit comprendre qu'il n'approuvait pas l'esprit qui pénétrait les «nouvelles thèses» avancées par le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS et qu'il refusait de se soumettre aux pressions de l'extérieur.

Encore soucieux de défendre l'autorité de l'Union Soviétique, de préserver l'unité du camp socialiste et de ne pas aggraver les relations avec la direction du PCUS dont les véritables objectifs lui étaient jusqu'alors inconnus, le III<sup>e</sup> Congrès ne dénonça pas ouvertement le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS.

Après avoir approuvé l'activité des instances dirigeantes du Parti ainsi que les résultats du 1<sup>er</sup> plan et les directives du 2<sup>e</sup> plan quinquennal, le Congrès clôtura ses travaux en approuvant les modifications apportées aux statuts du Parti après qu'ils eurent été discutés par tous les membres et candidats du Parti et en élisant les nouveaux organes dirigeants du PTA.

Enver Hoxha fut élu Premier Secrétaire du Comité central du Parti. [*Le poste de Secrétaire général du Parti avait été remplacé par celui de Premier secrétaire du Comité central du Parti par décision du plénum du CC du PTA le 12 juillet 1954.*]

Approuvant le projet de plan de développement économique et culturel pour les années 1956-1960 complété par les remarques et les propositions des travailleurs, le III<sup>e</sup> Congrès définit les tâches principales : «le développement de l'industrie en particulier, de l'industrie minière, principalement grâce à la mise en valeur intégrale des capacités productives existantes et à l'exploitation des réserves intérieures, le rapide essor de l'agriculture principalement par la voie de la réorganisation socialiste de la production agricole, l'amélioration de la situation matérielle et l'élévation du niveau culturel de la population. (*Histoire du PTA*, 2<sup>e</sup> éd. fr., p. 320, Tirana, 1982.)

Dans le cadre du développement de l'industrie, il fut prévu que le volume global de la production industrielle devait être supérieur de 92% à celui de 1955. Le III<sup>e</sup> Congrès décida que les rythmes d'accroissement de la production de l'industrie lourde, et particulièrement de l'industrie minière, seraient plus rapides que ceux de la production de l'industrie légère, ceux-ci devant être eux-mêmes plus élevés que pour le 1<sup>er</sup> quinquennat.

En vue d'un développement accéléré de l'agriculture, le III<sup>e</sup> Congrès approuva la décision d'accroître sensiblement la production agricole non seulement pour satisfaire les besoins de la population en pain et en d'autres denrées alimentaires, mais aussi pour approvisionner l'industrie en matières premières.

Cet accroissement de la production serait impossible sans la construction de la base économique du socialisme à la campagne, sans le développement rapide et général des forces productives dans l'agriculture. Le congrès considéra l'accélération des rythmes de collectivisation de l'agriculture comme une tâche économique et organisationnelle importante et souligna que : «Le 2<sup>e</sup> quinquennat doit être celui de la collectivisation de l'agriculture albanaise qui passera de la petite production individuelle de la paysannerie à la grande production socialiste...» (*Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 2, p. 614, Tirana, 1972.)

Cette tâche était parfaitement réalisable si l'on considère que rien que pendant l'année 1955 il fut créé autant de coopératives agricoles que dans les 9 années précédentes et que dans les seuls 5 premiers mois de 1956 le nombre des coopératives agricoles créées doubla par rapport à la fin de 1955. Aussi le III<sup>e</sup> Congrès du Parti donna-t-il la directive d'achever la collectivisation en général à la fin du deuxième quinquennat. (1960)

Les autres tâches concernaient l'élévation du bien-être et du niveau d'instruction et de culture de la population.

La mise en exploitation de nouvelles unités industrielles qui n'avaient pas encore été achevées pendant le quinquennat précédent, de celles construites pendant les années 1956-1960 ainsi que la réalisation des grands travaux dans les autres secteurs de l'économie, nécessitait un surplus de main-d'œuvre. Assurer cette main-d'œuvre fut un des problèmes les plus urgents posés dans les années du 2<sup>e</sup> quinquennat.

Le développement impétueux de l'industrie au cours du 1<sup>er</sup> quinquennat avait créé dans des villes des difficultés sérieuses non pour leur approvisionnement régulier mais aussi pour l'hébergement de leurs habitants, en dépit des nombreux bâtiments construits et en cours de construction, mais d'autre part dans certains districts était apparu le danger du dépeuplement des régions montagneuses. La voie à suivre pour surmonter ces difficultés consistait à trouver la main-d'œuvre principalement dans les villes qui disposaient de grandes réserves. Pour s'assurer la main-d'œuvre nécessaire dans les villes il fallut mener un grand travail d'éducation, combattre les conceptions arriérées, comme la tendance à se contenter de peu et rétrécir le champ d'activité de l'économie privée qui empêchait une bonne partie des citoyens d'être embauchés par l'Etat. Les facteurs qui favorisaient la solution de ce problème étaient entre autres la suppression du système de rationnement en 1957 qui entraîna l'accroissement du fond de marchandises de consommation courante destinées au marché, l'accélération du rythme de la coopération des petits artisans et commerçants, et réduisit les revenus provenant de la spéculation. Par conséquent la ville devint la source la plus importante de main-d'œuvre pour l'industrie. Une bonne partie de cette force de travail fut fournie par les femmes. A cette fin, des mesures furent prises non seulement pour trouver aux femmes les emplois les plus appropriés, mais aussi pour faire garder leurs enfants en bas âge dans des crèches et des jardins d'enfants.

Une autre mesure qui limita le va-et-vient des travailleurs qui n'avaient pas pu amener leurs familles à la ville par manque de logement fut la construction prioritaire de logements dans les nouvelles zones industrielles, particulièrement là où avaient été édifiées des villes nouvelles.

Ce sont principalement ces mesures qui contribuèrent à accroître la participation de la femme à la production à une rapidité incomparable avec le passé et furent à l'origine de la naissance de nouvelles villes comme celles de Memaliaj et Kurbnesh. Le plus grand succès remporté était celui de la formation d'une nouvelle classe ouvrière dans l'industrie, ce qui renforça encore son rôle de dirigeante et d'organisatrice de la construction du socialisme en Albanie.

## **2. La lutte pour la réalisation du 2<sup>e</sup> plan quinquennal**

L'industrie lourde se développa à des rythmes plus rapides que l'industrie légère. En suivant dans cette voie on visait à faire acquérir à la production des moyens de production une priorité complète sur la production des biens de consommation.

Aux mines furent affectés 33% du volume global des investissements dans l'industrie, et elles se virent doter de cadres qualifiés et de machines modernes plus que tout autre secteur. Ces mesures contribuèrent entre autres, à la découverte de gisements de pétrole à Marinz (Fier), de nouvelles réserves minières de chrome à Bulqize (Dibër), de nouveaux gisements de cuivre à Kurbnesh et à Spaç (Mirdite) à Qafbar (Puke), de ferronickel à Pishkash et Cervenake et de houille à Alarup (Po-gradec).

En 1960, l'industrie pétrolière réussit à accroître la production d'environ 3,5 fois par rapport à 1955. Cette industrie obtint également deux autres succès importants. La capacité de traitement du pétrole augmenta de 4,4 fois par rapport à 1955 et pour la première fois le gaz extrait du sous-sol fut utilisé comme combustible pour la production de la vapeur nécessaire à l'industrie électrique et thermique.

La mise en service d'une nouvelle raffinerie de pétrole à Cerrik (Elbasan), la restructuration de la distillerie n° 2 à Qyteti Stalin qui doubla la production et la construction de l'oléoduc de Patos à Cerrik, permirent d'accroître la capacité de traitement du pétrole. Ainsi fut assurée la majeure partie des carburants et des lubrifiants nécessaires aux besoins du pays.

La construction d'une nouvelle mine à Kurbnesh permit une augmentation de production de cuivre, qui en 1960 était plus de 3,3 fois supérieure à celle de 1955.

Là même fut entreprise la construction d'une usine d'enrichissement du cuivre d'une capacité annuelle de 150 000 tonnes.

L'industrie du cuivre se renforça grâce à l'exploitation élargie des nouvelles mines à Kam (Bajram Curri), Martanesh (Elbasan) et Kalimash (Kukës). Ces mines, et particulièrement les nouvelles réserves de la mine de Bulqize, ont fait que la production du minerai de chrome en 1960 dépasse de 2,3 fois celle de 1955.

Grâce à la mise en service de la nouvelle mine d'Alarup, l'industrie charbonnière vit sa production annuelle s'accroître de 100 000 tonnes et la production de bitume augmenta de 2,5 fois par rapport à 1955.

L'exploitation du minerai de ferronickel entamée dans les dernières années du quinquennat ouvrit des perspectives à la mise sur pied d'une sidérurgie albanaise.

Grâce à ces importants progrès, l'industrie minière prit la tête de l'industrie lourde albanaise.

Au cours du 1<sup>er</sup> quinquennat, qui avait jeté les bases de l'industrie électrique, fut entreprise la construction de la première centrale hydro-électrique sur le fleuve Mat. Cet ouvrage est devenu un des plus importants construits pendant le 2<sup>e</sup> plan quinquennal. Grâce à l'entrée en service de cette centrale hydro-électrique inaugurée le 11 janvier 1958 et qui prit le nom de «Karl Marks», l'énergie électrique produite par les centrales hydro-électriques dépassa celle des centrales thermiques. La construction, à l'époque, de certaines autres centrales hydro-électriques permit de jeter les premières bases d'un système énergétique et électrique unique en Albanie.

Afin de développer l'industrie légère, durant le 2<sup>e</sup> quinquennat furent construits de nouveaux établissements industriels dont les plus importants étaient : la conserverie «Ernst Thelmann» à Vlore, l'usine de fermentation du tabac «Gjergj Dimitrov» à Elbasan, le complexe des produits alimentaires «Ali Kelmendi» à Tirana, l'huilerie de matières végétales à Rrogozhine. Au début de 1957 l'industrie légère engloba aussi la majeure partie de l'activité productive des coopératives d'artisanat, notamment de celles de la confection, du traitement des métaux, de la poterie, de la porcelaine, des meubles et des chaussures.

Ce développement et les mesures adoptées pour accroître les capacités productives et de les mettre en valeur permirent d'augmenter la production de l'industrie légère, qui, en 1960, avait doublé par rapport à 1955. Elle aurait pu obtenir des résultats encore meilleurs si elle avait été approvisionnée par l'agriculture en matières premières dans la mesure prévue par le plan.

Le programme de l'accélération des rythmes de collectivisation de l'agriculture approuvé par le III<sup>e</sup> Congrès du PTA prévoyait que la collectivisation serait achevée dans toutes les zones de plaines et la partie des zones de collines en mesure de profiter de l'aide des stations de machines et tracteurs. La terre collectivisée dans ces zones devait représenter 70% des superficies ensemencées du pays. Ainsi, seraient abolis une fois pour toutes le vieux système d'organisation de l'agriculture et la structure de classe à la campagne qui l'accompagnait. Se fondant sur certaines violations des principes de la persuasion et du libre consentement des paysans, qui avaient été observées dans la pratique de la collectivisation jusqu'alors, le III<sup>e</sup> Congrès du Parti recommanda qu'au cours du travail d'extension de la collectivisation, on s'en tint strictement au principe léniniste de la persuasion et du libre consentement du paysan pour l'amener à s'engager dans la voie de la collectivisation.

Après son III<sup>e</sup> Congrès, une vaste campagne de propagande générale fut lancée et s'intensifia toujours plus pour éclairer les masses paysannes et les persuader de créer de nouvelles coopératives et d'adhérer volontairement à celles-ci ou aux coopératives existantes.

Le travail d'éclaircissement du Parti commença d'abord auprès des membres même du Parti dans les villages et fut mené par des équipes de cadres capables et expérimentés du Parti, qui furent envoyés auprès des organisations de base du Parti des villages où devait être étendue la collectivisation. L'écrasante majorité des organisations de base du Parti ayant vaincu les hésitations des membres vacillants décidèrent à l'unanimité ou à la majorité des voix de constituer des coopératives agricoles.

C'est ainsi que furent formés les combattants de première ligne pour l'établissement de la base économique du socialisme à la campagne et que fut gagnée la première bataille.

Les membres du Parti réussirent à créer presque partout un actif de paysans progressistes qui adoptèrent plus facilement la ligne politique du Parti à la campagne et qui se mirent sous la direction

de l'organisation de base pour étendre leur travail d'explication auprès de leurs camarades. Néanmoins la majorité des paysans ne se montraient pas très pressés de promettre d'adhérer à la coopérative agricole et sous divers prétextes ils cherchaient à gagner du temps, voulant d'abord voir mise sur pied la coopérative dans leur propre village pour pouvoir en constater les résultats.

Dans de pareilles circonstances, les membres du Parti et les paysans les plus conscients, qui, dans la plupart des cas, constituaient la minorité, décidaient de créer une coopérative et demandaient au Comité exécutif du district d'en approuver la mise sur pied. C'est ainsi que le plus grand nombre des coopératives agricoles fut créé avant d'avoir assuré l'adhésion de la majorité des exploitations agricoles. Le regroupement des forces les plus saines de chaque village en une coopérative était une garantie sûre et décisive du succès complet de la collectivisation.

Parallèlement à l'activité menée pour la création et la bonne marche des coopératives agricoles, les membres fondateurs œuvrèrent sans relâche pour grossir leurs rangs de nouveaux membres. Dans ces villages, même après la mise sur pied des coopératives le travail de persuasion auprès des masses ne fut pas interrompu. Les exploitations paysannes restées en dehors de la coopérative, finirent par y adhérer tour à tour ou toutes ensemble. Toutefois, dans les villages où ce travail de persuasion fut mené par à coups et superficiellement on se heurta à des difficultés des plus diverses. Les paysans encore sous l'emprise du sentiment de la propriété privée, des préjugés religieux et des coutumes rétrogrades, n'avaient pas confiance dans le travail collectif et subissaient l'influence des slogans hostiles lancés par les koulaks et les ennemis masqués du socialisme, restaient indécis et isolés dans leurs petites exploitations. D'autre part, les coopérateurs, de leur côté, adoptaient souvent envers eux des attitudes injustifiables les empêchant parfois d'irriguer leurs terres, de faire paître leur bétail ou moudre leur grain.

Certaines présidences de coopératives n'ayant pas une saine conception de la collectivisation n'y admettaient pas des paysans pauvres, car, selon eux, cela diminuait la valeur de la journée-travail. De tels actes semaient la discorde et portaient atteinte à l'unité politique de la paysannerie autour du Parti du Travail d'Albanie.

Mais ces faiblesses et ces défauts furent vite relevées non seulement par les organes du Parti et du pouvoir à la base mais aussi par les organes supérieurs centraux. Ils furent analysés aussi dans des réunions à l'échelle nationale comme au III<sup>e</sup> Congrès des coopératives agricoles en septembre 1956 et à la réunion élargie des cadres agricoles organisée le 21 février 1957. Ces questions furent aussi étudiées en détail au Plénum du Comité central du PTA, qui se réunit en février 1957.

Conformément aux recommandations données par ce Plénum, les organisations de base du Parti reçurent une aide continue et concrète d'instructeurs capables qui furent envoyés travailler à la campagne et de groupes de spécialistes de l'agriculture et des finances. Des équipes de travail des secteurs politique, culturel et de celui de la presse contribuèrent aussi à animer la propagande sur la collectivisation et à perfectionner l'organisation interne des coopératives. L'aide considérable que l'Etat fournit en 1957, à l'agriculture et particulièrement aux coopératives agricoles favorisa beaucoup ce travail. Le crédit agricole alloué aux coopératives passa de 243 à 547 millions de leks et tomba pour les exploitations individuelles, de 95 à 11 millions.

Vers le milieu de 1957 un grand tournant fut enregistré dans la collectivisation de l'agriculture. De 318 qu'il était, avec 15 313 familles et 51 118 ha de terre, en 1955, le nombre des coopératives passa, en 1957, à 1968 avec 74 764 familles et 216 183 ha de terre cultivés. Un an plus tard en 1958 leur nombre s'éleva à 1935. Mais un bon nombre d'entre elles, s'unirent en une seule coopérative, en sorte qu'à la fin du 2<sup>e</sup> quinquennat on comptait en tout 1484 coopératives agricoles englobant 71,3% des exploitations paysannes du pays et couvrant 87,5% des terres en culture de la paysannerie. Ainsi la collectivisation de l'agriculture en Albanie fut achevée dans son ensemble, la base économique du socialisme à la campagne fut édifiée et les conditions requises créées pour que l'agriculture sorte rapidement de son état retardataire et s'engage dans la phase d'une agriculture avancée.

La collectivisation de l'agriculture fut réalisée conformément aux principes léninistes, compte tenu des conditions particulières du développement historique de l'Albanie et surtout des campagnes albanaises. C'est précisément pour ces raisons qu'elle présenta certains traits particuliers. La collectivisation fut appliquée alors que subsistait la petite propriété privée paysanne du sol soumise à une série de

limitations définies par la loi et elle ne se propagea que sous la forme de l'artel agricole étant donné que les autres formes inférieures comme les collectifs agricoles ne connurent aucune extension et ne furent guère durables. Son application fut entamée et approfondie en même temps que l'industrialisation du pays et non pas après son achèvement. Étant donné que les campagnes albanaises après la Réforme agraire ne furent l'objet d'aucune différenciation économique marquée, la collectivisation de l'agriculture ne fut pas accompagnée de très âpres conflits de classe, et de ce fait la limitation économique et l'isolement politique des koulaks demeurèrent les formes principales de la lutte de classe.

En raison des particularités de la Réforme agraire qui interdisait d'aliéner la terre, de la faire cultiver par d'autres, ainsi que de la politique de limitation et d'isolement économiques des koulaks, cette classe, loin de se renforcer économiquement et de grossir ses rangs, s'affaiblit bien que s'y fussent ralliés un petit nombre de paysans qui, recourant à la spéculation et s'écartant de la ligne générale de la construction du socialisme, devinrent des koulaks.

Malgré tout à la fin du 2<sup>e</sup> quinquennat il existait encore en Albanie quelque 1500 exploitations de koulaks mais déjà cette classe, qui avait été le principal soutien social du capitalisme dans les campagnes allait vers sa liquidation complète.

Afin d'assurer un accroissement sensible de la production agricole, il avait été prévu, tout à la fois d'accélérer la collectivisation, et d'accroître les forces productives dans ce secteur. On devait y parvenir avant tout en développant et en renforçant les stations de machines et de tracteurs ainsi que les entreprises agricoles d'Etat. En 1960 les SMT effectuèrent un volume de travail 5 fois supérieur à celui de 1955.

Les entreprises agricoles d'Etat également bien que ne représentant que 12,6% des terres arables de la République livrèrent à l'Etat au cours du 2<sup>e</sup> quinquennat 35,5% du total des céréales stockées par l'Etat, 25,5% du lait et 42,2% des légumes. Les terres nouvelles qui seraient mises en culture constituaient une grande réserve pour le développement de l'agriculture et l'accroissement de la production agricole. Au cours du 2<sup>e</sup> plan quinquennal furent cultivés quelque 43 000 hectares de terres nouvelles et 17 000 hectares furent bonifiés grâce aux ouvrages hydrauliques. Les superficies cultivables de 10,1 % qu'elles étaient en 1938, passèrent à 16,2% ce qui représentait une grande victoire pour un pays montagneux comme l'Albanie.

L'extension de 42 700 ha des superficies irrigables et la bonification de 43 000 ha grâce à des travaux hydrauliques, ont constitué un succès de plus de grande importance pour notre pays.

Bien qu'au début de l'année 1956 l'élevage ait atteint le niveau d'avant la Lutte de libération nationale et l'ait même dépassé au cours de la même année, il fut observé une réduction inquiétante du nombre des troupeaux de moutons.

Ce phénomène avait ses origines principalement dans les transformations qui se produisaient dans les campagnes avec la collectivisation de l'agriculture. La plupart des nouvelles coopératives agricoles qui s'occupaient essentiellement des questions agricoles, n'eurent pas soin de créer les conditions nécessaires pour le développement de l'élevage pour en faire une branche importante de leurs économies. C'est pourquoi la très grande majorité du bétail resta dans les lopins individuels des coopérateurs et dans les exploitations paysannes privées. Par ailleurs les coopérateurs ne pouvaient pas élever plus de bétail que ne le leur permettaient les statuts. En conséquence il vendit ses excédents principalement au marché. C'est ce que fit aussi le paysan non coopérateur avant d'adhérer à la coopérative. Cette diminution du nombre de bétail toucha principalement le menu bétail et surtout les ovins.

Le plénum du CC du PTA réuni en février 1957 décida d'accroître rapidement les troupeaux d'ovins dans le secteur socialiste et avant tout dans les coopératives agricoles, qui devaient créer le plus tôt possible des fermes d'ovins, tandis que l'Etat devait prendre des mesures urgentes en vue d'améliorer les races des ovins du pays. La création de fermes d'ovins dans les coopératives agricoles d'Etat et l'accroissement du nombre du bétail dans les entreprises agricoles d'Etat et surtout dans celles qui s'occupaient de l'élevage entraînaient parallèlement à l'extension rapide de la collectivisation de l'agriculture, le passage du menu bétail des économies paysannes privées au secteur socialiste.



Par la suite, le secteur agricole d'Etat et le secteur coopératif y compris les lopins des coopérateurs accrurent chaque année le nombre des ovins mais ne purent combler toutes les insuffisances.

Ces résultats étaient insuffisants pour résoudre le grand problème de l'approvisionnement des travailleurs en produits animaux particulièrement en lait et en viande. Le rythme aussi bas de l'accroissement de ces produits s'expliquait par le fait que la base de leur production consistait essentiellement dans le menu bétail, les ovins et les caprins, tandis que l'élevage des bovins et des porcins demeurait encore limité. Il fallait remédier à cette situation en s'appuyant principalement sur ses propres forces. Des consultations portant particulièrement sur cette question furent organisées dans des districts. Le XI<sup>e</sup> plénum du CC du PTA, qui analysa les problèmes de l'élevage approuva un plan perspectif de huit ans prévoyant l'accroissement du bétail, et surtout des bovins et des porcins. Chaque coopérative ou entreprise agricole d'Etat devait élever dans une superficie de 100 ha un nombre déterminé de bétail en ayant en vue d'améliorer la race des vaches et des porcs et d'assurer la base alimentaire, principalement à travers la culture des plantes fourragères.

Par la suite certains résultats furent obtenus mais non pas dans la mesure souhaitée par le XI<sup>e</sup> plénum. Les grandes sécheresses des années 1959-1960 empêchèrent l'accroissement souhaité de la production de lait et de viande. A la fin du 2<sup>e</sup> quinquennat les besoins de la population en lait et en viande ne purent être satisfaits, les coopératives agricoles ayant beaucoup plus développé la production végétale que la production animale. La très grande majorité du bétail fut élevée dans les lopins individuels des coopérateurs.

### **3. L'amélioration des conditions matérielles et le développement de la révolution idéologique et culturelle**

Après les bons résultats enregistrés au cours du premier quinquennat le plénum du Comité central du PTA réuni en décembre 1955 décida de supprimer le système de rationnement en articles d'habillement. La mise en œuvre de cette décision commença le 31 janvier 1956. Afin que les prix unifiés de ces articles n'affectent pas les revenus des travailleurs employés par l'Etat, il fut institué un système approprié de prestations compensatoires. Parallèlement fut supprimé le commerce réciproque pour les articles agro-pastoraux le remplaçant par un système de stockage de ces produits à travers un système de contrats passés entre les organismes commerciaux de l'Etat et des coopératives d'une part et les paysans de l'autre.

Ces mesures s'accompagnèrent de deux baisses importantes de prix, la première en avril 1956 correspondant à un montant de 1 milliard 500 millions de leks et la seconde en novembre de la même année représentant 750 millions de leks. A part quelques articles alimentaires ces baisses de prix portaient surtout sur des articles d'habillement et sur des instruments aratoires.

En même temps que ces baisses des prix de certains articles industriels et alimentaires les travailleurs employés par l'Etat et leurs familles étaient exonérés de tout paiement pour le service sanitaire. Les bas salaires et les pensions d'un montant inférieur furent augmentés, ce qui se traduit par 350 millions de leks par an. Le III<sup>e</sup> Congrès du PTA donna la directive de supprimer totalement le système de rationnement et de procéder à de nouvelles baisses de prix. Les résultats satisfaisants obtenus au cours des deux premières années du 2<sup>e</sup> quinquennat créèrent les conditions qui permirent l'exécution de cette directive avant le terme fixé par le Congrès.

La suppression totale du système de rationnement en Albanie fut promulguée le 1<sup>er</sup> novembre 1957 par décision conjointe du Comité central du PTA et du Conseil des ministres de la RPA. Ce système entravait le développement ultérieur de l'économie nationale car en permettant un certain égalitarisme dans la répartition du revenu national il empêchait l'augmentation de la productivité du travail et portait atteinte au principe socialiste de la rémunération selon la quantité et la qualité du travail fourni.

A part l'augmentation des salaires, des pensions et des bourses, il fut procédé, en vue de compenser les différences entre les anciens et les nouveaux prix à une nouvelle baisse de prix d'un montant de 425 millions de leks. L'Etat également éleva ses prix d'achat pour les produits agricoles obligatoires et pour les excédents. La paysannerie en a profité 800 millions de leks.

Cette mesure radicale qui fit passer du système de distribution des produits alimentaires à leur commerce libre fut accompagnée au cours des trois dernières années du quinquennat de trois autres

baisses de prix. En même temps la paysannerie bénéficia d'autres avantages comme ceux qui lui apportèrent l'augmentation du double des prix de ses excédents, la suppression des livraisons obligatoires de haricots, de riz, d'œufs et la suppression de tout impôt sur les revenus des lopins individuels, y compris les livraisons arriérées dues à ce titre par la paysannerie. La population tira dans l'ensemble un gain de plus de 7 milliard 200 millions de leks des six baisses de prix effectués durant cette période.

Grâce à ces mesures importantes tendant à élever le bien-être matériel, les travailleurs furent toujours mieux approvisionnés en articles industriels et alimentaires. L'Etat fit construire quelque 12 000 habitations et la paysannerie bâtit plus de 32 000 nouvelles maisons. En 1960, les sommes déposées dans les caisses d'épargne avaient quintuplé par rapport à 1955. Dès 1959, toujours par rapport à 1955, le salaire réel des travailleurs avait augmenté de 29% en regard des 25% prévus par le Congrès. Quant aux revenus de la paysannerie, en raison des mauvaises années agricoles, ils n'augmentèrent pas des 35% prévus par le Congrès.

Les possibilités économiques nouvellement créées permirent de veiller encore mieux aux intérêts des travailleurs tant dans le domaine des rapports de travail que dans celui de la santé publique.

Le 1<sup>er</sup> mai 1956, entra en vigueur le nouveau Code du travail qui remplaça celui de 1947. Ce code marquait un pas en avant en ce qui concerne la protection du travail et des travailleurs. Il établit sur des bases plus claires la question de la rémunération du travail en préservant le principe «à travail égal salaire égal sans distinction d'âge et de sexe». En même temps furent sanctionnées encore mieux les conditions tendant à soutenir et à encourager les femmes et les jeunes âgés de moins de 18 ans. Il fut interdit de les affecter les unes et les autres à des postes de travail considérés par les dispositions officielles comme pénibles et nuisibles pour leur santé.

Des congés supplémentaires payés furent accordés aux femmes enceintes et aux jeunes de moins de 16 ans, et il fut créé à ces derniers des facilités pour fréquenter les écoles.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1959 fut mise en vigueur la nouvelle loi sur les assurances sociales. Elle en élargissait le champ d'action et prévoyait la mise en place d'un système de pensions des plus avancés au monde.

Outre les ouvriers, les employés et les artisans, la sécurité sociale englobait aussi les élèves des écoles techniques et professionnelles et les étudiants des établissements d'enseignement supérieur avec leurs familles. De cette nouvelle loi profitaient également tous les citoyens de la RP d'Albanie accidentés au travail. Le nouveau système des pensions était fondé sur l'application du principe selon lequel «à bas salaire taux d'augmentation plus élevé». En outre il fut décidé d'octroyer des pensions partielles et une pension de vieillesse à des conditions plus favorables pour les mères de nombreux enfants.

De ce fait, le fonds des assurances sociales en 1960 était supérieur de 289% à celui de 1955.

Pour mieux protéger la santé de la population le nombre des institutions sanitaires augmenta et celui du personnel sanitaire doubla.

Grâce à toutes les mesures prises en vue d'élever le niveau de vie des travailleurs et de protéger la santé de la population, le taux d'accroissement naturel de la population était passé en 1960 à 32,9% au lieu de 29% en 1955. Cette croissance, la plus élevée au monde était le résultat de la forte natalité et de la diminution de moitié de la mortalité par rapport à 1938.

L'alphabétisation des masses était un des facteurs qui rendirent possible l'extension du réseau d'instruction non seulement pour les élèves fréquentant les écoles régulières mais aussi pour les adultes fréquentant les cours du soir. Elle était aussi fonction de la modification du système d'instruction existant qui ne répondait comme il fallait aux besoins toujours accrus de l'économie et de la culture en cadres ni aux exigences croissantes des masses travailleuses en matière d'instruction. Ce système était incapable de répondre aux besoins du pays pendant le futur quinquennat au cours duquel il s'engagerait dans la voie de sa transformation de pays agricole-industriel en pays industriel-agricole. Aussi fut-il jugé opportun de le réorganiser. En juin 1960 le CC du PTA et le conseil des ministres de la RPA soumièrent à un vaste débat populaire les thèses fondamentales sur la nouvelle organisation de l'école.

Ces thèses définissaient les diverses catégories des établissements d'enseignement général et professionnel depuis les écoles primaires jusqu'aux écoles supérieures et aux écoles du soir pour les adultes. Le cycle obligatoire de huit ans qui avait remplacé celui de sept ans était défini comme la première étape de l'école.

A la fin du 2<sup>e</sup> quinquennat 450 nouvelles écoles avaient été construites, le nombre des enseignants avait augmenté de 3600 par rapport à 1955, le nombre des élèves et des étudiants fréquentant les écoles régulières de 52 000 et celui des élèves et des étudiants inscrits aux écoles du soir ou par correspondance s'était accru de 30 000.

La fondation, en septembre 1957, de l'université de Tirana (Aujourd'hui l'université «Enver Hoxha»), résultat de la fusion des instituts supérieurs existants (à l'exception de l'Institut supérieur d'agriculture) avec l'Institut des sciences naturelles constituait un grand succès dans l'instruction publique.

Dans la littérature de ces années-là s'élargit l'éventail des thèmes traités, de nouveaux genres se développèrent et, parallèlement, les nouveaux talents qui s'affirmèrent allèrent sans cesse croissant. En même temps, en musique et dans les arts plastiques furent créés et développés les genres majeurs. C'est pendant cette période que furent tournés les premiers films de long métrage.

Le 1<sup>er</sup> congrès de la Ligue des écrivains et des artistes en 1957 revêtait une grande importance pour le progrès de la littérature et des arts. Les voies à suivre pour perfectionner constamment la littérature et les arts conformément aux exigences de la réalité étaient l'élévation de leur niveau idéologique sur la base du marxisme-léninisme, la connaissance approfondie de la réalité socialiste, le rehaussement des capacités créatrices et la fusion avec les masses.

Par la suite, les thèmes tirés de l'actualité prirent une place toujours plus large dans la production littéraire et artistique. Dans bon nombre de leurs œuvres les écrivains abordèrent parallèlement au thème de la Lutte de libération nationale, celui des transformations socialistes que connaissait le pays et surtout des profonds changements de la vie dans les campagnes. Mais parallèlement à ces thèmes, surtout dans les arts plastiques on se mit à traiter des thèmes historiques en vue d'immortaliser les événements marquants et les figures historiques éminentes du passé du peuple albanais.

Vers la fin des années 50 la méthode du réalisme socialiste avait été assimilée et était entièrement appliquée dans la nouvelle littérature et le nouvel art albanais. Ils avaient pour traits le réalisme, le romantisme révolutionnaire, l'esprit de Parti et le patriotisme socialiste, traits qui en firent des instruments beaucoup plus importants au service de la construction des bases du socialisme. Durant ces années-là les auteurs qui s'étaient déjà affirmés de même que ceux de la jeune génération écrivirent des œuvres qui furent bien accueillies par les travailleurs, comme les romans «l'Affamé» de S. Spassé qui fut primé à l'occasion du 15<sup>e</sup> anniversaire de la libération, «le Marais» de F. Gjata et «Automne d'orage» d'A. Abdihoxha, les poèmes «La Résurrection» de Ll. Siliqi, «Le poème du chemin» de D. Agolli et «Rêve industriel» d'I. Kadaré, le premier opéra albanais «Mrika» de P. Jakova, le premier film artistique «Tana» et beaucoup d'autres œuvres, surtout dans les arts plastiques. En 1960 on parvint à publier un livre par jour soit le double de 5 ans auparavant.

Les troupes des théâtres professionnels et celles de l'opéra, du ballet et de la philharmonie obtinrent d'importants résultats. L'élévation de leur niveau artistique fit que le public albanais apprécia les pièces «Le devoir», «La fleur du souvenir», «Noces en temps de guerre» et les opéras «Mrika» et «Le printemps» qui étaient au nombre des plus belles œuvres albanaïses créées jusqu'alors.

En 1958 fut fondé le nouveau théâtre «Migjeni» à Shkoder et en 1959 le théâtre «Andon Zako Çajupi» à Korçe. Une école supérieure pour la formation d'acteurs, de peintres et des sculpteurs fut aussi mise sur pied. Le nombre des maisons de la culture, des théâtres de variétés, des terrains sportifs et des gymnases doubla surtout dans les petites villes animant la vie culturelle et propageant la culture.

La propagation d'une culture de masse était indispensable surtout dans les campagnes. Le retard y était très marqué et se manifestait partout. En 1958, 45% de la paysannerie était illettrée et tout un monde de mentalités surannées et de coutumes nocives pesaient sur le paysan et empêchaient la rapide introduction du nouveau dans les campagnes. Par suite, le niveau de la production agricole et du mode de vie étaient bas. Le vaste réseau d'institutions religieuses et de prêtres entravait également le progrès.

Des mesures d'une grande importance furent prises tout au long du quinquennat afin de renverser cette situation et d'élever le niveau de vie et culturel dans les campagnes coopérées. Dans les 135 maisons de la culture mises sur pied étaient organisées des projections de films et des spectacles de variétés, des groupes de recherche de technique agricole, de travaux de broderie, de soins hygiéniques ainsi que des groupes d'amateurs de musique, de chants et de danses. Ces maisons de la culture devinrent des foyers de lutte contre les préjugés et les coutumes rétrogrades. L'idéologie scientifique athée progressa à grands pas.

Le travail culturel dans les campagnes fut animé par des milliers de travailleurs de l'art et de la culture, de la santé publique et d'étudiants et de professeurs, qui, répondant à l'appel de la Conférence nationale lancée à l'intelligentsia pour le développement de la culture dans les campagnes, se rendirent dans les villages.

Avec l'achèvement avant terme de la collectivisation de l'agriculture albanaise fixée pour tâche par le III<sup>e</sup> Congrès du PTA, les rapports socialistes furent instaurés dans la plupart de nos villages les plus importants sous l'aspect de l'économie agricole. Ainsi, à part le secteur de l'agriculture d'Etat qui couvrait en 1960 16,2% de la terre cultivée, dans les campagnes albanaises fut instaurée la base économique du socialisme et réalisé «le tournant révolutionnaire le plus radical dans les rapports économiques et sociaux des campagnes». (*Histoire du PTA*, 2<sup>e</sup> éd. fr., p. 335, Tirana, 1982.)

L'établissement de la base économique du socialisme dans les campagnes n'était pas seulement une victoire historique de caractère social et économique mais encore une grande victoire de caractère politique.

C'était une victoire de caractère social, car elle liquida la structure de classes existant jusqu'alors et composée de paysans pauvres, moyens et riches, et entraîna la création d'une classe unique, la paysannerie coopérée. En même temps, l'élan que prit le processus de liquidation des koulaks en tant que classe mit un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme à la campagne. C'était une victoire de caractère économique parce que non seulement la production agricole s'était accrue mais aussi parce qu'elle avait ouvert la voie au développement impétueux des forces productives dans l'agriculture.

C'était une victoire politique en ce qu'elle fit disparaître la contradiction fondamentale entre la base arriérée et la superstructure avancée de l'Etat. Ainsi le pouvoir populaire commença à s'appuyer sur les deux classes amies de la nouvelle société socialiste, la classe ouvrière et la paysannerie coopérée dont l'alliance sous la direction de la première et de son Parti se consolida davantage et devint la principale force sociale dans la construction du socialisme. Sur cette base fut trempée l'unité morale et politique de tous les travailleurs. Devenue la force principale sociale de la construction du socialisme, cette alliance raffermi encore la dictature du prolétariat.

L'établissement de la base économique du socialisme dans les campagnes eut pour effet de transformer les principaux moyens de production et de circulation en une propriété commune de l'ensemble de la société ou de groupe. Ainsi l'économie multiforme fut liquidée et remplacée par un système socialiste unique de l'économie qui englobait l'industrie lourde et légère, l'agriculture et les transports, les banques et le commerce. Ce système assura au pays à la fin du 2<sup>e</sup> quinquennat 99% de la production industrielle globale, 80% de la production agricole, 100% du chiffre d'affaires du commerce de gros et 90% de celui du commerce de détail. Ce système fournit 90% du revenu national. Ces indices très importants montrèrent que la base économique du socialisme à la campagne comme à la ville était désormais construite.

## CHAPITRE VII

### La situation internationale et la politique extérieure de la RP d'Albanie dans les années 1956-1960

#### 1. La R.P. d'Albanie en lutte pour la sauvegarde de la paix et la consolidation de l'unité du camp socialiste. L'extension de ses relations internationales

Après le XX<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, les forces de l'impérialisme passèrent à des actions agressives ouvertes et ce, dans trois directions ; contre le camp socialiste, contre les partis communistes et travailleurs des pays capitalistes, et contre les peuples du Proche et du Moyen Orient.

Le camp socialiste fut attaqué de toutes parts. Les menées subversives à son encontre s'intensifièrent à l'extrême. La propagande bourgeoise menait grand tapage autour de la prétendue « crise du communisme ». En Pologne, la situation devint critique. La réaction intérieure et extérieure organisèrent de concert, la révolte contre-révolutionnaire de Poznan de juin 1956.

Les victoires du peuple hongrois furent, elles aussi sérieusement menacées. En déclenchant la contre-révolution en octobre-novembre 1956 en Hongrie, les impérialistes et les révisionnistes visaient à créer un foyer de guerre à l'intérieur du camp socialiste, afin de le diviser et de l'anéantir. L'insurrection contre-révolutionnaire en Hongrie enflamma l'hystérie anticommuniste partout dans le monde. Le système socialiste fut ainsi confronté à une rude épreuve. Toutes les forces hostiles au socialisme se mirent au service de l'impérialisme.

L'agression anglo-franco-israélienne d'octobre 1956 contre l'Egypte, aggrava encore la situation internationale. Cet acte constituait un nouveau stade de l'attaque générale de l'impérialisme contre les peuples et les forces éprises de liberté.

La RP d'Albanie prit une part active aux événements préoccupants et aux problèmes essentiels de l'époque, adoptant une attitude internationaliste.

Elle se solidarisa entièrement avec le peuple hongrois et se déclara prête à aider par tous les moyens à étouffer la contre-révolution et à panser les plaies qu'elle avait causées au pays. « Dans les circonstances actuelles, — était-il dit dans la déclaration du 3 novembre 1956 du gouvernement albanais, — les victoires socialistes remportées par le peuple hongrois durant ces années doivent être défendues avec fermeté... » (Déclaration du gouvernement de la RPA, du 3.11.1956. Voir *Zëri i popullit* du 4.11.1956.)

Dans cette situation grave, quand les ennemis du socialisme, les impérialistes et les révisionnistes, avaient dirigé leurs attaques contre l'Union Soviétique, contre le camp socialiste, la direction albanaise jugeait que la lutte pour la défense de l'Union soviétique était une lutte pour la défense du marxisme-léninisme, du socialisme et du peuple albanais.

Dans la déclaration du 3 novembre il était également dit que si, dans les relations entre quelques pays socialistes étaient apparus des violations et des erreurs qui portaient atteinte au principe de l'égalité dans les rapports entre les pays socialistes, telles qu'elles étaient définies dans la déclaration du gouvernement soviétique du 30 octobre 1956, ces violations et ces erreurs devaient être réparées « sur des bases marxistes-léninistes afin de consolider et de développer davantage l'amitié, la solidarité et la collaboration entre ces pays socialistes. » (Déclaration du gouvernement de la RPA, du 3.11.1956. Voir *Zëri i popullit* du 4.11.1956.)

Mais l'appréciation de ces relations, différant de celle de la déclaration du gouvernement soviétique du 30 octobre 1956, qui reposait sur les décisions du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, suscita le mécontentement de la direction soviétique, ce qui conduisit celle-ci à user de pressions sur l'Etat albanais et à tenter de s'ingérer dans ses affaires intérieures.

Le Parti du Travail d'Albanie, en tant que détachement du mouvement communiste et ouvrier international jugeait de son devoir d'apporter sa contribution à la lutte pour démasquer le révisionnisme et mettre un frein à sa progression.

A la réunion du plénum du CC du Parti de février 1957, le camarade Enver Hoxha effectuait une analyse approfondie de la situation créée au sein du mouvement communiste international et soulignait de nouveau les tâches qui incombait au Parti dans sa lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme. «L'intensification de la lutte idéologique contre les points de vue révisionnistes et antimarxistes, indiquait-il, l'intensification de la lutte pour la défense du marxisme-léninisme revêtent une importance primordiale». (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 14, p. 291.)

A cette époque, le PTA dirigeait son fer-de-lance contre le révisionnisme yougoslave, qui portait le drapeau de la lutte contre le «stalinisme» afin de répudier le marxisme-léninisme. Cette lutte était en même temps dirigée contre le révisionnisme dans chaque parti et dans chaque pays, contre les thèses révisionnistes du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS.

Le PTA exprima aussi son attitude à la conférence des partis communistes et ouvriers, qui eut lieu à Moscou en novembre 1957. A cette conférence, Khrouchtchev, soutenu par des éléments révisionnistes membres des diverses délégations, s'évertua à faire sanctionner comme ligne générale du mouvement communiste international le cours révisionniste du XX<sup>e</sup> Congrès.

La délégation du PTA conduite par le camarade Enver Hoxha contribua pour une grande part à faire échouer leurs tentatives, à démasquer les points de vue des khrouchtchéviens, en conjuguant ses efforts avec ceux de quelques autres délégations qui défendaient le marxisme-léninisme.

Les khrouchtchéviens qui avaient intérêt à donner l'impression qu'il existait une unité dans les rangs des participants à cette réunion, se virent contraints de reculer. La Déclaration de la Conférence devait reposer sur les principes du marxisme-léninisme. Dans les grandes lignes, cette Déclaration était contraire au cours révisionniste du XX<sup>e</sup> Congrès, ce qui conduisit la délégation du PTA à la signer.

Le tournant contre-révolutionnaire que marquait le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS se refléta, entre autres domaines, dans l'action du Pacte de Varsovie, derrière lequel commençaient à se dessiner les visées secrètes du gouvernement soviétique. De 1955 à juin 1960 des violations furent observées dans l'activité du Pacte de Varsovie. La direction soviétique s'efforça par divers moyens d'imposer son diktat aux pays participants. Elle profitait pour cela du fait que les organes du Pacte et surtout du commandement unifié des forces armées n'avaient à leur tête que des militaires soviétiques.

La direction révisionniste de l'Union soviétique essaya en maintes occasions d'utiliser le Pacte de Varsovie au détriment des forces armées de la République populaire d'Albanie. La réunion du Comité consultatif politique tenue à Moscou au lendemain du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, fut l'une des premières tentatives de N. Khrouchtchev pour frapper l'Albanie socialiste. Sous prétexte que l'Albanie en sa qualité de membre du Pacte de Varsovie avait sa défense garantie, il posa à cette réunion le problème de la réduction de la structure organisationnelle de l'armée albanaise, dans le dessein de faire de cette armée effective une armée symbolique. Au sein du Pacte la représentation albanaise se trouva dans une situation d'isolement. Elle n'était pas informée régulièrement de tous les problèmes et de l'activité du Pacte. Dans la situation de l'époque, le gouvernement albanais, par des formes et des voies diverses, mais sans manifester une opposition ouverte, se prononça contre ces prises de position de la direction soviétique.

Même après que la RPA eut formulé ses réserves et son opposition à la direction soviétique, sur certains problèmes de principes, le gouvernement albanais était pour le développement de relations d'Etat à Etat normales avec les pays socialistes, il souhaitait que les contradictions idéologiques et politiques qui devaient être résolues dans la voie marxiste-léniniste ne devinssent pas un obstacle aux relations gouvernementales albano-soviétiques et à celles entre l'Albanie et les autres pays socialistes.

Mais Khrouchtchev adopta une attitude qui conduisit à l'aggravation de ces relations. Poursuivant une politique chauvine de grand Etat il tenta dès 1955 et par la suite de s'immiscer dans les affaires intérieures du PTA et de l'Etat albanais mais se heurta à une ferme résistance de leur part.

N. Khrouchtchev fit pression sur la direction albanaise pour qu'elle revoie ses prises de positions à l'égard des révisionnistes yougoslaves et les sentences prononcées contre les éléments antiparti et leurs agents comme Koçi Xoxe et compagnie.

Parallèlement aux pressions ouvertes, le groupe Khrouchtchev utilisa tous les moyens pour détourner le PTA de la voie marxiste-léniniste. Afin de créer devant l'opinion publique l'image d'un «ami généreux» qui n'épargnait rien pour faire de l'Albanie un «jardin fleuri» et dans l'espoir que le PTA céderait à son diktat, la direction soviétique renonça à se faire rembourser un crédit de 422 millions d'anciens roubles que l'Union soviétique avait accordé à l'Albanie depuis la libération jusqu'en 1955 et signa au mois de juillet 1959 un accord économique aux termes duquel était prévu l'octroi à la République populaire d'Albanie d'un nouveau crédit de 300 millions d'anciens roubles pour la période 1959-1965.

En mai 1959, à la tête d'une délégation du Parti et du gouvernement soviétique Nikita Khrouchtchev vint en visite officielle en Albanie, avec l'espoir d'en faire un pays économiquement dépendant de l'Union Soviétique. Durant sa visite, Khrouchtchev recommanda que notre pays se spécialise dans la production agricole particulièrement dans la culture des agrumes, favorisée par les conditions naturelles. Les divergences idéologiques qui existaient entre le PTA et la direction soviétique, mais qui n'avaient pas été publiquement déclarées, n'étaient pas encore devenues un sérieux obstacle aux relations entre les deux Etats. Mais il n'était pas difficile de comprendre que ces relations allaient se dégradant et, que, comme le déclara Khrouchtchev après sa visite en Albanie, un «nuage» était apparu dans les rapports entre les deux pays, nuage que lui-même, disait-il avait «souhaité» dissiper à l'occasion de sa visite.

Le gouvernement albanais jugeait nécessaire de coordonner les efforts des pays socialistes et non socialistes des Balkans en vue d'assurer la paix dans cette région.

Mais les initiatives prises dans ce sens ne trouvèrent aucun appui du fait de l'attitude négative des puissances impérialistes et de certains milieux balkaniques qui se faisaient l'écho de leur politique. Sous l'image des «Balkans fleuris» le gouvernement soviétique aussi cachait des visées sombres. Khrouchtchev, dès décembre 1956 et par la suite R. I. Malinovski, ministre soviétique de la Défense, qui accompagnait Khrouchtchev lors de sa visite en Albanie en 1959, voyaient en ce pays une base militaire, une tête de pont d'une «grande importance stratégique» pour devenir «maîtres de toute la Méditerranée» (Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens, (Souvenirs)*, 2<sup>e</sup> éd. fr., p. 412, Tirana, 1984.) et mettre la main sur la Grèce. Mais ils se trompaient dans leurs calculs, croyant, à l'instar des puissances impérialistes, que les Balkans étaient une poudrière. Pactiser avec ces ambitions politiques aurait été d'un grand préjudice pour la liberté et l'indépendance nationale, pour les destinées des peuples des Balkans. Le gouvernement albanais non pas à titre de simples considérations historiques, évoquait dans sa déclaration de juin 1959 leur triste passé, les interventions des puissances impérialistes dans les Balkans et leur politique d'agression. «Les peuples des Balkans, soulignait la déclaration, ont tiré des leçons de l'histoire et ne permettront plus aux puissances impérialistes de faire des Balkans un foyer de guerre atomique. Ils se battront pour qu'il n'y ait sur le sol des Balkans et dans le bassin méditerranéen aucune base de missiles, aucune arme atomique, pour qu'il y règne une paix durable.» (Déclaration du gouvernement de la RPA, du 15.6.1959, Voir *Zëri i popullit* du 16.6.1959.)

Le gouvernement albanais poursuivit les efforts pour entretenir des relations d'Etat à Etat normales avec les pays voisins, pour améliorer et concrétiser davantage ses relations avec la Yougoslavie et l'Italie et établir des relations diplomatiques avec la Grèce. Mais ses nombreuses initiatives dans ce sens n'étaient pas suivies de mesures identiques de la part des gouvernements de ces pays. C'est avec lenteur et difficulté que ceux-ci acceptaient de collaborer avec la République populaire d'Albanie sur certains problèmes d'intérêt réciproque.

Le gouvernement de Belgrade n'était pas pour de justes relations de bon voisinage avec l'Albanie socialiste. C'est par pure démagogie que, après la déclaration soviéto-yougoslave de 1955, il feignit d'être pour l'«amitié», pour l'«amélioration des relations» avec la République populaire d'Albanie. Les faits prouvaient le contraire.

Profitant de la conjoncture internationale favorable créée par le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, les révisionnistes yougoslaves, de pair avec la réaction mondiale, déployèrent une intense activité hostile contre l'Albanie.

Après leur échec à la Conférence de Tirana d'avril 1956, ils continuèrent d'envoyer en Albanie un grand nombre d'espions et d'agents de subversion tout en se livrant à des actes de provocation à la

frontière d'Etat de la RPA. De 1955 jusqu'au milieu de 1958, ils commirent 63 actes de provocation par terre, par mer et par les airs. En 1960, ces actes se chiffèrent à 27. Le gouvernement yougoslave dirigeait ses menées depuis la Kosove dont il entendait faire «une base contre l'Albanie, une base, pour réunir par son biais, l'Albanie et la Yougoslavie.» (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 14, p. 283.) Les réactionnaires et les fascistes albanais continuaient de se rassembler en Kosove, où ils s'entraînaient sous toutes les formes à des actions d'espionnage et de subversion contre l'Albanie. *[A l'époque il y avait en Yougoslavie plus de 3000 personnes qui s'étaient enfuies et parmi elles de nombreux criminels de guerre.]*

D'autre part, le gouvernement de Belgrade poursuivit dans de toujours plus vastes proportions sa politique d'extermination et de génocide à rencontre de la malheureuse population albanaise de Yougoslavie. Dans les années 1956-1960 des dizaines de milliers d'Albanais furent chassés de force et dirigés vers la Turquie. Durant l'hiver 1955-1956 fut menée dans toute la Kosove une sanglante opération militaire. Au nom de la prétendue collecte des armes furent perpétrés des meurtres en masse sans précédents.

Alors que le PTA élevait la voix pour qu'il soit mis fin à ces actes barbares et qu'il s'intéressait pour que soient accordés aux frères albanais de Yougoslavie les droits qui leur étaient toujours niés, le gouvernement de la RFPY accusait le gouvernement albanais de «chauvinisme grand-albanais», d'«irrédentisme». Il allait jusqu'à accuser le PTA et le gouvernement albanais d'être des «ennemis des peuples de Yougoslavie», de «fomenteur de troubles, et de perturber la paix dans les Balkans». En réponse à ces accusations, le camarade Enver Hoxha déclarait en juin 1960 : «Nous disons aux révisionnistes yougoslaves de renoncer à leurs honteuses calomnies contre la politique marxiste-léniniste de notre Parti à l'égard de Kosove. Qu'ils se tiennent tranquilles et ne remuent pas le couteau dans la plaie qu'ils ont dans leur corps s'ils ne veulent pas qu'elle se gangrène.» (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 18, pp. 291-292.)

Les chefs de file de Belgrade ne manquèrent pas de se livrer durant ces années à des marchandages avec la réaction grecque au détriment de l'Albanie. Tito s'entretint à Corfou en 1956 avec l'ex-roi de Grèce, Paul I<sup>er</sup>, sur l'éventualité d'un démembrement de l'Albanie entre la Grèce et la Yougoslavie. Et ce n'était pas une «plaisanterie» comme le disait en 1957, l'ambassadeur yougoslave à Moscou, Mitchounovitch (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 14, p. 365.), pour s'efforcer de la justifier, mais bel et bien d'un chauvinisme depuis longtemps déclaré et bien connu du gouvernement de la RPA.

Dans ces conditions, en dépit de quelques réalisations partielles surtout dans les échanges commerciaux les relations entre les deux pays demeurèrent limitées. La partie yougoslave déclina plusieurs propositions albanaises, ne réalisant qu'incomplètement les accords passés entre les deux gouvernements et violant l'accord de décembre 1956 sur les questions relatives à l'aquiculture dans les zones frontalières.

Dans les années 1956-1960, également, le gouvernement de la RPA convaincu que cette politique répondait aux intérêts réciproques des deux pays demeura fidèle à sa politique de normalisation des relations avec la Grèce et de leur développement dans un esprit de bon voisinage. Il estimait que l'absence de relations normales d'Etat à Etat ne se justifiait plus et qu'il était temps que les milieux gouvernants d'Athènes renoncent à leurs prétentions qui barraient la voie au rapprochement entre les deux peuples et à l'établissement d'une confiance réciproque. Laisser encore traîner ce problème important était du seul intérêt des impérialistes, qui ne voulaient le bien ni du peuple albanais ni du peuple grec mais qui, soucieux de leurs intérêts stratégiques et hégémonistes, cherchaient à maintenir une situation de tension dans les Balkans.

Luttant pour la réalisation de ces objectifs, le gouvernement de la RPA, malgré l'opposition du gouvernement royal de la Grèce, agit de manière active et prit des mesures concrètes et des initiatives unilatérales, dont l'une était la décision de rapatrier un nombre limité de réfugiés démocrates grecs qui se trouvaient en Albanie depuis les années 1947-1949. *[Dans les années 1947-1949, lorsque la guerre civile en Grèce se poursuivait, des soldats de l'Armée démocratique et des citoyens grecs d'âge divers passèrent la frontière pour se réfugier en Albanie. Conformément au droit international, le gouvernement de la RPA les accueillit s'acquittant ainsi d'un devoir humanitaire.]*



Le gouvernement albanais avait proposé à la partie grecque tant par le biais de l'ONU que par voie diplomatique de résoudre de concert ce problème. Mais, malgré les facilités qu'il créa, cela ne devint possible qu'après 1956, lorsqu'on parvint à conclure à ce propos un accord, aux termes duquel le rapatriement des réfugiés commença en août de la même année.

En février 1958 fut signé dans la ville de Corfou le protocole sur les mesures pratiques à adopter pour le déminage du canal de Corfou dont l'accès était impossible à cause des mines qui avaient été posées durant la Seconde Guerre mondiale. Conformément aux stipulations qui y étaient énoncées, les deux parties effectuèrent plus ou moins dans leurs eaux territoriales les travaux nécessaires et le 2 août de la même année ils déclarèrent la libre navigation dans ce canal.

Entre-temps le gouvernement albanais jugeait opportun d'établir avec la Grèce des échanges commerciaux mutuellement avantageux, analogues à ceux que la Grèce pratiquait déjà avec les pays avec lesquels elle n'entretenait pas de relations diplomatiques. Les organismes commerciaux albanais répondirent favorablement au souhait des firmes grecques de commercer avec l'Albanie et des contrats furent signés dans ce sens en 1959 et en 1960. Mais ces premières initiatives dans ce domaine se réduisirent à des contacts limités entre des firmes commerciales mais sans perspectives d'établissement de relations économiques, proprement dites, car les milieux gouvernementaux d'Athènes à l'époque ne s'y montrèrent pas disposés.

Les forces armées grecques continuaient de provoquer des incidents à la frontière et de violer l'intégrité territoriale de la RPA. Dans la seule année 1957 elles commirent 252 actes de provocation. Malgré les fermes mises en garde du gouvernement albanais et sa proposition, en octobre 1959, sur les mesures à prendre pour prévenir d'éventuels incidents frontaliers, vers la fin des années 50 le gouvernement grec, loin de renoncer à son activité hostile à rencontre de l'Albanie, l'intensifia encore.

Les relations avec l'Italie ne répondaient pas comme il se devait aux intérêts des deux peuples voisins. Les prises de position et les actes des milieux dirigeants italiens qui freinaient ces relations méconnaissaient les possibilités existantes en vue d'une collaboration plus fructueuse dans le domaine de l'économie, de la culture et des communications maritimes. Non sans dessein ces milieux s'abstinrent d'appliquer les accords commerciaux et firent beaucoup traîner les pourparlers engagés en décembre 1954. En dépit des concessions que le gouvernement albanais avait faites au gouvernement italien sur les réparations que l'Italie devait au peuple albanais, l'accord sur le règlement de certains problèmes que posait le traité de paix avec l'Italie ne fut signé que deux ans et demi plus tard.

Cet acte fut signé à Rome le 22 juin 1957, dix ans après l'entrée en vigueur du traité de paix avec l'Italie (septembre 1947). Cet accord prévoyait entre autres que le gouvernement de la République italienne verserait à l'Albanie comme indemnité de guerre une somme de 2 600 000 dollars au lieu des 5 millions prévus dans le Traité. L'équivalent de cette somme serait remis sous forme de biens d'équipement et de produits divers dans un délai de deux ans.

L'accord de juin marquait un pas en avant dans les relations albanais-italiennes. Il fut suivi de quelques amendements qui créèrent des conditions plus favorables au développement normal de ces relations surtout dans le domaine commercial. En décembre 1957 le gouvernement italien, en application de cet accord, restitua au gouvernement de la RPA une partie des objets de valeur historique, archéologique et artistique, pillée durant l'occupation fasciste et commença ensuite à verser les indemnités. Dans le domaine commercial, le volume des échanges augmenta, encore que lentement par rapport à 1955. Sur cette base fut établie entre les deux pays une ligne régulière de navigation maritime dotée des bâtiments nécessaires par chacune des deux parties. Le gouvernement albanais, de son côté fit toutes les facilités pour le rapatriement des cendres des militaires italiens morts en Albanie.

Dans les années 50, la RPA élargit ses relations avec d'autres pays. L'Égypte, le Soudan, l'Éthiopie et la Guinée furent parmi les premiers États d'Afrique avec lesquels l'Albanie établit des relations diplomatiques. Elle connut l'indépendance et la souveraineté du Maroc et de la Tunisie et exprima le souhait d'établir des relations diplomatiques avec eux. Les relations de la RP d'Albanie avec les pays arabes s'engagèrent dans une bonne voie. Des contacts furent établis avec la plupart de ces États. En particulier une position commune fut adoptée, sur les problèmes relatifs à la libération des peuples et à la sauvegarde de la paix. Les premiers accords commerciaux et culturels avec la Syrie et l'Irak, qui entretenaient déjà des relations diplomatiques avec l'Albanie, furent conclus en 1956 et en 1959.

Le peuple albanais aux moments les plus critiques pour eux se trouva aux côtés des peuples arabes. Il condamna l'agression anglo-franco-israélienne contre l'Égypte et l'intervention militaire américaine-anglaise au Liban et en Jordanie pendant l'été 1958.

Dans les années 1956-1958, l'Albanie établit des relations diplomatiques avec d'autres pays d'Europe et d'Asie comme l'Autriche, la Finlande, la Turquie et l'Inde.

Les impérialistes américains continuèrent d'observer une attitude hostile vis à vis de l'Albanie socialiste.

Le gouvernement anglais, profitant du fait qu'il était membre de la commission tripartite sur les fonds en or et que l'or albanais (2454 kg) pillé par les nazis allemands en septembre 1943, était déposé dans les banques de Londres, continuait à le garder bloqué.

Le gouvernement albanais s'opposa fermement à cet acte illégitime ainsi qu'à toute discussion autour de ce problème au sein de n'importe quel organe international et à toute prétention du gouvernement italien ou de n'importe qui d'autre sur l'or albanais. Le gouvernement albanais défendant ses droits exigeait que la Commission tripartite, conformément aux décisions prises dès 1948, lui restitue cet or, qui était la propriété indiscutable du peuple albanais.

Mais la Commission, se faisant l'instrument de l'Angleterre, permit que l'or albanais soit gardé bloqué dans les banques anglaises à titre d'«indemnisation» des pertes subies par cette dernière lors du prétendu incident du canal de Corfou.

Malgré les difficultés et les obstacles, auxquels elle se heurtait, la politique extérieure de la République Populaire d'Albanie enregistra durant cette période de nouveaux succès.

En 1960 la République populaire d'Albanie entretenait des relations diplomatiques avec 24 Etats, contre 14 en 1950. Elle participait à 15 organisations et à 42 conventions internationales.

En même temps elle entretenait des rapports économiques avec un encore plus grand nombre de pays. En 1957, elle faisait du commerce avec 21 pays, contre 10 en 1955, et avec plus de 300 firmes des divers continents.

La coopération dans le domaine culturel était aussi un indice important du resserrement des relations avec le monde extérieur. Le nombre des délégations, des représentants de la science, de l'enseignement, de l'art, de la presse, du cinéma, etc., des divers pays du monde en Albanie, et vice versa, alla augmentant.

Les hommes de progrès créèrent dans divers pays des groupes d'amis et des associations d'amitié avec l'Albanie. Ils organisaient des activités variées sur l'Albanie socialiste et raffermirent ainsi l'amitié entre leur peuple et le peuple albanais.

## **2. La lutte du PTA contre les points de vue révisionnistes et l'activité scissionniste de la direction soviétique**

Le 24 juin 1960, à l'initiative du CC du PCUS fut organisée à Bucarest à l'occasion du troisième Congrès du Parti ouvrier Roumain, une Rencontre à laquelle participaient les délégations des partis communistes et ouvriers qui assistaient à ce Congrès.

Aux termes de l'accord passé, cette Rencontre devait avoir le caractère d'une réunion préliminaire des représentants des partis communistes et ouvriers, principalement en vue de procéder à un «échange d'idées» et de décider en commun de la date et du lieu d'une future conférence des partis communistes et ouvriers du monde.

Mais, Khrouchtchev, brusquement et contrairement aux décisions préalablement prises s'efforça de donner à la réunion le visage d'une «conférence internationale du communisme» et de l'utiliser pour attaquer directement, sur tous les fronts, le marxisme-léninisme et le Parti communiste chinois. La délégation du PTA, présidée par le secrétaire du CC, Hysni Kapo, se vit confrontée à un complot ourdi par N. Khrouchtchev et qui avait pour cibles le camp socialiste et le mouvement communiste international.

Bien qu'il participât à la Rencontre de Bucarest, le PTA la considéra comme prématurée, irrégulière, en ce que la tenue de cette Rencontre violait les normes organisationnelles léninistes connues, qui régissaient les relations entre les partis communistes et ouvriers. La délégation albanaise ne se prononça pas sur les désaccords qui étaient apparus entre le PCUS et le PC de Chine. Elle réserva pour le PTA le droit d'exprimer, après avoir étudié attentivement et sans parti pris les matériaux des deux parties, son opinion sur cette question à une conférence élargie des partis communistes et ouvriers, comme celle qui avait eu lieu à Moscou en 1957, si les deux partis ne parvenaient pas à s'entendre.

N. Khrouchtchev, trouva l'attitude de principe du PTA dans cette réunion «surprenante», il la qualifia d'acte de «rébellion» et eut des termes durs à son adresse. Quelques dirigeants révisionnistes des autres partis qualifièrent l'attitude du Parti du Travail d'Albanie de «neutraliste» et l'accusèrent de s'être «écarté de la juste ligne marxiste-léniniste».

La Rencontre de Bucarest marqua le début des divergences ouvertes entre le PTA et la direction soviétique. Cette dernière, juste après la réunion et dans un esprit vindicatif, entreprit des actions hostiles à l'Albanie et qui devaient avoir de graves conséquences pour les relations entre les deux partis et les deux pays. Dès lors les désaccords idéologiques et politiques avaient touché aussi les relations d'Etat à Etat. Le gouvernement soviétique modifia radicalement son attitude en poursuivant la voie des pressions multiformes contre la RPA dans l'espoir de le faire fléchir. Il multiplia les interventions et les pressions économiques, les actes de subversion, les chantages militaires, les provocations à la base navale de Vlora, les complots politiques, militaires, etc.

Ces menées hostiles eurent pour résultat de faire capituler Liri Belishova, ancien membre du Bureau politique du C.C. du PTA et Koço Tashko, président de la Commission de vérification du PTA, qui s'opposèrent ouvertement à la ligne du Parti.

L'ambassade soviétique à Tirana et les spécialistes soviétiques qui travaillaient en Albanie, exerçaient une intense activité de diversion pour répandre le doute sur la ligne du Parti et susciter une confusion idéologique. Mais cette activité se solda par un échec car aucune faille ne se fit jour au sein du Parti.

Soucieux de ne pas nuire aux relations d'Etat entre les deux pays, le C.C. du Parti envoya en 6 août 1960 une lettre au C.C. du PCUS où il lui demandait de «prendre les mesures requises afin que de telles pratiques dans l'activité des fonctionnaires de l'ambassade soviétique à Tirana» (*Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 3, p. 347, Tirana 1970.) ne se renouvellent plus. Les différences «de position entre le Parti communiste de l'Union soviétique et le Parti du Travail d'Albanie à la Rencontre de Bucarest, était-il dit dans cette lettre, ne doivent pas servir de prétexte à l'ingérence de quiconque dans les affaires intérieures de chacun, car cela ne contribuerait pas à notre cause et nuirait aux intérêts communs de nos deux partis». (*Ibid.*)

Au contraire, à partir de juin 1960, le gouvernement soviétique tendit systématiquement à couper, «sans le déclarer», toute aide économique à l'Albanie. Il ralentit et, dans certains cas, interrompit totalement l'envoi de marchandises et de biens d'équipement en Albanie, refusa de livrer une quantité de céréales nécessaires pour répondre aux besoins pressants de notre peuple menacé par la famine à cause de la sécheresse exceptionnelle de 1960. C'est seulement 45 jours plus tard et à la suite de demandes réitérées que le gouvernement soviétique consentit à envoyer 10.000 tonnes de céréales correspondant à la consommation de 15 jours au lieu des 50 000 tonnes demandées, quantité qui ne serait effectivement livrée que plus tard, en septembre-octobre, tandis que le règlement n'en serait pas fait par clearing mais en devises.

Parallèlement à cette pression économique et en flagrante opposition avec les accords bilatéraux existants, et sans prévenir, le gouvernement soviétique cessa toutes les fournitures militaires, en vivres et en vêtements, en équipements techniques, armement et autres moyens à l'Armée populaire Albanaise, aide dont l'octroi avait été jugé indispensable même par le Commandement unifié du Pacte de Varsovie.

Les pays de l'Europe de l'Est détériorèrent eux aussi leurs relations avec la RPA et, de concert avec l'Union soviétique, organisèrent un blocus contre l'Albanie, lui créant une situation difficile.

Ces agissements, qui allaient s'intensifiant, s'amplifièrent après la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers tenue à Moscou en novembre-décembre 1960.

Le PTA y participait. Sa délégation était présidée par le camarade Enver Hoxha. La situation du mouvement communiste international et les points de vue opposés qui s'étaient manifestés à la commission préparatoire appelée à élaborer un projet de déclaration en octobre 1960 avaient fait comprendre que la conférence de Moscou deviendrait l'arène d'une âpre lutte entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes khrouchtchéviens.

La délégation du PTA prit une part active aux travaux de cette conférence. Le camarade Enver Hoxha prononça, le 16 novembre un discours important où il exposa les points de vue du PTA sur les problèmes soumis à la discussion, notamment celui de la définition de la nature de l'impérialisme, le problème de la coexistence pacifique, des voies de passage au socialisme, du danger que le révisionnisme moderne représente pour le mouvement communiste international, de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste.

Sur tous ces problèmes l'attitude du PTA était entièrement fondée sur les principes du marxisme-léninisme et s'opposait aux points de vue des révisionnistes modernes.

Enver Hoxha mit en évidence que l'impérialisme n'a pas changé de nature, qu'il est toujours agressif, que le devoir des peuples est de le combattre pour déjouer ses plans, que la politique de la co-existence pacifique entre pays à systèmes différents ne constitue qu'un des aspects de la politique extérieure des pays socialistes et que les deux autres aspects, les plus importants, sont la coopération fraternelle et l'assistance réciproque entre les pays socialistes ainsi que l'aide et le soutien sans réserve à la lutte révolutionnaire de libération des peuples opprimés contre l'impérialisme et la réaction, que la coexistence pacifique ne signifie pas l'abandon de la lutte de classes, que le passage du capitalisme au socialisme ne peut se réaliser sans que la classe ouvrière soulève les masses pour abattre le pouvoir politique répressif de la bourgeoisie et instaurer un pouvoir nouveau, populaire, que la préparation à la prise du pouvoir par la violence augmente les chances de succès du passage pacifique au socialisme, que le révisionnisme moderne demeure le danger principal dans le mouvement communiste et qu'il faut le combattre à outrance, que l'unité du mouvement communiste international et du camp socialiste peut être sauvegardée si l'on met le doigt sur les erreurs et les éléments négatifs qui se manifestent, en les condamnant sévèrement et en y remédiant sur des bases marxistes-léninistes.

La délégation du PTA ne se contenta pas d'évoquer les problèmes concernant la situation internationale de l'époque et la stratégie et la tactique du mouvement communiste international, il fit aussi connaître à la conférence la féroce attaque déclenchée par le groupe Khrouchtchev contre le Parti et le gouvernement albanais pour leur imposer son cours antimarxiste. De même que jadis les puissances impérialistes, N. Khrouchtchev traitait l'Albanie comme un objet de marchandage, qui pouvait être perdu ou gagné par un Etat ou un autre, en occurrence par l'Union soviétique et la Chine.

«Que sont ces accusations monstrueuses, dit le camarade Enver Hoxha en s'adressant à N. Khrouchtchev, ces comportements de «marchand» à l'égard de notre Parti, de notre peuple et d'un pays socialiste, que l'on perdrait ou gagnerait comme au jeu ?... Il fut un temps où l'Albanie était traitée comme une marchandise négociable, c'était lorsque certains croyaient qu'il dépendait d'eux que l'Albanie existe ou non, mais ce temps-là est révolu depuis que les idées du marxisme-léninisme ont triomphé dans notre pays.» (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb. t. 19, pp. 424-425.)

La délégation du PTA à la Conférence de Moscou apporta une précieuse contribution à la dénonciation du révisionnisme khrouchtchévien. Son attitude de principes eut une importance particulière non seulement pour les communistes et le peuple albanais, mais aussi pour le mouvement communiste international dans son ensemble. Le discours courageux du camarade Enver Hoxha et toute l'action de la délégation du PTA à la Deuxième Conférence de Moscou rehaussèrent encore le prestige du PTA, qui se gagna ainsi le respect, la confiance et le soutien des forces marxistes-léninistes dans le monde.

## ***SECONDE PARTIE***

### ***L'EDIFICATION INTEGRALE DE LA SOCIETE SOCIALISTE***

#### **CHAPITRE VIII**

##### **Les débuts de l'édification intégrale de la société socialiste**

###### **1. Le passage à une nouvelle étape**

Après la construction de la base économique du socialisme, la RP d'Albanie s'engagea dans une nouvelle étape de son développement, l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste. Les tâches fondamentales de cette étape furent définies par le IV<sup>e</sup> Congrès du PTA, qui tint ses assises à Tirana du 13 au 20 février 1961. Le Congrès discuta des rapports des organes dirigeants du Parti et approuva la résolution sur l'activité du CC du PTA et les directives du troisième plan quinquennal de développement économique et culturel de la RPA.

Le IV<sup>e</sup> Congrès tint ses assises alors que s'aggravait la lutte idéologique au sein du mouvement communiste international sur les problèmes importants de l'évolution mondiale, qui avaient été débattus à la Conférence de 81 partis communistes et ouvriers réunie à Moscou en novembre-décembre 1960. Le Congrès approuva totalement l'activité de la délégation du PTA à cette réunion.

Les délégations de 24 partis communistes et ouvriers participaient aussi à ses travaux. De nombreux autres partis y envoyèrent des messages de salutations. Les représentants du PCUS et de certains autres partis étaient venus à ce Congrès avec pour mission de faire pression sur les délégués au Congrès et de les amener à se dresser contre la ligne marxiste-léniniste du PTA et sa direction.

C'est dans ce dessein que le représentant soviétique et certains autres délégués étrangers qui le soutinrent dans leurs discours, avancèrent des thèses contraires à celles contenues dans le rapport politique du CC du PTA présenté par Enver Hoxha. Ils tentèrent même d'obliger les représentants des autres partis communistes et ouvriers à modifier le contenu de leurs discours et à refuser leur soutien à la ligne du PTA.

Les délégués au Congrès ripostèrent à ces interventions hostiles en exprimant leur détermination de poursuivre avec plus de force la lutte pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme, de mettre en œuvre la ligne politique révolutionnaire du PTA et les décisions du IV<sup>e</sup> Congrès. Les représentants des partis marxistes-léninistes, dans leurs discours devant le Congrès, apprécièrent hautement l'attitude révolutionnaire du PTA et soutinrent totalement sa ligne politique.

Le Congrès, ayant approuvé à l'unanimité les rapports, la résolution et les décisions relatives au troisième plan quinquennal, élit à l'unanimité également les hautes instances dirigeantes du Parti. Le camarade Enver Hoxha fut réélu Premier secrétaire du CC du PTA.

Avec le troisième plan quinquennal (1961-1965) commence l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste en Albanie. Le Congrès traça comme grandes orientations de cette étape d'achever la construction de la base matérielle et technique du socialisme, de développer et de perfectionner les rapports économiques et sociaux et d'intensifier la révolution idéologique et culturelle.

La construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme exigeait une industrialisation plus poussée du pays, le développement et l'intensification de l'agriculture, l'approfondissement de la révolution technique et scientifique. Ces objectifs devaient être réalisés durant les quinquennaux à venir au cours desquels l'Albanie se transformerait de pays agricole-industriel en pays industriel-agricole.

Le Congrès donna comme directive de développer la production industrielle et d'en parfaire la structure, de créer une industrie diversifiée, fondée essentiellement sur la grande production de machines et une technique avancée, et alimentée par les matières premières du pays. On parviendrait à réaliser une agriculture intensive dans les zones de plaines comme dans celles de collines et de montagnes en augmentant le nombre de moyens mécanisés et les rendements, et en améliorant la structure de la production agricole.

L'édification intégrale de la société socialiste rendait aussi nécessaire le perfectionnement des rapports de production, qui devait embrasser tous les domaines : les rapports de propriété, d'échange et de gestion.

A cette nouvelle étape, l'intensification de la révolution dans le domaine de l'idéologie et de la culture, l'éducation communiste des travailleurs, revêtaient une grande importance.

Le Congrès souligna que la lutte des classes ne s'était pas éteinte avec la suppression des classes exploiteuses dans le pays. Elle devait se développer aussi avec rigueur durant toute l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste, surtout sur le front idéologique, entre l'idéologie socialiste et l'idéologie bourgeoise et révisionniste, lutte dont dépendrait le sort de l'édification du socialisme. La lutte des classes dans le pays était étroitement liée à la lutte des classes dans l'arène internationale. Les ennemis intérieurs et extérieurs ne renonçaient pas à leurs visés et à leurs tentatives pour renverser le système socialiste et restaurer le capitalisme en Albanie. Dans ces circonstances, la consolidation plus poussée de l'Etat socialiste était la condition sine qua non de la sauvegarde de la société socialiste et de la défense du système socialiste en Albanie.

Les directives du 3<sup>e</sup> plan quinquennal fixaient comme tâche principale de faire avancer plus rapidement notre pays dans la voie de sa transformation de pays agricole-industriel en pays industriel-agricole où la priorité serait donnée au développement de l'industrie lourde. D'autres branches de l'industrie, comme l'industrie du traitement du minerai de cuivre, du ferronickel, du chrome, la sidérurgie, l'industrie de la production des engrais azotés et phosphatés, devaient être mises sur pied.

Les directives prévoyaient une augmentation du volume global de la production industrielle de 52%, à un taux annuel de croissance de 8,7%.

En ce qui concerne la production agricole, il était nécessaire d'éliminer la disproportion entre son développement et celui de la production industrielle. C'est pourquoi, à la différence des quinquennaux précédents, ces directives prévoyaient que les taux de croissance dans l'agriculture seraient plus élevés que dans l'industrie. A la fin du quinquennat, la production agricole globale devait avoir augmenté de 72% à un rythme annuel de 15,5%. La tâche principale de l'agriculture demeurerait l'augmentation de la production céréalière pour que le pays se suffise en pain.

Afin d'assurer la réalisation des tâches du 3<sup>e</sup> quinquennat, les directives précisaient que les investissements fondamentaux augmenteraient de 51% par rapport au 2<sup>e</sup> quinquennat, équivalant ainsi le total des investissements fondamentaux du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> quinquennat pris ensemble.

La croissance de la production industrielle et agricole devait promouvoir l'élévation du bien-être matériel et du niveau culturel des masses travailleuses. Le revenu national augmenterait de 56%. Le salaire moyen des travailleurs et des fonctionnaires augmenterait de 30% et les revenus de la paysannerie de 35%.

L'édification intégrale de la société socialiste exigeait des liens plus étroits entre l'école et la science d'une part, et la pratique de l'édification socialiste et l'éducation communiste des travailleurs, de l'autre. A cette fin les directives prévoyaient un tournant dans l'organisation de l'enseignement et du travail scientifique sur la base du principe fondamental de l'union de l'étude avec le travail à la production et une liaison plus étroite de la théorie avec la pratique et de l'école avec la vie.

L'accomplissement des importants objectifs du 3<sup>e</sup> quinquennat devait se fonder essentiellement sur les ressources et les forces intérieures. Les crédits qui seraient accordés à la RP d'Albanie par l'Union soviétique, la République populaire de Chine et les autres pays de démocratie populaire, suivant les accords passés avec eux, ne devaient servir que de facteurs auxiliaires.

## **2. Le 3<sup>e</sup> plan quinquennal et sa réalisation principalement par les moyens du pays**

Juste après le IV<sup>e</sup> Congrès du PTA, la direction soviétique voyant clairement que les tentatives pour imposer sa volonté à l'Albanie échouèrent, coupa tous les crédits qu'elle devait accorder aux termes des accords passés entre les deux pays. Ces crédits, ainsi que ceux que les pays de démocratie populaire d'Europe devaient accorder à la RPA représentaient une bonne partie des fonds nécessaires à la construction de plusieurs unités industrielles figurant dans le 3<sup>e</sup> plan quinquennal.

Après la Libération, l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire d'Europe eurent une part prépondérante dans le commerce extérieur de l'Albanie. L'Union soviétique à elle seule achetait 45% des produits d'exportation albanais et vendait 55% des machines-outils des biens d'équipement et d'autres articles industriels nécessaires au développement de l'économie nationale.

Par ailleurs, le départ de tous les spécialistes étrangers qui laissèrent en plan tous les travaux commencés, nuisit considérablement à plusieurs branches de l'économie, surtout aux secteurs de la géologie, des mines et de la construction. Dans le seul secteur de l'industrie, les spécialistes étrangers interrompirent la construction de 40 unités importantes du 2<sup>e</sup> plan quinquennal. Les difficultés se multiplièrent encore du fait de la cessation des aides militaires.

Tous ces facteurs nuisirent gravement dans les premières années du quinquennat à la réalisation du 3<sup>e</sup> plan dans maints secteurs, ils l'entravèrent sérieusement et freinèrent dans une certaine mesure le développement de l'économie albanaise.

Lorsque la direction soviétique, ne faisant aucun cas des demandes du PTA de normaliser les relations, poursuivit son activité anti-albanaise, allant jusqu'à attaquer publiquement le PTA et à rompre les relations diplomatiques avec l'Albanie, le CC du PTA dans sa déclaration du 20 octobre 1961 et le camarade Enver Hoxha dans son discours du 7 novembre de la même année prononcé à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du PTA, firent ouvertement état de la situation compliquée qui avait été créée dans les relations albanos-soviétiques, des vraies causes de la dégradation de ces relations et des grandes difficultés engendrées par les agissements des khrouchtchéviens.

Obligés par les nouvelles circonstances créées, le CC du PTA et le Conseil des ministres apportèrent aussi quelques modifications aux objectifs du 3<sup>e</sup> plan. Plusieurs établissements industriels furent rayés du plan des constructions et certains virent leur entrée en service reportée. La norme d'accumulation du revenu national et les réserves matérielles nécessaires pour assurer le développement ininterrompu de l'économie et renforcer la capacité de défense du pays furent augmentées au-delà des limites fixées dans le plan. De nombreux articles d'importation furent remplacés par des produits albanais.

Dans ces circonstances, le peuple albanais mobilisa toutes ses forces et travailla avec le même esprit d'abnégation que pendant la Lutte de libération nationale.

Les vastes consultations populaires organisées sur les principales questions du 3<sup>e</sup> plan quinquennal furent au nombre des importantes mesures prises par le gouvernement albanais pour l'accomplissement des tâches du 3<sup>e</sup> plan quinquennal par les propres forces du pays. Le PTA avait toujours attaché une importance particulière à ces consultations. Mais dans les nouvelles circonstances, où le principe de l'appui sur ses propres forces prenait une signification politique et économique plus profonde, la consultation populaire revêtait une importance vitale et devenait une condition indispensable, pour surmonter les difficultés créées.

Au cours du second trimestre 1961 fut organisée dans tout le pays une large consultation populaire sur le renforcement continu du régime d'économies.

Grâce aux initiatives prises pour la réduction des coûts, des investissements inutiles ou prématurés et aux autres mesures adoptées à cet effet, il fut possible d'économiser pendant l'année 1961, 1.900 millions de leks, une somme équivalant à plus de 6% du budget national.

En janvier et février 1962, fut organisée la consultation populaire à propos de la production dans le pays de machines et de biens d'équipement, de pièces de rechange et d'autres matériels jusque là importés, en mettant à profit les ressources intérieures et en stimulant l'initiative créatrice des masses travailleuses.

Ainsi, grâce aux initiatives des masses travailleuses et en s'appuyant sur ses propres forces on parvint à construire et à mettre en service l'usine de métallurgie du cuivre de Gjogjan à Kukës, qui doubla les capacités de fonte de cuivre dans le pays. Les ouvriers et les spécialistes de l'industrie pétrolière achevèrent la restructuration de l'usine mécanique de Qyteti Stalin, qui vit ainsi tripler sa capacité productive et devint la principale base mécanique de l'industrie. Toujours avec les ressources et les moyens du pays furent construites entre autres une usine de cokéfaction du bitume du pétrole, de nouvelles mines et une cimenterie à Tirana. Pendant cette même période, fut entreprise la production

sur place des premières machines de marque albanaise (moteurs diesel de 15 cv, sondes à forages géologiques, moissonneuses-batteuses, moteurs électriques, petites hydroturbines, pompes centrifuges, etc.) Il fut procédé aussi à la réorganisation, à la consolidation et à la concentration de l'industrie mécanique. On commença la construction d'une usine de pièces de rechange pour tracteurs, qui fut mise en service au cours de la première année du quatrième plan quinquennal. A la fin de 1964 on dénombrait dans tout le pays 170 usines et ateliers mécaniques dont 25 étaient des établissements d'importance nationale. En 1965 l'industrie mécanique satisfaisait environ 54% des besoins en pièces de rechange de l'économie nationale.

Le développement accéléré de l'industrialisation socialiste entraîna une augmentation du nombre des travailleurs employés par l'Etat. Une hausse considérable de leur nombre fut particulièrement enregistrée dans les villes principales comme Tirana, Durrës, Vlore, Elbasan, etc. Mais les besoins engendrés par le développement impétueux du pays, entraînèrent un déplacement excessif de la population rurale vers les villes. De 1945 à 1960 la population urbaine avait augmenté de plus de deux fois. Plus de la moitié de cette population venait des campagnes, ce qui avait conduit à une modification de la structure sociale de la population et créé un surplus de main-d'œuvre dans les villes.

L'afflux incontrôlé de main d'œuvre des campagnes entrava le développement de l'agriculture en un temps où celle-ci n'était pas en mesure de subvenir aux besoins de l'économie nationale en produits végétaux et animaux. En outre dans les villes, d'autres forces de travail, surtout des femmes, étaient inemployées. En 1960 les femmes ne représentaient que le quart des travailleurs employés par l'Etat. D'autre part, le taux de croissance naturelle de la population en Albanie s'élevait d'année en année. Toutes ces forces constituaient une réserve considérable dont il fallait tenir compte dans le déplacement de la population des campagnes vers la ville.

Ces problèmes importants furent débattus au cours de la consultation populaire sur l'amélioration de l'organisation socialiste du travail, qui eut lieu d'avril à fin septembre 1964. Cette consultation aida grandement à améliorer l'organisation socialiste du travail. Des succès furent particulièrement obtenus dans la limitation des déplacements inutiles de main-d'œuvre des campagnes vers les villes. Il s'ensuivit qu'à partir des premières années du 3<sup>e</sup> quinquennat les facteurs de croissance de la population des villes se modifièrent. Si dans les années 1945-1960 cette croissance avait eu essentiellement un caractère mécanique (déplacement de la population rurale) après 1960, la croissance de la population urbaine fut due principalement à la croissance naturelle de l'ensemble de la population. Ainsi fut évitée la diminution de la population des campagnes et le rythme de la participation des femmes au travail productif fut accéléré. Durant le troisième quinquennat, le nombre des femmes travaillant pour le compte de l'Etat augmenta de 60%, et celui des hommes de 32%.

En parant à la diminution de la population rurale on favorisait l'agriculture mais on ne pouvait supprimer les disproportions qui subsistaient entre le développement de celle-ci et l'essor de l'industrie. En 1960 la production industrielle globale avait augmenté de 25 fois par rapport à 1938, la population de 56%, la production agricole n'avait augmenté que de 72.

Afin de subvenir aux besoins du pays en produits végétaux et animaux, l'Etat était obligé d'importer des quantités importantes de céréales panifiables, du riz, des graisses, du sucre. Mais l'importation n'était pas la vraie solution de ce problème. Dans ces circonstances l'augmentation à des rythmes accélérés de la production agricole et animale, surtout des céréales panifiables, constituait une des tâches économiques essentielles pour tout le pays.

Au cours des deux quinquennats précédents le développement de l'agriculture s'était surtout fait par la voie extensive. Mais la population et ses besoins en produits végétaux et animaux augmentaient plus vite que la superficie des terres mises en culture. Il était donc indispensable, parallèlement au défrichement des terres, de concentrer toutes les forces et les moyens disponibles pour intensifier l'agriculture et augmenter la production agricole grâce à des rendements toujours plus élevés.

Les conditions pour le passage à une agriculture intensive étaient désormais pleinement réunies. La mise sur pied des grandes exploitations socialistes (coopératives agricoles et entreprises agricoles d'Etat), la mécanisation des travaux, la bonification des terres et l'augmentation du nombre des cadres spécialisés en agriculture constituaient la base nécessaire à cette intensification.



Pendant le deuxième semestre 1961 une consultation populaire eut lieu sur l'intensification de l'agriculture. L'attention fut centrée sur l'application d'une technique agricole moderne ainsi que sur la mobilisation de toutes les réserves intérieures en vue d'assurer l'augmentation continue de la production. Des milliers d'hectares de terre arable furent bonifiés. La paysannerie construisit par ses propres moyens des centaines d'ouvrages d'irrigation, relativement simples, en plantant aussi le plus possible d'arbres fruitiers, de vignes, d'agrumes, d'oliviers, de légumes etc.

En même temps, l'Etat multiplia ses aides à la campagne en étendant et en renforçant encore la base de la mécanique agricole.

Une des plus importantes voies de la consolidation économique et organisationnelle des coopératives agricoles fut celle de l'agrandissement des coopératives à travers leur union.

Ce processus, qui avait commencé en 1959, avait embrassé tout le pays au long des années du troisième quinquennat. Ce processus d'union concerna surtout les zones de plaines et de collines. Les coopératives agrandies comprenaient 2 ou 3 et parfois 6 ou 7 petites coopératives. Dans la plupart des districts de plaines les petites coopératives furent réorganisées en de grandes coopératives, ce qui conduisit à la diminution de leur nombre. Si, en 1960, on comptait en Albanie 1484 coopératives agricoles, en 1965 leur nombre était descendu à 868, dont 560 étaient des coopératives agrandies.

L'union des coopératives, la mise sur pied d'une agriculture diversifiée et la réalisation des exigences de la technique agricole avancée dans toutes les cultures, créèrent les conditions objectives pour une participation accrue au travail. A partir de 1964 la rémunération en nature fut remplacée par la rémunération en argent. La décision de l'Etat d'accorder aux coopératives agricoles des crédits à court terme pour les journées de travail effectivement accomplies joua un rôle important dans l'accroissement de la participation au travail. Ce crédit permit aux coopératives de verser à leurs membres une avance mensuelle. Les rapports économiques entre l'Etat et les coopératives agricoles se perfectionnèrent et se développèrent. L'impôt que devaient verser les coopératives était fixé sur des bases plus justes. Les salaires des ouvriers des Stations de machines et de tracteurs furent diminués et la rémunération en nature pour les labours profonds fut supprimée.

Bien que durant le second quinquennat la collectivisation de l'agriculture eût été achevée dans ses grandes lignes elle n'avait pas été réalisée dans tout le pays. C'est pourquoi, parallèlement au travail pour la consolidation économique et organisationnelle des coopératives agricoles, on s'attacha, dans les villages de montagnes, non encore collectivisés, à mettre sur pied de nouvelles coopératives et à y intégrer toutes les exploitations agricoles.

Les profondes transformations économiques et sociales avaient entraîné un changement dans le mode de vie de la paysannerie. Mais ces changements n'étaient que les premiers pas vers l'édification socialiste des campagnes. Il existait toujours entre la ville et la campagne des disparités essentielles dont la suppression demanderait du temps, mais la construction intégrale de la société socialiste exigeait que ces disparités soient réduites toujours davantage.

En juin 1963, le III<sup>e</sup> Plénum du CC du PTA définissait les grandes orientations à suivre pour assurer l'élévation rapide du niveau de vie matériel et culturel de la campagne.

En premier lieu, il s'agissait de parfaire les rapports de distribution et de redistribution de la production agricole et des revenus des régions rurales, afin d'en assurer une meilleure gestion.

On attacha une attention particulière à l'amélioration de l'alimentation de la paysannerie, à changer son mode d'habillement et à répandre l'usage des articles ménagers afin de lui faire respecter les règles d'hygiène et d'élever la qualité de sa vie. Les rythmes de construction de logements et de bâtiments à destination économique, sociale et culturelle furent accélérés et la qualité du travail améliorée. Les organes de l'Etat préparèrent les plans d'aménagement des villages et des projets-type pour la construction de nouvelles maisons. Durant le troisième quinquennat la paysannerie bâtit par ses propres moyens 27.000 nouvelles maisons. On construisit des boulangeries, des cantines, des bains publics, des blanchisseries, des crèches et des jardins d'enfants, des infirmeries, des magasins et des locaux affectés aux divers services et à l'artisanat.

D'importants travaux furent effectués en vue de l'électrification des villages, de l'adduction d'eau potable, de l'extension du réseau de communication et de liaisons entre la ville et la campagne, et entre les villages eux-mêmes. Des services d'artisanat et un réseau de commerce furent mis en place jusque dans les villages les plus reculés. La culture médicale et le réseau des institutions médicales s'étendirent davantage.

Dans le domaine de l'enseignement, le réseau des écoles de huit ans fut élargi, des efforts furent déployés pour y amener toute la jeunesse paysanne.

Pour affranchir la paysannerie des préjugés et des survivances du passé et lui inculquer la morale et la conception du monde communistes, on s'attacha surtout à combattre les coutumes rétrogrades qui rabaissaient la femme et entravaient sa participation active à la vie politique, économique et sociale ainsi qu'à la propagande athéo-scientifique.

La population des villes apporta une précieuse contribution à l'élévation du bien-être à la campagne. A travers les formes du patronage et des brigades culturelles, et en y envoyant des techniciens et des spécialistes, la classe ouvrière apprenait à la paysannerie à s'organiser une vie plus cultivée et à mieux administrer ses revenus.

La mise sur pied de la base économique du socialisme dans les villes et les campagnes, la liquidation des classes exploiteuses et la consolidation de la conscience socialiste des masses travailleuses, eurent pour effet de renforcer la base sociale du pouvoir populaire ainsi que l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie.

Dans ces circonstances, le renforcement et la démocratisation du pouvoir populaire, ainsi que l'amélioration de la méthode de gestion de l'économie et de la culture par les organes de l'Etat revêtaient une importance particulière.

Tous les efforts furent centrés sur la consolidation et le perfectionnement de l'appareil d'Etat, sur la vaste participation des masses travailleuses à l'activité de direction de l'Etat pour stimuler par tous les moyens leur initiative créatrice.

L'extension du secteur socialiste à la ville comme à la campagne s'accompagna d'une activité accrue des conseils populaires. Mais leur structure organisationnelle et la qualité de leur travail ne répondaient plus aux nouvelles exigences de la conduite des affaires des villages et des villes.

L'agrandissement des coopératives agricoles avait confronté les conseils populaires des villages à de nouveaux problèmes. L'union des villages exigeait la réorganisation et la consolidation des conseils populaires, l'amélioration de leur capacité de direction. Ainsi les conseils populaires existants furent dissous et remplacés par les conseils populaires des villages réunis. Dans les régions où l'union des coopératives avait été achevée, les conseils populaires de localité furent dissous et les conseils de village relevèrent directement des organes du pouvoir du district.

Les nouvelles élections aux conseils populaires qui eurent lieu en mai 1964 améliorèrent la structure de ces derniers. Sur 22 650 conseillers élus, un cinquième étaient des femmes et plus de trois quarts des travailleurs à la production.

Les attributions des conseils populaires, aussi bien de ceux des villages que des districts et des villes s'élargirent sensiblement. Une série d'activités dans le domaine du commerce, de l'économie communale, de l'urbanisme passèrent sous leur compétence.

La sphère d'activité des conseils populaires des districts s'élargit également. De nombreuses entreprises économiques qui utilisaient des matières premières locales passèrent sous leur dépendance, accroissant ainsi leurs droits dans le domaine de la planification, du budget et administratif.

L'Assemblée populaire approuva le Code de la Famille et apporta des amendements et des compléments au Code de Travail, au Code Pénal, ainsi qu'à la loi sur l'élection des conseils populaires.

Les mesures adoptées au cours du 3<sup>e</sup> quinquennat furent en général judicieuses. Elles contribuèrent à renforcer et à améliorer l'activité de l'appareil d'Etat en le simplifiant et en l'assouplissant. En premier lieu elles jouèrent un rôle important pour stimuler l'initiative des organes du pouvoir local. Toutefois, certaines mesures s'avérèrent injustifiées dans la pratique. Ainsi la décision de dissoudre les conseils

populaires des villages compris dans les coopératives agrandies et de les remplacer par les conseils unis se révéla peu judicieuse par maints aspects. Elle eut pour effet de restreindre la base et la sphère d'activité du pouvoir, d'affaiblir ses liens avec les masses, de rendre plus difficile la solution des problèmes du village et de sa vie en général. De même l'augmentation du nombre des organes centraux, qui s'accompagna de la création de nouveaux ministères compliqua la tâche de l'appareil d'Etat et augmenta les frais nécessaires pour son entretien. Aussi ces décisions furent-elles modifiées par la suite.

### **3. Le développement de la révolution idéologique et culturelle**

Avec le passage du pays à l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste surgirent de nouveaux problèmes dont la solution exigeait, d'une part, la création d'une classe ouvrière aussi qualifiée que possible, l'élévation du niveau de formation générale et spécialisée de la paysannerie et l'augmentation du nombre des cadres et des spécialistes, et de l'autre l'affermissement de la conscience socialiste chez tous les travailleurs, la liquidation des conceptions étrangères au socialisme qui subsistaient à des degrés divers dans leur esprit et la lutte contre les phénomènes dérivant de ces conceptions. Toutes ces exigences rendirent nécessaire une nouvelle intensification de la révolution dans l'idéologie et la culture. L'enseignement populaire constituait le maillon principal de l'éducation communiste de la nouvelle génération et de la formation des cadres. Dans ce domaine il fut procédé à certaines modifications dans le système d'enseignement, qui fut par ailleurs élargi. En 1965 il y avait en Albanie 425 000 élèves et étudiants, soit 13 000 de plus qu'en 1960. Durant le 3<sup>e</sup> quinquennat furent préparés 5 000 spécialistes supérieurs.

Avec le plan de 15 ans (1961-1975) de développement de l'activité scientifique approuvé en 1961, la science albanaise aborda une nouvelle étape de son développement planifié. L'objectif principal de ce plan était de développer plus rapidement les sciences naturelles et techniques afin d'exploiter le plus à fond possible les ressources naturelles du pays sans pour autant ralentir les rythmes de développement des sciences sociales. Afin de réaliser les tâches de ce plan de 15 ans, on créa des groupes d'études, construisit des laboratoires près des usines et des fabriques, réorganisa ou mit sur pied des institutions comme l'Institut de géologie, l'Institut de Recherches Industrielles, l'Institut de Hydrométéorologie et l'Institut de conservation et de restauration des mouvements. Les études et expérimentations effectuées par les institutions scientifiques permirent de résoudre de nombreux problèmes importants pour le développement de l'économie et de la culture. Dans le domaine de la géologie et des mines, de nouvelles couches de minerais furent découvertes et mises en exploitation. La découverte de nouveaux gisements de pétrole dans les couches calcaires du sous-sol albanais devait être d'une grande importance pour le développement futur de l'industrie pétrolière. Dans le domaine des sciences techniques, furent élaborés les projets des centrales hydroélectriques «Friedrich Engels» sur le Mat et «Joseph Staline» sur la Bistricë, de l'usine de fonte du cuivre de Gjegjan, un schéma des possibilités de mise en service de centrales hydro-électriques sur le Drin. En biologie furent effectuées des études à caractère de synthèse comme «La biologie et la biochimie de la flore fourragère du pays», «Les mauvaises herbes nuisibles aux cultures agricoles», «Les plantes aromatiques et leur utilisation», «Les plantes à tanin du pays». En agriculture, fut entreprise la production sur place de semences sélectionnées, la réorganisation de la production céréalière et de l'arboriculture fruitière, l'amélioration de la race des ovins et des bovins. Les sciences sociales s'enrichirent de la publication de «L'Histoire de l'Albanie» (tome 2), l'«Histoire de la littérature albanaise» et de nombreuses autres études et monographies consacrées aux problèmes de l'histoire, de la littérature et de la langue albanaises. La première Conférence des Etudes albanologiques, tenue à Tirana en novembre 1962 fut un événement important pour les sciences sociales.

Dans le domaine de la littérature et des arts on assista au développement du processus de cristallisation de la méthode du réalisme socialiste, de sa consolidation et de son enrichissement dans la lutte contre les influences bourgeoises et révisionnistes. La littérature élargit considérablement le diapason des sujets d'actualité, renforça son contenu socialiste et son influence idéologique sur les masses. Dans son développement interne elle s'enrichit comme elle ne l'avait jamais fait de nouveaux moyens d'expression et connut un épanouissement dans tous les genres littéraires, passant ainsi à la phase d'une maturité artistique générale.

Le développement de la littérature se caractérisait entre autres par l'apparition d'un nombre considérable de nouveaux talents dotés d'une forte originalité artistique.

La poésie demeura, pendant cette période un des genres les plus pratiqués. Son développement fut surtout marqué par une élaboration plus approfondie du poème lyrico-épique, où l'univers intérieur de l'homme nouveau, l'idée de la vitalité du peuple albanais, de sa résistance et de la destinée historique de la nation et de la révolution sont coulés dans une langue pleine de vie et de métaphores, riche de puissants symboles. Les œuvres les plus remarquables dans ce genre furent «A quoi pensent ces montagnes» d'Ismail Kadare et «Devoll, Devoll» de Dritëro Agolli.

Durant cette période, le roman, qui avait enregistré des succès dans les années 50, devint le genre prépondérant. Il se développa comme une épopée de la vie et de l'histoire du peuple et refléta dans de vastes tableaux épiques, ou sur le plan conventionnel avec des rapprochements philosophiques actuels surtout le passé historique et la Lutte de Libération nationale. Les réussites les plus remarquables en ce domaine furent: «Le général de l'armée morte» (1964) d'Ismail Kadare, «Avant l'aube» (1964) de Shevqet Musaraj et «Le fleuve mort» de Jakov Xoxe. L'œuvre la plus remarquable dans le genre du théâtre était la comédie «Le carnaval de Korçë» (1961) de Spiro Çomora.

L'activité créative s'intensifia sensiblement aussi dans les beaux arts. On citera parmi les meilleures : «Le monument du Congrès de Permet» (d'Odhisë Paskali), les tableaux «Les coopérateurs» (de Zef Shoshi) et «Réunion de l'Etat-major général» (de Guri Madhi), la statue «A l'âge de la république» (de Kristaq Rama) les bustes «A. Z. Çajupi» (de Llazar Nikolla), «Nos montagnes» (d'Andréa Mano), les portraits «Le Partisan» (de Foto Stamo), «L'Ouvrier» (de Vilson Kilica), etc.

Le développement notable de la musique durant cette période se manifesta dans la création des grands genres comme l'opéra, le ballet et la symphonie. Les œuvres les plus réussies furent l'opéra «La Fleur du souvenir» (de Kristo Kono) et le premier ballet albanais «Halili et Hajria» (musique de Tish Daija et chorégraphie de Panajot Kanaçi). La mise sur pied des premiers orchestres symphoniques du pays, la fondation du Conservatoire d'Etat et l'institution de plusieurs écoles secondaires de musique dans les districts influa sur le développement de la musique.

La culture de masse fut portée à un plus haut degré à la ville comme à la campagne. L'activité culturelle embrassait les larges masses travailleuses et joua un rôle important dans leur éducation selon l'idéologie marxiste-léniniste, dans leur mobilisation pour vaincre les difficultés.

La presse aussi connut un grand essor. Le nombre des journaux augmenta ainsi que leur tirage. En 1965, paraissaient 12 journaux et 30 revues avec un tirage annuel de 34 millions d'exemplaires. Un indice important du caractère de masse de la culture était aussi la diffusion du livre et de la lecture en général. En 1965 furent publiés plus de 500 nouveaux titres avec un tirage total de 1.850.000 exemplaires.

L'Etat apporta une grande contribution à la diffusion de la culture au sein des masses travailleuses surtout dans les campagnes. En 1965 on dénombrait 1195 foyers de la culture, 337 maisons de la culture dans les villages et 30 dans les villes. A Tirana et dans quelques autres villes furent construits des palais de la culture. Le mouvement des artistes amateurs connut un nouvel essor avec la construction de la Maison Centrale de la Créativité Populaire à Tirana en 1961. En même temps fut construit le premier centre expérimental de télévision tandis que le réseau de cinémas, de bibliothèques et de musées s'étendit davantage.

#### **4. L'accomplissement du troisième plan quinquennal (1961-1965)**

Le peuple albanais réalisa dans l'ensemble avec succès les objectifs du 3<sup>e</sup> plan quinquennal, principalement par ses propres forces et aussi avec les aides et les crédits qui lui étaient accordés à l'époque par la R.P. de Chine.

Au cours du 3<sup>e</sup> quinquennat 48% du volume général des investissements, soit 55% de plus que pour le 2<sup>e</sup> plan quinquennal, furent utilisés pour le renforcement de la base matérielle et technique de l'industrie. En cinq ans furent construits et mis en service 430 établissements industriels, agricoles et socio-culturels.

En dépit des grands obstacles créés par les khrouchtchéviens, obstacles qui furent à l'origine du retard de 3 ans dans la construction de nouveaux établissements industriels, le plan de la production industrielle globale fut réalisé à 97%. Dans les six branches principales de l'industrie le plan fut même sur-accomplé dans une mesure notable.

Durant le 3<sup>e</sup> quinquennat, pour la première fois la production industrielle dépassa en valeur la production agricole. Si, en 1960, la production industrielle et la production agricole représentaient respectivement 48,4% et 51,6% de la production globale, en 1965 ces taux maintenant renversés étaient de 56,6% et 43,4% (aux prix de 1966).

Bien que la non-réalisation du plan en agriculture eût influé sur l'augmentation de la part de la production industrielle, l'inversion du rapport attestait que l'industrie prenait le pas sur l'agriculture, que l'Albanie était en passe de se transformer de pays agricole-industriel en pays industriel-agricole.

Les rythmes annuels moyens d'augmentation de la production industrielle dans les années 1961-1965 furent en moyenne de 6,8%. L'industrie lourde se développa plus rapidement. Les fondements furent jetés pour la création de nouvelles branches comme la sidérurgie, l'industrie du traitement du cuivre, l'industrie chimique et la base énergétique nécessaire au développement futur de l'industrie et des autres branches de l'économie nationale fut élargie. Le plan de l'industrie pétrolière et de l'extraction de minerais utiles fut réalisé. Malgré les grands dommages causés par les actes de sabotage des khrouchtchéviens, la production de pétrole augmenta de 65% par rapport au second quinquennat. La découverte, pour la première fois, de gisements de pétrole dans les couches calcaires de Patos ouvrit de nouvelles perspectives au développement de l'industrie pétrolière en Albanie.

Le plan d'extraction du chrome fut réalisé à 112%. La production de l'industrie du cuivre augmenta de plus de 4 fois par rapport à 1960. La construction d'usines de traitement du cuivre permit de traiter entièrement ce minerai sur place. L'extraction du ferronickel augmenta considérablement. Durant cette période on en obtint deux fois et demi plus que pendant le 2<sup>e</sup> plan quinquennal.

Les centrales hydro-électriques «Friedrich Engels» sur le Mat d'une puissance installée de 23.000 kw et la centrale «Joseph Staline» sur la Bistrica de 22 500 kw furent construites et mises en service. Ces deux centrales importantes hydro-électriques furent conçues et construites par les ingénieurs et les spécialistes albanais. En 1964, commença la construction de la centrale thermique de Fier, un des plus importants ouvrages énergétiques d'Albanie. Grâce à la construction de ces centrales la production d'énergie électrique en 1965 dépassait de 68% celle de 1960.

En 1964 commença la construction du plus important ouvrage du 3<sup>e</sup> quinquennat, l'usine d'engrais azotés de Fier, qui fut achevée en deux ans, un temps record, et devait entrer en service durant le 4<sup>e</sup> quinquennat. On entreprit également la construction d'une usine de superphosphates à Lac et d'une usine de soude caustique à Vlore. Ainsi furent jetées les bases de l'industrie chimique albanaise.

La production de l'industrie mécanique augmenta de plus de deux fois par rapport au 2<sup>e</sup> quinquennat et les premiers pas importants furent faits dans la production d'équipements techniques et de machines.

Les industries légère et alimentaire se développèrent à des rythmes soutenus. Parallèlement aux usines existantes, qui furent restructurées et équipées de technique moderne, on en construisit de nouvelles, comme la fabrique de traitement du raisin, des huileries, des laiteries. En 1963, commença la construction d'un grand combinat de textiles à Berat.

En dépit des mauvaises conditions atmosphériques des deux premières années du quinquennat (les inondations de 1961-1962 puis la sécheresse de 1962) la production agricole globale en 1965 dépassa de 36% celle de 1960 et de 2,3 fois celle de 1938. La superficie des terres défrichées se monta à 59 000 hectares et la surface des terres cultivées augmenta de 11%. D'importants travaux de bonification furent entrepris, en vue notamment de l'assèchement des marécages de la dépression côtière et de l'irrigation des terres de collines et de montagnes. Les travaux de bonification des principales plaines d'Albanie, de Myzëq, Vurgu, Thumane, Fier-Roskovec, Maliq, furent poursuivis, en même temps que l'on commençait les travaux de bonification de Hoxhara, du marécage de Durrës et de Karavasta. D'importants travaux furent menés pour l'irrigation des plaines de Korçe, du Devoll, de Dumré et du Vurgu.

Outre ces imposants ouvrages de bonification réalisés aux frais de l'Etat, on construisit aussi un grand nombre de réservoirs ainsi que de nombreux canaux et stations de pompage. Ces travaux permirent de mettre en culture 9 000 nouveaux hectares de terre tandis que 25000 autres furent amendés. La superficie irrigable passa de 38% en 1960 à 46% à la fin de 1965.

En 1965 la production agricole, avait sensiblement augmenté par rapport à 1960, et respectivement de 51%, pour les céréales panifiables, de 62% pour le tabac, de 53% pour le coton, et de 99% pour les légumes.

La production animale durant ce quinquennat dépassa de 20% celle du quinquennat précédent.

Afin d'améliorer leur situation économique, les coopératives agricoles des régions montagneuses, furent exonérées du stockage obligatoire, des impôts, du paiement des travaux effectués par les SMT et il leur fut accordé des crédits ainsi que des semences sélectionnées. Les revenus par unité de surface étaient en 1965 de 76% plus élevés qu'en 1960, tandis que les revenus moyens par travailleur avaient augmenté de 28%.

Il fut enregistré un accroissement du revenu national par rapport au second quinquennat de 44% dont 71,4% furent utilisés pour les besoins de la population et 28,6% pour l'élargissement de la production socialiste, pour la création de réserves ainsi que pour d'autres besoins.

Les masses travailleuses de la ville et de la campagne furent approvisionnées régulièrement en articles de consommation courante. En octobre 1961, selon les prévisions du plan, il fut procédé à une baisse des prix de vente en détail d'articles industriels, assurant à la population un bénéfice de 800 millions de leks. Les bas salaires de certaines catégories de travailleurs furent majorés. Cette mesure se traduisit pour la population, par un gain de 350 millions de leks. Le pouvoir d'achat du lek augmenta. La circulation de marchandises dans le commerce socialiste s'accrut de 36%. Les investissements de l'Etat pour la construction d'habitations augmentèrent de 43%. En 1965 le nombre des villages électrifiés avait doublé par rapport à 1960.

Dans l'enseignement, la culture et la santé les objectifs fixés dans le troisième plan quinquennal furent dépassés de même que le nombre global d'élèves et d'étudiants prévu par le plan. L'Université de Tirana et les autres établissements supérieurs préparèrent dans quasi toutes les spécialités les cadres nécessaires à l'économie et à la culture. Le nombre des cadres moyens avait presque doublé, celui des cadres supérieurs plus que doublé. Si en 1960 on comptait en Albanie un médecin pour 3 400 habitants, à la fin de 1965 ce taux était de un médecin pour 1865 habitants. Durant les années du troisième quinquennat l'assistance médicale gratuite fut étendue à toute la population, y compris la paysannerie.

## CHAPITRE IX

### La révolutionnarisation plus poussée de toute la vie du pays

#### 1. L'application plus conséquente de la ligne de masse

Comme notre pays abordait une nouvelle étape, encore plus avancée de son développement politique, économique, idéologique et culturel, le PTA tenant compte aussi des changements négatifs qui s'étaient produits en Union soviétique après la prise du pouvoir par les khrouchtchéviens, jugea indispensable d'appliquer plus à fond la ligne de masse et d'intensifier la lutte pour sa propre révolutionnarisation et la révolutionnarisation de l'appareil d'Etat et de toute la vie du pays.

En octobre 1965, le Comité central du Parti et le Conseil des ministres publièrent un Appel invitant les masses populaires à participer à la consultation sur l'élaboration du 4<sup>e</sup> plan quinquennal (1966-1970). L'idée maîtresse de cet Appel était: «l'appui sur les masses, la généralisation et la propagation organisées de leur expérience avancée afin de parvenir à les mobiliser entièrement et de mettre à profit, avec le maximum d'efficacité, les réserves matérielles du pays». Dans cet Appel il était souligné que :

«... Le jugement et la pensée créatrice de la classe ouvrière, de la paysannerie travailleuse et de l'intelligentsia populaire, ainsi que leur initiative sont autant de facteurs très importants pour une planification juste, réaliste, mobilisatrice et révolutionnaire».

A la différence des consultations organisées auprès des masses sur l'élaboration des précédents plans quinquennaux, les organes centraux du pouvoir n'indiquèrent pas dans leurs directives de chiffres détaillés mais se limitèrent cette fois à des chiffres essentiels qui devaient servir d'orientation.

Durant les mois de novembre et de décembre de la même année toutes les masses travailleuses de la ville et de la campagne furent entraînées dans cette consultation.

Dans chaque brigade, unité, entreprise ou coopérative agricole furent mises sur pied des commissions de planification ayant pour fonction de stimuler, de canaliser et d'organiser l'initiative créatrice des masses.

Au cours de ce débat les masses dans plusieurs cas estimèrent que les chiffres fixés par les organes du pouvoir central ou local étaient en dessous de leur véritable plafond. Elles rejetèrent nombre de conceptions surannées concernant les possibilités de l'économie nationale.

Les travailleurs s'engagèrent à augmenter la production sans pour autant demander de nouveaux investissements, à mettre à profit les réserves considérables qui existaient dans les régions montagneuses, pour une production accrue de céréales panifiables et d'opérer un tournant décisif en vue d'élever les rendements en agriculture.

En participant directement à la fixation des chiffres du projet de plan quinquennal, les masses travailleuses contribuèrent par leur riche expérience et leur pensée à l'élaboration de ce projet. Cette participation accrut leur sentiment de responsabilité dans l'accomplissement des tâches fixées.

Par ailleurs, dès janvier 1966, et sur la base des propositions faites durant la consultation sur les grandes orientations du nouveau plan quinquennal, on assista au déclenchement d'une série d'initiatives révolutionnaires, comme celle de passer des activités dirigeantes à la base, des fonctions administratives à la production directe. Appréciant hautement ces initiatives, le Bureau politique du CC du Parti décida d'envoyer à la base des cadres dirigeants et ce, pour une assez longue durée, afin qu'ils contribuent à renforcer encore le travail du Parti et du Pouvoir populaire.

Ces initiatives, les propositions des masses lors de la consultation populaire et les nombreuses lettres envoyées aux organes de la presse traduisaient la nécessité et l'exigence de profonds changements dans la méthode et le style de travail des organes de l'Etat. Il s'agissait d'extirper dans toutes ses manifestations nuisibles, le bureaucratisme, qui devenait un obstacle sérieux au développement ultérieur et impétueux du pays, étouffait les énergies créatrices, révolutionnaires du peuple et l'empêchait de sur-accomplir, voire d'accomplir les tâches importantes du IV<sup>e</sup> plan quinquennal et de l'édification intégrale de la société socialiste.

Le bureaucratisme avait pris racine surtout dans l'appareil d'Etat. Souvent, au lieu de considérer la gestion des affaires et la solution des problèmes d'un point de vue politique, les organes d'Etat n'en envisageaient que les aspects techniques et formels, accordant plus d'importance aux mesures administratives, à la paperasserie et aux règlements, qui, parfois faisaient l'objet d'un véritable culte, reléguant au second plan le travail d'éducation politique des gens. Cela s'était traduit par un éveil du bureaucratisme et du formalisme ; les pratiques administratives étaient surchargées de paperasses, de statistiques et de formalités inutiles, les lois et les codes contenaient des détails superflus, les appareils d'Etat et économiques avaient été grossis outre mesure tandis que leurs liens avec les masses avaient été relâchés; le rôle des conseils populaires et la participation directe des masses à la gestion de l'économie et au gouvernement du pays tendait à s'étioler.

Ces phénomènes bureaucratiques étant en complète opposition avec la ligne révolutionnaire du Parti et avec l'essence profondément démocratique de l'Etat socialiste, le CC du PTA et le Gouvernement déclenchèrent, à l'initiative directe du camarade Enver Hoxha, une action générale en vue d'extirper le bureaucratisme. Les directives du Comité central demandaient que la lutte contre le bureaucratisme s'étende à tous les domaines, qu'elle soit dirigée aussi bien contre les manifestations de bureaucratisme dans le système administratif que dans l'activité des organes élus dans l'élaboration des lois et des ordonnances principales, dans l'organisation de l'armée, dans le rapport entre les salaires etc., et réaffirmaient les principes et les normes révolutionnaires et démocratiques qui devaient guider l'activité de l'Etat et toute la vie du pays.

S'en tenant à ces directives du Parti, le gouvernement adopta immédiatement les mesures qui s'imposaient. Il réduisit le volume général de la correspondance des organes administratifs et économiques et du travail de statistique, simplifia au strict minimum le système de la comptabilité, élargit dans une mesure considérable les compétences des organes relevant des ministères, des comités exécutifs des conseils populaires dans les districts et les localités, ainsi que celles des directions des entreprises, améliora la méthode de planification du développement de l'économie et de la culture, en respectant rigoureusement le principe du centralisme démocratique.

Ces mesures amenèrent la réduction du personnel des divers organismes et le Parti encouragea fortement l'initiative révolutionnaire de passer du sommet à la base, de l'administration à la production. Assez vite, elle se transforma en un large mouvement de plus juste redistribution des cadres, ce qui créa les conditions nécessaires pour résoudre ce problème par le bas, par la voie la plus démocratique. S'appuyant sur ce mouvement, le gouvernement, en l'espace de quelques semaines, réduisit de 50% le personnel de l'administration centrale, de 10% celui de l'administration des districts, et de 15-25% celui des appareils dirigeants des entreprises économiques d'Etat. Environ 15 000 cadres de l'administration passèrent à la production.

Sur proposition du gouvernement, l'Assemblée populaire qui se réunit en mars 1966 décida d'opérer la fusion de quelques ministères. Ainsi le nombre des départements ministériels passa de 19 à 13 et leur structure organisationnelle interne fut simplifiée.

Les lois, les codes et les ordonnances furent soumis à l'examen des masses travailleuses. Considérés d'un œil critique ils furent dépouillés des articles inutiles, des formules alambiquées, de tout élément suranné, superflu ou étranger à leur véritable esprit, pour devenir plus simples et plus compréhensibles. D'autre part, ils furent enrichis d'éléments nouveaux qui reflétaient la nouvelle étape du développement du pays et les exigences pour une plus parfaite organisation du travail, de la vie sociale et de l'Etat en général.

En même temps, les organismes et les formes de la démocratie socialiste, particulièrement les organes élus du pouvoir populaire, depuis les conseils des villages jusqu'à l'Assemblée populaire, se vivifièrent, s'activèrent et se perfectionnèrent. Ainsi fut remis en vigueur, là où il avait été violé, le principe fondamental de l'entière et réelle dépendance des organes exécutifs envers les organes élus, auxquels ils sont tenus de rendre des comptes régulièrement. Une importance particulière fut accordée au renforcement de la démocratie dans les coopératives. Les droits et les responsabilités de l'assemblée générale des coopérateurs, en tant qu'organe supérieur exprimant la volonté des membres de la coopérative furent réaffirmés. Le personnel dirigeant et administratif des coopératives agricoles fut réduit, et une bonne partie des cadres fut transférée dans des activités directement productives.



Afin de rapprocher l'armée de la population, les cadres militaires de la masse des soldats, de renforcer leurs liens réciproques, et de rendre les forces armées plus aptes à répondre comme il se doit aux tâches qui lui incombait, le système de commandement fut encore perfectionné. Il fut créé des comités du Parti qui prirent en main la direction du travail du Parti dans les diverses unités et institutions militaires. La fonction de commissaire politique fut rétablie. Tous les grades militaires furent supprimés de façon à fonder la hiérarchie militaire sur les responsabilités propres aux fonctions de chaque cadre telles qu'elles sont prévues dans les règlements relatifs aux forces armées.

Le gouvernement réexamina aussi les rapports entre les salaires. Il réaménagea le rapport entre les hauts et les bas et moyens salaires, avec le souci de ne pas réduire les salaires des ouvriers pas plus que les bas salaires, ni en général les salaires moyens des fonctionnaires. Les traitements des hauts fonctionnaires, à commencer par ceux des organes dirigeants du Parti et du pouvoir, furent abaissés de façon à établir un plus juste rapport entre eux et les salaires des masses travailleuses.

Ces mesures marquèrent le début d'une nouvelle étape de la révolutionnarisation de la vie du pays. Elles furent synthétisées dans une Lettre ouverte que le CC du PTA adressait au début du mois de mars 1966, aux membres du Parti, aux travailleurs, aux soldats et aux officiers.

Dans cette Lettre étaient analysées les causes objectives et subjectives des manifestations de bureaucratisme. Le triomphe de la révolution populaire donna naissance à un pouvoir entièrement nouveau doté d'un nombre limité de cadres qualifiés. Ayant pris en main la direction de toute la vie du pays, il devait lutter avec détermination contre la vague de spontanéité de la petite production marchande et contre l'anarchie des petits propriétaires, ce qui se traduisit par une concentration excessive des compétences des organes centraux. D'autre part, longtemps le bureaucratisme avait été alimenté par les travailleurs de l'ancienne administration qui étaient entrés dans le nouvel appareil d'Etat et qui, bien que liés au Parti et au peuple, y avaient apporté la mentalité et la pratique bourgeoises qu'ils avaient empruntées à l'étranger sans les avoir préalablement bien examinées. Le bureaucratisme avait également été alimenté par la surestimation des forces et des capacités individuelles et par une certaine défiance à l'égard de l'efficacité des organismes et des cadres subalternes. De nouvelles conditions avaient été créées, qui rendaient indispensable et possible la révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays et notamment la réorganisation du système de direction. Dans cette Lettre Ouverte, il était dit que le pouvoir populaire mis sur pied existait et se consolidait à chacun de ses maillons; le triomphe des rapports socialistes à la ville comme à la campagne l'avait considérablement renforcé tout en diminuant la menace de la vague de spontanéité petite-bourgeoise; le nombre des cadres spécialisés s'était accru et le niveau de conscience et de formation culturelle et professionnelle des masses travailleuses s'était élevé. Pourtant, le CC du PTA considérait la lutte contre le bureaucratisme comme une tâche permanente, difficile et complexe. Afin de porter plus avant les victoires remportées, les mesures adoptées devaient s'accompagner d'un changement dans la conception des activités de direction, de la condamnation des méthodes et des pratiques bureaucratiques, qui devaient être remplacées par de nouvelles méthodes de direction entièrement révolutionnaires. Pour ce faire il fallait que tous les travailleurs se guident dans leur activité sur le principe de la primauté de la politique prolétarienne et considèrent, avant toute chose l'aspect politique des problèmes.

L'appui sur les masses travailleuses, la prise en considération de leur volonté, l'impulsion générale donnée à leur initiative et à leur esprit créateur c'étaient là les éléments essentiels qui devaient garantir la liquidation du bureaucratisme, et en général la révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays. Dans sa Lettre Ouverte le Parti déclarait : «Le peuple est au-dessus de tout... le pouvoir populaire et ses organes sont des armes entre les mains du peuple, et lui servent à mener de l'avant avec succès la cause de l'édification socialiste. De ce fait, chaque fonctionnaire de notre appareil d'Etat, indépendamment du poste qu'il occupe, n'est qu'un simple serviteur du peuple...» (*Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 5, p. 24, Tirana, 1974.)

La publication de la Lettre Ouverte suscita de nouvelles initiatives des masses populaires. Toutes les entreprises se mirent à examiner d'un œil critique leur travail accompli. Les collectifs de travailleurs des entreprises économiques se découvrirent de nouvelles réserves, ce qui les amena à élever les objectifs fixés dans leur plan et à travailler pour les dépasser.

Des centaines d'ouvriers quittèrent provisoirement leur lieu de travail dans les usines et se rendirent dans les campagnes pour aider les coopérateurs dans leur travail, et particulièrement à l'époque de la moisson. Afin que la réalisation du plan n'en soit pas affectée, le travail de ces ouvriers fut bénévolement pris en charge par leurs camarades de leur entreprise.

Cette vague d'enthousiasme révolutionnaire engendra de nouvelles manifestations de solidarité socialiste. A l'initiative de la coopérative agricole de Kutalli, toutes les coopératives avancées de plaine dans le district -de Berat s'engagèrent à venir en aide aux coopératives de montagnes en leur envoyant gratuitement des moyens de travail, des semences ainsi que des spécialistes. Les villages commencèrent à s'entraider pour la réalisation de travaux importants comme le creusement de canaux d'irrigation.

La mobilisation des masses paysannes pour accomplir et sur-accomplir les tâches du plan porta très vite ses fruits. Dans la majorité des cultures agricoles, et surtout des céréales, la production fut plus élevée que celle de toutes les années précédentes. Pour la première fois en 1966 de nombreuses coopératives de montagnes se suffirent en pain.

Dans notre Armée populaire, parallèlement au travail mené pour perfectionner l'art militaire, fut intensifié l'entraînement physique et militaire de la population en vue d'accroître la capacité de défense de la patrie.

Le mouvement tendant à rattacher le travail intellectuel au travail manuel et à la production attestait la juste compréhension des enseignements du Parti. Conformément aux orientations du CC du PTA sur la réorganisation de la participation des intellectuels au travail directement productif le gouvernement décida que tous les employés et les travailleurs de la culture et de la science travailleraient chaque année un mois à la production, principalement à la campagne. Cette mesure concernait aussi les élèves et les étudiants. Des dizaines de milliers d'écoliers accompagnés de leurs professeurs, participèrent à des actions de la jeunesse organisées durant les vacances d'été dans les secteurs du bâtiment, de la production, et surtout pour l'aménagement de bandes de plantation d'agrumes à Jonufer (Vlore) et ailleurs.

## **2. Le V<sup>e</sup> Congrès du PTA et les directives du 4<sup>e</sup> plan quinquennal**

Le V<sup>e</sup> Congrès du PTA tint ses assises à Tirana du 1<sup>er</sup> au 8 novembre 1966.

Le Congrès dressa le bilan de l'activité du Parti durant la période 1961-1966 et procéda à une synthèse des masses travailleuses surtout dans les dernières années. Il fixa des tâches futures, apporta certains changements aux statuts du Parti et approuva les directives du 4<sup>e</sup> plan quinquennal.

Le développement continu et l'intensification de la révolution socialiste dans tous les domaines; dans le domaine politique pour préserver, raffermir et parfaire le pouvoir populaire, économique pour consolider et perfectionner les rapports de production socialistes, assurer aussi la construction intégrale de la société socialiste sur les plans idéologique et culturel, pour inculquer et faire triompher l'idéologie socialiste prolétarienne dans la conscience de tout le peuple travailleur, pour éduquer et tremper dans un esprit révolutionnaire et communiste l'homme nouveau, facteur déterminant de l'édification du socialisme et de la défense de la patrie, ce furent là autant de tâches jugées fondamentales et d'une importance historique pour le Parti.

Dans cette période, l'intensification de la révolution idéologique et culturelle était le maillon principal de la révolutionnarisation de toute la vie du pays, car la lutte de classe gardait son âpreté et se développait par vagues successives aussi bien contre les ennemis intérieurs et extérieurs, que contre les survivances de l'idéologie bourgeoise au sein du peuple et du Parti, contre les manifestations étrangères au socialisme, et les idées, mentalités et coutumes patriarcales, féodales et bourgeoises héritées du passé et qui entachent la conscience des travailleurs. Evoquant l'expérience mondiale et nationale de l'édification du socialisme, le Congrès conclut que : «Tant que le triomphe de la révolution socialiste n'est pas assuré dans le domaine de l'idéologie et de la culture, on ne peut considérer comme acquis ni garanti le triomphe de la révolution socialiste dans les domaines politique et économique». (Enver Hoxha, *Rapport au V<sup>e</sup> Congrès du PTA*, 2<sup>e</sup> éd. alb., p. 124, Tirana 1966.)

Après avoir mis en évidence les résultats obtenus dans la lutte contre le bureaucratisme, le Congrès, afin de barrer la voie à la dégénérescence révisionniste et bourgeoise de pouvoir populaire et de le consolider en tant que la principale arme aux mains du Parti et du peuple pour la construction intégrale de la société socialiste, souligna la nécessité de rapprocher davantage le pouvoir et ses organes du peuple et de combiner l'expérience des organes d'Etat d'en haut avec l'expérience révolutionnaire des masses d'en bas.

Le Congrès considéra l'éducation tendant à inculquer une attitude nouvelle, socialiste envers le travail, cette grande école de l'éducation communiste, comme un domaine très important du travail idéologique. Sachant que les intellectuels, les cadres et toute l'intelligentsia, de par la nature et les conditions de leur travail sont exposés davantage aux influences de l'idéologie bourgeoise et surtout aux idées révisionnistes, le Congrès souligna toute l'importance qu'il y avait à les tremper dans un esprit révolutionnaire.

Le Congrès considérait la liaison du travail intellectuel avec le travail manuel des ouvriers et des paysans comme un pas important dans le sens de la réduction des différences entre la ville et la campagne, comme un élément d'un vaste programme ayant pour perspectives le développement du pays vers le communisme.

La révolution idéologique devait s'accompagner de l'extension et de l'approfondissement de la révolution culturelle qui en était une partie intégrante, en vue d'atteindre l'objectif fondamental — l'éducation de classe, marxiste-léniniste des travailleurs. Le Congrès fixa comme tâche de fonder solidement la culture et les arts sur le sol national, de leur faire prendre leur source dans le peuple, de les mettre entièrement au service de ce dernier, tandis que le système d'enseignement devait avoir un contenu et des méthodes didactiques et d'éducation encore plus révolutionnaires.

Le V<sup>e</sup> Congrès attacha une importance particulière aux problèmes internationaux et particulièrement à la lutte contre le front uni des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique. Ce front était fondé sur leurs intérêts communs et leur objectif stratégique à court terme, consistant à se partager des zones d'influence et à imposer la domination mondiale des deux «superpuissances», en combattant les pays socialistes fidèles à leurs positions révolutionnaires, les forces révolutionnaires qui se battaient pour leur liberté, leur indépendance et le socialisme. Malgré leur communauté d'intérêts, les deux superpuissances avaient aussi des contradictions qui tenaient à la volonté de chacune d'elles de l'emporter sur l'autre, de renforcer les groupements de pays amis autour d'elle et d'étendre la sphère d'influence au détriment de l'autre. D'autre part, les deux camps politiques importants étaient rongés à l'intérieur par de profondes contradictions antagonistes. Dans ces conditions, la lutte contre l'alliance soviéto-américaine, alliance qui constituait le plus grand danger pour les mouvements révolutionnaires, pour le socialisme et la paix constituait un devoir historique d'importance internationale.

A la fin de ses travaux, le Congrès élut à l'unanimité le Comité central du PTA et la Commission centrale du Contrôle et de Vérification. Le camarade Enver Hoxha fut réélu Premier secrétaire du CC du PTA. Le V<sup>e</sup> Congrès approuva les directives du 4<sup>e</sup> plan quinquennal (1966-1970) de développement économique et culturel. Le principal objectif du plan était d'assurer le développement plus poussé des forces productives afin d'accélérer la construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme.

Les rythmes de croissance annuelle de la production industrielle et agricole prises ensemble, devaient être en moyenne de 10%, contre 6,7% pendant le 3<sup>e</sup> quinquennat. La production industrielle globale devait augmenter de 50-54% par rapport à 1965. La production des moyens de production augmenterait de 65-69% et celle des articles de consommation courante de 33-38%.

Les branches de l'industrie de traitement, légère et lourde, comme l'industrie chimique, mécanique, l'industrie de l'énergie électrique, du cuivre, du ferronickel, du pétrole, la verrerie et la céramique se développeraient considérablement. Pour la première fois seraient produits sur place des métaux ferreux laminés, des engrais azotés et phosphatés destinés à l'agriculture, de la soude caustique et calcinée, du bronze, des ampoules électriques, diverses sortes de papier etc. L'industrie textile serait renforcée par le combinat textile de Berat.

Durant le 4<sup>e</sup> quinquennat notre pays aborderait une nouvelle étape de son industrialisation, celle du développement de l'industrie lourde de traitement, d'une importance primordiale pour assurer la supériorité de la production des moyens de production dans le cadre général de l'industrie.

Le développement de l'agriculture dans le nouveau plan serait le plus important maillon de la réalisation des principales tâches économiques du quinquennat. La production agricole augmenterait à un rythme moyen annuel de 11,5% et devait en 1970 dépasser de 71-76% celle de 1965. On assurerait ces rythmes élevés en mettant plus que jamais l'industrie au service de l'agriculture.

La tâche prioritaire de l'agriculture durant le 4<sup>e</sup> quinquennat était l'accroissement de la production de céréales panifiables, de la pomme de terre, de riz et de plantes oléagineuses.

Le développement intensif, c'est à dire l'élévation des rendements des cultures agricoles, demeurait la principale voie du développement de l'agriculture. Parallèlement, on se fixait pour tâche de poursuivre à des rythmes plus accélérés le défrichement de terres nouvelles. Au cours du 4<sup>e</sup> quinquennat seraient défrichés 115 000 hectares, soit le double environ de la superficie défrichée durant le quinquennat précédent.

Pour le développement rapide des régions de collines et de montagnes, parallèlement au travail inlassable à fournir par la paysannerie et qui serait le facteur déterminant, avaient été prises des mesures économiques avantageuses comme celle d'acquitter les coopératives, pour qu'elles les utilisent à des fins d'investissements, des redevances agricoles pendant cinq ans, d'augmenter les prix d'achat du blé et de la viande par l'Etat, d'y envoyer les cadres nécessaires, d'intensifier l'aide matérielle etc. Le Congrès donna au Parti et aux organes du pouvoir la directive de poursuivre leur travail d'éclaircissement et de persuasion afin d'achever la collectivisation même dans les villages de montagne non encore collectivisés et qui représentaient environ 10% des terres arables.

De même que les Congrès précédents, le V<sup>e</sup> Congrès décida, lors de l'examen des investissements, qui devaient augmenter de 34% par rapport au 3<sup>e</sup> quinquennat, d'accorder la priorité au secteur productif.

Dans ce cadre, il était prévu d'utiliser dans ce secteur 80%, o des investissements.

Le revenu national augmenterait de 45-50% dont 28,2% seraient utilisés à des fins d'accumulation tandis que 71,8% seraient affectés à la consommation sociale et individuelle. Les revenus réels des ouvriers et des fonctionnaires augmenteraient de 9-11%, et ceux de la paysannerie de 20-25%.

Dans le domaine de l'enseignement, à part la révolutionnarisation de l'école, qui demeura la tâche principale, le Congrès décida d'étendre le système d'enseignement en augmentant de 27% le nombre des élèves et des étudiants et de 67-68% celui des cadres moyens et supérieurs. Pour développer l'enseignement et la culture le Congrès accorda à ce secteur des fonds plus importants que pendant le quinquennat précédent.

La réalisation de ces objectifs entraînerait une élévation du bien-être de la population. Le Congrès indiqua de nouveau que sur cette question, les intérêts privés seraient bien harmonisés avec les intérêts sociaux, les intérêts immédiats avec ceux à long terme, qu'il fallait concevoir le bien-être en régime socialiste dans une optique révolutionnaire, qu'il ne s'agissait pas de satisfaire des caprices petits-bourgeois mais de répondre aux besoins matériels, culturels et spirituels, présents et futurs de la population, c'est-à-dire de satisfaire les besoins qui sont à la base de la vie du peuple entier.

Le 4<sup>e</sup> plan quinquennal marquait un tournant dans les taux d'accroissement de la production industrielle et agricole, il réduisait sensiblement la disproportion existant entre l'agriculture et l'industrie, améliorait la structure de la production industrielle et contribuait à promouvoir la révolution idéologique et culturelle. Pour développer et approfondir la révolutionnarisation de toute la vie du pays il fallait avant tout consolider et tremper le Parti, préserver et raffermir son caractère prolétarien et son rôle dirigeant.

Dans les années qui suivirent le V<sup>e</sup> Congrès, le Parti grossit ses rangs à des rythmes plus rapides qu'auparavant principalement d'éléments de la classe ouvrière. Pour la première fois en 1970 les ouvriers représentaient 36% du total des membres du Parti occupant ainsi la première place devant les employés et les paysans coopérés. Cela se traduisit par une modification de la composition sociale des organes dirigeants du Parti, dont plus de 50% des membres étaient maintenant des ouvriers.

Des mesures importantes furent adoptées pour mieux faire comprendre que la lutte contre le bureaucratisme ne consiste pas simplement dans l'adoption de quelques mesures administratives, mais dans l'extirpation des conceptions idéalistes et réactionnaires ainsi que des pratiques antipopulaires qui en découlaient dans la pratique du gouvernement. Ainsi le contrôle des masses, et particulièrement le contrôle ouvrier sur les organes et sur les cadres de l'Etat et de l'économie, qui constituait le fond de la lutte contre le bureaucratisme, fut-il renforcé et perfectionné davantage. Le nombre des travailleurs de la production élus aux organes représentatifs du pouvoir augmenta, ce qui accrut l'autorité et le rôle de ces derniers, et en même temps renforça le contrôle sur les comités exécutifs et les organes qui en relevaient.

Suivant les orientations du V<sup>e</sup> Congrès du Parti, il fut procédé à une révision générale de la législation existante. Plus de 400 actes législatifs furent abrogés et remplacés par de nouveaux. Les plus importants de ces actes étaient le Code du Travail, la Loi sur la Sécurité sociale d'Etat, le Décret sur les conseils populaires etc.

Au sein des masses travailleuses virent le jour de nouvelles initiatives qui s'étendirent au point de devenir de vastes mouvements sociaux révolutionnaires, à l'échelle nationale, comme ce fut le cas de la campagne pour établir la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier, du mouvement contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades, du mouvement pour l'émancipation complète de la femme, de la révolutionnarisation continue de l'école etc.

### **3. Le mouvement tendant à établir la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier**

L'intensification de la révolution socialiste posa avec encore plus de force le problème de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier, de leur harmonisation en tant que principe fondamental pour préserver la pureté du caractère socialiste de l'ensemble du système des rapports économiques et sociaux. Largement assimilé par les masses populaires, ce principe trouva une nouvelle expression dans l'émulation qui se fit jour parmi les ouvriers et les paysans et dans leur combat pour la meilleure réalisation possible des tâches fixées, qui alla dans certains cas jusqu'au sacrifice suprême. Il se traduisit également par la réduction des lopins individuels des coopérateurs et la renonciation aux primes et à autres revenus supplémentaires par la collectivisation intégrale de l'agriculture, par la lutte pour l'électrification de tout le pays, par les actions à assauts concentrés etc.

Ce nouvel élan révolutionnaire sans précédent, s'empara avant tout de la classe ouvrière du pays. Les ouvriers prirent de nouveaux engagements afin de réaliser avant terme le plan de 1967. L'émulation socialiste déclenchée dans des usines et des fabriques isolées, s'étendit rapidement à tous les collectifs ouvriers de tous les districts du pays. Les ouvriers et spécialistes projetèrent et construisirent en utilisant les ressources intérieures et par leurs propres forces des dizaines de fabriques, d'usines et d'ateliers, notamment une usine de cokéfaction du bitume à Qyteti Stalin, une cimenterie à Tirana, des minoteries à Shkodër, Durres, Vlore, Tirana, etc., fabriquèrent sur place des machines, des équipements, des pièces de rechange et de nombreux autres articles auparavant importés.

Parallèlement à l'extension du travail à normes de rendement individuelles se répandit aussi le travail à normes collectives, en fonction des conditions de travail et de production. Des ouvriers d'avant-garde allèrent renforcer bénévolement des brigades et des unités retardataires afin de les aider à progresser.

Le V<sup>e</sup> Congrès du PTA salua l'initiative de la coopérative agrandie «Joseph Staline» de Krutje (district de Lushnjë) et de la coopérative «Enver Hoxha» de Sharrëz (district de Fier) pour réduire les lopins des coopérateurs. Le Congrès ne manqua pas de souligner qu'il ne s'agissait pas de supprimer le lopin des coopérateurs, lequel était encore nécessaire à leurs familles comme une exploitation auxiliaire, mais de le réduire graduellement, dans la mesure du renforcement de l'économie collective, et de sorte à satisfaire les besoins de la famille du coopérateur.

Après le Congrès, cette initiative se transforma très vite, en 1 à 2 mois, en un mouvement de masse et embrassa les coopératives agricoles de Shkodër, d'Elbasan puis toute la paysannerie coopérée du pays. En conséquence, les lopins individuels furent réduits dans une mesure allant de 50 à 66% tandis que les petits troupeaux furent réduits de moitié, et cela au bénéfice de la propriété collective qui constituait la base du bien-être des paysans. Cette réduction entraîna ainsi une modification de la structure de ces exploitations parcellaires qui satisfaisaient maintenant les besoins les plus pressants,

quotidiens de la famille, alors que leurs possibilités de produire pour le marché se voyaient maintenant réduites considérablement. Cela rétrécissait la base matérielle des conceptions et du sentiment de la propriété privée et liait plus étroitement le paysan à la propriété coopérée.

En mars 1967, les travailleurs de l'entreprise d'Etat «Georges Dimitrov» (district de Tirana) annonçaient qu'ils renonçaient volontairement à leurs lopins individuels, qui, comme ils le disaient dans la lettre envoyée au camarade Enver Hoxha, «entretenaient et cultivaient chez les gens l'amour de la propriété privée et tous les maux qui en découlent». Cette initiative fut embrassée sur-le-champ par toutes les entreprises agricoles d'Etat.

Entre-temps d'autres initiatives se firent jour dans les rangs des ouvriers et des intellectuels pour renoncer aux primes et aux revenus supplémentaires et faire cadeau à l'Etat de leurs créances au titre des obligations souscrites des emprunts publics. Le CC du Parti et le gouvernement appuyèrent ces initiatives mettant en évidence que dans les ordonnances spéciales qui les sanctionneraient serait apprécié à sa juste valeur le travail qualifié et difficile et combattues les tendances petites-bourgeoises à l'égalitarisme et à la standardisation.

La directive du V<sup>e</sup> Congrès d'achever la collectivisation de l'agriculture même dans les villages des régions montagneuses fut bien accueillie par la base car le terrain avait été bien préparé dans ce sens. En novembre, la collectivisation fut achevée dans le district de Librazhd et dans les zones montagneuses d'Elbasan, en décembre dans le district de Mirditë, en janvier 1967 dans les districts de Diber, Mat, Puke et dans la région montagneuse de Shkodër, et au cours du mois de février ce processus fut mené à son terme dans toutes les régions montagneuses du pays. Les nouvelles coopératives englobaient environ 100% des exploitations agricoles. Les coopératives agricoles représentaient maintenant 99% des terres arables en possession de la paysannerie. Le système socialiste où les coopératives représentaient 80,5% et le secteur d'Etat 18% des terres cultivables, couvrait maintenant toute l'agriculture du pays.

La collectivisation intégrale des régions montagneuses dans un délai de trois mois était une grande victoire et un facteur important de la consolidation de la capacité défensive du pays. Mais cette réalisation assignait aussi des tâches importantes aux organes de l'Etat, qui, désormais devaient accorder la priorité aux régions montagneuses afin de les aider du point de vue matériel et organisationnel. Sur décision du gouvernement et pour répondre aux besoins de la paysannerie, la production des moyens de production, des machines et des équipements relativement simples destinés à l'agriculture et à l'élevage connut un accroissement. Des mesures furent prises en vue d'étendre le réseau de l'artisanat dans chaque village. Des cadres expérimentés des secteurs techniques, de l'enseignement, de la culture et de la santé furent envoyés dans les régions montagneuses, etc. En vue de raffermir le travail du Parti et de mener plus avant la révolutionnarisation de la vie dans les régions montagneuses reculées, il y fut institué des comités du Parti.

Le travail pour la collectivisation complète des zones montagneuses s'accompagna d'un vaste mouvement, surtout de la jeunesse paysanne, déclenché par les jeunes de la coopérative agricole de Lapardha (district de Berat) qui, suivant la directive du V<sup>e</sup> Congrès du Parti, prirent l'initiative de s'attaquer aux collines et aux montagnes et de les rendre aussi fertiles que les plaines. Des milliers de jeunes se mirent au travail pour défricher de nouvelles terres dans les zones montagneuses, afin qu'elles assurent les besoins en céréales de la population locale. Le mouvement contribua à rejeter les conceptions conservatrices qui survivaient dans ces régions et selon lesquelles il est impossible de vivre dans une zone montagneuse qui ne parvient même pas à assurer la subsistance de la moitié des habitants. Ce mouvement fut embrassé aussi par la jeunesse des villes, par les ouvriers, les employés et les élèves. Un nombre considérable d'ouvriers et de spécialistes se rendirent volontairement dans les coopératives agricoles afin d'y vivre et d'y travailler. Ce mouvement important conduisit à une modification du mode de vie des paysans des zones montagneuses. Les jeunes filles et les femmes des coopératives avancées de plaine et des villes, qui vécurent pendant un certain temps dans les maisons des montagnards et travaillèrent à leurs côtés, jouèrent un rôle important dans ce sens et contribuèrent notablement à rendre la vie des villages plus hygiénique et cultivée. Une collaboration encore plus étroite et fraternelle s'établit entre les ouvriers et les paysans. Des entreprises industrielles des villes s'engagèrent à envoyer aux villages des moyens de travail fabriqués par les ouvriers mais aussi des

agitateurs et de nombreux groupes artistiques. Ce n'était pas simplement une prise en patronage des villages par des entreprises industrielles et des établissements socio-culturels des villes, mais une initiative qui avait pour objectif de répandre dans les campagnes l'esprit révolutionnaire et l'idéologie de la classe ouvrière. La rencontre nationale des militants de la classe ouvrière qui luttait pour le développement des campagnes tenue à Durres en août 1967 apprécia hautement ces initiatives, les considérant comme une contribution importante au renforcement de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie et à la réduction des disparités entre la ville et la campagne.

Les coopératives agricoles avaient elles-mêmes donné l'exemple par le travail pour l'élévation des rendements, l'accroissement du bétail et surtout des vaches, la transformation des terres rocheuses en terres fertiles, le creusement de canaux d'irrigation dans des terrains montagneux inclinés, le raccordage des villages au réseau de routes carrossables, la participation directe des cadres dirigeants et des travailleurs de l'administration à la production etc.

Le CC du PTA et le Conseil des Ministres appréciant le mouvement tendant à établir la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier adoptèrent une série de mesures importantes afin de consolider les exploitations collectives et particulièrement les coopératives montagnaises qui venaient d'être créées. En avril 1967, ils décidèrent que l'Etat afin de stimuler la production accorderait aux nouvelles coopératives agricoles et aux anciennes coopératives de montagne économiquement encore faibles, une aide importante sous forme de crédit, sans intérêt et supprimerait entièrement toute taxation sur les revenus provenant du lopin individuel des coopérateurs dans toutes les coopératives ainsi que sur les revenus agricoles des nouvelles coopératives de montagne. Ils décidèrent également d'augmenter les prix des produits du stockage obligatoire.

La collectivisation intégrale des zones montagnaises suscita le développement d'un vaste mouvement de solidarité socialiste sans précédent. A partir de décembre 1967, des coopératives et des entreprises agricoles des plaines firent don de quantités considérables de bétail aux coopératives des zones montagnaises reculées. Un mois plus tard, le Conseil des ministres déclarait que les coopératives agricoles et les entreprises d'Etat avaient mis à sa disposition 5220 têtes de bovins et 45 600 têtes d'ovins, en exploitant leurs ressources internes sans affecter pour autant le plan de développement de l'élevage. Il décida d'approuver la demande de les distribuer gratuitement pendant les années 1968-1970 aux coopératives des zones montagnaises de Shkodër, des districts de Tropoje, de Puke, de Mirdite, et de la localité de Fani (district de Kukes).

Le problème du développement diversifié et à des rythmes accélérés des zones montagnaises reculées était à l'ordre du jour de l'action des organes du Parti et du pouvoir. L'une des voies à suivre pour atteindre cet objectif était l'action de masse de l'échange de groupes nombreux de travailleurs entre les coopératives de la région montagnaise du Nord et les régions du Sud, pour une durée de 1 à 2 mois.

Ces initiatives témoignaient d'une nouvelle compréhension, plus profonde de la propriété collective de groupe. Le don de bétail que les coopératives de plaines avait fait aux coopératives des montagnes contribua à améliorer l'économie de ces dernières et revêtit une importance politique et idéologique particulière. Les visites que se firent les coopérateurs du Sud et du Nord pour procéder à un échange d'expérience portèrent leurs premiers fruits. Elles donnèrent une impulsion à la lutte contre les conceptions patriarcales et conservatrices et servirent à remédier à l'arriération du mode de vie des zones montagnaises reculées. L'expérience des coopératives du Sud fut également appliquée dans la formation de brigades de construction, dans la mise sur pied d'ateliers pour l'élaboration des fruits, à cultiver de nouvelles plantes inconnues dans les régions du Nord.

C'étaient les débuts d'un important tournant dans le travail et le mode de vie des régions montagnaises reculées.

La solidarité socialiste des masses travailleuses se manifesta avec force à l'occasion du tremblement de terre qui frappa le 30 novembre 1967 les districts de Diber et de Librazhd, touchant 31 localités et 134 villages, détruisant ou rendant inhabitables 6300 immeubles, dont 130 écoles.

Le lendemain, 1<sup>er</sup> décembre, le gouvernement prit la décision de réparer, durant le mois de décembre les maisons endommagées et de reconstruire les bâtiments ruinés. L'Etat prenait à sa charge toutes les

dépenses et accordait aux familles gravement touchées, en particulier aux familles des victimes, une aide matérielle immédiate et gratuite.

Les autres districts envoyèrent sur-le-champ à Diber et à Librazhd plus de 3100 maîtres en bâtiments, des milliers d'autres volontaires et plus de 40 000 tonnes de marchandises. Les camarades de travail des volontaires partis des diverses régions du pays se chargèrent d'accomplir les tâches de ces derniers en allongeant leurs journées de travail; quant aux entreprises fabriquant des matériaux de construction, elles s'engagèrent à réaliser une production supérieure au plan pour venir en aide aux districts endommagés. Malgré l'hiver extrêmement rigoureux, 19 400 personnes participèrent à cette action importante, qui fut l'occasion de nouveaux actes d'héroïsme et un puissant témoignage de la conscience socialiste des travailleurs.

Grâce à ce travail mené avec persévérance et abnégation dans l'espace de moins d'un mois, on parvint à liquider entièrement les séquelles du tremblement de terre de Diber et de Librazhd et à normaliser la situation. De l'expérience de la construction des maisons détruites par le séisme, le Parti tira des enseignements importants. Dans le discours qu'il prononça à Peshkopi le 16 décembre 1967, le camarade Enver Hoxha indiqua que la construction des maisons endommagées par le tremblement de terre devait servir d'exemple pour la construction d'habitations pour les travailleurs. Il lança l'idée que ces habitations devaient être construites par la population elle-même sous forme de travail bénévole, sous forme d'action. En janvier 1968, conformément aux instructions du camarade Enver Hoxha, les masses commencèrent le travail volontaire pour la construction des maisons d'habitation.

Cette nouvelle méthode de travail, accéléra les rythmes de construction et résolut en grande partie le problème complexe de l'hébergement de la population.

#### **4. Pour la totale émancipation sociale des travailleurs**

La révolutionnarisation continue de la vie du pays mit au premier plan de la vie sociale la lutte contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades.

Les trois confessions qui existaient en Albanie, à savoir la religion musulmane (environ 70% de la population) et les religions orthodoxe et catholique (30%) avec leur clergé avaient été utilisées par les occupants étrangers et les classes exploiteuses pour diviser et opprimer le peuple. La lutte que les représentants les plus progressistes de la nation avaient menée pendant des décennies entières contre la religion et le clergé avait eu quelques résultats positifs, mais tant que les classes exploiteuses qu'ils servaient étaient au pouvoir, la religion et le clergé n'en continuaient pas moins de garder leurs positions privilégiées.

Durant la Lutte de libération nationale et surtout après la libération du pays, la religion et le clergé reçurent un coup sévère. Les hauts dignitaires réactionnaires furent démasqués comme des proches collaborateurs des occupants fascistes. Les classes exploiteuses qui les stipendiaient et les soutenaient furent renversées. Bien que l'Etat socialiste respectât la liberté de croyance et l'exercice des rites religieux par les institutions religieuses, tout le système éducatif et culturel et la propagande du Parti, fondés sur la conception matérialiste du monde, étaient tout à fait incompatibles avec la religion dont ils défaisaient les fondements.

Après le V<sup>e</sup> Congrès du Parti et le discours du 6 février 1967 du camarade Enver Hoxha, alors que tout le pays était engagé dans de puissants mouvements révolutionnaires, les contradictions entre l'idéologie socialiste et l'idéologie religieuse ainsi que les conflits dans la vie de tous les jours entre les normes socialistes et les normes religieuses s'exacerbèrent au maximum. Dans ces circonstances, naquit et se développa un autre mouvement contre la religion, les institutions religieuses et le clergé, contre les préjugés religieux et plus généralement contre les coutumes rétrogrades.

C'est la jeunesse de l'école «Naim Frasheri» de Durres qui, la première, en prit l'initiative, au début de février 1967. Après un débat animé, elle entreprit l'action d'importance historique qui devait aboutir à la fermeture des églises, des mosquées, des tégés, de tous les «lieux de culte», et obliger les prêtres à travailler et à vivre comme tout le monde, du fruit de leur labeur. Ce débat et cette initiative dépassèrent les murs de l'école pour embrasser les quartiers des villes, les lieux de production et les villages. En un bref laps de temps le mouvement s'étendit à tout le pays. Il trouva le terrain préparé par le développement historique du pays, surtout durant les 25 dernières années. Il suffit ainsi que les



élèves révolutionnaires de l'école «Naim Frashëri» lancent une étincelle pour que s'allumât le grand feu qui devait extirper du sol albanais les foyers de l'obscurantisme religieux. C'était là une nouvelle bataille de classe, guidée par le Parti afin d'éliminer les survivances anachroniques moyenâgeuses, qui entravaient la construction socialiste du pays et la formation de l'homme nouveau.

La religion et ses suppôts furent la cible des critiques cinglantes du peuple. Les réunions populaires étalèrent au grand jour les maux qu'ils avaient causés au pays. L'opinion publique ne manqua pas de condamner le comportement indigne et les bassesses de certains prêtres qui se firent jour au cours de ces débats.

Ce mouvement avait notamment pour traits son ampleur et sa profondeur. Il n'embrassa pas seulement les jeunes mais aussi des personnes âgées, chez lesquelles les préjugés religieux avaient de plus profondes racines. Dans leurs assemblées, les anciens s'engageaient à combattre fermement les survivances religieuses, les coutumes rétrogrades rattachées à la religion et aux autres survivances réactionnaires du passé et à prêcher d'exemple dans ce combat. La participation active de la vieille génération à la lutte contre la religion contribua à atteindre très rapidement des résultats notables.

Les institutions religieuses furent fermées l'une après l'autre et transformées pour la plupart en institutions culturelles, tandis qu'un bon nombre d'ecclésiastiques devinrent de simples travailleurs. Mais ce ne fut là que le premier pas et de loin le plus facile. La tâche fondamentale consistait à extirper des consciences la conception religieuse du monde, les coutumes rétrogrades, ces lois non-écrites tenaces et dangereuses qui survivent à leur base économique et sociale. Il s'agissait d'un long combat, complexe et difficile. L'abolition des vieilles normes et coutumes et de l'ancien mode de vie devait s'accompagner de l'adoption de nouveaux. C'est pourquoi, le Parti et les organisations sociales se mobilisèrent pour mener un vaste travail de persuasion et de clarification, comme étant la seule voie pour éliminer les «tares» de l'ancienne société. Grâce à ce travail, les rites religieux accompagnant la naissance, le mariage et la mort, les jeûnes, les superstitions disparurent petit à petit de la vie sociale, les fêtes religieuses furent remplacées par de nouvelles fêtes populaires, les noms rappelant ceux des «saints» cédèrent la place à des noms nouveaux appartenant à la tradition populaire, etc. Le mouvement contre la religion et les coutumes rétrogrades était un des plus importants éléments de la révolution idéologique et culturelle. Il contribua à renforcer l'unité nationale. L'histoire universelle n'a pas connu de mouvement analogue par son caractère, ses proportions et ses résultats. Ce mouvement fit de la RP d'Albanie le premier pays du monde débarrassé des institutions religieuses et du clergé.

Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme occupe une place importante parmi les mouvements et les initiatives révolutionnaires. Tout comme la lutte contre la religion et le clergé, le mouvement pour la libération totale de la femme a eu une longue histoire. Les forces patriotiques et démocratiques du pays ont toujours élevé la voix contre la situation misérable de la femme, contre l'esclavage et l'ignorance qui continuaient de peser sur elles même après la proclamation de l'indépendance nationale. Les grands propriétaires terriens, la bourgeoisie réactionnaire, les bayraktars, les institutions religieuses, le clergé étaient des forces obscurantistes, qui s'appuyant sur les coutumiers moyenâgeux, considéraient la femme comme un être inférieur, comme un simple objet d'exploitation ou d'ornement ayant pour destination la reproduction, comme une simple marchandise vendable et achetable, lui niant ainsi tous les droits et bafouant sa dignité. La situation de la femme albanaise ne commença à changer qu'après la fondation du Parti du Travail d'Albanie, lorsque celui-ci appela les femmes à participer largement à la Lutte de libération nationale, la seule voie conduisant aussi à leur libération nationale et sociale. Leur large participation de masse à cette lutte marque le premier tournant historique dans les destinées de la femme albanaise. Après la libération du pays et l'instauration du pouvoir populaire, pour la première fois dans son histoire la femme albanaise conquiert légalement les mêmes droits que l'homme et commença à devenir une grande force active de la construction du socialisme. Avec la construction de la base économique du socialisme, furent créées quelques prémisses fondamentales de l'émancipation complète de la femme. Au cours de plus de deux décennies les femmes enregistrèrent des succès extrêmement importants dans tous les domaines. De par leur participation en grand nombre à la vie politique et sociale du pays, à celle du Parti, des organisations de masse, des organes élus du pouvoir, etc., leur rôle s'accrut dans une mesure jusqu'alors inconnue.

En 1967, 40 femmes étaient députées à l'Assemblée populaire, plus de 10 000 avaient été élues aux conseils populaires et plus de 1100 aux tribunaux populaires, plus de 30 000 femmes et jeunes filles se trouvaient à la direction des organisations de masse, 8200 étaient membres du PTA, 300 000 membres de l'UFA et 82 000 jeunes étaient membres de l'UJTA. Mais le facteur qui assura l'indépendance économique de la femme, condition sine qua non de son égalité avec l'homme, fut sa participation à la production. En 1967, 248 000 femmes soit 42% des travailleurs de la ville et de la campagne participaient à la production. Dans quelques branches, elles étaient majoritaires. Dans le textile elles représentaient 72% des travailleurs, dans l'alimentation 52%, dans la santé 69%. L'école avait ouvert ses portes à la masse de jeunes filles et de femmes, élevant ainsi considérablement leur niveau d'instruction et de culture. En 1967, plus de 9500 femmes et jeunes filles dotées d'une instruction secondaire technique et plus de 1300 autres ayant reçu une instruction supérieure travaillaient dans diverses branches de l'économie et de la culture. Les grandes transformations économiques et sociales ainsi que celles qui touchaient l'idéologie et la psychologie des masses des villes comme des campagnes avaient secoué à leurs fondements les anciens rapports entre l'homme et la femme au sein de la famille, y introduisant de nombreux éléments nouveaux, socialistes, qui avaient consolidé et développé la famille albanaise.

Mais, ces succès d'importance historique, n'avaient cependant pas conduit encore à l'émancipation complète de la femme. Il fallait vaincre aussi les conceptions patriarcales et bourgeoises qui continuaient d'exister dans certaines couches conservatrices de la ville et surtout de la campagne. Le V<sup>e</sup> Congrès du PTA et le discours du 6 février 1967 du camarade Enver Hoxha, donnèrent le signal de la lutte pour l'émancipation complète de la femme. «Tout le Parti et le pays, déclarait le camarade Enver Hoxha, doivent se soulever énergiquement, jeter au brasier les coutumes rétrogrades et tordre le cou à quiconque foule aux pieds la loi sacrée du Parti qui défend les droits des femmes et des jeunes filles.» (Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, éd. fr., t. 4, p. 227, Tirana, 1982.)

L'écho de cet appel mobilisa tout le peuple. Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme était un nouveau pas en avant, un bond qualitatif qui se traduisait par une ampleur sans précédent et la variété de ses formes et aussi et surtout par son contenu idéologique. Les conceptions conservatrices étaient résolument rejetées et à leur place, triomphaient les idées révolutionnaires sur la femme et sur sa place dans la société. Outre les couches progressistes de la société, le mouvement embrassa des forces sociales de la vieille génération, qui, en dépit de leur fidélité politique indiscutable au système socialiste, s'étaient montrées indifférentes, passives, voire conservatrices face au problème féminin. Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme souleva une série de problèmes importants, comme celui de sa plus large participation à la vie politique et sociale du pays et au travail, sa promotion à des postes de responsabilité, l'amélioration de son niveau d'instruction et de culture, son affranchissement de l'esclavage domestique et la consolidation de la famille sur des bases saines, socialistes.

En vue d'assurer une plus vaste participation de la femme à la vie politique et sociale, on critiqua sévèrement les attitudes conservatrices d'hommes fanatiques surtout dans les campagnes, qui empêchaient les femmes de participer aux réunions, aux conférences et aux actions, ainsi qu'aux activités sportives, artistiques et culturelles. Dans les assemblées populaires les jeunes filles et les femmes élevèrent leur voix puissante pour condamner leur triste passé, et les éléments rétrogrades, et exigèrent que les directives du Parti soient appliquées jusqu'au bout. Les lettres des femmes des régions montagneuses adressées au camarade Enver Hoxha lui annonçant qu'en travaillant volontairement à la construction de la voie ferrée Rrogozhine — Fier, elles avaient jeté bas leurs lourds habits traditionnels et avaient mis l'uniforme de volontaire, s'étaient fait couper les cheveux, ce que le coutumier considérait comme une honte, et lui promettant que, de retour au village, elles combattraient pour appliquer les normes de vie socialistes, eurent un retentissement particulier dans l'opinion publique du pays.

Afin d'assurer une plus vaste participation de la femme à la production, on condamna le doute sur les capacités des femmes, les vues qui faisaient dépendre leur mise à contribution du budget familial et considéraient comme appropriées à la femme les tâches «faciles», «propres». Furent condamnées aussi les tendances à charger les femmes de n'importe quel travail, sans tenir compte de leurs devoirs de mères et la conception selon laquelle «chaque maison a besoin d'une femme qui y demeure» etc.

Le mouvement montra une vigueur particulière dans la lutte contre l'esclavage domestique de la femme. Les assemblées populaires condamnèrent sans hésiter les odieuses coutumes qui subsistaient dans certaines régions, comme les fiançailles conclues dès l'enfance, les mariages à grande différence d'âge, la vente des filles, la coutume de la dot et du trousseau, les cérémonies humiliantes pour la femme dans la demeure du mari, l'habitude de charger la femme de tous les travaux domestiques et même à la campagne, du transport du bois etc.

Le Parti, qui lança cet appel, guida avec précaution ce mouvement, qui donna rapidement des résultats importants.

Dans l'espace de quelques mois des milliers de femmes et de jeunes filles de la ville et de la campagne devinrent membres du Parti, furent élues aux conseils populaires, affluèrent aux actions de la jeunesse, furent promues à des postes de direction dans les coopératives agricoles, dans les divers secteurs de l'économie, de l'enseignement, de la santé ou s'inscrivirent à divers cours d'éducation idéo-politique ou de formation professionnelle. Ce mouvement ouvrit une large voie à la participation au travail de femmes qui étaient demeurées jusque-là chez elles. C'est ainsi que de juin à octobre 1967, 47 000 femmes et jeunes filles prirent un emploi. Rien que dans 17 districts furent rompues 2308 fiançailles conclues par des parents entre leurs enfants en bas âge. Tous les parents qui avaient violé les droits de leurs filles comparurent devant la justice populaire. Des centaines de femmes et de jeunes filles des districts de Fier, Lushnje, Berat, Korçe, Permet, Gjirokaster, Tirana, Durrës se rendirent volontairement dans les régions montagneuses afin d'y travailler pendant quelques mois et d'aider les femmes et les jeunes filles de ces régions. Les militantes de l'organisation féminine de Tirana invitèrent leurs camarades des villages à venir apprendre un métier dans les entreprises de la capitale et de s'initier aux éléments fondamentaux d'une vie cultivée. Elles les hébergèrent chez elles pour une durée de un à six mois.

Afin de permettre à la femme d'avoir plus de temps à consacrer à l'amélioration de son niveau d'instruction, de culture et professionnel, à son repos et à la reprise de ses forces, on suivit deux voies: d'une part, les travaux domestiques et les soins aux enfants furent considérés comme une tâche commune des deux conjoints, et dans ce sens d'importants changements se firent jour dans la vie des familles. D'autre part, les organes de l'Etat et des coopératives prirent des mesures pour étendre le réseau des services sociaux, augmenter le nombre de crèches, de jardins d'enfants, de cantines et accroître la production ou l'importation d'appareils ménagers etc.

Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme fit l'objet d'une analyse particulière de la part du CC du Parti à son plénum du mois de juin 1967, qui fixa des tâches importantes pour mener ce mouvement à son accomplissement.

## **5. Le développement de la révolution culturelle et technico-scientifique**

L'intensification de la révolution idéologique et culturelle ne pouvait pas ne pas toucher l'école, l'un des éléments fondamentaux de l'activité éducative. De brillants résultats avaient été obtenus dans ce domaine. L'enseignement se fondait sur l'idéologie marxiste-léniniste et était devenu le bien des larges masses populaires. Un demi-million de personnes, soit plus du quart de la population allait à l'école, et le nombre des enseignants se montait à 17 000. De l'ensemble du réseau d'enseignement étaient sortis quelque 24.000 cadres moyens et 1.2.500 cadres supérieurs. Néanmoins l'école ne répondait pas pleinement aux tâches que lui assignait la construction intégrale de la société socialiste. Le système d'enseignement existant, surtout l'enseignement secondaire et supérieur, empêchait l'instruction en masse de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée et n'était pas lié dans la mesure voulue à la production. L'école ne participait pas activement et de manière organique à la préparation de la jeunesse à la défense du pays. Des lacunes s'observaient dans les méthodes d'enseignement et d'éducation. C'est pourquoi, le V<sup>e</sup> Congrès du Parti avait lancé la directive de révolutionnariser plus avant l'école, et d'accomplir un nouveau pas qualitatif dans le domaine de l'enseignement.

Dans l'esprit de cette directive se firent jour une série d'initiatives de la part des élèves, des étudiants et des enseignants, qui se transformèrent en de puissants mouvements visant à leur propre révolutionnarisation et à celle de l'école.

D'importantes initiatives furent prises en vue de revoir les programmes et les manuels et de les dépouiller des conceptions surannées que l'on y trouvait encore, de les mettre à jour et de relier plus étroitement l'école à la production. Dans de nombreuses écoles des villes furent créés des ateliers et des unités de production industrielle, leurs liens avec les entreprises industrielles et de construction furent renforcés, et dans les écoles des villages, l'enseignement fut plus organiquement lié à l'agriculture et à l'élevage. Dans nombre d'entreprises industrielles et de construction, ainsi que dans des entreprises et des coopératives agricoles, furent ouvertes des écoles pour adultes et des cours de formation professionnelle organisés et dirigés par les entreprises elles-mêmes.

Synthétisant l'importante expérience accumulée par notre école nouvelle et procédant à la fois à une analyse critique de cette expérience, le camarade Enver Hoxha, donna, dans un discours programme qu'il prononça devant le Bureau politique du CC du PTA le 7 mars 1968, ainsi que dans d'autres discours, les orientations fondamentales de la révolutionnarisation continue de l'école.

Pour rendre possible un nouveau bond qualitatif dans le développement de l'école et de la science pédagogique, il était nécessaire d'éliminer avant tout certaines conceptions surannées, conservatrices et réactionnaires, et d'assimiler les conceptions nouvelles, marxistes-léninistes. L'école devait être regardée comme partie intégrante de la vie, qui est elle-même une grande école. C'est pourquoi il importait de rejeter l'idée selon laquelle on s'instruit uniquement à l'école ou principalement à l'école pour y substituer l'idée que l'on s'instruit à l'école et au travail, et même davantage dans le cours du travail. D'autre part, il fallait écarter comme étant périmée l'idée que «l'école est le lieu où l'on s'instruit» au profit de la thèse marxiste selon laquelle «l'école est le lieu où l'on s'instruit et l'on travaille»-.

L'école nouvelle devait répondre aux exigences du développement de la production, de la structure et de la superstructure socialistes. La diversité des exigences de ce développement rendait nécessaire la création de plusieurs catégories d'écoles et de cours, tout en gardant inchangé le type unique de l'école de huit ans. Par ailleurs, il fallait donner toujours plus à l'école un caractère pluridisciplinaire et resserrer encore plus les liens de l'enseignement avec le travail. C'était là un problème non seulement idéologique, mais aussi économique et social, technique et scientifique et un important moyen de réduire les différences entre le travail intellectuel et le travail manuel.

La révolutionnarisation continue de l'école posait comme tâche fondamentale de revoir à fond les programmes et les manuels, domaines importants où se matérialisait la ligne du Parti pour le présent et pour l'avenir. Parallèlement, il convenait de perfectionner les méthodes d'enseignement, d'éducation et de travail en luttant contre le verbalisme et l'«académisme» malsain, en renonçant à l'officialisme et à l'esprit bureaucratiques dans les rapports entre enseignants et élèves et de créer des liens de collaboration pour la solution des problèmes de l'école.

Les thèses et les directives du camarade Enver Hoxha furent soumises à la discussion des larges masses populaires. Ce grand débat dura plus d'un an. Il se distinguait surtout par une ampleur et un caractère de masse sans précédent.

Les conclusions en furent examinées et approuvées par le 8<sup>ème</sup> plénum du CC du Parti de juin 1969. Sur la base de ces conclusions le gouvernement décréta la nouvelle réforme de l'enseignement.

Suivant cette réforme, dans l'ensemble du travail de l'école la priorité absolue serait accordée à la formation et à l'éducation idéologique et politique marxiste-léniniste de la jeunesse et de tous les travailleurs qui s'instruisaient à l'école.

L'école devait avoir aux fondements de toute son activité didactique et éducative le triangle étude — travail productif — éducation physique et militaire. Ce devait être une des voies principales pour réaliser une étroite liaison de l'école avec toute la vie socio-politique et pour lui donner un caractère pluridisciplinaire. Le nouveau système comporterait la création d'un réseau vaste et varié d'écoles du soir à l'intention des travailleurs.

La réforme prévoyait aussi la révolutionnarisation des méthodes didactiques et éducatives afin d'assurer une bonne préparation des élèves et des étudiants ainsi que de bons résultats. D'autre part, il fallait consolider et accentuer la démocratie socialiste à l'école pour stimuler l'initiative des élèves et des étudiants et leur participation à l'organisation et à la direction des activités scolaires.

La nouvelle réforme de l'enseignement frayait de nouvelles voies et élaborait une nouvelle expérience pour faire avancer la révolution en Albanie.

Après le V<sup>e</sup> Congrès du Parti et conformément à ses décisions, la vie culturelle et artistique du pays prit un essor sans précédent. La création littéraire et artistique des masses, bien que n'étant pas encore d'un haut niveau artistique, connut un vigoureux essor, elle militait activement pour le Parti, reflétait la vie du peuple et l'actualité politique.

En octobre 1968, eut lieu à Gjirokaster le festival folklorique national auquel participèrent quelque 1500 chanteurs, danseurs, rhapsodes et instrumentistes populaires venus des quatre coins du pays. Dans l'année 1969 des festivals nationaux d'ensembles artistiques d'amateurs furent organisés dans diverses villes du pays.

En août 1968 la population de la capitale assista à la II<sup>e</sup> «Spartakiade» nationale, dont la préparation, à ses diverses phases regroupa 250 000 jeunes adeptes.

La littérature et les arts, facteurs importants de la formation de l'homme nouveau, suivirent les rythmes du développement du pays. Les exigences envers elles s'accrurent. C'est pourquoi ils furent l'objet de plusieurs analyses particulières de la part du CC du PTA. Dès le plénum d'octobre 1965 du CC du PTA, puis au V<sup>e</sup> Congrès du Parti et en d'autres occasions, furent posées les nouvelles tâches à remplir en vue du développement de la littérature et des arts dans le cadre de la révolution culturelle pour en faire des instruments plus puissants et plus militants de l'éducation communiste des travailleurs.

Le V<sup>e</sup> Congrès du Parti demanda que les écrivains et les artistes soient plus étroitement liés au peuple et considèrent leurs liens avec lui comme le facteur décisif de leur travail de création. La conception du travail de création changea. Des dizaines d'écrivains et d'artistes se rendirent à la base et séjournèrent dans des centres industriels ou des coopératives agricoles afin de connaître de près la vie des simples gens. Les problèmes sociaux furent ainsi mieux saisis, la complexité des rapports humains mieux traitée, et les éléments idéologiques mieux harmonisés avec les éléments artistiques. De vastes compositions picturales et des sculptures monumentales, reflétèrent le travail de la classe ouvrière et de la paysannerie pour le socialisme, les actions révolutionnaires, l'épopée de la Lutte de libération nationale, les événements marquants du passé. Dans toutes ces œuvres le rôle prépondérant était celui de l'homme nouveau avec ses vertus de volonté et de patriotisme. L'optimisme et l'inspiration épique confèrent aux sculptures et aux peintures plus de dynamisme et plus de lumière. On citera à cet égard le monument de Skanderbeg à Tirana (Odhise Paskali, Andréa Mano, Janaq Paço), le monument de l'indépendance à Vlore (Kristaq Rama, Muntaz Dhrami, Shaban Hadëri), le monument des quatre héroïnes de Rrëshen (Andréa Mano, Fuat Dushku, Dhimo Gogollari, Perikli Culi), les tableaux «Vojo Kushi sur le tank fasciste» (Sali Shijaku), «Au chantier de la lumière» (Danish Jukniu), «Décembre 1967» (Vilson Kilica), etc.

En musique, le contenu émotionnel et les moyens d'expression s'enrichirent de traits nationaux plus prononcés, qui la différenciaient de la musique des autres pays. Le nombre des œuvres littéraires et artistiques augmenta considérablement. Les expositions d'art figuratifs et les soirées musicales périodiques jouèrent un rôle important dans l'éducation esthétique des travailleurs.

Le développement impétueux de la littérature et des arts posa avec force le problème des rapports entre le nouveau et l'ancien, la tradition et l'esprit novateur. Le problème de l'innovation et de la tradition furent posés comme des problèmes concernant essentiellement le contenu. L'esprit novateur dans la vie déterminait aussi l'esprit novateur dans l'art. En décembre 1968, le camarade Enver Hoxha définissait clairement l'attitude du PTA sur cette question : «L'esprit novateur dans l'art, disait-il, ne doit pas être compris comme une négation de la tradition. L'esprit novateur et la tradition ne sont pas en contradiction et ne s'excluent pas mutuellement.» (Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968*, éd. alb., p. 480.) Le Parti recommandait de conserver des arts et de la littérature du passé tout ce qui était positif, proche des idéaux et des aspirations des travailleurs et bénéfique dans la vie. Il fallait donc séparer dans l'héritage artistique et littéraire les éléments positifs, progressistes, des éléments négatifs. «Nous sommes, poursuivait le camarade Enver Hoxha, aussi bien contre toute négation non dialectique de la tradition que contre toute exaltation de celle-ci ou prosternation devant elle». (Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968*, éd. alb., p. 480.)

Ces enseignements du Parti ont aidé les écrivains et les artistes albanais à combattre avec succès certaines manifestations de modernisme qui s'étaient fait jour en littérature et dans les arts.

L'expérience accumulée et les exigences toujours croissantes de la vie ont entraîné des progrès notables dans la littérature, surtout dans la prose. Rien qu'en 1970 furent envoyés sous presse 40 romans d'auteurs albanais. Citons le «Commissaire Mémò» de Dritëro Agolli, «Les tambours de la pluie» d'Ismail Kadaré, et «De nouveau debout» de Dhimitër Xhuvani. Les œuvres les plus réussies des autres genres étaient les poèmes «Les aigles volent haut» (1966) de Ismail Kadaré, et les «Pères» (1967) de Dritëro Agolli, ainsi que des recueils de poésie de ces mêmes auteurs, les recueils de récits «La route blanche» (1967) de Teodor Laço, «Le pont» (1968) d'Anastas Kondo, «La corde de feu» (1970) de Naum Prifti, etc.

Une autre partie intégrante et indissociable de la révolution socialiste est la révolution technique et scientifique, qui a sa sphère d'activité et qui est soumise aux lois générales de la révolution et de la construction socialiste et à la fois aux lois particulières du développement de la science, de la technique et de la production. Le développement accéléré des forces productives impliquait obligatoirement, pour la construction intégrale de la société socialiste, la réalisation de la révolution technique et scientifique.

Le III<sup>e</sup> plénum du CC du Parti, réuni en octobre 1967, effectua la synthèse de l'initiative révolutionnaire des travailleurs dans ce domaine, définit les directions principales du développement de la révolution technique et scientifique en lui découvrant de clairs horizons.

Le Parti clarifia tout d'abord la conception marxiste-léniniste selon laquelle, la révolution technique et scientifique comme toute révolution véritable, sera l'œuvre des larges masses du peuple et non de certaines personnes «instruites», de certains «spécialistes» ayant l'apanage de la théorie et de la science. Le développement de la révolution technique et scientifique ne visait pas n'importe quel développement des forces productives, mais un développement dans le sens exigé par les rapports de production socialistes, par la politique et l'idéologie du Parti, c'est-à-dire un développement qui barrerait la voie à toute manifestation de technocratie, à toute appréciation dans la seule optique de l'avantage économique sans prise en compte des retombées sociales. La révolution scientifique et technique devait être subordonnée à l'objectif fondamental, la production socialiste, qui consistait à satisfaire toujours mieux les besoins matériels et culturels de travailleurs en les affranchissant du lourd travail manuel encore très répandu dans l'industrie et surtout dans l'agriculture et en réduisant les disparités essentielles entre le travail intellectuel et manuel, entre l'industrie et l'agriculture, entre la ville et la campagne. La révolution scientifique et technique devait embrasser toutes les branches de l'économie nationale, toutes les entreprises et tous les organismes économiques de la ville et de la campagne, appelées à promouvoir le mouvement d'invention, de rationalisation et d'économies et à accentuer la concentration, la spécialisation et la coopération dans la production. Le plénum fixait comme tâche de passer partout du stade artisanal à celui de la technique avancée en renforçant partout la confiance dans les possibilités créatrices des masses et dans leur capacité d'assimiler pleinement la technique moderne et de la mettre en service.

L'intensification de la révolution scientifique et technique se traduit dans l'industrie par l'augmentation de la production de machines, de biens d'équipement, de pièces de rechange, d'articles de consommation courante ainsi que par la construction d'ateliers, de nouvelles chaînes de fabrication, de nouveaux ateliers et fabriques et parfois d'usines et de mines nouvelles par les propres moyens du pays, et dans l'agriculture, par l'intensification de la production agricole grâce à la généralisation de l'expérience avancée, de l'expérimentation scientifique et de la mécanisation des travaux, à l'obtention de plus hauts rendements des productions végétales et animales et ce sur de grandes surfaces et par la constitution de grands troupeaux. Une importance particulière fut accordée à l'organisation de l'instruction massive et continue des ouvriers et des paysans pour leur faire acquérir les connaissances techniques et scientifiques nécessaires à la révolutionnarisation de la production. En 1969, plus de 40.000 ouvriers fréquentaient les écoles de diverses spécialités ouvertes auprès des entreprises économiques. A cet égard, se distingua particulièrement le complexe textile de Berat, qui, outre des écoles semi-moyennes de formation professionnelle et un lycée technique, ouvrit aussi une filiale de l'Université, et cela principalement par ses propres moyens.

Les institutions de recherche scientifique, d'élaboration de projets d'enseignement, surtout celles mises sur pied dans diverses branches de l'industrie, dans les mines, le pétrole, ainsi que dans l'agriculture et dans le bâtiment apportèrent une précieuse contribution au développement de la production sur des bases scientifiques, à une liaison plus étroite de la théorie avec la pratique.

Afin de contribuer directement à la solution des importants problèmes idéologiques, économiques, culturels et sociaux qui se posaient à notre pays à cette nouvelle étape de son développement révolutionnaire, la thématique des études menées dans les sciences sociales devint plus actuelle. Des dizaines de sessions scientifiques sur l'histoire, la linguistique, la littérature, le folklore, la pédagogie etc., organisées dans la capitale comme dans divers districts du pays, stimulèrent la pensée créatrice. La Conférence nationale organisée à Tirana en 1968, à l'occasion du 500<sup>e</sup> anniversaire de la mort de notre héros national, Gjergj Kastrioti Scanderbeg, occupa dans ce domaine une place marquante.

La révolution scientifique et technique ouvrit des possibilités illimitées au développement des forces productives, au rapide progrès de la technique et de la science, en libérant surtout les intarissables énergies créatrices des masses travailleuses.

## **6. La réalisation des tâches du 4<sup>e</sup> plan quinquennal**

Durant le 4<sup>e</sup> quinquennat le plan de la production industrielle globale et des investissements fut réalisé en 4 ans et 7 mois, et le niveau de la production industrielle globale prévu pour 1970 fut atteint dès 1968, c'est-à-dire avec deux années d'avance. Le taux annuel moyen de l'augmentation de la production sociale fut de 11% au lieu des 8% prévus par le 4<sup>e</sup> plan quinquennal. 200 ouvrages importants dans l'industrie, l'agriculture, le transport et les autres branches de l'économie et de la culture, furent construits et mis en service.

Au cours du 4<sup>e</sup> quinquennat, l'industrialisation socialiste du pays fut poursuivie, en s'étendant et s'intensifiant toujours davantage. La production industrielle globale en 1970 avait augmenté de 83% par rapport à 1965 avec des rythmes moyens annuels de 12,9%. Cette croissance fut assurée à 65% par les capacités productives existantes, à 35% par la mise en service de nouveaux établissements.

Une attention particulière fut consacrée, comme au cours du quinquennat précédent, au développement des branches de l'industrie de la production des moyens de production, de l'industrie chimique, mécanique et de l'industrie des matériaux de construction. De nouveaux gisements de gaz et de pétrole, ainsi que 22 nouvelles mines de charbon, de chrome, de cuivre, de ferronickel etc., furent mises en exploitation.

Durant ce quinquennat entrèrent aussi en service d'autres ouvrages importants, comme une centrale hydro-électrique à Vau i Dejës (d'une capacité de 250 000 Kw), une centrale thermique à Fier (d'une capacité de 100 mille kw), une usine de traitement et d'affinage du cuivre à Rubik ; une tréfilerie à Shkoder, une usine de laminage de l'acier à Elbasan, qui ouvrit la voie à la création d'un cycle complet de sidérurgie, une raffinerie de pétrole à Fier, une usine de pièces de rechanges pour tracteurs et pour l'industrie textile à Tirana, une usine d'engrais azotés à Fier, une autre de superphosphate granulé à Laç, des usines de soude calcinée, de soude caustique et d'ampoules électriques à Vlore, l'usine mécanique «Dajti» et une usine de produits électroniques à Tirana, des cimenteries à Fushë-Kruje et à Elbasan, des fabriques de panneaux et de tuyaux en fibrociment à Vlore, une briqueterie de silicate à Tirana, une briqueterie et une tuilerie à Vlore, une fabrique de panneaux en fibres à Shkoder, une verrerie à Kavaje, une usine de produits en plastique à Durres, la voie ferrée Rrogozhine — Fier, la route de Malesia e Madhe etc.

Si la priorité fut donnée à la production des moyens de production, le développement accéléré des branches de la production des articles de consommation fut également assuré. La production de l'industrie légère augmenta de 73% et celle de l'industrie alimentaire de 32%.

Un grand nombre d'usines, d'ateliers et des nouvelles chaînes de fabrication furent construits grâce à une plus juste application du principe de l'appui sur ses propres forces, notamment le complexe textile de Berat, une fabrique de traitement de la viande et une laiterie à Tirana, les papeteries de Kavaje et de Lushnje, des minoteries et huileries etc.

Une des plus brillantes réalisations du 4<sup>e</sup> quinquennat fut l'électrification de tout le pays, un des objectifs fondamentaux de la construction du socialisme, qui conditionne le développement et le progrès économique et culturel du pays. En 1967, la production d'énergie électrique était 129 fois supérieur à celle de 1945. Durant cette période on attacha un soin particulier à parfaire l'électrification des campagnes. 730 villages, soit 29% des villages de la République avaient été électrifiés. Suivant le plan perspectif approuvé en 1960 l'électrification de tous les villages devait être achevée en 1985. Mais l'élan révolutionnaire des masses travailleuses et les nombreuses initiatives prises surtout après le V<sup>e</sup> Congrès du Parti pour accélérer les rythmes de l'édification socialiste créèrent les conditions pour écourter le délai fixé pour l'électrification intégrale du pays.

Le 12 décembre 1967 le IV<sup>e</sup> Plénum du CC du Parti, prit la décision historique d'achever l'électrification de tous les villages du pays avant le 8 novembre 1971, 30<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du PTA, soit 14 ans avant le délai fixé dans le plan perspectif. A cette occasion, le CC du Parti appelait les ouvriers, les paysans, l'intelligentsia populaire et les organes du Parti et du pouvoir à mobiliser toutes leurs forces pour exécuter cette décision.

Le travail pour l'électrification de tout le pays fut mené plus rapidement que ne le prévoyait le IV<sup>e</sup> Plénum du CC du PTA. L'électrification s'acheva avec succès le 25 octobre 1970, un an avant terme. C'était là, comme le dit le camarade Enver Hoxha au VI<sup>e</sup> Congrès du Parti, «... une victoire éclatante et de portée véritablement historique de notre régime socialiste, un nouveau témoignage du souci constant du Parti et du pouvoir populaire de voir croître et s'émanciper nos campagnes coopératives sous tous les aspects.» (Enver Hoxha, *Rapport au VI<sup>e</sup> Congrès du PTA*, éd. fr., p. 62, Tirana, 1972.)

Et en effet ces années-là la campagne progressa rapidement. Au cours du 4<sup>e</sup> quinquennat la production agricole globale augmenta à un rythme moyen annuel de 5,8%. Une partie des districts de montagnes et de collines qui n'assuraient pas auparavant leur pain eux-mêmes, parvinrent non seulement à satisfaire leurs besoins en céréales panifiables, mais encore à vendre des excédents à l'Etat. En 1970 le rendement moyen de céréales était de 17,3 quintaux à l'hectare. Ce rendement n'avait jamais été obtenu auparavant, pas même dans les années où les conditions atmosphériques avaient été excellentes. La hausse de la production céréalière, fut assurée à 94% par l'élévation des rendements. Une superficie de 102 000 ha de terre fut défrichée. Le volume des travaux mécanisés augmenta de 80% et l'utilisation d'engrais chimiques augmenta de 6 fois par rapport à 1965. Le processus d'union des coopératives créa les conditions pour une croissance accélérée de la production agricole, une utilisation plus rationnelle de la terre, de la main-d'œuvre et des ressources matérielles et financières.

Aux grandes victoires remportées dans le domaine de l'économie s'ajoutèrent celles enregistrées dans l'enseignement et la culture. Durant le 4<sup>e</sup> quinquennat l'enseignement obligatoire de huit ans fut étendu à tout le pays, dans les villes comme dans les campagnes. L'enseignement secondaire fut institué dans tous les districts, surtout dans ceux de montagnes. L'enseignement supérieur connut un plus grand développement. Des filiales de l'université furent ouvertes dans plusieurs villes principales et dans les grands centres industriels. Durant l'année scolaire 1970-1971 le nombre des élèves et des étudiants dans toutes les catégories d'écoles atteignit 661 000, dépassant de 120 000 les prévisions du plan. Le nombre des ouvriers et des coopérateurs inscrits à divers cours en 1970 se montait à 124.000 soit trois fois celui de 1965. Durant le quinquennat furent formés 6700 cadres supérieurs et plus de 22.000 cadres moyens. En 1970 le total des cadres supérieurs était de plus de 15.000 et celui des cadres moyens d'environ 35 000.

La publication en langue albanaise de l'œuvre géniale de K. Marx le «Capital», des premiers volumes des œuvres du camarade Enver Hoxha et de l'«Histoire du Parti du Travail d'Albanie», qui devinrent de puissants instruments de l'éducation révolutionnaire des travailleurs, constituaient d'importants événements de la vie idéologique et culturelle du pays.

Les grands succès obtenus dans l'enseignement et la culture, améliorèrent sensiblement le bien-être du peuple. En 1970 le revenu national était de 55% supérieur à celui de l'année 1965, et le revenu réel par habitant avait augmenté de 17%. Dans presque chaque coopérative fut créé un réseau de services socioculturels. A partir de mai 1967 il fut procédé à une baisse de 10 à 70% des prix de plusieurs produits industriels et alimentaires, ce qui se traduisit, pour la population, par une économie d'environ 50 millions de leks. A la veille du 25<sup>e</sup> anniversaire de la libération du pays et du triomphe de la



révolution populaire furent prises de nouvelles mesures pour élever encore le bien-être de la population, les prix de plusieurs produits et services furent abaissés et le système d'impôts entièrement supprimé. La nouvelle loi de la sécurité sociale, qui entra en vigueur en 1967, diminua l'écart entre les pensions de retraite.

Une attention particulière fut accordée à l'extension des institutions sanitaires, surtout à la campagne, qui furent portées toujours plus près des masses du peuple et se virent donner un caractère toujours plus prophylactique.

Le nombre des hôpitaux et des cliniques augmenta de 2,3 fois, et si, en 1965 il y avait un médecin pour 1965 habitants, en 1970 ce rapport passa à un pour 1180.

L'Etat investit de gros moyens dans la construction de nouveaux logements. Mais un autre facteur extrêmement important qui ouvrit de nouvelles perspectives à la satisfaction toujours meilleure des besoins des travailleurs fut l'initiative des masses de contribuer gratuitement à la construction de logements. C'est ainsi qu'en 5 ans, avec leur concours furent construits environ 73.000 appartements dans les villes et à la campagne.

Le quinquennat 1966-1970 entra dans l'histoire comme une «période de grandes initiatives populaires et d'héroïsme de masse, une période au cours de laquelle les forces unies du peuple sous la conduite du Parti a remué montagnes et plaines. C'est la période où grands et petits se sont dressés, où l'enthousiasme et l'élan révolutionnaires se sont emparés des fabriques et des campagnes, des écoles et des mines.» (Enver Hoxha, *Rapport au VI<sup>e</sup> Congrès du PTA*, éd. fr, p. 64, Tirana, 1972.)

## CHAPITRE X

### La politique extérieure de la RP d'Albanie dans les années 1961-1970

#### 1. La situation internationale dans les années 60

La période allant de 1961 à 1970 fut marquée par de graves situations, grosses de dangers pour la paix et la sécurité internationale. La politique de non-opposition à l'impérialisme et de coopération avec lui dans tous les domaines, suivie par les partis révisionnistes, ceux de l'Europe de l'Est où ils étaient au pouvoir comme ceux des autres pays, avait encouragé l'intensification de l'activité belliciste et agressive des impérialistes. La désintégration du camp socialiste fut suivie d'une reprise de l'activité des forces pro-impérialistes dans le monde.

L'impérialisme mondial, mettant à profit cette circonstance, déclencha une vague de réaction dans tous les domaines pour liquider le socialisme et noyer dans le sang la révolution dans le but de maintenir et de consolider ses positions.

Les Etats-Unis et leurs alliés se préparaient pour la guerre, ils militarisaient rapidement leur économie, gonflaient leurs budgets militaires et portaient à l'extrême la course aux armements, perfectionnaient et multipliaient les armes nucléaires. Parallèlement, ils poursuivaient à grande échelle leur politique d'agressions militaires ouvertes, leur politique néo-colonialiste de pénétration et d'assujettissement économique à l'égard de divers pays du monde afin de saper leur liberté et leur indépendance nationale. Tout cela s'accompagnait d'une vaste activité de subversion idéologique en vue de répandre des illusions pacifistes et d'éloigner les peuples de la voie de la révolution.

La machine de guerre américaine absorbait en 1967, quelque 70 milliards de dollars, soit 9 milliards de plus qu'en 1961. Rien que pour la guerre du Vietnam, le Pentagone dépensait chaque année environ 30 milliards de dollars. Il dépensait aussi des fonds considérables pour le maintien de l'OTAN. Durant le mandat du président R. Nixon, vers la fin des années 60, les forces armées américaines comprenaient 3.500.000 personnes, dont la moitié servait dans les bases militaires implantées aux quatre coins du monde. L'impérialisme américain ourdit des conflits, monta dans plusieurs pays d'Asie, d'Amérique Latine etc., des complots et des coups d'Etat portant au pouvoir les cliques les plus réactionnaires de ces pays, il soutint activement les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie, entreprit des agressions armées en Indochine, au Congo, au Cuba, en République dominicaine, etc.

Les alliés des Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne fédérale etc., suivaient eux aussi cette ligne de militarisation et ils grossirent considérablement leur budget de guerre.

Si l'agressivité de l'impérialisme mondial croissait, cela n'était pas dû seulement à sa nature agressive expansionniste mais aussi à la trahison des révisionnistes khrouchtchéviens qui ranima les espoirs de toutes les forces anticomunistes et contre-révolutionnaires dans le monde. Les slogans des révisionnistes khrouchtchéviens de la «coexistence pacifique», de la «compétition économique pacifique» entre les deux systèmes, le capitaliste et le socialiste, du «passage pacifique» et par «la voie parlementaire» au socialisme, du «désarmement total et général», d'un «monde sans armes, sans armées et sans guerres», furent adoptés avec enthousiasme à des fins démagogiques par les impérialistes et toute la réaction mondiale. Non contente de tolérer leurs menées agressives, l'Union soviétique les soutenait, allant jusqu'à collaborer avec eux. Elle trahit les mouvements révolutionnaires et libérateurs des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Renonçant elle-même à toute forme de lutte réelle contre l'impérialisme, l'Union soviétique se fit le sapeur-pompier de toutes les luttes populaires et de libération et collabora dans un esprit «amical» et dans tous les domaines avec l'impérialisme américain. Cette coopération avait pour fondements leurs intérêts communs, leur objectif de partager le monde en zones d'influence et de le dominer, menaçant ainsi gravement la liberté et l'indépendance de tous les peuples, la paix et la sécurité dans le monde. Mais en dépit de cette coopération entre l'Union Soviétique et les USA subsistaient de profondes contradictions qui les empêchaient d'agir dans la bonne entente et dans l'unité. Par ailleurs, leurs efforts pour s'assurer l'hégémonie mondiale et l'action de la loi du développement inégal des pays capitalistes aggravaient les contradictions qui les opposaient aux autres Etats capitalistes et révisionnistes. Ils éprouvaient de sérieuses difficultés pour imposer leur volonté à leurs satellites.

Tout en s'alliant à l'impérialisme américain pour combattre le socialisme et les mouvements révolutionnaires, les milieux impérialistes de pays capitalistes industrialisés choisirent de réaliser leur développement capitaliste en toute indépendance et en dehors de l'emprise et du contrôle américains.

De profondes contradictions intérieures et extérieures rongeaient aussi le bloc révisionniste. Tous les pays révisionnistes étaient tenaillés par une crise générale. Ils allaient ouvertement vers le capitalisme. Les pays révisionnistes de l'Europe de l'Est s'efforçaient de secouer le joug soviétique dissimulé sous le masque des «aides et crédits», de la «division internationale du travail» et du «Comecon». Afin de surmonter leurs grandes difficultés économiques et politiques intérieures et de braver la politique hégémonique de l'Union soviétique, certaines cliques révisionnistes de ces pays cherchèrent à se lier directement avec le capital américain, ouest-allemand ou français.

Entre-temps l'Union soviétique, faisait pression sur eux pour les lier plus étroitement à son char. Sa politique des rapports avec les «alliés de la communauté socialiste» était fondée sur le chantage et la menace du recours à la force, dont l'arme principale était le Pacte agressif de Varsovie.

La crise économique des années 60, qui affecta l'industrie, l'agriculture, le système financier et monétaire du monde capitaliste était une expression de l'aggravation des contradictions de classe. La manifestation la plus typique en fut la crise financière et monétaire, dont les graves conséquences pesèrent sur le dos des masses travailleuses. L'inflation, les impôts, les prix des articles de consommation courante et le coût de la vie augmentèrent rapidement. Dans ces conditions, la lutte des larges masses populaires contre l'oppression féroce et l'exploitation capitaliste s'intensifia.

Les forces révolutionnaires, tirant des leçons de leurs défaites passagères, entreprirent de se réorganiser, de se regrouper et de se préparer en vue de mener de l'avant sans discontinuer leur cause de la révolution et du socialisme, la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme. Un grand nombre de communistes révolutionnaires conséquents rompirent avec les révisionnistes modernes et quittèrent les anciens partis communistes et ouvriers qui avaient trahi le marxisme-léninisme. De nouveaux partis et organisations marxistes-léninistes furent créés dans plusieurs pays du monde.

La lutte de libération, anti-impérialiste que menaient les peuples opprimés prenait des dimensions toujours plus importantes. L'Afrique, l'Asie et l'Amérique Latine étaient le théâtre de grandes tempêtes révolutionnaires. Dans ces continents l'impérialisme essayait des coups sévères et réitérés. Une série de pays africains gagnèrent leur indépendance nationale et s'engagèrent dans la voie du développement indépendant. Le front principal de la lutte armée contre l'impérialisme américain était la lutte à outrance du peuple vietnamien.

Le renforcement continu du front anti-impérialiste mondial et la préservation de son caractère populaire était une nécessité impérieuse, historique, d'une grande importance internationale pour tous les marxistes-léninistes et les révolutionnaires, partout où ils militaient.

## **2. La dégradation des rapports entre la RP d'Albanie et les pays révisionnistes d'Europe**

L'activité anti-albanaise des révisionnistes, dont le protagoniste principal était toujours Khrouchtchev, allait s'intensifiant. Elle s'accentua et devint plus menaçante surtout après le IV<sup>e</sup> Congrès du PTA (1961). Afin de soumettre coûte que coûte l'Albanie socialiste, les gouvernements des pays révisionnistes d'Europe, mirent en branle le Pacte de Varsovie et le Comecon pour faire pression sur elle tant sur le plan militaire que sur le plan économique.

Une des questions qu'invoqua la direction soviétique pour s'ingérer brutalement dans les affaires intérieures de l'Albanie, était celle de la base navale de Vlorë. Le gouvernement soviétique violant les accords albanos-soviétiques, signés respectivement en septembre 1957 et en mai 1959, fit l'impossible pour mettre la main sur cette base albanaise qui servait aussi à défendre les pays socialistes.

A cette fin le gouvernement soviétique mit à profit la réunion du Conseil consultatif politique (CCP) du Pacte de Varsovie, qui fut organisée à Moscou les 28 et 29 mars 1961. Khrouchtchev convertit cette réunion qui avait à l'ordre du jour l'examen de la situation des forces armées des pays membres du Pacte de Varsovie, en une tribune d'attaques et de menaces contre la RP d'Albanie. L'attitude de Khrouchtchev, appuyée par le général Gretchko, amenèrent le CCP à prendre une décision, demandant au gouvernement albanaise de laisser cette base entre les mains du commandement unique soviétique,

qui dépendrait directement du Commandant en chef du Pacte de Varsovie, c'est-à-dire de Gretchko lui-même. En cas de refus le CCP avertissait le gouvernement de la RPA que les membres de ce Pacte seraient obligés de s'accorder sur la proposition du gouvernement soviétique de retirer de l'Albanie tous ses bâtiments de guerre ainsi que tous ses militaires et spécialistes.

C'était là une décision humiliante et inacceptable pour un Etat souverain comme l'était la RP d'Albanie. Le gouvernement albanais s'y opposa fermement. Dans sa lettre du 5 avril 1961 adressée aux gouvernements de l'URSS et des autres pays de l'Europe de l'Est, il réaffirma catégoriquement ne connaître qu'un règlement ; la base de Vlorë appartenait à l'Albanie et toutes les installations militaires ainsi que les bâtiments de guerre, qui étaient sa propriété, devaient être remis au plus tôt aux équipages albanais. Tout autre règlement serait à ses yeux, un acte tendant à l'annulation unilatérale, par les Soviétiques, des accords de 1957 et de 1959 passés entre l'Albanie et l'Union soviétique.

Du 3 au 5 août 1961 fut convoquée toujours à Moscou, la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers des pays membres du Pacte de Varsovie. Le Comité central du PTA y envoya une délégation munie de pleins pouvoirs et conduite par le camarade Ramiz Alia, secrétaire du CC. Là encore furent reprises les accusations non fondées contre le PTA, qui atteignirent leur comble lorsque la délégation albanaise se vit nier le droit de participer à la discussion sur les problèmes concernant le Traité de paix avec l'Allemagne, sous prétexte que, de par sa composition elle n'était pas compétente.

La délégation du PTA condamna cette attitude hostile. Elle rejeta les assertions selon lesquelles le PTA n'osait soi-disant pas se prononcer sur des problèmes compliqués, comme l'était la question allemande etc. La délégation albanaise protesta également contre la manière sans précédent dont elle était traitée, exigeant que le texte de son discours fût lu à la réunion et inséré dans ses procès-verbaux.

Afin d'exprimer son point de vue sur la question allemande (il avait à plusieurs reprises demandé que le Traité de paix avec l'Allemagne fût conclu au plus tôt) et de démentir les accusations non fondées à son adresse sur ce problème, le CC du PTA publia dans le «Zëri i popullit» du 8 août 1961 le texte complet de ce discours sous forme d'une déclaration officielle.

La pratique discriminatoire des khrouchtchéviens dans leurs rapports avec la RPA se refléta et se cristallisa aussi dans le cadre du Comecon. Les membres du Comecon interrompirent la coopération économique et l'échange d'expérience dans le domaine de la production, de la technique et de la science et la coordination des plans économiques avec l'Albanie.

Vu la situation créée dans cette organisation économique manipulée par l'Union soviétique, la participation de la RP d'Albanie y était devenue désormais impossible. Aussi l'Albanie ne prit point part à la réunion du Comecon organisée à Moscou en septembre 1961.

Dès lors, l'Albanie ne participa à aucune des activités du Comecon, ou du Pacte de Varsovie. Elle fit entendre que sa participation n'était désormais possible, que lui fussent assurées des conditions d'égalité complète, le respect des principes sur lesquels ces organismes avaient été édifiés, la réparation des dommages causés au pays, la reconnaissance publique des fautes, voire des crimes qui avaient été commis à l'encontre de l'Etat albanais.

Après la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers qui eut lieu à Moscou, la direction soviétique intensifia son activité anti-albanaise dans tous les domaines. Au début de janvier 1961 le gouvernement soviétique exigea, arbitrairement, la révision des contrats économiques qui avaient été conclus par les deux parties pour la période 1959-1965. Malgré les démarches réitérées du gouvernement albanais la direction soviétique refusa non seulement d'appliquer le contrat de juillet 1959 sur les crédits, mais aussi de signer le contrat sur les crédits qu'elle devait accorder pour la mécanisation de l'agriculture et l'accord de clearing pour les années 1961-1965.

Le 14 janvier 1961, le CC du PTA faisait savoir au CC du PCUS que cette attitude du gouvernement soviétique n'était pas juste, que les problèmes que celui-ci soulevait avaient un caractère «fallacieux», qu'il le faisait manifestement à des fins de pressions économiques sur l'Etat albanais et sur le PTA à la veille de son IV<sup>e</sup> Congrès, pour susciter de nouvelles difficultés économiques et entraver la construction du socialisme en Albanie.

Mais, le gouvernement soviétique ne tenant compte de rien, intensifia son activité et alla vers l'établissement d'un féroce blocus économique, politique et militaire à rencontre de l'Albanie. Le 26 avril, il adressa une lettre au gouvernement albanais, lui déclarant entre autres que «l'Albanie ne doit plus espérer que l'Union soviétique lui viendra en aide sur les bases antérieures, aide à laquelle ont droit seuls les vrais amis et frères» que «l'Union soviétique reconsidérera la question de ses rapports avec la République populaire d'Albanie», que «ces rapports seront édifiés sur une nouvelle base» si la partie albanaise ne modifie pas son attitude envers l'Union soviétique et les autres pays du camp socialiste. (*Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. IV, pp. 40-58, Tirana, 1970.)

Ainsi, au printemps et à l'été 1961, le gouvernement soviétique sabota tous les accords déjà conclus entre les deux pays, suspendit toutes les aides et les crédits qu'il devait accorder à l'Albanie dans le cadre du 3<sup>e</sup> plan quinquennal (1961-1965), rompit les relations commerciales, technico-scientifiques et culturelles et rappela tous ses spécialistes qui travaillaient en Albanie. En mai il rompit les accords bilatéraux et les engagements qu'il avait pris dans le cadre du Pacte de Varsovie, en cessant d'envoyer les armements et les moyens techniques nécessaires à l'Armée populaire albanaise, redoubla d'efforts pour détruire la base navale de Vlorë. Dans ces circonstances, la situation à la base s'aggrava à l'extrême. Les officiers et les marins soviétiques se livrèrent à de nombreuses provocations s'efforçant par tous les moyens de trouver un prétexte à une intervention militaire de l'Union soviétique en Albanie. De simples instructeurs qu'ils étaient ils voulurent se rendre maîtres de la base. Mais la détermination et la vigilance des militaires albanais fit échouer leurs tentatives, même si la base fut gravement endommagée. Le gouvernement soviétique alla même plus loin, il insista pour retirer tous les bâtiments de guerre, tous les équipements, les moyens techniques et le reste du matériel de la base de Vlore.

Le 26 mai 1961, de manière démonstrative, il emporta 8 sous-marins, la plate-forme flottante «Kotelnikov» ainsi que les bâtiments de guerre albanais alors au radoub à Sebastopol. Le 5 juin 1961, le personnel militaire soviétique quitta lui aussi la base de Vlore. Entre-temps tous les officiers et les étudiants albanais étaient expulsés des écoles et des académies militaires de l'Union soviétique.

Malgré tout, le PTA fit des efforts pour préserver les relations d'Etat à Etat entre les deux pays. Afin de créer les conditions nécessaires à leur normalisation, ce qui demandait temps et patience, le CC du PTA et le Conseil des ministres de la RPA demandèrent le 6 février 1961 au CC du PCUS et au gouvernement soviétique de «renoncer à étendre les divergences idéologiques existant entre les deux partis, aux relations d'Etat à Etat des domaines, économique, politique et militaire et «de prendre les mesures nécessaires afin d'en finir avec les attitudes et les actions injustifiées envers la République populaire d'Albanie et le Parti du Travail d'Albanie». (*Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. IV, pp. 60-61, Tirana, 1970.)

Mais la direction soviétique ne l'entendait pas du tout ainsi. En août 1961, elle rompit le contrat sur les études des ressortissants albanais dans les établissements d'enseignement de l'Union soviétique, et en septembre elle coupa les bourses à plus de 1000 étudiants, élèves et aspirants qui étudiaient dans ces établissements. Elle cessa aussi les échanges commerciaux fondés sur des accords de clearing.

Cette activité atteignit son comble lorsque, en octobre-novembre, Khrouchtchev passa le premier à la dénonciation publique des divergences. De la tribune du XXII<sup>e</sup> Congrès du PCUS qui se réunit en octobre 1961, il attaqua publiquement le PTA, appelant les communistes et le peuple albanais à la contre-révolution.

Dans sa déclaration du 20 octobre 1961, le Comité central du PTA indiquait que ces accusations et ces calomnies publiques de la clique Khrouchtchev, ne profitaient qu'aux ennemis du communisme et de la République populaire d'Albanie, aux divers impérialistes et aux révisionnistes yougoslaves... En attaquant publiquement le Parti du Travail d'Albanie, Khrouchtchev se lançait effectivement dans une attaque ouverte contre l'unité du mouvement communiste et ouvrier international et du camp socialiste. (*Documents principaux du PTA*, éd. alb. t. IV, p. 153, Tirana, 1979.)

Le CC du PTA, à travers le discours qu'Enver Hoxha prononça le 7 novembre 1961, à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du PTA et du 44<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre, lança un autre appel au nouveau Comité central du PCUS, issu du XXII<sup>e</sup> Congrès, lui demandant de juger avec une objectivité et un esprit de justice léninistes la grave situation créée du fait de l'activité

antimarxiste du clan Khrouchtchev dans les relations soviéto-albanaises et de prendre les mesures nécessaires pour la normalisation de ces relations. (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb. t. 22, p. 169.)

A cette demande du PTA le gouvernement soviétique répondit par un autre acte hostile; il rompit les relations diplomatiques avec l'Albanie, se rendant ainsi coupable d'un acte sans précédent dans l'histoire des relations entre les pays socialistes. Le 25 novembre 1961 il décida de rappeler son ambassadeur en Albanie. [*En fait l'ambassadeur soviétique, J. V. Chikin, avait quitté l'Albanie dès le 19 août 1961, c'est-à-dire deux mois avant le XXII<sup>e</sup> Congrès du PCUS.*] Quelques jours plus tard, le 3 décembre, le gouvernement soviétique retira tout le personnel de son ambassade et de sa représentation commerciale en Albanie et expulsa du territoire de l'Union soviétique le personnel de l'ambassade et le conseiller commercial albanais.

Ainsi, le groupe révisionniste de Khrouchtchev, persévérant dans sa ligne, cessa toute relation avec l'Albanie socialiste, alors que, d'autre part, il entretenait des relations avec les régimes les plus réactionnaires du monde et se rapprochait toujours plus d'eux.

Le processus contre-révolutionnaire, qui affecta aussi les autres pays de démocratie populaire d'Europe, eut des répercussions sur leur politique extérieure. Ils apportèrent leur soutien à Moscou et en général suivirent son exemple, se rapprochant des pays occidentaux en leur ouvrant leurs portes, et, en même temps, afin de l'isoler, ils boycottèrent l'Albanie socialiste, renoncèrent à la coopération antérieure et aggravèrent leurs relations avec elles, les réduisant au minimum.

Les partis révisionnistes des pays de l'Europe de l'Est intensifièrent leurs menées contre l'Albanie surtout après le XXII<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Ils approuvèrent des résolutions et organisèrent de vastes campagnes de propagande où ils condamnaient la direction albanaise comme «responsable» de la dégradation des relations avec eux en refusant soi-disant toute discussion sur les divergences qui s'étaient fait jour. Ils s'abstenaient maintenant d'inviter le PTA à leur congrès, dont ils utilisaient abondamment les tribunes pour lancer des attaques contre elle. Ce fut le cas des congrès des partis de Bulgarie, de Hongrie, de Tchécoslovaquie et de la R.D. d'Allemagne. A tous ces congrès il apparut clairement que les khrouchtchéviens avaient depuis longtemps entrepris une campagne en vue d'exclure le PTA du mouvement communiste international et la RPA du camp socialiste. Dans le même temps, les divergences s'étendirent, du domaine idéologique à celui des rapports d'Etat à Etat.

Les gouvernements des pays de l'Europe de l'Est rompirent eux aussi unilatéralement une série de contrats conclus dans les domaines économique, culturel et technico-scientifique. Eux aussi rappelèrent leurs spécialistes, chassèrent de leurs écoles les étudiants albanais; refusèrent de signer des accords commerciaux pour les années 1961-1965. Afin de freiner la construction du socialisme en Albanie, certains de ces gouvernements suspendirent en 1962, les crédits qu'ils devaient lui accorder pour son 3<sup>e</sup> plan quinquennal. En raison de ces comportements hostiles, la construction d'un certain nombre d'établissements industriels ne commença que vers la fin de la troisième année du quinquennat car il fallut pas mal de temps pour en compléter les projets et en assurer l'équipement nécessaire.

Malgré ces attitudes anti-albanaises, les relations entre la RPA et les pays de l'Europe de l'Est ne furent pas entièrement rompues. Seulement elles se limitèrent à des échanges commerciaux sur la base du clearing et de la réciprocité. Dans le même temps, le gouvernement albanais commença à rembourser les crédits qui lui avaient été accordés.

Lorsque les forces militaires d'Union soviétique, de Pologne, de l'Allemagne de l'Est, de Hongrie et de Bulgarie attaquèrent le 21 août 1968, la Tchécoslovaquie, l'Albanie ne manqua pas de condamner fermement cet acte, le qualifiant d'«agression de type fasciste», qui représentait «la plus grave atteinte que la clique khrouchtchéviennne de Brejnev-Kossiguine portait à l'honneur et au prestige de l'Union soviétique et du peuple soviétique». («Déclaration du CC du PTA et du Conseil des ministres de la RP d'Albanie», 22 août 1968 dans *Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 5, p. 412.) C'était, pour les peuples de l'Europe et du monde entier, le plus grand avertissement quant au péril que représentaient les social-impérialistes soviétiques. L'agression perpétrée contre la Tchécoslovaquie par les forces armées du Pacte de Varsovie attesta une fois de plus la justesse des jugements du PTA, qui avait depuis longtemps déclaré que ce Pacte s'était mué d'instrument de défense en un instrument d'agression.

D'abord avec le blocus contre l'Albanie puis avec l'occupation de la Tchécoslovaquie, les révisionnistes khrouchtchéviens foulèrent définitivement aux pieds les principes sur lesquels reposait le Pacte de Varsovie.

Pour la République populaire d'Albanie, en particulier, que les révisionnistes avaient en fait depuis longtemps exclue du Pacte de Varsovie, l'existence de ce Pacte n'avait rien de positif. Au contraire il menaçait la liberté et l'indépendance du peuple albanais. Pour toutes ces raisons, l'Assemblée populaire de la République populaire d'Albanie, à sa session extraordinaire du 13 septembre 1968, décida de dénoncer ce Pacte et de libérer l'Albanie de toute obligation qui en découlait.

Les pays capitalistes et au premier chef les puissances occidentales virent dans la sortie de la RP d'Albanie du Pacte de Varsovie et dans le danger croissant d'une éventuelle agression soviétique dans les Balkans, surtout dans les rapports toujours plus tendus entre l'Union soviétique et l'Albanie pendant septembre et octobre 1968, une circonstance politique favorable qui leur laissait espérer que l'Albanie, restée seule en Europe, s'intégrerait enfin dans le camp impérialiste. Dans ce contexte, tout leur appareil de propagande accorda une place importante aux nouvelles et aux commentaires provocateurs et bellicistes.

La détermination de la RP d'Albanie d'avancer sans arrêt dans la voie du socialisme, et cela en dépit des difficultés temporaires que lui imposait le blocus impérialiste et révisionniste, eut vite fait de démentir ces spéculations.

### **3. L'extension des relations diplomatiques et économiques de la RP d'Albanie avec divers pays du monde**

Un des objectifs de la politique étrangère de l'Albanie était l'amélioration et l'extension de ses relations avec les pays voisins. Le gouvernement albanais jugeait qu'il était dans l'intérêt du peuple albanais et des peuples qui lui étaient voisins de ne pas avoir de bases militaires étrangères dans leurs pays respectifs, de ne faire aucune facilité aux bâtiments de guerre des flottes d'agression étrangères, de rompre tout lien avec le pacte agressif de l'OTAN et de barrer la voie aux influences impérialistes.

L'Albanie était pour le développement des relations normales d'Etat à Etat avec la Yougoslavie et sa politique à cet égard restait inchangée. Les contradictions idéologiques et politiques inconciliables qui opposaient le PTA et l'Etat albanais à la Ligue des communistes de Yougoslavie et à l'Etat yougoslave ne devaient pas être un obstacle à l'amélioration des relations d'Etat à Etat entre les deux pays.

Mais le gouvernement yougoslave, bien qu'il eût constaté la vanité et l'échec de ses complots et de ses marchandages sur le dos de l'Albanie, s'en tint même dans les années '60 à sa politique antérieure hostile à l'Albanie. Profitant aussi de l'alignement déclaré des révisionnistes khrouchtchéviens dans le front des ennemis du Parti et du peuple albanais et d'amélioration des rapports soviéto-yougoslaves, il poursuivit ses agissements de chantage et de subversion, provoqua divers incidents, en maintenant ainsi une situation de tension dans ses relations d'Etat à Etat avec l'Albanie.

L'amélioration des relations entre les deux pays était aussi empêchée par la politique nationale-chauvine d'oppression et d'exploitation poursuivie par le gouvernement yougoslave à l'égard de la population albanaise de Kosove, de Macédoine et du Monténégro, population qui préservait ses sentiments nationaux et ses traditions patriotiques en s'opposant aux visées de dénationalisation.

En dépit de la richesse de son sous-sol et de ses ressources énergétiques, de la fertilité de ses terres et de sa population active et industrielle, la Kosove était considérée comme une région destinée à fournir des matières premières et une main-d'œuvre bon marché à l'industrie yougoslave. Les régions albanaises de Macédoine et du Monténégro se trouvaient dans une situation encore plus lamentable.

Les Albanais de Yougoslavie faisaient également l'objet d'une politique de discrimination flagrante dans le domaine de la langue, de l'enseignement, de la culture et des droits constitutionnels.

La prétendue «liberté de vivre où l'on veut» et «de s'appeler comme on veut» légalisait la dénationalisation de la population albanaise de Yougoslavie à travers une émigration permanente à l'étranger comme dans les autres républiques du pays, alors que la masse compacte des Albanais restait répartie entre trois républiques (Macédoine, Serbie et Monténégro) et une région autonome (Kosove).

L'attitude chauvine à l'égard de la population albanaise n'était pas due à certaines «erreurs» fortuites ou masquées des forces grandes-serbes, elle était le résultat de la ligne politique franchement national-chauvine que poursuivait l'Etat yougoslave et qu'il avait depuis longtemps érigée en système.

Le nouveau durcissement des contradictions intérieures et extérieures de la Yougoslavie contraignit Tito à éliminer, en juillet 1966, le groupe grand-serbe de Rankovic après l'avoir accusé d'être «responsable» de toutes les «déviation» constatées. Imputant à Rankovic tous les crimes commis en Kosove, les autorités yougoslaves cherchèrent à manœuvrer de manière à tromper la population albanaise révoltée et à la calmer avec quelques concessions partielles.

La population albanaise de Yougoslavie profita de ces circonstances et, dans la mesure où les conditions le lui permettaient, redoubla d'efforts pour réaliser ses justes aspirations et revendications politiques, nationales, économiques et culturelles.

Le PTA et le peuple albanais avaient, dans le cadre des normes internationales, pleinement le droit de dénoncer tout acte niant les droits nationaux de leurs frères à qui ils étaient unis par des liens de sang et par la même langue, toute mesure visant à les dénationaliser ou à les expulser du sol de leurs ancêtres, toute tentative, sous quelque forme que ce fût, pour dresser la Kosove contre la République populaire d'Albanie. «Négliger ce fait, souligna le camarade Enver Hoxha, se désintéresser de leur sort, équivaudrait pour nous à une attitude antimarxiste, à une trahison nationale». (Enver Hoxha, *La juste politique du Parti et le travail héroïque du peuple font aussi prospérer et progresser nos régions montagneuses*, éd. alb., p. 54, Tirana, 1970.)

Adoptant une attitude internationaliste envers les peuples de Yougoslavie, le gouvernement albanais les invitait à comprendre justement sa conduite fraternelle et son intérêt pour les Albanais de Kosove et d'autres régions de Macédoine et du Monténégro. La République populaire d'Albanie se déclarait prête à satisfaire leur désir de disposer d'ouvrages et livres littéraires et scientifiques, de films, d'enregistrements et de disques albanais, elle était donc prête à collaborer dans le domaine culturel. Outre les échanges commerciaux, l'Albanie pouvait développer avec la Yougoslavie les relations culturelles, en particulier avec la Kosove, à laquelle elle était liée par la nationalité, la langue, les traditions, l'identité culturelle, etc.

Un pas en avant fut accompli dans ce sens en janvier 1968 avec la participation d'un groupe de travailleurs des institutions de recherche et d'enseignement de Kosove à la Conférence nationale sur le 500<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Skanderbeg. Ce fut là une bonne initiative qui, par la suite alla s'étendant. Le 27 octobre 1970 fut signé à Tirana entre l'Université de Tirana et l'Université de Prishtina le premier protocole d'une vaste coopération dans les domaines de l'enseignement et de la science pour 1970-1971. Ce protocole fut renouvelé les années suivantes.

Il prévoyait la venue à l'Université de Tirana d'un certain nombre de cadres supérieurs de l'Université de Prishtine en vue d'un échange d'expérience, de consultations et d'une période de spécialisation, ainsi que l'envoi auprès de l'Université de Prishtina d'un certain nombre de cadres de l'Université de Tirana pour tenir des cycles de conférence et procéder également à un échange d'expérience. Il prévoyait aussi l'échange d'ouvrages didactiques, scientifiques, etc. L'application de ce protocole permit aux deux universités de profiter mutuellement de leurs acquis scientifiques et surtout à l'Université de Prishtina d'améliorer divers cours faits en albanais, en particulier les cours sur l'histoire, la langue et la culture du peuple albanais. Mais alors que le gouvernement albanais appuyait sincèrement ces initiatives tendant au renforcement de la coopération culturelle et scientifique entre la RP d'Albanie et la Kosove, «Tito et compagnie caressaient leur ancien rêve d'influer, à travers Kosove, sur les forces libérales en Albanie et de rendre ainsi possible l'union de l'Albanie avec la Kosove dans le cadre de la Yougoslavie.» (Enver Hoxha, *Les Titistes*, éd. fr., p. 644, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.)

Devant le danger croissant d'une agression soviétique dans les Balkans, notamment après les événements de Tchécoslovaquie, la République populaire d'Albanie adopta une position clairement définie et observa une juste attitude révolutionnaire. S'opposant aux plans expansionnistes des social-impérialistes soviétiques et de leurs caudataires, elle prit résolument la défense de la liberté et de l'indépendance des peuples balkaniques et déclara que le peuple albanais se tiendrait aux côtés des peuples de Yougoslavie et de Roumaine en cas d'agression dirigée contre eux.



En ce qui concerne la Grèce, le gouvernement albanais fit des efforts pour mettre fin à la situation anormale créée dans les relations albanais-grecques. A part son souci d'établir des relations diplomatiques normales sans aucune condition préliminaire, il donna aussi d'autres preuves de sa bonne volonté.

Dans le cadre du rapatriement des Grecs réfugiés en Albanie de 1947 à 1949, leurs derniers groupes regagnèrent la Grèce de leur propre gré et avec tous leurs biens dans les années 1961-1964.

Bien que n'ayant pas de relations diplomatiques avec la Grèce, la République populaire d'Albanie, fidèle à sa politique dans le domaine du commerce extérieur fit preuve d'esprit de compréhension à l'égard des souhaits de milieux commerciaux grecs en vue d'établir des échanges.

Mais les gouvernements grecs de l'époque dressèrent des obstacles artificiels sur la voie du développement de ces échanges commerciaux. Ainsi, la Chambre de commerce d'Athènes et celle de la République populaire d'Albanie ne purent conclure que deux accords.

En dépit de la bonne volonté de la partie albanaise, les gouvernements grecs des années '60 sous prétexte qu'ils y étaient «obligés» par le prétendu «état de guerre» avec l'Albanie, lequel recelait des revendications territoriales, s'en tinrent à cette attitude hostile. Ils se livrèrent à des provocations, encouragèrent les forces chauvines et ceux qu'on appelait les vorio-épirotes à réclamer «la libération de l'Épire du Nord» et «son union à la Grèce». Ces menées se heurtèrent à la ferme détermination du peuple albanais et de son gouvernement à défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de leur pays.

De ce fait, dans les trois décennies qui suivirent, les relations albanais-grecques marquèrent le pas.

Avec l'Italie, pays voisin d'outre-mer, les relations d'Etat à Etat connurent un développement normal. Leur maintien et leur proportion répondaient aux intérêts des deux pays. Le gouvernement albanais n'avait pas manqué de faire preuve de bonne volonté dans ce sens.

De 1961 à 1970, ces relations se concrétisèrent surtout dans le domaine du commerce, où des progrès furent faits dans l'échange de marchandises.

La RP d'Albanie attachait également de l'importance au développement et à l'extension de ses relations avec les pays asiatiques. Dans le cadre de ces relations, la RP de Chine, la RD du Vietnam et la RDP de Corée occupaient la place principale.

Les relations de la RP d'Albanie avec la RP de Chine connurent notamment un grand essor à la suite de la signature d'un certain nombre d'accords et de protocoles de caractère économique, culturel, scientifique, technique, militaire et maritime.

Le peuple albanais et son gouvernement apprécièrent l'aide qui leur était accordée par la Chine, son rôle, entre autres facteurs extérieurs, dans le développement économique de leur pays; ils y virent une aide désintéressée apportée sans aucune condition politique par un peuple ami, une aide qui servait la grande cause de la révolution et du socialisme.

En dépit des divergences qui s'étaient fait jour entre le Parti du Travail d'Albanie et le Parti communiste chinois sur maintes questions de principe, l'Albanie soutint la Chine aux moments les plus critiques que celle-ci traversait à la suite des profondes secousses intérieures et des attaques dont elle était l'objet dans tous les domaines de la part des impérialistes et des révisionnistes. L'Albanie soutint dans l'arène internationale toutes les prises de position et les actions de la Chine qu'elle jugeait justes.

Les diplomates albanais luttèrent opiniâtrement pour le rétablissement des droits de la République populaire de Chine à l'ONU, droits qui lui étaient niés par les impérialistes américains et autres. Le gouvernement albanais soutint le droit du peuple chinois à libérer Taïwan et les autres îles chinoises, il condamna le complot impérialiste des «deux Chines» ou d'«une Chine et d'un Taïwan».

Dans le même temps, le PTA avait observé avec inquiétude les prises de position et les agissements antimarxistes et chauvins qui étaient souvent le fait des dirigeants chinois, il avait aussi formulé des jugements critiques sur les événements qui se produisaient en Chine. Ces jugements, le PTA sans pour autant les rendre publics, en avait fait part à la direction chinoise dans un esprit de camaraderie et en temps voulu.

Le PTA s'opposa à la ligne profondément opportuniste de la direction chinoise à l'égard des révisionnistes soviétiques. Celle-ci se montrait hésitante envers eux observant une attitude tantôt attentiste et réservée, tantôt «offensive», conformément aux conjonctures politiques du moment et à ses intérêts pragmatiques.

En octobre 1964, au nom du CC du PCC et du Conseil d'Etat de la RP de Chine, Chou En-laï proposa au PCA de soutenir la nouvelle direction de l'Union soviétique avec Brejnev à sa tête et de se rallier à elle dans la «lutte contre l'ennemi commun, l'impérialisme».

Le CC du PTA rejeta catégoriquement cette proposition qui tendait à étouffer la lutte contre le révisionnisme et à conduire à une réconciliation avec lui. Dans la lettre au CC du PCC du 5 novembre 1964, il soulignait entre autres que le départ de Khrouchtchev de la scène politique était certes une importante victoire du marxisme-léninisme, mais qu'il ne fallait pas la surévaluer, ni relâcher sa vigilance et encore moins cesser la lutte pour anéantir le révisionnisme moderne et lui infliger une défaite totale.

La direction chinoise qui se caractérisait par un chauvinisme de grand Etat, observait envers le PTA et la RP d'Albanie une attitude qui n'était ni correcte ni sincère. Elle n'approuvait pas la ligne conséquente et révolutionnaire du PTA et, en conséquence observait une attitude passive quand il s'agissait d'en prendre la défense. Les dirigeants chinois avec à leur tête Mao Tsétoung, cherchaient à imposer au PTA leur ligne erronée et refusaient de discuter préalablement avec lui de questions d'intérêt commun.

La direction chinoise qui était disposée à passer des compromis avec les ennemis du marxisme-léninisme et à se réconcilier avec eux, s'efforça de mettre l'Albanie au service de la ligne stratégique et tactique qu'elle suivait en Europe et notamment dans les Balkans. Elle chercha à promouvoir un arrangement entre la Yougoslavie, la Roumanie et l'Albanie pour qu'elles fassent bloc contre les Soviétiques. Dès le mois d'octobre 1968, dans la situation créée dans les Balkans au lendemain de l'occupation de la Tchécoslovaquie par les Soviétiques, Chou En-laï proposa au gouvernement albanais d'entamer, avec les dirigeants yougoslaves des pourparlers en vue de la conclusion d'un traité d'amitié et d'assistance mutuelle. Selon lui, pour pouvoir tenir tête à une agression éventuelle de la part des Américains ou des Soviétiques, l'Albanie, étant un petit pays, n'avait qu'une issue, la pratique de la guerre de partisans chez elle et la conclusion d'une alliance militaire avec la Yougoslavie et la Roumanie. Il accompagna cette proposition d'un rejet des principes stratégiques et tactiques de la défense albanaise, en prétendant que l'Albanie n'avait que faire d'un armement lourd.

Le CC du PTA condamna et repoussa le plan de Chou En-laï. Il considéra sa proposition «comme une tentative de caractère réactionnaire de la direction chinoise pour entraîner l'Albanie dans le filet des complots bellicistes à travers des alliances militaires et faire de la zone des Balkans une poudrière, tout comme cherchaient à le faire les social-impérialistes soviétiques et les impérialistes américains». (*Lettre du CC du PTA et du gouvernement de la RPS d'Albanie au CC du PCC et au gouvernement chinois*, éd. alb., p. 32, Tirana, 1978.)

Alors que l'Albanie œuvrait à renforcer ses relations amicales avec le peuple chinois, le gouvernement de Pékin commença à user de pressions économiques, violant ainsi brutalement les déclarations communes albano-chinoises de janvier 1964 et de mai 1966 dans lesquelles les deux parties affirmaient que les pays socialistes, grands ou petits, économiquement développés ou non, doivent fonder leurs rapports sur les principes marxistes-léninistes du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'égalité complète, du soutien et de l'entraide internationalistes prolétariens.

La RP de Chine ne respecta pas régulièrement les accords, les protocoles et les critères définis par les deux parties concernées. Dans la plupart des cas, elle fit traîner en longueur la construction des unités industrielles prévues, ce qui retarda de un à six ans leur entrée en service. C'est ce qui se produisit avec l'usine de ferrochrome, alors que pour ce qui concerne certaines autres unités, comme la centrale hydro-électrique de Vau i Dejës, elle renonça à participer à la mise au point des projets afin d'empêcher qu'elles ne soient jamais construites. Les nombreux obstacles dressés pour l'octroi de crédits, le retard dans la remise des projets des nouvelles unités industrielles qui devaient être mises sur pied en Albanie par les Chinois visaient un seul but, le développement unilatéral de l'économie albanaise. Les dirigeants chinois dans leur dessein de laisser l'Albanie privée d'une industrie lourde et

d'en faire un pays économiquement dépendant du leur, s'obstinaient à soutenir l'idée erronée que la RP d'Albanie n'était en mesure ni de construire ni de mettre en service en temps voulu les nouvelles unités industrielles que lui fournissait la Chine. C'est pourquoi la construction des établissements de l'industrie lourde en Albanie avec l'aide de la Chine se heurta à de nombreuses difficultés qui furent surmontées grâce au travail inlassable des travailleurs et des spécialistes albanais. Quant aux relations entre la RP d'Albanie et la RD du Vietnam et la RDP de Corée, elles se développèrent dans un esprit d'amitié et de coopération, s'étendant progressivement à divers domaines.

Au printemps 1961, la RP d'Albanie signa avec la RDP de Corée ainsi qu'avec la RD du Vietnam des traités de commerce et de navigation, qui prévoyaient le développement et le renforcement des relations commerciales ; les parties concernées se reconnaissaient le statut de la nation la plus favorisée en matière de commerce et de navigation, ainsi que dans les autres domaines de la coopération économique.

En vertu d'accords renouvelés chaque année, le gouvernement de la RP d'Albanie fournit à la République démocratique du Vietnam une aide économique gratuite, que les Vietnamiens considèrent comme une grande source d'inspiration pour leur peuple et leur armée, comme une contribution au raffermissement de l'amitié entre les deux pays.

En 1966, afin de renforcer davantage les relations et la solidarité combattante entre le peuple albanais et le peuple du Sud-Vietnam, fut décidé l'établissement à Tirana d'une mission permanente du Front national de libération du Sud-Vietnam. En juin 1969, le gouvernement albanais reconnut le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam comme le seul gouvernement légitime du pays et sa mission permanente à Tirana comme son représentant diplomatique officiel au niveau d'ambassade.

Le peuple albanais se tint toujours aux côtés des peuples vietnamien et coréen dans leur juste lutte contre l'impérialisme américain et ses instruments pour la défense de leurs conquêtes et la réunification de leurs pays. De 1962 à 1970, l'Albanie socialiste établit des relations diplomatiques avec une série d'autres pays indépendants d'Asie, comme le Cambodge, la République arabe du Yémen, la République islamique du Pakistan, la République d'Indonésie, la République arabe de Syrie et la République populaire du Yémen du Sud.

L'Albanie continua aussi à étendre avec succès ses relations avec divers pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine.

Elle entretenait déjà des relations diplomatiques avec la plupart des pays d'Europe. En 1969 et 1970 elle établit des relations diplomatiques avec la Suède, le Danemark, la Suisse et les Pays-Bas. Ses relations commerciales et culturelles enregistrèrent, elles aussi des progrès, encore qu'à un rythme moindre.

La RP d'Albanie n'établit de relations diplomatiques ni avec la Grande-Bretagne ni avec la République fédérale d'Allemagne, car la première ne lui avait pas encore restitué l'or qui lui appartenait et la seconde ne lui avait pas versé les réparations de guerre qu'elle lui devait.

La RP d'Albanie établit surtout des relations avec de nombreux pays d'Afrique. Le gouvernement albanais salua la création des nouveaux Etats africains et les reconnut en même temps comme des pays indépendants et souverains. Il établit des relations diplomatiques avec beaucoup d'entre eux, et se montra prêt à coopérer dans les domaines économique, culturel, technique et scientifique avec ces pays qui venaient de s'engager dans la voie de leur développement indépendant. Les premiers pas accomplis dans ce sens au début des années '60 furent concrétisés par une série d'accords passés avec le Ghana, la Guinée, la République du Mali, l'Algérie, le Maroc et la République arabe unie.

Le peuple albanais a été l'ami et l'allié fidèle des peuples africains. Il soutint la lutte de libération des peuples d'Algérie, d'Angola, d'Oman, du Mozambique, de la Guinée-Bissau, du Zimbabwe, etc. Le gouvernement de la RP d'Albanie condamna énergiquement l'intervention militaire des Etats-Unis au Congo en novembre 1964 et refusa de contribuer aux prétendues dépenses nécessitées par l'envoi des forces de l'ONU dans ce pays. Il démasqua la politique de discrimination raciale appliquée par les cliques racistes et fascistes en Afrique du Sud et déclara qu'il n'établirait pas de relations diplomatiques avec cet Etat tant que celui-ci n'aurait pas renoncé définitivement à cette politique.

En ce qui concerne les rapports de la RP d'Albanie avec les pays d'Amérique latine, elle n'établit de relations diplomatiques qu'avec le Brésil, alors qu'avec Cuba, à part les relations diplomatiques, elle avait des relations commerciales qui furent suivies de relations culturelles, techniques et scientifiques. La signature à la Havane, en avril 1962, d'un traité de commerce et de navigation constitua une bonne base pour le développement des relations économiques entre les deux pays. A la fin des années 60, la République populaire d'Albanie avait à son actif un riche bilan de succès dans l'arène internationale. Les tentatives et les espoirs des impérialistes et des révisionnistes khrouchtchéviens de la mettre à bas avaient échoué. L'Albanie socialiste ne fut pas isolée. Au contraire, elle resserra davantage ses liens internationaux rehaussant son autorité et renforçant sa position dans le monde.

En 1970 la RP d'Albanie entretenait des relations diplomatiques avec 48 pays, soit avec 24 de plus qu'en 1960, elle faisait du commerce avec plus de 40 pays d'un système social différent du sien et avec des centaines de firmes sur tous les continents.

## CHAPITRE XI

### L'approfondissement de la révolution socialiste dans les années 1971-1975

A la veille de la grande fête du 30<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du PTA, se réunit à Tirana, du 1<sup>er</sup> au 7 novembre 1971, son VI<sup>e</sup> Congrès.

Ce congrès dressa le bilan de l'activité du Parti dans la période de la révolutionnarisation plus poussée de toute la vie du pays de 1966 à 1970, tira des enseignements de l'expérience acquise dans le cadre d'approfondissement de la révolution socialiste et fixa de nouvelles tâches dans tous les domaines. Il approuva les directives du 5<sup>e</sup> plan quinquennal 1971-1975 qui prévoyaient un accroissement sensible des forces productives et le perfectionnement des rapports de production, donna des orientations en vue de la préparation d'une nouvelle Constitution qui serait adaptée à l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste en Albanie et définit des tâches importantes pour le développement de la révolution dans les domaines idéologique, culturel, technique et scientifique.

Faisant la synthèse des mouvements révolutionnaires des masses travailleuses, le VI<sup>e</sup> Congrès du PTA souligna la nécessité de les mener plus avant ; de réduire l'influence que la religion, en dépit de la victoire historique remportée avec l'élimination complète de sa base matérielle, exerçait encore sur certains individus et groupes de gens qui représentaient la couche la plus arriérée des travailleurs ; de poursuivre le mouvement d'émancipation complète de la femme en instaurant une égalité entière entre l'homme et la femme au sein de la famille et de la société ; d'intensifier la lutte contre la mentalité et la psychologie petites-bourgeoises en veillant en particulier à l'éducation de la classe ouvrière et des larges masses travailleuses.

Le VI<sup>e</sup> Congrès du PTA traita certains importants problèmes théoriques. Il défendit le marxisme-léninisme contre les attaques des divers révisionnistes, y compris les chinois, qui niaient le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son parti marxiste-léniniste, et souligna à nouveau la nécessité impérieuse de poursuivre la révolution et l'édification du socialisme conformément à la doctrine de Marx, Engels, Lénine et Staline.

A la fin de ses travaux, le VI<sup>e</sup> Congrès élut le Comité central du PTA et la Commission centrale de Contrôle et de Vérification. Le camarade Enver Hoxha fut réélu Premier secrétaire du CC du PTA. Les décisions du VI<sup>e</sup> Congrès du PTA furent très importantes pour le renforcement de la dictature du prolétariat en Albanie, pour l'intensification de la lutte contre les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme, pour le développement de l'économie socialiste à des rythmes accélérés.

#### 1. Le durcissement de la lutte de classes dans les domaines idéologique, politique et économique

Après le VI<sup>e</sup> Congrès du PTA, la lutte de classes s'intensifia sur une grande échelle. Elle était une composante de la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste qui était menée sur tous les fronts, dans l'idéologie, la politique, l'économie, la culture, l'art, etc. Cette lutte fut conduite contre l'action farouche des ennemis extérieurs et intérieurs, mais aussi au sein du peuple contre les survivances de l'idéologie, des coutumes, des normes et des pratiques étrangères au socialisme.

Dans ces conditions, les services secrets étrangers activèrent en particulier leur agent Mehmet Shehu, encore président du Conseil des ministres à l'époque. Ce dernier se mit à échafauder des plans concrets pour renverser la situation en Albanie en faveur de l'Occident, de mettre en action et de pousser à cette fin divers agents, mais sans se compromettre lui-même. Il commença ainsi à mettre en œuvre son plan de complots ramifiés en faisant agir le groupe hostile de Fadil Paçrami dans le domaine de la culture, des arts et de la Radiotélévision, le groupe de Beqir Balluku pour la préparation d'un putsch militaire, et le groupe d'Abdyl Këllezhi, Koço Theodhosi et Kiço Ngjela pour saboter notre économie. (Enver Hoxha, *Les Titistes*, éd. fr., pp. 643-644, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.) Ces groupes hostiles furent démantelés, mais Mehmet Shehu réussit à cacher son jeu.

Malgré la lutte continue qui avait été menée contre le bureaucratisme et les succès obtenus dans ce sens, le danger de la dégénérescence bourgeoise et révisionniste de l'Etat socialiste n'avait pas été écarté. L'importance de la lutte contre le bureaucratisme n'avait pas encore été parfaitement comprise dans la pratique. Aussi fallait-il ne jamais perdre de vue la tâche fixée par le VI<sup>e</sup> Congrès du Parti pour la lutte contre le bureaucratisme.

Le discours prononcé par le camarade Enver Hoxha le 26 février 1972 au plénum du Comité du Parti du district de Mat quelque quatre mois après la tenue du VI<sup>e</sup> Congrès du Parti, marqua un nouveau pas en avant dans l'intensification de cette lutte. L'idée fondamentale de ce discours était que tous devaient bien comprendre que ce sont les larges masses du peuple qui édifient le socialisme, alors que le Parti de la classe ouvrière a pour tâche de promouvoir leur prise de conscience.

Une série de problèmes essentiels demandaient à être résolus, entre autres l'accroissement du rôle du contrôle direct exercé par les masses en tant que moyen important pour préserver le Parti et l'Etat socialiste de la dégénérescence bourgeoise et révisionniste, la mobilisation accrue des conseillers et des députés pour la solution des problèmes du gouvernement du pays dans le cadre des compétences que leur reconnaissait la loi, la nécessité de se montrer encore plus exigeants avec les cadres dirigeants des collectifs de travailleurs, de réduire les organigrammes et les appareils, etc.

Une question qui gardait toute son acuité était l'instauration d'un plus juste rapport entre le Parti, les cadres et les masses, l'accroissement du nombre des membres du Parti travaillant directement à la production, l'établissement d'un meilleur rapport entre les membres du Parti et les cadres sans-parti dans les organes de l'Etat, les appareils administratifs, économiques et les organisations de masse, la nomination d'un plus grand nombre d'ouvriers membres du Parti ou sans-parti dans ces appareils. C'était là une tâche qui se posait avec force, car, à l'époque, dans les appareils des départements ministériels la moitié environ des employés étaient membres du Parti, dans certains ministères ce taux était encore plus élevé, dans les appareils de l'Union de la Jeunesse au sommet comme à la base il dépassait 51% des effectifs et dans les Unions professionnelles 67%, etc. A l'Assemblée populaire également un nombre élevé de députés étaient membres du Parti.

Au cours du grand débat populaire qui eut lieu après le discours d'Enver Hoxha dans le Mat et qui contribua à la révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays, beaucoup des problèmes posés furent résolus, les conceptions et les pratiques bureaucratiques durement frappées, la demande de comptes renforcée, la discipline raffermie et le sentiment de responsabilité au travail élevé. L'important, c'était qu'au cours de ce débat les masses ne se contentaient pas de constater, de soulever des problèmes, de formuler des observations et des critiques, de dire ouvertement et avec courage ce qu'elles pensaient du travail et des gens, mais qu'elles prenaient aussi des décisions concrètes et des mesures pratiques pour apporter une solution aux problèmes posés.

Les masses critiquaient le bureaucratisme et les bureaucrates, ceux qui n'accomplissaient pas leurs tâches, qui faisaient tramer en longueur la solution des problèmes, qui agissaient à rencontre des lois de l'Etat et des normes du Parti, qui foulaient aux pieds les intérêts et les droits des travailleurs.

En un temps où le pays entier était engagé dans la lutte contre le bureaucratisme, des déformations se firent jour qui favorisèrent la propagation des manifestations étrangères au socialisme et des attitudes libérales envers elles. Les directives claires données par le CC du PTA en vue de l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle et de la lutte sur les deux flancs, et contre le conservatisme, et contre le libéralisme, n'avaient pas été appliquées comme il se devait dans certaines sphères d'activité comme la littérature, la musique, les arts plastiques et l'éducation morale et esthétique de la jeunesse. Des manifestations étrangères à l'esprit du socialisme apparurent donc dans certaines créations artistiques, notamment au 11<sup>e</sup> Festival de la Chanson à la Radiotélévision, dans quelques pièces de théâtre, films, poèmes, peintures et ailleurs, dont les auteurs laissaient apparaître des tendances modernistes et imitaient des modèles étrangers en s'écartant du fond national. L'influence de l'idéologie bourgeoise et révisionniste s'était manifestée aussi dans des attitudes incorrectes envers le travail, l'école et la propriété du peuple, dans le mépris des normes de bonne conduite, de la morale communiste dans la société et la famille, par la tendance de certains à adopter le mode de vie bourgeois et révisionniste, etc. Ces manifestations s'observaient davantage dans certains milieux de l'intelligentsia et de la jeunesse.

La pression idéologique exercée par les ennemis du dehors de concert avec ceux du dedans avait revêtu le caractère d'une véritable agression idéologique tendant à liquider le socialisme en Albanie. Quelque limitée que fût la propagation de conceptions et de goûts étrangers au socialisme, de la mode et de la façon de vivre et de se comporter propres aux pays capitalistes, elle devait être considérée comme un grave danger et combattue avec force en temps voulu.

Les jugements que le camarade Enver Hoxha porta sur ces problèmes dans son discours du 9 janvier 1973 au Présidium de l'Assemblée populaire et dans celui du 15 mars 1973 à l'appareil du CC du PTA, contribuèrent à combattre avec rigueur les manifestations de libéralisme dans tous les domaines.

Soucieux d'intensifier encore cette lutte, le CC du PTA convoqua son 4<sup>e</sup> plénum du 26 au 28 juin 1973. Ce plénum considéra le débat sur ces problèmes parmi les travailleurs et leur lutte contre les influences étrangères comme des actions très importantes qui, menées avec rigueur, permettraient de barrer la voie à la pénétration de l'idéologie bourgeoise et révisionniste dans notre pays.

Le 4<sup>e</sup> plénum condamna en particulier les agissements du groupe de Fadil Paçrami, Todi Lubonja et consorts qui avait accompli consciemment un travail hostile en tolérant, voire en encourageant le libéralisme dans la littérature, les arts et la culture. Au poste de secrétaire du Comité du Parti de la capitale, où se trouvaient la plupart des écrivains et des artistes du pays, Fadil Paçrami, en opposition avec la ligne du PTA, s'efforçait d'étouffer la lutte de classe et de répandre un esprit libéral et moderniste prononcé dans la littérature, les arts et la culture. Quant à Todi Lubonja, le directeur de la Radiotélévision, il s'efforçait, en collaboration avec Fadil Paçrami, à insuffler à la Radiotélévision albanaise un esprit révisionniste, surtout dans le domaine de la musique. Tous deux s'employèrent à miner le rôle dirigeant du Parti dans le secteur de la littérature, des arts et de la culture, non sans coordonner leurs menées contre-révolutionnaires, comme cela fut prouvé par la suite, avec celles d'autres ennemis dans l'armée et l'économie.

En outre, le travail mené auprès des jeunes avait aussi accusé des faiblesses, surtout de la part de certains dirigeants de l'organisation de la Jeunesse, qui avaient soutenu les menées hostiles de F. Paçrami et de T. Lubonja.

L'analyse des manifestations étrangères à l'esprit du socialisme montra que ces phénomènes s'étaient avérés aussi dans le domaine économique, où, en dépit des succès obtenus, s'étaient fait jour des anomalies et des défauts dus à une attitude libérale, des comportements laxistes à l'égard des tâches fixées et des infractions aux lois de l'Etat, un relâchement du contrôle et de la demande de comptes. Afin d'éliminer ces faiblesses, il fut fixé pour tâche de promouvoir une juste compréhension du centralisme et de la démocratie; des critiques furent formulées à l'adresse des départements économiques, notamment de la Commission du Plan d'Etat et du ministère des Finances, qui avaient permis l'apparition de manifestations semblables. Le 4<sup>e</sup> plénum du CC du PTA exclut Fadil Paçrami et Todi Lubonja du Comité central et du Parti et les releva de toutes leurs fonctions d'Etat, pour avoir, par leurs menées hostiles, porté atteinte au Parti et à l'édification du socialisme dans notre pays.

Après le 4<sup>e</sup> plénum, la lutte idéologique contre les manifestations étrangères au socialisme dans la littérature, les arts et la culture s'intensifia encore et s'étendit à d'autres domaines, donnant ainsi une impulsion nouvelle au travail de création.

Notre Parti avait toujours attaché une importance particulière au renforcement et au perfectionnement de la capacité de défense du pays. Son VI<sup>e</sup> Congrès développa encore l'idée marxiste-léniniste d'une défense à laquelle participe tout le peuple en armes et militairement préparé. Se guidant sur la directive de Lénine de faire «de chaque citoyen un soldat et de chaque soldat un citoyen», le VI<sup>e</sup> Congrès recommandait à tous les travailleurs de travailler, d'étudier et de se préparer pour la défense du pays tout à la fois. A cette fin, dès 1970, le camarade Enver Hoxha avait donné des instructions au ministère de la Défense populaire en vue de l'organisation des écoles militaires libres. La préparation au combat du peuple soldat devait s'accomplir sur la base des thèses du Conseil de la Défense sur l'Art militaire populaire.

Une des questions les plus fondamentales sur lesquelles le Congrès porta son attention fut celle du renforcement du rôle dirigeant du Parti dans l'armée. Mais nombre de ces orientations et directives du Comité central du Parti n'étaient pas appliquées dans la pratique, elles étaient dénaturées, voire transgressées, de sorte que le programme révolutionnaire de la préparation des militaires et du peuple tout entier pour la défense de la patrie n'était pas appliqué lui non plus comme il se devait. Ces anomalies avaient à l'origine les menées d'un groupe hostile qui agissait depuis des années dans l'armée et à la tête duquel se trouvaient Beqir Balluku, Pétrit Dume et Hito Çako, à l'époque respectivement ministre de la Défense populaire, chef de l'Etat-major général de l'armée et chef de la Direction politique de l'armée.

Ce groupe, qui s'était mis au service des révisionnistes de divers pays, sabotait systématiquement et en secret les décisions du Comité central du Parti sur l'armée et la défense nationale. Son but ultime était de renverser, par un coup d'Etat, le régime socialiste en Albanie. Pour parvenir à leurs fins, ces ennemis du socialisme comptaient sur l'aide étrangère et ils s'entourèrent d'éléments hésitants, arrivistes, serviles et dégénérés.

Après 1971 ce groupe hostile intensifia encore son action. En ce temps-là, on observa un rapprochement entre les différents révisionnistes et les révisionnistes chinois, d'une part, et l'impérialisme américain et la bourgeoisie internationale, de l'autre, alors que dans le pays et partout à l'étranger la lutte de classes s'était toujours plus exacerbée. Ce groupe hostile jugea cette situation favorable pour intensifier ses menées de sape. Les décisions du 4<sup>e</sup> plénum du CC du PTA et la condamnation des agissements hostiles de F. Paçrami et de T. Lubonja ébranlèrent les chefs de file de ce groupe dans l'armée. Toutefois, ils n'osèrent pas, à l'époque, développer leur complot au grand jour. Ils se bornèrent à chercher à entraver l'application des décisions du 4<sup>e</sup> plénum dans le secteur de l'armée, tout en faisant semblant, en paroles d'y adhérer pleinement.

Les menées de trahison de ce groupe furent éventées un an après la tenue du 4<sup>e</sup> plénum du CC du PTA. Au début on découvrit «les thèses théoriques militaires» préparées en secret par les putschistes. Ces «thèses» étaient diamétralement opposées à la ligne militaire révolutionnaire de notre Parti et aux thèses du Conseil de la Défense sur l'Art militaire populaire. Par la suite, leurs agissements hostiles furent dévoilés dans leur totalité.

Le 5<sup>e</sup> plénum du Comité central du Parti, réuni les 25 et 26 juillet 1974, condamna les menées hostiles de B. Balluku, l'exclut du Comité central et du Parti et le démit de ses fonctions au gouvernement. Pendant six mois de suite, les organisations du Parti furent le théâtre de vives discussions, qui mirent en lumière de nombreux faits et autres arguments prouvant la trahison de ce groupe hostile, qui, pour arriver à ses fins, visait à débilitier l'armée, à démanteler la défense du pays et à réaliser un coup d'Etat.

Le 6<sup>e</sup> plénum du Comité central, réuni les 16 et 17 décembre 1974, analysa l'activité hostile des putschistes après le débat dans le Parti. Il exclut du Comité central du Parti et du Parti même P. Dume et H. Çako pour avoir participé au complot. Le groupe des comploteurs fut traduit en justice.

Le Parti informa toutes les masses travailleuses de l'activité hostile qu'avait menée le groupe des putschistes et les appela à s'atteler à la tâche pour en éliminer toutes les conséquences et toutes les traces.

Afin de raffermir le rôle dirigeant du Parti dans l'armée, le CC du PTA procéda à certaines modifications sur le plan organisationnel. Un grand travail fut mené pour l'éducation idéologique et politique marxiste-léniniste des militaires, toutes les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme dans l'armée furent combattues avec encore plus de force. Une importance particulière fut attachée à la préparation militaire de l'Armée populaire et de tout le peuple soldat. Les écoles militaires libres, négligées par le groupe de traîtres, se multiplièrent et commencèrent à fonctionner dans tout le pays. En un laps de temps relativement court, elles devinrent d'importants centres de préparation politico-militaire des masses travailleuses à toutes les structures militaires. De même, un grand volume de travaux de génie fut très rapidement réalisé pour mieux défendre le pays et abriter la population en cas de guerre, car ces travaux avaient été négligés à dessein par le groupe de comploteurs.

Toutes ces mesures prises renforcèrent encore notre armée populaire. Celle-ci et le peuple en armes élevèrent leur niveau de préparation et leur capacité de défense, en assimilant mieux encore l'art militaire populaire.

Furieux de voir se développer le vaste mouvement des masses pour l'édification du socialisme, les ennemis du dedans, de concert avec les ennemis du dehors, intensifièrent leurs menées de sape dans l'économie également. Pas plus que les agissements des autres groupes hostiles, ces menées n'échappèrent à la vigilance du Parti et du peuple. En février 1975, fut découverte dans le secteur économique une bande d'ennemis qui agissaient sous la direction d'Abdyl Këllezi, Koço Theodhosi et Kiço Ngiela, à l'époque respectivement président de la Commission du Plan d'Etat, ministre de l'Industrie et des Mines et ministre du Commerce.



Ce groupe était en liaison et collaborait avec les deux autres groupes de traîtres qui agissaient à l'instigation et avec le soutien des ennemis extérieurs. Il y avait longtemps que ce groupe menait en secret une activité hostile à la politique économique de notre Etat. Il visait essentiellement à entraver le développement de notre économie socialiste et à l'engager dans la voie du développement capitaliste, en cherchant à introduire dans la direction et l'organisation de l'économie albanaise des formes de travail et des méthodes de l'autogestion titiste et de l'économisme capitaliste. Afin de créer une situation anarchique, il chercha à frapper la direction centralisée et planifiée de l'économie. En un temps où le Parti et les masses travailleuses s'étaient dressés dans la lutte contre le bureaucratisme, ce groupe hostile créa des maillons superflus dans les appareils de l'Etat et de l'économie. Il provoqua de grands dommages dans l'économie nationale en sabotant notamment la prospection et l'extraction du pétrole et du charbon, la construction de nouveaux établissements, et en abusant des fonds destinés aux investissements fondamentaux. Son activité de sape s'étendit aussi à l'agriculture et au commerce extérieur. Les lettres que les gens du peuple adressaient au Parti et au camarade Enver Hoxha furent d'une grande aide pour le dévoilement et la dénonciation de cette activité hostile. Ces lettres démasquaient les ennemis, dénonçaient les bureaucrates, les concessionnaires, les trafics d'influence, et les violations commises dans l'application des lois de l'Etat et des normes du Parti. Cette activité hostile dans l'économie fut analysée et condamnée par le 7<sup>e</sup> plénum du CC du PTA, qui se réunit du 26 au 29 mai 1975 précisément pour étudier ces problèmes. Ce plénum définit aussi les mesures à prendre pour le renforcement de l'économie nationale. Après avoir soigneusement examiné l'action de sabotage menée dans l'économie, le 7<sup>e</sup> plénum exclut Abdyl Këllezï et Koço Theodhosi du Comité central du Parti et de ses rangs, et les démit de toutes leurs fonctions aux organes d'Etat et dans les organisations sociales. Plus tard, Kiço Ngjela fut lui aussi relevé de toutes ses fonctions. Le peuple tout entier fut mis au courant des décisions et des conclusions du 7<sup>e</sup> plénum, qui, après avoir informé les masses travailleuses des torts causés par l'activité hostile de ce groupe, leur rappelait que la lutte de classes se développait âprement à la fois dans les domaines politique, idéologique et économique.

L'éditorial du «Zëri i Popullit» du 3 avril 1975 intitulé «Quand la classe ouvrière parle, le bureaucratisme se tait» donna une puissante impulsion à la lutte des masses travailleuses contre le bureaucratisme. Cet article, qui était pratiquement une directive du Parti, critiquait l'administration pléthorique des appareils dans la capitale comme dans les districts, dans les départements ministériels du centre et dans les entreprises économiques, il critiquait aussi le regroupement au sein de ces organismes d'un nombre excessif d'employés, ce qui alimentait le bureaucratisme. Il y était demandé de ne pas théoriser sans fin sur cette maladie dangereuse, mais d'organiser pratiquement la lutte contre elle, de prendre des mesures concrètes, de réduire les organigrammes pléthoriques, de liquider les maillons superflus.

Au lendemain de la publication de cet éditorial et sous la direction du Parti, les groupes du contrôle ouvrier et paysan avancèrent des propositions concrètes pour supprimer les postes et les maillons superflus dans les départements ministériels. Ces propositions furent immédiatement traduites dans les faits. Les comités exécutifs des conseils populaires adoptèrent eux aussi des mesures du même caractère pour rendre leurs appareils aussi efficaces et souples que possible. Les ouvriers des usines et des entreprises économiques, les travailleurs des diverses institutions proposèrent l'adoption de mesures concrètes pour simplifier encore les organigrammes. Les appareils des départements ministériels centraux furent renouvelés grâce à la rotation des cadres y ayant travaillé pendant très longtemps et à la nomination, à leur place, de gens venus de la production, qui y apportèrent l'esprit de la classe ouvrière. A la suite de quoi, en l'espace de quelques mois, dans les districts de Tirana, d'Elbasan, de Gjirokastër, de Berat et de Lezhe les listes de personnel furent réduites de 9 000 postes qui furent jugés superflus ; la plupart de ceux qui occupaient ces postes passèrent dans la production industrielle et les coopératives agricoles. Le nombre des cadres d'origine ou de condition ouvrières, dans les administrations des départements ministériels, des entreprises économiques et des différentes institutions, au centre comme à la base, s'accrut considérablement.

## **2. Le 5<sup>e</sup> plan quinquennal et les efforts menés pour en atteindre les objectifs.**

Le VI<sup>e</sup> Congrès du Parti approuva les directives du 5<sup>e</sup> plan quinquennal 1971-1975 sur le développement économique et culturel de notre pays.

Conformément à ces directives, la production industrielle globale prévue pour 1975 serait de 61 à 68% supérieure à celle de 1970. Le taux annuel d'accroissement de cette production serait d'environ 10,3% alors que de 1960 à 1970 il avait été de 9,8%.

Le rendement de la production industrielle serait de 26 à 28% plus élevé par rapport à 1970 tandis que le coût de production diminuerait de 13-15%. La production des moyens de production et des marchandises de consommation courante augmenterait respectivement de 62 et 30%.

Au cours de 5<sup>e</sup> quinquennat seraient mises sur pied 270 nouvelles unités industrielles, agricoles et socio-culturelles. Une place importante reviendrait à la construction de certaines grandes unités de l'industrie lourde, comme le complexe métallurgique d'Elbasan, la centrale hydro-électrique de Fierze et la grande raffinerie de pétrole à Ballsh. Les investissements faits pour la construction et le montage du complexe métallurgique et de la Centrale hydro-électrique de Fierze équivalaient à peu près aux investissements faits au cours du 1<sup>er</sup> quinquennat ou à la moitié de ceux effectués pendant le 2<sup>e</sup> quinquennat.

Parallèlement au développement prioritaire de l'industrie lourde, l'industrie légère connaîtrait elle aussi un essor rapide. La production des industries légère et alimentaire prévue pour 1975 serait de 39 à 43% supérieure à celle de 1970. Une place particulière dans les directives du 5<sup>e</sup> plan quinquennal revenait au développement général et à l'intensification plus poussée de l'agriculture. La production agricole globale prévue pour 1975 serait de 65 à 69% supérieure à celle de 1970 et son taux d'accroissement annuel moyen serait de 10,8%, alors qu'en 1970, il n'avait été que de 5,8%.

La voie à suivre en vue de l'accroissement de la production agricole serait principalement l'augmentation des rendements. En 1975 le rendement des céréales panifiables serait de 52% supérieur à celui obtenu en 1970. A cette fin, il fut fixé pour tâche d'obtenir en moyenne 23 quintaux de blé et 30 quintaux de maïs à l'hectare sur toute la surface cultivée.

Dans le cadre de la réduction des disparités essentielles entre villes et campagnes, les directives du 5<sup>e</sup> plan quinquennal prévoyaient une élévation plus rapide du bien-être dans ces dernières. C'est à quoi tendait aussi la décision du CC du Parti et du Conseil des ministres sur l'institution d'un système de pensions de retraite pour les membres des coopératives agricoles avec également la contribution de l'Etat. L'Etat décida aussi de remettre aux paysans les crédits d'un montant de 130 millions de leks qu'il leur avait accordés pour l'électrification de leurs villages.

Le volume des investissements capitaux dépasserait ce qui avait été réalisé jusque-là dans ce domaine. Ces investissements s'élèveraient à environ 16 milliards de leks et leur volume serait supérieur au total des investissements faits de 1946 à 1966.

Le Parti veillait à rattacher étroitement le développement rapide de l'économie à l'élévation continue du niveau de vie matériel et culturel de la population. Le revenu réel par habitant augmenterait de 14 à 17% cependant que le revenu de la paysannerie coopérée s'accroîtrait 2 fois plus vite. Des fonds importants furent destinés au développement plus poussé de l'enseignement, de l'art, de la culture et de la santé publique. Le nombre d'élèves et d'étudiants prévu pour 1975 s'élèverait à environ 780 000, c'est-à-dire il augmenterait de 18% par rapport à 1970.

L'enseignement préscolaire connaîtrait aussi un grand essor et le nombre des enfants fréquentant ses établissements doublerait. Une attention particulière fut prêtée à la formation des cadres supérieurs dont le nombre s'élèverait à 20 000, autrement dit presque 3 fois de plus que durant le 4<sup>e</sup> quinquennat. Au cours du 5<sup>e</sup> quinquennat, le nombre des institutions sanitaires augmenterait encore et il y aurait un médecin pour 850 habitants alors que jusque-là il y en avait un pour 1 180 habitants. La construction de l'Office de la télévision albanaise, l'agrandissement des studios cinématographiques, la construction du complexe polygraphique et de nombre de maisons de la culture ainsi que l'aide accrue apportée par l'Etat favoriseraient l'essor de la culture parmi les masses.

La réalisation des directives du VI<sup>e</sup> Congrès du PTA requéraient la mobilisation de la classe ouvrière tout entière. Un grand travail fut mené à cet égard dans les grandes unités industrielles, dans le complexe métallurgique d'Elbasan, la centrale hydro-électrique de Fierze et la grande raffinerie de Ballsh.

Le complexe métallurgique, comprenant 15 usines, fabriques et ateliers de production auxiliaires aurait une capacité de traitement annuelle de 800 mille tonnes de minerai de ferronickel, il produirait pour environ 250 mille tonnes de laminés ainsi que de la fonte, du nickel, du cobalt, de la tôle, des tubes de différentes dimensions, du cuivre, etc.

La mise en activité de ce complexe permettrait de passer du traitement diversifié des métaux non-ferreux au traitement diversifié des métaux ferreux. La production d'acier donnerait un nouvel élan à l'industrie mécanique et réunirait les prémisses de la création d'une nouvelle branche industrielle, la production de machines.

Un autre grand ouvrage qui serait construit pendant le 5<sup>e</sup> quinquennat, c'était la grande raffinerie de pétrole. La capacité de traitement de cette raffinerie serait de 1 million de tonnes de pétrole par an. La construction de cet ouvrage permettrait de passer, sur la base d'une technologie moderne, du simple traitement du pétrole à son traitement chimique complet.

Au cours du 5<sup>e</sup> quinquennat serait construit également un autre ouvrage, la centrale hydro-électrique de Fierze d'une puissance installée d'environ 550 000 kWh. Cette puissance serait supérieure à la puissance de toutes les centrales hydro-électriques construites jusqu'alors, y compris celle de Vau i Dejës qui était la première centrale hydro-électrique sur le fleuve Drin. La digue de la centrale hydro-électrique de Fierze, haute de 166 mètres et longue de 400 mètres est dans son genre la plus haute en Europe et l'une des plus hautes du monde.

Au cours de l'élaboration et de l'étude des projets de construction de la centrale hydro-électrique de Fierze, ainsi que pendant sa mise sur pied, furent surmontées de grandes difficultés et résolues avec succès une multitude de problèmes techniques compliqués.

Dans leur travail, les ouvriers et les spécialistes albanais eurent à affronter ouvertement les menées de sape des révisionnistes chinois qui, sous divers prétextes et à des fins déterminées retardèrent l'envoi des équipements et des dispositifs nécessaires conformément aux accords passés avec la partie albanaise, exigèrent la suspension des travaux de construction de certains ouvrages importants de la centrale hydro-électrique de Fierze et s'évertuèrent, mais en vain, à propager un esprit défaitiste et démobilisateur parmi les travailleurs albanais.

Dans le domaine de l'agriculture, le gouvernement arrêta de nombreuses mesures afin d'intensifier le développement économique des coopératives des zones de colline et de montagne. Ces mesures visaient à accroître la superficie irrigable, à accélérer le défrichage des terres, à aménager celles-ci, à développer rapidement l'arboriculture fruitière, etc.

Pour favoriser le développement de l'agriculture et réduire encore les disparités essentielles entre villes et campagnes, l'Etat s'engagea à couvrir les dépenses nécessitées par les services socio-culturels et sanitaires à la campagne.

Une mesure importante en faveur du développement de l'agriculture fut la création des coopératives de type supérieur dans les plaines. Dans ces coopératives, que l'Etat aidait financièrement à fonds perdus, furent appliquées quelques formes d'organisation, de gestion et de répartition propres au secteur d'Etat.

#### Les investissements dans le secteur d'Etat de 1946 à 1975

(En millions de leks)	Années					
	1946-1950	1951-1955	1956-1960	1961-1965	1966-1970	1971-1975
Total des investissements	787	2379	4525	6209	9793	14867
Moyenne annuelle	157	476	905	1242	1959	2973

#### La collectivisation de l'agriculture 1946-1967

	1946	1950	1955	1960	1967
— Nombre des familles de coopérateurs	217	4517	15313	114495	180400
— La superficie des terres cultivées (en hectares)	600	20900	53100	362000	442000
— Etendue cultivée en moyenne par chaque coopérative (en hectares)	85	232	167	244	366
— La part du secteur coopératif dans la production agricole globale (en %)	—	2,1	9,4	66,1	78,6

**L'accroissement de la production industrielle globale divisée en groupe A et B par rapport à 1938 :**

(1938 = 1)	1950	1960	1970	1975
La production industrielle globale	4,1	25,0	63,8	96,8
— Moyens de production (groupe A)	4,3	24,5	73,9	115,4
— Moyens de consommation 4,0 (groupe B)	4,0	25,5	53,7	78,1
La part en pourcentage				
La production industrielle globale	100,0	100,0	100,0	100,0
— Moyens de production (groupe A)	51,9	49,1	58,0	59,7
— Moyens de consommation 4,0 (groupe B)	48,1	50,9	42,0	40,3

**L'allongement de la durée moyenne de la vie**

Années	Total	Hommes	Femmes
1938	38,3	—	—
1950-1951	53,5	52,6	54,4
1960-1961	64,9	63,7	66,0
1965-1966	66,0	65,0	67,0
1976-1977	68,6	66,5	70,9

Les premières coopératives agricoles de type supérieur furent créées en 1971. Leur nombre s'éleva à 25 en 1973 et à 50 à la fin de 1975. Elles regroupaient 23% de la terre arable de tout le secteur coopératif et produisaient 25% des céréales, 40% du tournesol et plus de 50% du riz et du coton produits par toutes les coopératives agricoles.

La fondation des coopératives de type supérieur, ce qui constituait une nouvelle expérience, marqua un pas en avant dans la voie du rapprochement de la propriété de groupe de la propriété de tout le peuple, et donna une nouvelle impulsion à l'essor de l'agriculture, créant ainsi des conditions plus favorables à la construction complète du socialisme dans les campagnes.

Les tâches fixées par le VI<sup>e</sup> Congrès pour le développement de l'économie et de la culture furent accomplies en général avec succès nonobstant les difficultés créées. Leur accomplissement marqua un pas en avant dans la construction intégrale du socialisme dans notre pays.

En 1975 la production sociale s'est accrue de 37% et à un rythme annuel moyen de 6,5%, tandis que le revenu national s'est accru de 38% et à un rythme annuel moyen de 6,7%. Ces rythmes de développement étaient 3 fois plus élevés que la croissance démographique.

De nouveaux progrès furent enregistrés pendant le 5<sup>e</sup> quinquennat dans l'industrialisation du pays. Par rapport à 1970, la production industrielle s'est accrue, en 1975, de 52% et à un rythme moyen annuel de 8,7%, représentant ainsi 65% de la production globale et agricole industrielle.

L'industrie mécanique avança à des rythmes plus rapides que les autres branches de l'industrie. Elle fabriquait déjà des pièces de rechange, des machines et divers équipements satisfaisant ainsi les besoins des autres branches de l'industrie et de l'agriculture. L'industrie chimique alla de l'avant, elle aussi. En 1975 les centrales hydro-électriques ont fourni 59,2% de la production globale d'énergie électrique. Au cours du 5<sup>e</sup> quinquennat des pas importants en avant furent faits dans l'application technologique des acquis de la physique nucléaire dans différents secteurs et branches de l'économie.

C'est pendant ce quinquennat qu'on a mis en exploitation la centrale hydro-électrique de «Vau i Dejës» à Shkodër, le chemin de fer Elbasan-Prrenjas, une usine de lainages à Tirana, etc.

L'industrie légère réussit à satisfaire 85% des besoins de la population en marchandises de consommation courante.

Toutefois quelques branches de l'industrie ne réalisèrent pas les tâches fixées par le VI<sup>e</sup> Congrès du Parti, et cela à cause des insuffisances et faiblesses dans le style et la méthode de travail, dans la direction et la gestion de l'économie en raison des dégâts provoqués par les comploteurs Abdyl Këllezi, Koço Theodhosi et d'autres dans le secteur de l'économie, notamment dans le pétrole, ainsi que du fait des obstacles dressés par le gouvernement chinois.

La production agricole s'accrut à un rythme moyen d'environ 6%. En 1975 le nombre des tracteurs (de 15 chevaux) augmenta de 54%. La moitié de toute la superficie cultivée pouvait maintenant être irriguée. En 1975, furent utilisés 41% plus d'engrais chimiques qu'en 1970 et mis sous culture 90 mille hectares de terre nouvellement défrichée.

Les entreprises agricoles d'Etat et les coopératives de type supérieur, produisaient 37 à 60% des céréales panifiables, du coton, du tournesol, de la betterave à sucre, des agrumes, du lait, de la viande, etc.

Malgré les succès obtenus, les tâches fixées à l'agriculture par le VI<sup>e</sup> Congrès ne furent pas toutes réalisées. Les manifestations de libéralisme et de technocratie observées dans le travail des dirigeants du ministère de l'Agriculture et les menées de sape du groupe hostile dans l'économie ont influé dans ce sens. En conséquence, il y eut des lacunes considérables dans la planification scientifique, un travail médiocre fut accompli dans l'aménagement des terres et la construction des ouvrages d'irrigation; la culture du maïs, l'élevage du menu bétail, des bêtes de trait, l'arboriculture fruitière, etc., furent négligés et l'expérience avancée nouvellement acquise dans l'agriculture ne fut pas généralisée.

D'importants progrès furent enregistrés dans le domaine de l'enseignement et de la culture. Plus de 12 508 étudiants furent diplômés et plus de 72 000 élèves achevèrent leurs études secondaires. En 1975, 30 Albanais sur 100 allaient à l'école. Grâce à l'application des trois composantes de l'école albanaise : étude — travail productif — éducation physique et militaire, l'éducation révolutionnaire des élèves et des étudiants fut portée à un niveau supérieur. D'autre part, des changements qualitatifs intervinrent dans l'activité culturelle et artistique en ce qui concerne le renforcement de son caractère de classe, de masse et en même temps national, et cela dans le cadre de la lutte contre les influences libérales bourgeoises et révisionnistes.

La fondation, en 1972, de l'Académie des sciences, le centre le plus important des recherches scientifiques effectuées en Albanie, fut un événement mémorable dans la vie culturelle et scientifique du pays.

D'autre part, l'organisation de conférence et de congrès portant sur l'approche de problèmes importants anima la vie scientifique du pays. En juin 1972 tint ses assises à Tirana la Conférence nationale des études sociales qui traita sous divers aspects un problème fondamental de la construction socialiste, celui du renforcement du rôle dirigeant de la classe ouvrière et du perfectionnement des rapports existant entre le Parti, la classe ouvrière et les masses. En septembre de la même année fut organisée le 1<sup>er</sup> symposium des études illyriennes qui éclaira d'un jour nouveau les problèmes de la formation, fut réuni le Congrès de l'orthographe de la langue albanaise qui, faisant le point du large débat populaire sur le projet de «Règles de l'orthographe de la langue albanaise», approuva l'orthographe unifiée de l'albanais littéraire. A ce Congrès participèrent aussi des représentants de la population albanaise de Kosove, de Macédoine et du Monténégro, ainsi que des Albanais d'Italie, qui apportèrent une précieuse contribution à la définition des règles de l'orthographe de l'Albanais, langue maternelle de tous les Albanais.

Les succès les plus remarquables dans la littérature et les arts furent, en prose, «Le grand hiver» d'Ismail Kadaré, «L'homme et le canon» de Dritëro Agolli, «L'Affrontement» de Teodor Laço, «La chute des idoles» de Skënder Drini, en poésie, le poème «Mère Albanie» de Dritëro Agolli, le recueil «Le temps» d'Ismail Kadaré, etc. Pendant cette période, furent tournés les longs métrages «La fille des montagnes» «Les chemins blancs», «Quatre chansons pour le Parti», «La ville la plus neuve du monde». Le public apprécia aussi l'opéra «Le Commissaire» de Nikolla Zoraqi. En 1973 fut organisé à Gjirokastër un Festival folklorique national, tandis qu'une nouvelle galerie fut inaugurée à Tirana.

L'accroissement de la production sociale et l'essor de la culture ont conduit à l'élévation du bien-être matériel de la population. Le revenu par tête d'habitant augmenta de 14,5%. Conformément à la directive donnée par le VI<sup>e</sup> Congrès sur la nécessité d'accroître les revenus de la population rurale plus rapidement que ceux de la population citadine, les revenus réels de la paysannerie augmentèrent de 20,5%, alors que ceux de la population citadine de 8,7%.

Par ailleurs, l'accroissement de la consommation sociale à des rythmes plus rapides que l'augmentation du fonds des salaires, fut un autre indice attestant l'élévation du niveau de vie. Le fonds global de consommation sociale en 1975 fut 2,1 fois plus important qu'en 1965. Au cours de ce quinquennat, la circulation des marchandises s'accrut de 35%. Malgré l'influence négative de la crise économique et financière dans les pays capitalistes et révisionnistes, les prix des articles de première nécessité ne montèrent pas en Albanie. Durant ce quinquennat, la question du logement reçut une meilleure solution et tous les villages du pays furent reliés par un réseau téléphonique. Les services sanitaires connurent une large extension. Des centres de services médicaux furent fondés dans presque toutes les coopératives agricoles.

### **3. Les relations internationales de la RP d'Albanie**

Conformément aux orientations données par le VI<sup>e</sup> Congrès, la République populaire d'Albanie était pour la consolidation de l'amitié avec la République populaire de Chine afin de poursuivre ensemble la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Mais la Chine ne s'est jamais tenue fermement aux positions du marxisme-léninisme, elle a suivi une ligne hésitante tantôt à la droite tantôt à la gauche et elle n'a pas considéré les problèmes internationaux à travers le prisme de classe de la révolution.

Avec la visite du président des USA Nixon en Chine en 1971, la Chine abandonna en effet la lutte sur deux fronts, tant contre l'impérialisme américain que contre le social-impérialisme soviétique et adopta le cours d'hostilité avec les Soviétiques et le cours d'amitié avec les Américains. Ensuite la Chine s'engagea dans la danse des alliances et des rivalités impérialistes pour le partage du monde visant par là à devenir une troisième superpuissance.

Le changement de la stratégie chinoise vers le rapprochement avec l'impérialisme américain a été légalité au X<sup>e</sup> Congrès du parti communiste chinois (PCC) tenu en avril 1974 ainsi qu'avec la propagation de la théorie antimarxiste et contre-révolutionnaire des «trois mondes» en février de 1975 que les dirigeants chinois tachèrent d'imposer au mouvement marxiste-léniniste et à tous les peuples du monde. Suivant cette «théorie» la Chine se mit à mener une politique pragmatiste et «à s'unir avec les impérialistes américains et les monopolistes d'Europe, avec les fascistes et les racistes, les rois et les féodaux, les militaristes et les bellicistes les plus enragés. Elle a fait ses alliés de Pinochet et de Franco, d'anciens généraux nazis de la Wehrmacht et de l'armée impériale japonaise, de criminels notoires comme Mobutu et de rois sanguinaires, de boss américains et de présidents de sociétés multinationales». (*Lettre du CC du Parti du Travail d'Albanie et du gouvernement albanais au CC du Parti communiste et au gouvernement chinois*, 29 juillet 1978, Tirana 1978, éd fr., p. 51.)

Constatant ce tournant dangereux dans la politique extérieure de la Chine, le CC du PTA envoya le 6 août 1971 au Comité central du Parti communiste chinois une longue lettre où il soulignait formellement sa désapprobation de cette politique qui allait à rencontre des intérêts de la Chine populaire elle-même, de la révolution et du socialisme. La direction chinoise, résolue à suivre le cours antimarxiste qu'elle s'était choisi et craignant une confrontation, ne répondit pas à la lettre du PTA. Mais aussitôt après elle commença à réagir. Elle prétextait certaines raisons absurdes pour ne pas envoyer sa délégation du VI<sup>e</sup> Congrès du PTA, elle limita ses contacts avec le PTA et n'accepta pas qu'une délégation au sommet du Parti et du Gouvernement de la RPA se rende en Chine pour discuter dans un esprit de camaraderie des divergences idéologiques et politiques apparues. Les fonctionnaires chinois observaient toujours plus une attitude de froideur envers l'Albanie.

Les rapports entre la Chine et l'Albanie se restreignirent alors que la Chine élargissait ses relations avec la Roumanie et la Yougoslavie et projetait de créer une alliance militaire roumano-yougoslavo-albanaise, qui devait servir d'instrument pour réaliser les visées de la direction chinoise contre l'Union soviétique.

Au cours des années 1971-1975 les révisionnistes chinois établirent un blocus économique contre la RPA afin de la soumettre. Ils réduisirent au minimum leur commerce avec l'Albanie. En 1975 les importations albanaïses en provenance de la Chine enregistrèrent un déficit de 40 millions de yens sur le montant prévu alors que les exportations de cette même année vers ce pays étaient pleinement réalisées.

Sur 35 établissements qui devaient être construits au cours du 5<sup>e</sup> quinquennat avec l'aide aussi de la partie chinoise, il n'en fut construit que 15, les autres furent reportés au 6<sup>e</sup> quinquennat. En 1975, alors que le 6<sup>e</sup> plan quinquennal était en discussion, la Chine n'accorda à l'Albanie que 25% du crédit demandé. Les Chinois avaient inclus dans ce crédit les demandes de caractère militaire ainsi que les 20 établissements non réalisés au titre des accords antérieurs.

Les pressions politiques et économiques des révisionnistes chinois se concrétisèrent aussi dans le complot militaire et économique des groupes hostiles dirigés par Beqir Balluku et Abdyl Këllezhi. (Enver Koxha, *Réflexions sur la Chine*, Tirana, 1979, t, II, éd. fr., 309.)

Après la liquidation de ces groupes hostiles, exaspérés par les fermes positions marxistes-léninistes de notre pays sur le plan de la politique intérieure et extérieure, les révisionnistes chinois accentuèrent les divergences politiques et idéologiques et aggravèrent encore plus les relations avec la République populaire d'Albanie.

Au cours de cette période également, l'Albanie attacha une attention particulière à ses relations avec les pays voisins. Parlant des rapports entre les pays balkaniques et la garantie de la paix dans cette zone, Enver Hoxha appelait ces pays, au VI<sup>e</sup> Congrès, à ne pas permettre aux impérialistes, aux social-impérialistes et aux cliques chauvines de refaire des Balkans une «poudrière» comme dans le passé. L'Albanie était pour le renforcement de l'amitié sans ingérence dans les affaires d'autrui, sans qu'aucun pays ne permette sur son territoire des manœuvres portant atteinte aux intérêts des pays voisins.

C'est dans cet esprit que se développèrent les relations avec la Yougoslavie, en dépit de toutes les divergences idéologiques inconciliables. Les échanges commerciaux au cours de ces années s'amplifièrent. En mai 1971 fut signé l'accord entre le Gouvernement de la RP d'Albanie et le Gouvernement de la RSF de Yougoslavie sur l'échange des marchandises pour les années 1971-1975. Au cours de cette période, comme auparavant, les négociations bilatérales permirent de régler des questions relatives à l'exploitation des eaux. En particulier, les relations culturelles, éducatives et sportives avec la Région autonome de Kosove s'amplifièrent.

Pendant ces années des pas avaient également été faits vers la normalisation des relations avec la Grèce, ce qui conduisit à l'établissement des relations diplomatiques entre la RPA et la Grèce en 1971. L'établissement de relations avec la Grèce était un événement important qui mit fin à une situation anormale qui avait commencé vers la fin de la Seconde Guerre mondiale et contribua à la consolidation de la paix et de la sécurité dans les Balkans.

Après l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, les rapports et les échanges commerciaux se normalisèrent aussi. En octobre 1972 fut signé un accord commercial entre l'Albanie et la Grèce pour les années 1973-1975.

De bons rapports existaient aussi avec l'Italie. Durant les années 1971-1972, des accords sur les échanges commerciaux furent conclus entre les deux pays. En novembre 1972, fut signé un accord commercial à long terme entre les deux pays. La RPA étendit aussi ses relations commerciales avec d'autres pays des Balkans, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie.

Appliquant les orientations du VI<sup>e</sup> Congrès sur la politique extérieure, le gouvernement albanais dénonça «l'offensive pacifique» lancée par les deux superpuissances dans le but de camoufler leurs plans agressifs et leurs nouveaux complots contre les peuples.

Dans le cadre de cette «offensive pacifique» et à l'initiative de l'Union soviétique, il fut décidé de convoquer en 1972 une conférence paneuropéenne à laquelle furent invités aussi les USA et le Canada pour «discuter des questions de la sécurité et de la coopération» européenne.

Dans la lettre du 18 novembre 1972 en réponse, à la notification de la République de Finlande du 9 novembre 1972 sur la réunion préparatoire d'une «conférence générale européenne sur la sécurité et la coopération», le Gouvernement de la RPA exprimant encore une fois son opinion, estimait que la politique expansionniste agressive des USA et de l'Union soviétique ainsi que celle du revanchisme ouest-allemand constituaient le danger principal pour la paix et la sécurité en Europe. («*Zëri i popullit*», 21 novembre, 1972, éd. alb.) S'il fallait protéger les peuples d'Europe c'est justement contre eux qu'il fallait les protéger.

L'Albanie n'accepta donc pas de participer à la conférence «sur la sécurité européenne» qui se réunit à Helsinki le 3 juillet 1973.

La RPA soutint la lutte héroïque du Vietnam et salua sa victoire contre les agresseurs impérialistes américains et leurs laquais. La délégation albanaise à l'ONU appuya la demande et le droit incontestable de la République démocratique de Vietnam et de la République du Vietnam du sud d'être admises dans cette organisation. Elle affirma son soutien à la lutte de libération nationale des peuples de Guinée, d'Angola et du Mozambique et des peuples des Zimbabwe et de Namibie. Le gouvernement albanais dénonça la politique à double face menée au Moyen-Orient par les deux superpuissances impérialistes ainsi que leurs visées expansionnistes anti-arabes. Il démasqua également le coup d'Etat au Chili et la situation tendue créée à Chypre par les deux superpuissances.

Au cours des années 1971-1975 les relations de l'Albanie socialiste avec les autres pays s'étendirent. Des relations diplomatiques furent établis avec nombre de pays d'Amérique latine comme le Chili, le Pérou, Costa Rica, l'Argentine, le Mexique, le Venezuela et d'Afrique et d'Asie comme l'Iran, le Népal, La Guinée Equatoriale, le Sénégal, le Nigeria, le Cameroun, la Tunisie, le Burundi le Liban, le Bénin, la Guinée Bissau, le Gabon, le Laos, la Mozambique. Quant aux Etats d'Europe, outre la Grèce, des relations diplomatiques furent nouées aussi avec la Norvège, le Luxembourg et Malte.



## CONCLUSION

La période comprise entre les années 1976 et 1980 se caractérise par trois événements de portée historique : le VII<sup>e</sup> Congrès du PTA qui définit les voies et les tâches pour le développement ultérieur de l'édification socialiste et la consolidation continue de la dictature du prolétariat en Albanie, l'approbation de la Constitution de la République populaire socialiste d'Albanie par l'Assemblée nationale et la lutte du PTA pour dénoncer la trahison des révisionnistes chinois.

Le VII<sup>e</sup> Congrès du PTA réuni à la veille du 35<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation, du 1<sup>er</sup> au 7 novembre 1976, fit le bilan des victoires remportées, synthétisa à un plus haut degré la riche expérience révolutionnaire accumulée par notre Parti et les masses travailleuses durant la période comprise entre les deux congrès et approuva les directives du 6<sup>e</sup> plan quinquennal.

Comme toujours, le développement, le renforcement et la modernisation de l'industrie et notamment de l'industrie lourde devaient occuper la place principale dans le développement de l'économie socialiste. La production industrielle globale, la priorité étant donnée à la production des moyens de production devait s'accroître de 41-44%. Le volume global de la production industrielle, au cours de ce quinquennat devait, selon les prévisions dépasser celui de la production correspondante des quatre premiers plans quinquennaux (1951-1970) pris ensemble.

Le 6<sup>e</sup> quinquennat serait marqué par la mise sur pied et le développement de la sidérurgie ainsi que par le développement de l'industrie des métaux non-ferreux. La création de l'industrie du ferrochrome, de la pyrométallurgie, des laminés de cuivre qui constitue l'une des principales caractéristiques de ce quinquennat, devait élever le niveau de traitement des matières premières minières dans le pays, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives à l'accroissement de la production industrielle en articles très importants. Le principal objectif fixé dans l'agriculture était d'assurer l'autosuffisance alimentaire du pays, d'augmenter les réserves de l'Etat en céréales. Selon les prévisions la production agricole globale devait augmenter de 38-41%. Elle devait presque égaler la valeur de la production correspondante des trois premiers quinquennats 1951-1965 pris ensemble.

Le 6<sup>e</sup> plan quinquennal marquait un autre pas important en avant dans l'enseignement, la culture et la science. La tâche principale de l'activité éducative était d'approfondir le processus de révolutionnarisation de l'école, d'harmoniser ses trois composantes: étude — travail productif — éducation physique et militaire.

La culture et l'art socialistes seraient développées en extension et en profondeur pendant que l'esprit de parti prolétarien et le caractère populaire et national seraient raffermis.

L'activité scientifique de recherche devait devenir une méthode générale qui pénètre et guide tout travail, qui contribue effectivement à résoudre les problèmes de l'édification du socialisme et de la défense de la patrie.

Dressant le bilan du travail accompli pour l'élaboration du projet de Constitution et de la discussion dont il fut l'objet de la part du peuple, le VII<sup>e</sup> Congrès du Parti l'examina et l'apprécia comme une grande victoire historique de notre parti et du peuple albanais, comme un document juridique de particulière importance, et de grande valeur, qui servirait de fondement au développement social et culturel du pays à l'étape de l'édification complète de la société socialiste.

Le 28 décembre 1976 le projet de la nouvelle Constitution fut analysé à la 5<sup>e</sup> session de la 8<sup>e</sup> législature de l'Assemblée populaire, qui l'approuva unanimement et définitivement. La nouvelle Constitution entra aussitôt en vigueur.

Sanctionnant les victoires remportées et la tendance du développement de l'Albanie dans la voie de l'édification complète de la société socialiste, la nouvelle Constitution ouvrit une plus large perspective au développement des forces productives, aux rapports de production, à l'émancipation et à l'éducation révolutionnaire de l'homme nouveau, à la consolidation du système socialiste et de la dictature du prolétariat, elle créa de meilleures conditions pour la marche en avant de notre pays vers le communisme. Dans ce sens, elle est non seulement un document juridique mais aussi un programme de combat et de travail pour l'avenir.

Synthétisant la ligne et l'expérience du Parti dans le développement et l'intensification de la révolution, la nouvelle Constitution, comme il était dit au VII<sup>e</sup> Congrès du PTA, sanctionne aussi les dispositions juridiques, politiques, idéologiques et économiques tendant à barrer la voie au révisionnisme et à la restauration du capitalisme. Dans ce sens, notre Constitution représente une contribution précieuse et créatrice du Parti du Travail d'Albanie à la théorie et à la pratique du socialisme scientifique. (Enver Hoxha, *Rapport au VII<sup>e</sup> Congrès, du PTA*, Tirana, 1976, éd. fr. p. 16.)

Dans la nouvelle Constitution, l'Etat albanais prend le nom de République populaire socialiste d'Albanie (RPSA). Cette appellation non seulement reflète plus clairement le contenu de classe de l'Etat albanais et sa base sociale, mais conserve aussi en elle la dénomination de l'Etat consacré par la première Constitution comme République populaire.

La Constitution ne cache pas son caractère manifeste de classe. Elle proclame et sanctionne la nature d'Etat de dictature du prolétariat de la RPSA qui exprime et défend les intérêts de tous les travailleurs ; elle proclame le PTA, avant-garde de la classe ouvrière, unique force politique et dirigeante de l'Etat et de la société ; le marxisme-léninisme, idéologie dominante qui sert de base au développement de tout l'ordre social ; la lutte de classe comme la principale force motrice pouvant assurer la victoire définitive de la voie socialiste sur la voie capitaliste et réaliser l'édification intégrale du socialisme et du communisme.

La nouvelle Constitution reflète le caractère profondément démocratique de l'Etat albanais de dictature du prolétariat. La nouvelle Constitution sanctionne clairement que le pouvoir est un et indivisible, que le peuple travailleur l'exerce par l'intermédiaire des organes représentatifs, l'Assemblée populaire et les conseils populaires, ainsi que directement. Nul, en dehors des organes nommément cités dans cette Constitution, ne peut, au nom de la République populaire socialiste d'Albanie, exercer la souveraineté du peuple ni aucun de ses attributs. Tous les autres organes d'Etat mènent leur activité sous la direction et le contrôle des organes représentatifs et rendent compte devant eux.

Tenant compte de la grande importance que revêt le principe du centralisme démocratique pour la société socialiste, la Constitution a sanctionné que «en République populaire socialiste d'Albanie l'organisation et l'activité de l'Etat, toute la vie politique et économique sont fondées sur ce principe et se développent conformément à ce principe».

Dans la nouvelle Constitution sont énoncés clairement les droits et les devoirs fondamentaux des citoyens auxquels sont garantis par la loi et dans la pratique l'égalité, indépendamment du sexe, de la race, de la nationalité, du niveau d'instruction, de la position sociale, le droit au travail, à l'éducation, à la sécurité sociale gratuite, la liberté d'expression, de la presse, d'organisation, de manifestation publique, l'égalité entre la femme et l'homme etc.

L'harmonisation des intérêts personnels avec les intérêts sociaux, en tant que trait distinctif de la société socialiste, est citée dans la Constitution comme un de ses principes fondamentaux. «Les droits et les devoirs des citoyens ont pour fondement la conciliation des intérêts de l'individu et de la société socialiste, la primauté étant accordée à l'intérêt général.»

Dans la nouvelle Constitution est reflétée et formulée clairement la ligne de notre Parti sur les grandes questions de la souveraineté nationale, de la défense de la liberté et de l'indépendance du pays, qui revêtent une grande importance compte tenu de la pression politique, idéologique, économique et militaire exercée sous tous les aspects sur l'Albanie. La défense de la patrie est définie comme le devoir suprême et le plus grand honneur de tous les citoyens et la trahison envers la patrie comme le crime le plus grave. La défense de la patrie est assurée par le peuple en armes, dont la force de choc principale est l'Armée populaire. Les forces armées sont dirigées par le Parti du Travail d'Albanie. Le Premier secrétaire de son Comité central en est le commandant en chef en même temps que Président du Conseil de la défense. Afin de défendre la patrie et les conquêtes de la révolution populaire, la Constitution déclare que le territoire de la RPSA est inaliénable et ses frontières inviolables. Elle proclame que «nul n'a le droit de signer ou de reconnaître, au nom de la République populaire socialiste d'Albanie, la capitulation ou l'occupation du pays. Tout acte de cette nature est condamné comme trahison à la patrie». De même la Constitution interdit l'installation de bases militaires et de troupes étrangères sur le territoire de l'Etat albanais.

Pour la sauvegarde de l'indépendance du pays et de l'ordre socialiste, la nouvelle Constitution énonce une prescription importante à savoir que l'octroi de concessions, la création de sociétés et d'autres institutions économiques et financières étrangères ou en participation avec des monopoles et des Etats capitalistes, bourgeois et révisionnistes, et l'acceptation de crédits de ces derniers, sont interdits.

Le principe de l'appui sur ses propres forces est sanctionné dans la Constitution comme l'un de ses principes plus importants.

La Constitution énonce aussi les principes fondamentaux de la politique extérieure de l'Etat albanais, qui, dans ses relations extérieures, se guide sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.

La Constitution contient également une série de principes et d'autres normes qui se situent à la base de toute la vie économique et sociale, politique et spirituelle.

«La nouvelle Constitution, a dit le camarade Enver Hoxha au Congrès, offre le miroir d'une société véritablement socialiste, édifiée selon les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, enseignements incarnés et confirmés dans la pratique révolutionnaire de notre pays». (Enver Hoxha, *Rapport au VII<sup>e</sup> Congrès du PTA*, Tirana, 1976, éd. fr., p. 30.)

Le Congrès eut un vaste écho international.

Le camarade Enver Hoxha jugea la participation de nombreuses délégations de partis marxistes-léninistes au Congrès, leur soutien au PTA dans l'édification du socialisme, leur appréciation de sa lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme, le révisionnisme moderne et la réaction, un important encouragement révolutionnaire.

Le Congrès dénonça le révisionnisme moderne de tout acabit et mit en particulier l'accent sur la critique des points de vue et des prises de position antimarxistes du révisionnisme chinois. Bien que, pour des raisons de tactique, le Congrès ne se fût pas adressé à lui nommément, il exprima ouvertement le jugement du PTA contre la théorie réactionnaire des «trois mondes».

En même temps que les impérialistes et les social-impérialistes etc., intensifiaient leurs pressions sur l'Albanie socialiste, dans tous les domaines, la direction chinoise, elle aussi, accrut son activité anti-albanaise dans les années 1976-1978.

Dans le but de soumettre le PTA et l'Etat albanais, les révisionnistes chinois créèrent des nombreux et sérieux obstacles et difficultés dans la mise en œuvre du 6<sup>e</sup> plan quinquennal. Prétextant des raisons diverses, ils retirèrent un certain nombre de leurs spécialistes qui travaillaient en Albanie, ralentirent et surtout reportèrent la construction en cours des établissements industriels avec le concours de la Chine comme le combinat métallurgique à Elbasan, l'usine de traitement à fond du pétrole à Ballsh (Fier), la centrale hydro-électrique de Fierze etc.

Le Parti et le gouvernement albanais s'efforçaient de préserver l'amitié entre l'Albanie et la Chine mais une amitié fondée sur le marxisme-léninisme afin que les relations entre les deux pays soient correctes et qu'elles se développent, ainsi que le commerce, sur un plan de parfaite égalité. Mais la direction chinoise poursuivit sa politique anti-albanaise qui s'accrut encore après le VII<sup>e</sup> Congrès.

Le Comité central du Parti du Travail d'Albanie avait pris depuis longtemps les mesures requises pour faire face à la nouvelle situation créée. Comme l'avait prévu le PTA, les événements en Chine évoluèrent très rapidement. Le 7 juillet 1978, le gouvernement chinois communiqua au gouvernement albanais sa décision préméditée de couper immédiatement ses aides économiques et militaires à l'Albanie, et de retirer d'Albanie tous ses spécialistes qui y travaillaient jusqu'à ce jour.

Le Comité central du Parti et le gouvernement de la RPS d'Albanie répondirent à cet acte de 29 juillet par une lettre au CC du PC chinois et au gouvernement chinois. Ils dénoncèrent l'arrêt des aides et des crédits accordés à l'Albanie socialiste par la Chine comme un acte réactionnaire accompli à partir de positions de grande puissance, acte qui renouvelait par son contenu comme par sa forme les féroces méthodes chauvines des révisionnistes yougoslaves et soviétiques.

L'acte unilatéral du gouvernement chinois constituait une violation arbitraire des règles et des normes internationales élémentaires, un pas entrepris à des fins hostiles pour nuire à l'économie et à la capacité de défense de notre pays, saboter la cause de la révolution et du socialisme en Albanie.

Les véritables motifs de la rupture des relations de coopération économique et militaire avec l'Albanie par le gouvernement chinois n'avaient pas un caractère purement technique comme la note du 7 juillet 1978 voulait le laisser entendre mais un caractère profondément politique et idéologique.

Cet acte était la conséquence logique de la déviation complète de «la direction chinoise par rapport au marxisme-léninisme et aux principes de l'internationalisme prolétarien, de son rapprochement et de sa collusion avec l'impérialisme américain, le capital international et la réaction, de sa renonciation à aider et à soutenir les forces révolutionnaires et de libération dans l'arène internationale, des ambitions de la Chine de devenir une superpuissance impérialiste». (*Lettre du CC du PTA et du gouvernement albanais au CC du Parti communiste et au gouvernement chinois*, Tirana 1978, éd. fr., p. 21.)

Cette ligne suivie par la direction chinoise, et qui avait été émaillée de zigzags, s'était heurtée à l'opposition continue du Parti du Travail d'Albanie; de ce fait entre le PTA et le PC chinois étaient apparues de sérieuses contradictions idéologiques et politiques, qui allèrent progressivement s'aggravant.

C'est justement dans les contradictions et les divergences idéologiques et politiques avec le PTA, dans l'échec des tentatives de la direction chinoise pour imposer sa ligne au PTA que réside la véritable raison de la décision d'arrêter les aides et les crédits à l'Albanie. «C'est précisément parce que la direction chinoise, soulignait la Lettre du CC du PTA et du gouvernement albanais, n'a pu soumettre l'Albanie socialiste, qu'elle cherche maintenant à se venger et à contrecarrer le développement du socialisme en Albanie. Mais par cet acte elle dévoile encore mieux son visage antimarxiste et contre-révolutionnaire». (*Lettre du CC du PTA et du gouvernement albanais au CC du Parti communiste et au gouvernement chinois*, Tirana 1978, éd. fr., p. 56.)

La lettre faisait connaître à l'opinion mondiale la vérité sur les rapports économiques entre l'Albanie et la Chine en soulignant que les révisionnistes chinois les décrivaient de manière tendancieuse et fautive. Dans la note chinoise, les aides économiques et militaires accordées à l'Albanie étaient gonflées, et présentées comme ayant eu des effets décisifs pour le développement de l'Albanie, il y était prétendu que le développement du pays était le résultat de cette aide et le mérite des spécialistes chinois alors que notoirement le total des crédits octroyés par la Chine ne représentait qu'un taux très réduit du revenu national de la RPS d'Albanie. En outre, ces aides n'étaient pas des aumônes mais des crédits impliquant des obligations bilatérales qui découlaient d'accords signés entre les deux pays, conformément aux désirs et aux intérêts des deux parties et à la pratique internationale connue des rapports entre Etats souverains. La partie chinoise viola ces accords en faisant traîner en longueur pendant des années l'achèvement de la plupart des ouvrages économiques qui devaient être construits avec l'aide en crédits de la Chine.

Le Comité central du PTA et le gouvernement de la RPSA déclarèrent publiquement que les plans de développement de l'Albanie, fixés par le Parti, seraient réalisés dans tous les domaines, y compris les grands travaux que la Chine avait laissés inachevés ainsi que d'autres nouveaux travaux grâce au travail plein d'abnégation et à la détermination du peuple albanais.

A partir de 1978, avec l'arrêt des aides et des crédits économiques et militaires par la Chine, l'Albanie devenait l'unique pays qui construisait le socialisme en s'appuyant uniquement sur ses propres forces sans aucun crédit au aide de l'extérieur, sans endettement extérieur ni intérieur.

La propagande impérialiste et révisionniste s'évertuait par tous les moyens de cacher la vérité sur l'Albanie et de faire pression en la présentant comme un pays isolé qui ne pouvait aller de l'avant sans le soutien économique et militaire d'une grande puissance. C'était la même histoire qui se répétait depuis le temps où une pareille thèse avait vu le jour, lorsque le PTA engagea la lutte contre les révisionnistes yougoslaves et plus tard contre les révisionnistes soviétiques. C'est ce qui advint également lorsqu'il dénonça les révisionnistes chinois et la théorie réactionnaire de la pensée maotsétoung.

A l'opposé de ces prévisions, le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais se mirent au travail pour continuer sans relâche l'édification du socialisme en Albanie, traduisant ainsi résolument dans les faits la thèse léniniste de l'édification du socialisme même dans un pays isolé et encerclé. Notre Parti connaissait bien les difficultés créées à la suite de l'activité hostile des dirigeants chinois et il ne les dissimula pas. Il avait prévu le mal depuis longtemps, et cela l'aida beaucoup à venir à bout des difficultés. En 1978, lorsque la Chine coupa les aides et les crédits convenus, l'Albanie disposait d'un potentiel économique et militaire qui lui permettrait de poursuivre l'édification du socialisme à des rythmes normaux en s'appuyant uniquement sur ses propres forces humaines et matérielles.

Grâce au travail persévérant des travailleurs de la construction, en octobre-novembre 1978 fut inaugurée la centrale hydro-électrique «La lumière du Parti» à Fierze, le combinat métallurgique «L'acier du parti» à Elbasan, qui fut mis partiellement en exploitation, le combinat des autos et tracteurs «Enver Hoxha» à Tirana, la raffinerie de pétrole à Ballsh. En outre furent construits d'autres grands ouvrages : une mine de ferronickel et une usine d'enrichissement du ferronickel à Guri i kuq (Pogradec), une papeterie à Lezhe, une mine de charbon à Valias (Tirana), deux grands ponts sur le fleuve Drin à Kukës, une usine de ferrochrome à Burrel, une usine de fonte du cuivre à Laç (Kruje), la voie ferrée Përrenjas-Guri i Kuq, des centaines de chaînes de fabrication et de nouveaux ateliers, des ouvrages de bonification et d'irrigation des établissements de caractère socio-culturel etc.

Les grandes victoires remportées par la République populaire socialiste d'Albanie dans tous les domaines, dans les conditions du blocus et de l'encercllement impérialisto-révisionniste sont un nouveau témoignage de la justesse de la politique intérieure et extérieure du PTA et de l'Etat socialiste albanais, de l'unité d'acier parti-peuple, du haut niveau de conscience politique des masses travailleuses, de leur esprit de mobilisation et de leur volonté de réaliser l'édification intégrale de la société socialiste et de garantir la défense de la patrie.